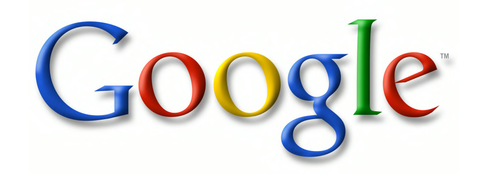
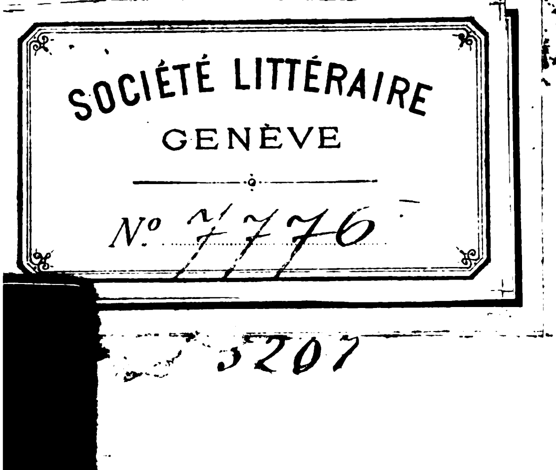





SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE
GENÈVE
Nº 7776


Vet. Fr. III B. 3321


TAYLOR INSTITUTION
DOMI NUS ILLU MINA TIO MEA

5207

49

Legs de M Diel

PARIS

PENDANT LES

DEUX SIÉGES

PARIS

PENDANT LES

DEUX SIÉGES

PAR

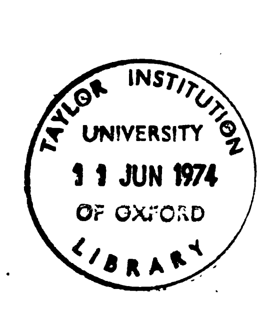
LOUIS VEUILLOT

TOME SECOND



PARIS
LIBRAIRIE DE VICTOR PALME
Éditeur des Bollandistes
25, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN

1871



PARIS PENDANT LE SIÉGE

XCIII

20 décembre.

FAUSSE APOLOGIE DU GOUVERNEMENT, VRAIE APOLOGIE DE LA FRANCE.

On lit dans le *Journal officiel :*

Plusieurs journaux reprochent au gouvernement de suivre une politique indécise et de compromettre la défense par ses hésitations. Ils l'accusent aussi de ne pas mettre le public incessamment au courant de ses espérances et de ses moyens d'action, et de garder quelquefois pour lui les dépêches qui lui parviennent.

Le gouvernement n'a pas de prétention de faire toujours ce qui serait jugé le meilleur par chacun de ceux qui ont le droit et le devoir de contrôler ses actes. S'il voulait réaliser cet idéal, il serait forcé de faire à la fois plusieurs choses contradictoires. Ce à quoi il s'efforce, c'est d'accomplir sans arrière-pensée la

lourde tâche qui pèse sur lui, et, sur ce point, son programme est simple : combattre l'invasion étrangère jusqu'à ce qu'il l'ait repoussée par la force ou par un arrangement honorable.

Ce programme, par lui formulé dès les premiers jours, n'a pas cessé, ne cessera pas d'être le sien. Paris fût-il seul à résister, le devoir continuerait à l'imposer. Mais, grâce à Dieu! malgré ses fortunes diverses, l'effort de la province s'unit au nôtre et se prononce chaque jour davantage. Là aussi, aux ruines de l'empire la république a fait succéder des armées improvisées qui s'affirment par leur héroïsme. Dans la douloureuse situation où nous sommes, nous ne pouvons retracer l'histoire glorieuse de leurs combats de chaque jour sur tous les points du territoire. L'imperfection de nos communications ne nous permet de recueillir que des renseignements incomplets, et nos concitoyens voudront bien ne pas exiger de nous des détails qui ne nous parviennent pas.

Quand nous recevons des dépêches, nous ne gardons pour nous que les appréciations confidentielles; nous avons toujours publié, et nous publierons toujours les faits qu'elles renferment. De ces faits constants, il résulte pour tout esprit impartial que la nation accepte résolûment la lutte et qu'elle ne se laissera pas dominer par l'étranger. Qui aurait pu croire, il y a quelques semaines, que nos jeunes recrues de la Loire arrêteraient, par dix jours de combats, les bandes victorieuses de Frédéric-Charles, du prince de Mecklembourg et du prince royal de Saxe? Non-seulement elles les ont tenues en échec, mais elles les ont fait reculer en leur infligeant des pertes considérables.

Elles forment une armée intacte prête à donner la main à Briant vers l'ouest, à Bourbaki au sud, alors que le général Faidherbe, dont chacun sait la distinction et le courage, opère du côté du nord. Telle est notre situation résumée en quelques mots. Nous ne dissimulons ni sa gravité ni ses périls, mais nous disons qu'elle est simple, et qu'elle nous impose l'obligation de tenir et de combattre. Depuis trois mois Paris accepte les plus dures souffrances, et sa constance grandit avec l'épreuve. Il sait qu'il peut souffrir davantage, et repousse

avec horreur l'idée d'une capitulation que la crainte de cette aggravation lui arracherait.

Le gouvernement n'a d'autre mérite que de s'associer à ce sentiment et de se faire l'exécuteur de cette volonté. Il est résolu à y mettre toute son énergie, et il ne demande d'autre récompense que de n'être pas indigne du dévouement civique de ceux qui lui ont donné leur confiance. Il combattra avec eux, et, il en a le ferme espoir, avec eux et par eux, il vaincra. L'ennemi qu'il s'agit de repousser est puissant; mais quelle que soit sa force, elle est moins grande que celle de la nation française; et quand Paris, quand le gouvernement de la défense nationale annoncent leur inébranlable dessein de combattre et de vaincre, ils peuvent affirmer, sans craindre de se tromper, qu'ils ont pour eux la France tout entière, et qu'avec la garde nationale, la garde mobile et l'armée ils réussiront dans leur sainte entreprise.

La note du *Journal officiel* nous donne de ces bonnes raisons sur lesquelles il n'y a rien à dire et qui pourraient aussi opportunément n'être pas données. La situation est difficile, les hommes ont fait ce qu'ils ont pu. Cela est connu et admis de tout le monde. Personne ne doute de la bonne volonté des hommes, personne n'ignore que ce qu'ils ont pu n'a pas été brillant. Le génie a manqué.

C'est un grand sujet de regret, ce ne serait pas tout à fait un légitime sujet de reproche. Nul n'est tenu d'avoir du génie, pas même lorsque l'on s'est proposé pour faire en ce genre des miracles. Il y a des époques où tout le monde est persuadé de posséder le plus grand mérite et s'offre à jouer triomphalement avec l'impossible, le véritable, l'unique impossible étant de ne pas triompher. M. le maréchal Le Bœuf a eu cette conviction-là, qui était l'idée de

l'Empire. Dans le moment que M. le maréchal Le Bœuf voyait fuir son illusion, les illustres députés de Paris, MM. Favre, Crémieux, Glais-Bizoin, Ferry, etc., se sentaient absolument capables de rétablir les affaires et les prenaient en main très-gaillardement, comme on l'a vu, attendu qu'il est impossible que la République ne triomphe pas, surtout conduite par MM. Ferry, Crémieux, Glais-Bizoin, Favre, etc., lesquels sont l'amour des peuples et l'espérance du monde. Le *Journal officiel* en est encore persuadé. Il nous le dit, selon sa fonction qui est de nous le dire jusqu'au dernier jour et jusqu'à la dernière minute. Merveilles à Paris, nous en sommes tous témoins; merveilles en province, les pigeons l'attestent : « Là aussi, aux ruines de l'Empire, la *République* a fait succéder des armées improvisées qui s'affirment (?) par leur héroïsme. »

Il faut avoir beaucoup de pitié et beaucoup de clémence pour les époques où tout le monde est plein de génie, où les officines d'avocat, les coulisses des théâtres, les boutiques de libraires, les bureaux de rédaction, les cafés et les cantines regorgent d'hommes universels, tous également certains de sauver le pays, moyennant quelque petit appointement. En fait de génie militaire, que peuvent à bon droit se reprocher le ministre impérial Le Bœuf et le ministre républicain Gambetta, et dans toutes les autres branches du génie de gouvernement tous les autres ministres impériaux et tous les autres ministres républicains, et des deux côtés, ces couches remuantes que l'on appelle le peuple politique ?

Depuis un demi-siècle, le genre humain politique n'est guère que le même faquin ou le même sot tiré à plusieurs milliers d'exemplaires. La pauvre espèce humaine gémit sous ce mille-pattes qui l'avilit et la gruge. Elle attend un homme qui tire l'épée pour faire enfin ce qui est la seule vraie gloire de l'épée : obéir à la vérité, déchirer l'erreur.

Il est certain cependant, comme dit l'*Officiel*, que rien n'est perdu. La raison qui fait que rien n'est perdu, l'*Officiel* ne la dit pas et ne la connaît pas. Rien n'est perdu parce que les événements, à l'insu et contre la volonté de ceux qui les brassent ou plutôt les tripotent, forment tout à la fois et l'homme que le véritable peuple attend, et le peuple dont cet homme aura besoin. Dans ce siècle de machines, les événements sont comme les rouages inconscients d'un mécanisme immense et mystérieux. L'ingénieur se cache. On ne saura son nom que lorsqu'on verra son ouvrage, et alors l'acclamation de l'humanité saluera Celui qui fait les mondes.

Oserons-nous dire que tout ce qui se passe depuis cent ans est ce que l'on appelle vulgairement une lessive ? Et pourquoi ne le dirions-nous pas? L'œuvre est assez forte pour élever le mot à sa hauteur. Une telle lessive vaut bien une création. Mille souillures qui apparaissent à la surface de la formidable cuve, sont des parcelles immondes qui se détachent. Cette écume sera enlevée. En ce moment elle couvre tout, mais déjà elle ne tient plus à rien; et ce qui sortira de la cuve en sera tiré autre qu'il n'y fut mis, c'est-à-dire nettoyé, pur, salubre, préparé pour de nobles usages.

Il y a comme une mystérieuse attente de ce bienfait dans la patience invincible avec laquelle la France supporte et même bénit les douleurs de l'opération. Elle veut être lavée, elle veut renaître, elle veut resplendir, et elle a foi dans le succès de la « sainte entreprise » sans avoir aucune foi dans les hommes qui en ont la conduite, lesquels, en vérité, ne sont pas dignes, et, en réalité, ne conduisent rien.

Sainte entreprise! c'est le *Journal officiel* lui-même qui écrit ce mot étrange dans ses colonnes. Comme il est vrai! Et comme il ne le sait pas!

On escompte l'histoire, on se décerne des couronnes dont il ne sera plus guère question au jour du véritable jugement. Qui a fait ce qui est fait? C'est un mouvement d'instinct et de multitude, dont nul ne peut discerner les causes. Presque partout la digue et le flot se sont également trompés. Les accoucheurs de la République croyaient mettre au monde la paix. La plupart de ceux qui hurlaient le cri de guerre ne voulaient point se battre. Les murailles de Paris seraient tombées d'elles-mêmes s'il leur avait été dit qu'elles tiendraient si longtemps. Jamais Dieu n'a davantage montré l'obstination de ses miséricordes sur la France.

Depuis cent ans, l'histoire des Français n'est pas glorieuse, celle de la France l'est infiniment. Quelle autre nation soumise à de tels guides, renversée par tant de surprises et de séductions contraires de la gloire, de la prospérité, de l'esprit, de l'orgueil et de la honte, aurait pu espérer d'en sortir, comme le monde en aura le spectacle, avec toute sa foi, tout

son bon sens et toute sa vertu ! Mais ceux qui s'attribuent ici quelque chose, qui pensent que la France subit ce combat pour conserver les présents qu'ils lui ont fait et demeurer dans le cul-de-sac où ils encensent leur propre et imbécile idole, ceux-là ne connaissent ni la France, ni eux-mêmes, et n'ont pas le pressentiment de l'avenir vers lequel s'élanceront nos drapeaux purifiés.

XCIV

21 décembre.

CADET.

Nous mettons sous les yeux du public l'édit du sieur Cadet, directeur général des ambulances de l'arrondissement Mottu. C'est un véritable édit dans le goût proconsulaire de la vieille Rome et de la nouvelle Russie. En Pologne, on est déclaré Russe pour les mêmes raisons qu'on est déclaré libre-penseur dans les ambulances Mottu. Nous ne connaissons pas d'acte cosaque qui ait, en ce genre, dépassé la tranquille insolence de l'édit Cadet.

Il n'y a pas d'article particulier à signaler. L'édit est d'un seul jet et égal à lui-même partout. Cadet-Mottu ne veut pas que ses ambulances puissent être exposées à l'infection d'une religion *quelconque*. Il faut absolument que le malade l'exige, et qu'alors

même ce ne soit pas long. Là-dessus, l'édit est minutieux. La mort chrétienne est précieuse devant Dieu; mais la mort *civile* est précieuse devant Cadet, premier-né de Mottu. Il fait tout son possible, qui va loin, pour s'en procurer le plaisir et la gloire. Il y intéresse les parents. Il accorde la prime d'un enterrement gratuit au malade qui meurt dans le sein de Mottu. Il impose les frais de sépulture au culte qui ose lui ravir un mourant.

Si M. Cadet opérait dans nos quartiers catholiques, les religieux qui tiennent et desservent à leurs frais un si grand nombre d'ambulances n'y pourraient pas entrer, ou devraient jurer, ès-mains de Cadet, de ne pas parler de Dieu aux malades, à moins que ceux-ci ne leur en fissent commandement exprès par l'organe dudit Cadet. La République eût exigé ce serment de tous les prêtres, comme la monarchie voulait qu'ils jurassent d'enseigner les quatre articles. Cet épisode a manqué au carnaval aragouin de 1870, lequel, hélas! n'est point fini.

Assurément, l'édit Cadet ne nous inspire pas la moindre alarme. Nous ne craignons pas du tout que les Mottu, les Asseline, les Clémenceau et le citoyen Cadet, qui les dépasse de plusieurs coudées, puissent durer longtemps. On aura raison de ces entrepreneurs d'athéisme, et ils seront prochainement remis à leur place. Il faut même reconnaître qu'ils ont leur douloureuse et humiliante utilité. Mais, en vérité, l'humiliation est grande! Et il y a de pauvres soldats qui meurent sans secours religieux, pour la satisfaction de Mottu et de Cadet!

Nous n'avons rien à dire au gouvernement, s'il ne réforme pas ce honteux état de choses. Là-dessus, qu'il en permette un peu plus, un peu moins, il est jugé.

Mais la conscience catholique doit compter sur un autre défenseur, et certainement ce défenseur a rempli son devoir. Nous osons supplier Mgr l'archevêque de Paris de consoler les angoisses de son peuple, en disant tout haut ce qu'il a fait pour le droit de l'Église et le salut des âmes.

A la suite des réclamations auxquelles l'*Univers* a donné hier la publicité, l'arrêté suivant a été affiché à la porte des ambulances municipales du XI[e] arrondissement :

Arrêté concernant les ambulances du XI[e] arrondissement.

Art. 1[er]. Aucun membre d'une religion quelconque ne pourra pénétrer dans les ambulances s'il n'y est appelé par les malades.

Art. 2. Il sera fait droit à tout citoyen demandant le ministre d'une religion quelconque.

Art. 3. Tout prêtre ou ministre demandé ne pourra s'adresser qu'au malade qui l'aura fait appeler.

Art. 4. Sitôt son ministère accompli (en entier), le prêtre ou ministre devra quitter l'ambulance.

Art. 5. Tout citoyen décédé sans avoir demandé le ministre d'une religion quelconque sera enterré civilement aux frais de la mairie.

Art. 6. Dès qu'un malade aura fait demander un ministre de la religion, tout directeur d'ambulance sera tenu d'en informer immédiatement le directeur général.

Art. 7. Si le citoyen administré vient à décéder, il sera in-

humé par l'église de son culte, et les frais en seront supportés par elle. Le directeur de l'ambulance préviendra le directeur général, qui lui-même en informera le ministre du culte auquel le défunt aura fait appel.

Le directeur général des ambulances
du XI[e] arrondissement,
Signé : CADET.

Paris, le 15 décembre 1870.

XCV

Même date.

LA FRANCE IRA-T-ELLE AU CONGRÈS?

Le gouvernement « de la défense nationale » ne sait gouverner ni les mairies, ni les ambulances, ni les écoles primaires, ni les corps de garde de certains quartiers, et ne sait pas beaucoup non plus se gouverner lui-même. Sous l'œil bénin du membre Favre et du membre Ferry, l'insulte au Christianisme est licite dans le centre de la ville; Mottu le maire, assisté de Cadet l'ambulancier, rafraîchit son vieux blason du jardin de Gethsemani et du tribunal de Caïphe. Dans les régions éloignées de l'Empire, auprès de la muraille, l'insulte à la propriété complète l'outrage à la religion. La partie facétieuse de la garde nationale, s'étant soûlée à raison de trente sous par ventre, aux frais de l'État, s'amuse à dire la messe et à piller la chapelle, comme il vient d'arriver à Issy.

Mais ces mésaventures abondantes n'empêchent pas le gouvernement de la défense nationale d'avoir toutes les belles ambitions. Il aspire à être *reconnu*, il veut entrer dans la noble famille des gouvernements européens et se mêler des grandes affaires du monde. Sa petite besogne de Paris ne lui suffit pas.

S'il était reconnu, le roi d'Italie, l'empereur de Russie, le grand-duc de Bade lui écriraient : *Monsieur mon bon ami*. Quel honneur pour notre pauvre France ! Il y a si longtemps que nous ne recevons plus de ces douceurs-là !

Nous ne sommes encore reconnus que par le président des Amériques et par le roi d'Italie, un particulier et un parvenu ! Et nous n'avons d'ambassadeur qui fasse quelque chose que le vieux Senart, lequel aura peut-être l'honneur de représenter la France à l'entrée solennelle de Victor-Emmanuel dans Rome. Donc, ils cherchent à se faufiler ailleurs, et ils accepteraient pour la France un tabouret, ou un bout de banc, même sans accoudoir, dans le congrès qu'il serait question de rassembler pour régler les choses d'Orient. Ils y enverraient sans doute le jeune Ferry, c'est le meilleur pendant qu'ils puissent fournir au vieux Senart. Si M. le général Trochu entend parler de ces beaux projets et s'il a jamais vu la figure du vieux Senart ou celle du jeune Ferry, il doit souffrir.

Nous savons que M. le général Trochu a fort à faire ; néanmoins nous croyons qu'il néglige trop la partie civile de son gouvernement. Un jour il regrettera de n'avoir pas entendu parler de Mottu, de Cadet, de Senart, de la garde nationale soûle qui dit la

messe sous l'œil bénin de M. Jules Favre et de M. Ferry; il regrettera d'avoir ignoré l'ardeur qui pousse ses collègues civils à se faire admettre dans la très-noble et très-auguste assemblée des gouvernements européens.

Pour l'honneur de la France, général, prenez-y garde. Si l'on vous parle du congrès, prenez la plume. Cette fois, c'est le cas. Écrivez-leur que la France aimerait d'être laissée tranquille en matière de congrès, et qu'ils règlent leur affaire d'Orient et les autres comme ils l'entendront.

Que tout cela ne regarde plus la France, qu'elle n'a plus d'affaires dans le monde, qu'elle fait l'économie des ambassadeurs et des représentants à l'étranger; qu'elle n'a plus de traités à maintenir, ni de traités à observer, ni de traités à conclure; qu'elle remet tout cela à d'autres temps;

Qu'elle n'a plus d'alliés et n'est plus alliée; qu'elle ne se regarde plus comme faisant partie du corps des nations européennes; qu'en ce sens elle est morte, qu'elle veut rester un temps au fond de son tombeau;

Que Paris est l'image de ce tombeau où la corruption n'entrera point, où tout au contraire la corruption périra. Car la France en a maintenant fait l'expérience. Elle sait maintenant quelles sont les causes de la mort, et quels baumes amers tuent les germes de mort.

La France n'a rien à dire là où elle n'émettrait qu'un avis que l'on pourrait mépriser. Elle ne signe pas des traités où aucun article ne serait écrit de sa

main. Elle ne traite pas avec les forts et se borne à ne point reconnaître les traités qu'ils font.

Elle ne livrera pas sa faiblesse présente, elle ne vendra pas sa force future.

Elle restera dans son tombeau inexpugnable. Elle y restera comme morte, mais le tombeau sera vivant. Il n'en sortira point d'ambassadeurs, et les ambassadeurs n'y entreront point.

Elle ne s'occupera de paix que chez elle et pour elle. Elle fera du fer, elle fera du blé, elle fera des hommes. Elle prendra le temps qu'il faut pour dégriser sa populace sur laquelle compte l'ennemi, et qui a pris l'habitude de ne pas compter avec les lois. Elle a l'âme et le cœur, elle se refera l'intelligence et le bras.

Et alors elle ouvrira ses portes et elle rentrera dans le monde, non pour étudier les choses qui s'y seront faites, non pour se soumettre aux arrangements qu'on aura pris, mais pour voir si la justice règne et si quelque peuple barbare a encore son pied brutal sur quelque troupeau de la famille du Christ. Alors la démocratie chrétienne sera née.

A présent donc, arrangez-vous, et faites un équilibre européen. Faites des conquêtes, des annexions, des empires, des traités. La France n'en est pas, n'est de rien.

Nous en reparlerons dans dix ou quinze ans, quand nous aurons ce qu'il nous faut de fer et d'hommes, quand nous aurons enterré dans la chaux vive le cadavre pestilentiel de la Révolution, et quand la race humaine sur le reste de la terre aura besoin du libérateur.

XCVI

23 décembre.

ÉCHEC MILITAIRE SOUS PARIS.

Vieux, au dur moment des expiations, Louis XIV consolait un de ses généraux vaincus et au besoin lui remettait ses fautes, en lui disant : « A notre âge, on n'est pas heureux. » C'est une des paroles qui le maintiennent roi, malgré la cruelle guerre que subit sa mémoire et qu'il a méritée. Le malheur ne le dispensait pas d'être juste et ne l'obligeait qu'à se montrer plus grand. Sa conscience lui disait sans doute que les torts anciens ou récents du prince étaient pour beaucoup dans les disgrâces de ses armées, et, en même temps, la magnanimité royale lui apprenait qu'il n'y a point de mésaventure ni de catastrophe qui ne laissent au cœur de l'homme la ressource de les dominer par la vertu. La vraie vertu est une arme humaine, mais placée dans la main de Dieu. Elle devient l'infaillible obéissance et l'invincible espérance; elle ne se sent pas vaincue par l'irréparable, et l'impossible ne la décourage pas.

Le peuple souverain a ses torts, son orgueil, sa jactance et le reste des imbécillités royales, autant pour moins que les autres rois. Les démagogues refusent de croire au péché originel de l'homme et à celui de la puissance humaine, encore pire. Ils pré-

tendent que la puissance populaire est immaculée en sa source et en ses actes. Elle n'en a pas moins sujet de dire entre toutes : *In peccato concepit me mater mea*, et ses armées en subissent les conséquences. Seulement elle ajoute à ses fautes la faute redoutable de ne les point reconnaître et de n'en imputer la faute qu'à ses généraux. Elle ne permet pas que ses généraux soient malheureux. Elle les injurie, elle les casse, elle les tue. C'est ce qui explique pourquoi

Le premier qui fut roi fut un soldat heureux.

La République tue le soldat malheureux; le soldat « heureux » viole la République, l'épouse, la bat, la tue. Autre justice.

Et si la République ne rencontre pas de soldat heureux, alors, à force de tuer le soldat malheureux, elle tue enfin son armée et se trouve face à face avec l'ennemi vainqueur. Généralement elle ne lui fait point voir cette âme magnanime qui domine toute fortune contraire; du coutelas de ses ignobles justices, elle ne fait point cette arme de vertu que Dieu prend dans sa main. Elle s'affaisse, elle traite; le vainqueur la fait travailler pour lui sous le bâton, ou la lie, ou l'envoie au marché.

Il est probable que le fier Gambetta, s'il était à Paris, ne dirait point à M. le général Trochu, rentrant après un effort sans succès : « En notre âge démocratique on n'est pas heureux. » Il verrait plutôt la nécessité de le remplacer par le citoyen Flourens ou par le citoyen Delescluze, général de *Risquons-tout*. Heureusement que M. Jules Favre est plus sage,

et ni M. le général Trochu, ni Paris ne se laisseront abattre. L'infructueux effort d'hier (s'il a été infructueux comme il semble) n'est pas le dernier.

Nous croyons que M. le général Trochu a le droit de n'être pas heureux, et que son malheur n'est pas sa faute. Il a pris une situation désastreuse, un instrument faussé que les circonstances ont rendu encore plus rebelle. Son tort propre est de s'être engagé là dedans par sa volonté, mais la large équité veut qu'on l'impute à la misère morale de notre époque autant qu'à lui-même. Il n'a su ni s'abstenir de tout tort, ni se donner un tort assez grand. Il devait ou ne prendre aucune part à la conspiration du 4 septembre, ou prendre tout et assumer la dictature. Alors il eût fait preuve d'une énergie qui se fût communiquée et qui eût inspiré la confiance. Prendre la dictature devient un droit à qui la rend protectrice du droit, et il n'y a qu'une chose plus illustre, c'est de savoir là déposer. Rien n'est plus malhabile et ne peut plus aisément devenir funeste que d'en accepter craintivement la moitié.

A cela près, M. le général Trochu a fait tout ce que l'on pouvait attendre politiquement d'un timide homme de bien, militairement d'un général instruit, patient et courageux. Nous saurons plus tard ce qu'il a pu avoir d'illumination et ce qu'il a pu montrer de hardiesse. Cette question n'est au jugement de personne aujourd'hui. Fût-elle décidée contre sa gloire, il lui restera l'honneur d'avoir fait sa muraille et son armée, et par là d'avoir donné à la France le temps de se lever, de s'organiser, de résister, sinon d'accourir.

Résister était le possible immédiat; cela est fait. L'honneur en est dû au gouverneur de Paris. Dieu sait seul si davantage eût valu mieux. Nous sommes de ceux qui croient que pour l'avenir il nous était plus désirable et meilleur de résister même que de vaincre. La victoire nous eût délivrés de l'ennemi extérieur; la prolongation de la résistance nous délivrera et de l'ennemi extérieur et de l'ennemi intérieur; elle ne fermera pas seulement la plaie, elle corrigera un vice du sang qui l'eût bientôt rouverte, et l'eût rendue probablement incurable.

La plaie de la France est en elle-même. Napoléon III fut l'ulcère qui attira le vautour; mais d'où venait l'ulcère, et quel peut être un corps que cet ulcère a rongé vingt ans? Si les douleurs que nous souffrons nous préservent et préservent nos enfants des causes profondes et des prospérités d'un pareil règne, qu'elles soient bénies!

Aucun échec ne nous peut perdre, si ce n'est la durée de l'aveuglement des esprits et de l'avilissement des âmes; aucune victoire ne nous peut sauver que le réveil de la foi aux grands devoirs de l'âme et aux destinées chrétiennes de la patrie. Bénis soient les désastres qui tourneront enfin nos regards vers le ciel, et qui nous feront enfin souvenir que la France ne fut pas créée, baptisée et élue de Dieu pour être le proxénète d'erreur le plus riche et le plus amusant du monde.

XCVII

23 décembre.

LETTRE DU CITOYEN CADET.

22 décembre.

Citoyen Veuillot,

J'arrive du champ de bataille, et on me communique votre article me concernant.

Ma réponse est bien simple. Si mon arrêté eût obtenu vos éloges, citoyen Veuillot, je me serais demandé si je n'avais pas pris une décision insensée, immorale, injuste et déloyale.

Mais, du moment qu'elle mérite votre désapprobation, permettez-moi de vous dire, citoyen Veuillot, que ma conscience est tranquille, persuadé que je suis dans la bonne voie, c'est-à-dire dans la justice, l'honnêteté et la moralité.

Passons maintenant à vos insinuations.

Dans un entrefilet comme vous savez les faire, vous dites : « On assure que le directeur général des ambulances du « XI[e] arrondissement touche 500 francs par mois. »

TANT QU'A mes appointements, vous saurez pour votre gouverne, citoyen Veuillot, que mes fonctions sont gratuites, et puisque vous me forcez à parler de moi, voici ce que j'ai fait dans l'intérêt des ambulances.

Espèces	420 fr. »
Notes de médicaments, payées	120 fr. 80 c.
Boîte d'amputation, etc., achetée chez Charrière	170 fr. »
Total	710 fr. 80 c.

Agréez, citoyen Veuillot, mes remerciements,

CADET,

di ecteur général des ambulances.

Citoyen Cadet,

Sortir d'une bataille et combattre à l'instant !

Un nommé Sanche, roi de certaines Espagnes, parlait ainsi à un nommé Rodrigue, surnommé le *Cid*, chef de bataillon d'un arrondissement de ces quartiers-là. Seulement, c'était un 106ᵉ bataillon, et ce Cid était un jésuite. Mais dans votre genre, vous le valez bien. Quoique votre adversaire, je salue en vous le Cid des ambulanciers.

J'apprends avec plaisir, citoyen Cadet, que vous vous êtes fendu de sept cent dix francs et quatre-vingts centimes au profit de vos ambulances. Jésus-Christ n'a donné que son sang pour le salut des âmes que vous cherchez à lui prendre. M. Mottu doit trouver que vous faites mieux les choses. Non moins généreux que vous, il saura vous faire rentrer dans vos frais.

S'il faut avoir dépensé de l'argent pour mériter l'honneur de vous parler, sachez, citoyen Cadet, que la guerre et la République m'ont, à ma connaissance actuelle, coûté cent cinquante ou deux cent mille francs, et que je dépense environ cinq cents francs par jour afin de ne point licencier mon atelier. Je néglige les centimes.

Et vous arrivez du champ de bataille ! Voilà qui est merveilleux et bien flatteur pour le champ de bataille. Le frère ignorantin qui s'y est fait tuer ne serait pas capable d'en dire autant.

Mottu mettra là une colonne aux frais du XIe arrondissement :

ICI SE FIT VOIR MON CADET.

De l'autre côté il évidera la colonne et il y collera des prospectus de son dictionnaire Larousse, pour rentrer dans les frais de l'arrondissement.

TANT QU'A moi, citoyen Cadet, je ne reviens pas du champ de bataille, mais je me porte bien, tout comme vous, Dieu merci.

Et TANT QU'A votre lettre, je la publie avec un vrai plaisir, citoyen Cadet.

A votre service.

XCVIII

24 décembre.

LA VIGILE DE NOEL.

Si les chefs et les rangs élevés de la société européenne avaient conservé autant de Christianisme que les pauvres soldats qui regretteront ce soir les vieilles sérénités de Noël, ils sauraient pourquoi le monde est aux prises avec la destruction, et ils pourraient le préserver de la destruction. Ils pourraient arrêter le flot de sang qu'ils font couler des chaumières, le flot de haine qu'ils déchaînent des cœurs et qui s'accroît en roulant. Ils détourneraient ces torrents qui sub-

mergeront les trônes, les palais et les villes, et, malheur plus grand, aussi les âmes !

Les pensées et les prières de Noël leur révéleraient la structure de l'édifice social ; ils verraient la pierre qu'ils ont ébranlée, l'arc-boutant qu'ils ont fait ployer sous le poids impie et stupide de leur orgueil, et qui croulera demain s'ils ne se hâtent de le réparer. Ils verraient que tout repose là-dessus, et le gouvernement, et l'usine, et le comptoir, et la banque, et la civilisation, et la paix, et la vie ; et que rien, rien ne se peut reconstruire ni asseoir ailleurs.

La pierre, c'est le berceau de Bethléem, — Bethléem, *la maison du pain!* — L'arc-boutant, c'est la charte proclamée au-dessus de ce berceau en ce moment de la rénovation, c'est-à-dire de l'affranchissement de la race humaine : *Gloire à Dieu dans le ciel; sur la terre, paix aux hommes de bonne volonté.*

La société véritable est née de ces paroles, la civilisation est sortie de ce berceau. Auparavant, il n'y avait pas eu de civilisation dans le monde, il n'y avait eu que de brillantes et stériles cultures, des arts et des lois qui n'avaient jamais conduit qu'à un raffinement de la barbarie. En ce moment-là, on était dans la floraison d'Auguste, on allait à Néron. Tout à l'heure, cette fleur donnerait ce fruit! Néron empereur, pontife et Dieu, résultat des inventions sociales purement humaines ! Et que de semences de mort contenait le fruit impérial, chef-d'œuvre de la mort! La mort victorieuse emportait le genre humain. Mais le Christ était venu, et Paul, apôtre du Christ, Paul

aux pieds nus et aux mains liées, allait insulter la mort de ce grand cri immortel : *Où est ton aiguillon, où est ta victoire ?*

Il n'y avait pas eu de société entre les hommes, parce qu'il n'existait pas de société entre l'homme et Dieu. L'élément divin de la société sortit enfin de l'arche, qui l'avait comme remporté au ciel. Il redescendit sur la terre, où Dieu l'avait semé à l'aurore du monde ; et cette société primitive de l'homme avec Dieu et avec l'homme renaquit, pour aider l'homme à retrouver l'Éden éternel et lui en être tout de suite une image. Il y eut un père, il y eut des frères, il y eut une égalité et une liberté ; des lèvres humaines échangèrent le baiser de paix. Le berceau de Bethléem s'agrandit, il devint l'Église ; et l'Église dut devenir le monde, afin que la charte de Bethléem s'étendît à toute âme créée de Dieu. Ainsi du berceau de Bethléem naquirent les libres nations chrétiennes, brisant partout l'unité tyrannique de l'empire, qui avait l'homme pour maître, pour pontife et pour Dieu. Au lieu de se former en bas par la contrainte du fer, l'unité se fit en haut par la lumière et par l'amour. Au lieu du même homme pour maître, l'humanité eut le même Dieu pour père et pour ami.

Telle est la constitution chrétienne du monde. Hors de là, il n'y a que ce qui était auparavant : César, le fer, la mort. Que César soit homme ou qu'il soit peuple, il importe peu. Dieu n'a pas fait deux Églises véritables, deux modes de la véritable vie et de la véritable liberté qui sont une seule et même chose. Il est connu et adoré, c'est la vie ; il est méconnu et

répudié, c'est la mort. Peuple ou homme, César n'est aussi qu'une même chose et qu'un même maître : peuple, il est seulement plus dur et plus asservi. Il n'a toujours dans la main que le fer et ne donne toujours que la mort.

Ils ont donc voulu bannir Dieu et ressusciter César. C'est à quoi ils travaillent, et ils sont en train de réussir. Déjà ils ne disent plus : *Gloire à Dieu*, et déjà il n'y a plus de *paix*. Ils ont diminué le nombre des hommes de bonne volonté, la bonne volonté a diminué avec l'intelligence de la vérité parmi ceux qui ont encore la vérité, et il n'y a plus de paix ni de gloire pour personne. Par un enchaînement formidable de bassesse et d'erreur, les peuples méprisent, haïssent et obéissent, formant mille désirs sauvages de briser le joug et de se venger. Ils se vengeront, mais ils ne briseront pas le joug, et plus ils le secoueront, plus il sera ignoble et dur.

Nous avons aux portes de Paris le roi et le peuple modernes, constitués selon la perfection actuelle de la science et de la philosophie, qui doivent désormais remplacer la charte de Bethléem et conduire le genre humain. L'un et l'autre sont une très-vieille chose très-anciennement connue. Ce roi fut jadis le pharisien, et ce peuple fut jadis le philistin ; et tous deux furent aussi ce qu'on appela jadis le conquérant païen et l'empereur barbare, c'est-à-dire les deux plus cruels fléaux dont le Christianisme ait soulagé l'humanité.

Au début de la guerre, un docteur de ce peuple, un aigle de cette science allemande qui s'est tant ap-

pliquée à ressusciter César, voulant louer son roi pharisien et exciter son peuple philistin, s'est acharné sur notre triste Napoléon III. Il a peint un véritable monstre décrétant froidement la destruction de plusieurs millions d'hommes, et même la ruine et l'égorgement de tout un peuple. On ne saurait jurer qu'il ne l'eût fait, s'il l'avait pu. Mais que trouve là d'extraordinaire ce savant? L'opération n'est pas inouïe depuis cent ans, et toutes les nations philosophiques l'ont tour à tour pratiquée. La Prusse, d'abord, conseillée par Voltaire ; la Russie ensuite, et puis la France révolutionnaire et impériale, et puis l'Angleterre. L'Italie elle-même, depuis qu'elle se mêle de philosopher, montre assez qu'elle ne s'y refuserait pas, n'était le bruit du canon qui l'intimide. Le prince et le peuple modernes sont ainsi faits. Le sang répandu d'un assassin les empêche de dormir. Ils signent sa grâce en versant les douces larmes de Néron. Mais l'extermination d'un peuple ne leur coûte rien. C'est une affaire de finance et de commerce, c'est de la politique et de la gloire, comme avant le Christ. Et les princes modernes se disent *modernes* précisément parce qu'ils ont été repétris de la pâte princière d'avant le Christ.

Ce qui est vraiment extraordinaire et monstrueux dans le discours du savantas de Berlin, ce qui caractérise sa pauvreté intellectuelle et sa niaise hypocrisie, c'est de supposer aux princes modernes des remords. Il prend sottement dans Shakespeare une description des nuits troublées de Napoléon III ! Du temps de Shakespeare encore, un prince pouvait avoir des re-

mords. Ni la philosophie ni la vraisemblance n'en étaient blessées. Le remords dura jusqu'à Fouquier-Tainville qui voyait les eaux de la Seine rouges de sang. Fouquier-Tainville avait des restes de baptême et d'éducation cléricale. Mais Napoléon, élève du sage athée Vieillard, n'a fait que semblant d'être chrétien. C'est un prince moderne, un César. S'il n'est pas tourmenté de quelque maladie, il dort, il fait cet honneur à la libre humanité, affranchie de Dieu par la science des lettrés césariens.

Il a dormi plus tranquille, après Sedan, qu'un cuistre oratoire ou littéraire après un discours sur lequel il attend encore l'opinion des journaux. Des remords! Vous croyez aux remords, vous qui niez Dieu et qui déchirez la charte de Bethléem? Pourquoi donc, s'il vous plaît, des remords? Et quelle sorte de mal y a-t-il à déclarer n'importe quelle sorte de guerre et à la poursuivre lorsqu'elle réussit? Et qui se permettra de juger l'homme moderne? Et quel jugement ce mécanisme peut-il redouter en cette vie, lorsqu'il est le plus fort, et après cette vie, lorsqu'il n'est plus rien?

Voyez donc votre roi, dans le sang jusqu'aux épaules, n'ayant bientôt plus à se baisser pour le boire et en réchauffer son vin. Il se propose d'exterminer un grand peuple qui lui a (hélas!) demandé la paix; il ressuscite l'esclavage antique, il coupe le poignet du vaincu; et il dort, et même il publie qu'il fait sa prière!

Si Dieu ne vous donne pas le pardon que votre stupidité ne sait plus implorer, voilà vos maîtres fu-

turs, voilà vos pontifes et vos dieux. Et longtemps vous grelotterez affamés pendant la nuit de Noël, dans le sang et dans la boue des camps, attendant de tuer ou d'être tués, vous interrogeant sur la monstrueuse énigme du monde !

XCIX

Même date.

NOUVEAU PAPIER DE M. MARTIN.

Voici un précieux morceau du *Journal des Débats*. Nous le publions sans commentaires, cherchant à deviner pourquoi le *Journal des Débats* nous fait de telles révélations et nous donne de tels plaisirs.

La brochure dont il est question à la fin est sans doute celle de l'auteur de l'article, M. Louis-Auguste Martin, déjà connu. On se souvient de son titre : *Vrais et faux catholiques ;* et de son aventure : condamnée par la police correctionnelle à Paris, et par l'*Index* à Rome. On peut entrevoir le nom du théologien près duquel M. Martin s'était muni de la théologie qui le conduisit à ce double succès.

PAPIERS DES TUILERIES

SUR LA SITUATION DU CLERGÉ CATHOLIQUE EN 1857.

Le 7 janvier 1857, le doyen de la faculté de théologie à Paris, M. Maret, a écrit à M. le ministre de l'instruction publique une lettre importante sur la situation de l'Église catholique

en France. Il y signale deux partis dans le clergé français : le parti ultra et le parti modéré. L'un, creusant un abîme entre l'Église et la société moderne, fait courir à l'ordre moral les plus grands dangers; il n'est pas moins dangereux dans l'ordre politique, comme opposé à l'idée napoléonienne. « Il y a là, dit-il, des malentendus prodigieux et des périls cachés sans nombre. Il y a là toute la perturbation de l'ordre moderne, et le renversement, s'il était possible, d'une des bases sur lesquelles l'Empire est assis. Par conséquent, le choix du nouvel archevêque de Paris dans les rangs de ce parti serait un malheur pour l'État et pour l'Église. »

A cette lettre est joint un petit Mémoire écrit par une autre main que la sienne, où il démontre que les deux partis en question ne diffèrent en rien sur le principe de la foi, mais qu'ils ne s'entendent point sur les rapports de l'Église avec l'État. Le parti ultra-catholique professe des doctrines favorables à l'absolutisme pontifical, à la domination temporelle du clergé, et confond dans une même haine aveugle les erreurs et les fautes de la philosophie et de la Révolution avec les progrès légitimes de la société.

Ce parti place son idéal dans le régime théocratique, parce qu'il ne voit d'ordre social vraiment catholique que celui du moyen âge. M. Maret pense, au contraire, que les principes de 89 bien entendus découlent du Christianisme comme de la raison philosophique ; qu'ils ont amené en France plus de justice, d'égalité, de liberté et de bien-être. Il résulte, suivant lui, de l'hostilité du parti ultra qu'une portion très-nombreuse du clergé se sépare de plus en plus de la société moderne, perd de plus en plus toute action sur elle et devient chaque jour plus impopulaire. Il tend par là à jeter la nation dans les voies du matérialisme pratique. Il crée donc les plus grands périls à l'ordre moral...

Un autre Mémoire non signé, mais attribué encore à M. Maret, est intitulé : *Pour faire suite à une conversation confidentielle avec S. Exc. le ministre des cultes.* L'*Univers* y est représenté comme un instrument de propagande et de terreur. Un grand nombre d'évêques n'osent parler, dans la crainte d'être

dénoncés par lui comme *gallicans*, c'est-à-dire hérétiques : « Si cet accusateur public de l'épiscopat triomphe, c'est le coup de grâce porté à l'Église de France. »

Il voit aussi dans l'existence de l'*Univers* un sujet d'appréhensions directes pour le gouvernement ; car, après avoir fanatisé une partie du clergé, si ce journal usait de sa puissance contre le gouvernement, son opposition aurait une grande force ; et il sera trop tard pour le briser lorsque les fidèles se seront accoutumés à identifier la religion avec les doctrines de l'*Univers* : « Ne vaudrait-il pas mieux laisser tomber ce journal comme de lui-même, ou, s'il ne tombe pas, car il a de puissants appuis, le laisser, du moins, s'affaiblir par la seule déconsidération de ses doctrines mises en lumière par la brochure qu'on poursuit ? »

L.-Aug. Martin,
Membre auxiliaire de la commission
des Tuileries.

C

25 décembre.

LES JOURNAUX DE PARIS SUR LA NUIT DE NOEL.

Les journaux semblent s'être entendus pour parler de la fête de Noël. Presque tous lui consacrent un article. L'un d'eux, assez grave, dit naïvement que nous autres, gens de Paris, « nous voyons *même* apparaître toute la signification profonde qui caractérise cette fête du Christianisme, à laquelle, dans des temps plus heureux, nous n'eussions donné qu'une attention secondaire. » Hélas ! nous croyons qu'il se flatte et qu'il flatte un peu le plus grand nombre de ceux qu'il appelle *nous*. L'attention

est encore « secondaire » et les considérations poético-politiques qu'elle inspire sont secondaires aussi. Dans les dix ou douze articles dictés par la sanglante Noël de 1870, il apparaît surtout un vif regret de tant de boustifailles supprimées. On en souffre pour sa part, on s'en réjouit pour ce qui regarde l'ennemi, « l'attention » que les Allemands donnent à la fête de Noël étant, sur ce point, beaucoup moins « secondaire » que la nôtre. Le reste est vague. Les conséquences de l'attention secondaire en effet, et très-secondaire, accordée aux fêtes, c'est-à-dire aux principes du Christianisme « dans les temps plus heureux, » échappent totalement même au journal qui a dit cette grande vérité. Ce sont ces conséquences cependant qui ont amené cette nuit de Noël de l'an 1870 (1), laquelle restera si mémorable pour Paris, pour la France et pour l'Allemagne, et probablement sera suivie de plusieurs autres toutes semblables.

L'Européen n'a pas fini de passer la nuit de Noël dans des trous glacés ou boueux, la main sur la détente du fusil, en tête à tête avec la mort, qui se réjouit de faire coup double. La paix de l'Europe n'est pas pour cette année, ni pour l'année prochaine. L'année prochaine, la nuit anniversaire de la Bonne Nouvelle sera encore une nuit de glas, on y entendra le duo de la bise et des balles, on y verra encore pour étoiles la bombe et l'obus perfectionnés par la science;

(1) Les Prussiens avaient célébré la nuit de Noël par une canonnade formidable.

il y aura encore des tristesses dans les prisons de guerre, des angoisses et des larmes au foyer entouré de veuves et d'orphelins. Le monde est livré à un travail de durée. Il se défait du Christ, et, par une conséquence inévitable, il refait César. Ce n'est pas l'œuvre d'un moment !

Et voilà, gens d'Europe, la messe de minuit de César. Vous avez des chances pour la célébrer plus d'une fois, et vous n'y manquerez pas, ni à la messe de l'aurore, ni à la messe du jour !

Ce sera le commentaire de cette parole d'un de vos grands philosophes, que vous n'avez pas assez écouté en ce point, où il vous a paru entiché d'un reste de préjugés catholiques. « Chose *étrange* (?), dit Montesquieu, la religion, qui semble ne s'occuper que de l'autre monde, assure seule notre bonheur dans celui-ci. »

Il est certain que la commémoraison de la Noël du Christ avait quelque chose de moins fatigant pour le Français et même pour l'Allemand, sans exception du Prussien, que cette première Noël de César.

Gloria in excelsis Deo. — Et in terra pax hominibus bonæ voluntatis ! Ces deux termes sont liés et inséparables, et le premier est la condition du second. Tant que vous voudrez chanter ou *Gloria in excelsis Imperatori*, ou *Gloria in excelsis Populo*, et tant que vous souffrirez qu'on le chante, dites adieu à la bonne volonté et à la paix du monde ; car la paix du monde est la paix des hommes de bonne volonté.

En parlant ainsi, pour la confession plus nécessaire que jamais de la vérité, nous ne voulons pas

laisser croire que nous méconnaissons ce qu'il y a de louable dans le sentiment de regret et de respect qui a inspiré au même instant un si grand nombre de journaux. Nous y saisissons et nous y goûtons un arôme de Christianisme. Est-ce encore l'automne, est-ce déjà le printemps? En tous cas, il y a donc, même là, des âmes dont la mort n'a pas encore pris possession, ou en qui la vie recommence? C'est, nous n'en doutons pas, un fait acquis et grandissant, et c'est en même temps la meilleure arme qui nous reste contre César. Là où quelque chose demeure au Christ, ni la mort ni César ne prendront pied et ne demeureront éternellement.

CI

27 décembre.

UN ARTICLE DU SIÈCLE SUR CÉSAR.

A propos de Noël, le *Siècle*, césarien déterminé, dit d'excellentes paroles contre le césarisme. Entre autres choses, il le nomme par son vrai nom. Il l'appelle *païen*. Dans cette bouche, le mot est d'or. Nous recueillons l'article du *Siècle* comme un de ces témoignages de l'âme et de la raison « naturellement chrétiennes » que Tertullien tirait des adversaires mêmes de Jésus-Christ :

L'Europe regarde avec surprise, et pour ainsi dire sans y croire, cette guerre païenne commandée par un prince qui se

vante d'être un chrétien fervent; elle n'en comprendra la terrible réalité que le jour où elle y sera elle-même en proie.

La guerre que la Prusse fait en ce moment à la France est une guerre païenne, non-seulement dans ses effets, mais encore dans son origine. L'idée césarienne n'a jamais disparu d'une façon complète de l'horizon moderne; elle a ses retours périodiques qui couvrent le monde de ruines et de désastres. Le fantôme du césarisme n'a pas cessé de planer sur nous : la religion chrétienne n'a pas eu la puissance de l'exorciser. Le rêve constant des barbares qui renversaient l'empire était de le rétablir. Charlemagne, qui parut un instant avoir réalisé ce rêve, créa un idéal de domination générale, une illusion d'empire universel, que toutes les leçons des siècles et tous les mécomptes de l'histoire n'ont pu parvenir à user.

L'idée césarienne, après avoir rempli le moyen âge tout entier de guerres, de troubles, de désordres de tous les genres, finit par se dissimuler sous la pourpre honorifique des Césars de Vienne, mais elle ne disparut pas. L'idéal de Charlemagne s'incarna de nouveau dans un homme, le lendemain même de la révolution française, qui semblait destinée à en finir à tout jamais avec les vieilles idées, et à briser définitivement les moules des vieilles institutions.

Napoléon Ier bouleversa l'Europe pour reconstruire l'empire de Charlemagne. Qui put se croire plus près que lui de réussir? Il avait le génie du fondateur d'empires et le génie du destructeur d'empires, il était à la fois législateur et capitaine; il échoua cependant devant la résistance de l'Europe, et surtout devant la résistance de l'Allemagne. Guillaume de Prusse, conseillé par M. de Bismark, veut recommencer l'épreuve de Napoléon Ier. C'est le progrès qu'il offre à la civilisation européenne au dix-neuvième siècle. L'Allemagne, abusée par la décevante fascination de la suprématie césarienne, approuve et suit Guillaume Ier comme la France approuva et suivit Napoléon Ier; mais, comme la France, elle saura bientôt ce qu'il en coûte à un peuple pour tenter de faire revenir le monde sur ses pas.

L'Europe croit devoir laisser la France exposée seule aux

coups du césarisme prussien. C'est une faute dont elle ne tardera pas à se repentir; elle doit voir déjà, par la dénonciation du traité de 1867 sur la neutralisation du Luxembourg, combien ce césarisme la menace.

Cette dénonciation, venant après celle du traité de Paris de 1856, est le signe d'une longue entente entre la Prusse et la Russie. On dirait que, dans un Tilsitt de famille, les deux souverains de ces États se sont partagé en quelque sorte le monde : à Guillaume de Prusse l'empire d'Occident, à Alexandre de Russie l'empire d'Orient. Napoléon Ier et Alexandre Ier avaient rêvé un semblable partage; mais leur alliance, plus fragile que le radeau qui les portait sur le Niémen, fut bientôt rompue; l'alliance conclue entre Alexandre II et Guillaume Ier ne sera pas moins éphémère. Les causes qui les rapprochent dans le présent les éloignent à tout jamais l'un de l'autre dans l'avenir. L'Europe d'ailleurs, en présence du césarisme germanique et du césarisme slave unis contre elle, sera forcée de sortir d'un sommeil qui serait bientôt sa mort.

La France lui donne le signal de la résistance. Ce que nous allons dire aura l'air d'un paradoxe après le premier empire, et surtout après le second; mais, de toutes les nations du continent européen la France est, malgré ses défaillances passagères, celle qui représente le mieux le principe opposé au césarisme. Les droits de l'homme et du citoyen formulés par la révolution française resteront comme la protestation éternelle contre les priviléges de César. Les autres peuples savent bien ce qui leur manquerait si la France venait à leur manquer; ils font tous des vœux pour nous. Il n'est pas un cœur généreux, pas un esprit élevé qui ne regarde le tronçon d'épée que tient en ce moment la France comme l'épée de la liberté.

Tout ceci est trop sérieux pour que le *Siècle* n'écoute pas volontiers quelques observations sur les points qui gâtent la justesse générale de son aperçu.

Le roi de Prusse n'est pas un « prince chrétien. »

C'est un prince protestant, et protestant de Berlin; la différence est considérable. Il est, en outre, pontife suivant l'ordre de Luther, suivant l'ordre de Frédéric le Grand, et suivant son ordre à lui-même. Si l'on veut qu'il soit néanmoins chrétien, ces appendices expliquent pourquoi il fait une guerre païenne; et quiconque est chrétien à sa façon n'a aucun droit de l'accuser, cette sorte de Christianisme ne permettant pas moins. Certainement Voltaire, le cher Voltaire du *Siècle*, chrétien aussi, s'il était témoin des hauts faits du roi Guillaume, n'y trouverait pas plus à reprendre que dans les hauts faits du roi Frédéric. Il dirait, comme l'aimable aragouin Meillet : « Je ne vois pas là de quoi fouetter un Veuillot. » Le roi de Prusse est en pleine jouissance de l'argument du joli Cadet de Mottu : « Veuillot me blâme, donc je suis dans la voie de l'honneur. »

Puisqu'on ne peut pas appeler le roi de Prusse un prince chrétien, il n'y a nul moyen de le comparer à Charlemagne. Au sens de l'esprit comme au sens de l'épée, la taille manque, et ce n'est plus du tout la même conception de l'empire. Le *Siècle* exprime très-bien cette pensée en parlant de guerre païenne pour rétablir l'empire païen.

Le magnanime Charlemagne, préparé par le grand pape Adrien Ier, sacré par le grand pape Léon III, est l'œuvre politique de la sainte Église romaine. Elle le tira du chaos barbare et le pétrit de ses mains, comme Dieu avait pétri Adam du limon de la terre. Assurément les vues de l'Église romaine furent tout autres que celles de M. de Bismark, facteur de

l'empereur prussien ! Éclairé de la lumière apostolique, le nouvel empire devait maintenir la paix, c'est-à-dire le droit et la justice dans le peuple de Jésus-Christ. C'était le *saint* empire. Aux nations conquises, Charlemagne n'envoyait pas des proconsuls, mais des évêques, pour défendre, comme il le disait lui-même, leur droit et leur liberté. Les Allemands et d'autres, les profonds politiques du *Times*, par exemple, peuvent dire que l'empire prussien est *saint*. Mais il ne suffit pas qu'ils le disent.

Napoléon aussi se targua d'être Charlemagne. L'on trouve aujourd'hui qu'il ressembla davantage à l'espèce relativement médiocre des despotes et des aventuriers, généralement employés comme fléaux. Sa place diminuera dans l'histoire quand le jour renaîtra, et ce César de soudards pourra n'être qu'un Tamerlan. Il avait du génie, ou plutôt *un* génie. Souvent le génie humain n'est qu'un ange déchu, condamné à voyager en ce monde sur quelque bête lourde et rétive. Voyez M. Hugo. Il est plein de génie. De l'homme de génie, du conquérant de génie, du législateur de génie à l'homme vraiment supérieur, de Napoléon Bonaparte à Charlemagne, pasteur de peuples et fondateur d'empire, il y a toute la distance du châtiment à la miséricorde, de la semence de mort à la semence de vie.

Napoléon, ambitieux du nom de Charlemagne, a pu se couler un moment dans la robe du grand empereur, il n'a pu la porter. Elle s'est affaissée sur lui. On l'a ramassé là-dessous brisé, on l'a jeté sur un bateau et expédié à Sainte-Hélène. La vaste pri-

son des mers lui a été donnée plus peut-être à cause de la folie du monde et de la faiblesse de ses ennemis, qu'à cause de sa véritable valeur. Il se comparait mieux lorsqu'il disait : Je suis la Révolution !

Entre la Révolution et Charlemagne, il n'y a pas plus de comparaison qu'entre M. de Bismark et le pape Léon III. La Révolution avait pour but d'anéantir le reste du saint empire romain, afin d'anéantir le reste du Christianisme. Elle a eu providentiellement pour objet, elle aura pour effet d'anéantir le vieil esprit césarien et anticatholique qui avait ressaisi les rois de l'Europe au mépris de leur institution sacrée. La Révolution a donc renversé les trônes : elle y voyait encore la croix, qui n'était plus qu'une image, elle n'y voyait pas son propre esprit, qui faisait leur faiblesse et qui eût irrémédiablement assuré sa victoire. Et comme, après les avoir renversés, elle les relevait obstinément pour s'y asseoir elle-même et les gâter davantage encore, elle a été condamnée à les livrer au feu. Il n'y a plus autre chose à faire de ces meubles pestiférés. Mais le feu qui doit consumer les trônes doit consumer aussi la Révolution, sinon il consumera le monde.

Si la longue miséricorde de Dieu n'est pas épuisée, si les temps de l'Antechrist ne sont pas venus, le monde abjurera la tyrannie et la séduction révolutionnaires comme il a abjuré la tyrannie et la séduction royales. Ni César, ni Brutus, mais le Christ !

Alors, ce qui sortira intact de la poussière des siècles et du brasier moderne, ce qui se retrouvera

parmi les débris de trônes, d'échafauds et de peuples enfouis sous des montagnes d'obus et d'armes scientifiques brisées, ce sera l'idée de la sainte Église et de son fils et serviteur Charlemagne, le règne du Christ et du peuple chrétien.

La démocratie baptisée, la *sainte* démocratie, sera sans doute une création nouvelle, mais elle ressemblera beaucoup plus au *saint* empire qu'à l'empire païen et qu'à l'empire révolutionnaire, lesquels sont, au fond, le même empire et le même fléau. L'un et l'autre sortent de la même source empoisonnée, du cœur arrogant, cruel et bas de l'homme qui se croit Dieu.

Le *Siècle* ne fait nullement un paradoxe lorsqu'il dit que « de toutes les nations du continent européen la France est celle qui représente le mieux le principe opposé au césarisme. » Rien n'est plus vrai ; mais ce n'est pas parce que la Révolution française a « formulé les Droits de l'homme et du citoyen. » Cette formule n'est, comme la Révolution elle-même, qu'un médiocre plagiat de la formule bien plus ample donnée trois siècles auparavant par la révolution allemande, la vraie Révolution. Or ni en Allemagne, ni en France, ces fameuses formules n'ont empêché la renaissance triomphante du césarisme, le rétablissement de l'empire païen. Elles en ont, au contraire, relevé la base et fourni l'unique agent, qui est la doctrine impie de la divinisation de l'homme par lui-même.

L'empire païen! Comment par ce seul mot le *Siècle* n'est-il pas averti de son erreur sur la véritable

ressource de la France contre César, c'est-à-dire contre l'homme se faisant Dieu ?

Car c'est là le césarisme et César. En César l'homme se crée Dieu, et il fait César afin de se voir Dieu et de s'adorer lui-même dans un homme. Ainsi il s'avilit, il se tue, mais il contente son ingratitude et son insolence en se séparant du vrai Dieu qui s'est fait homme pour le relever et le sauver.

La France est la nation la plus rebelle au césarisme, parce qu'elle est, malgré ses défaillances, la nation la plus fidèle ou la moins infidèle à Jésus-Christ, Dieu fait homme.

C'est la nation abondante en généreux ouvriers de la pensée, la nation au clair esprit, au clair langage, en qui toute théorie devient une épée, et toute épée, qu'on nous pardonne le mot, une aiguille, et qui s'applique à coudre aussitôt qu'elle a tranché. La France se coud elle-même à la conception qu'elle a reçue et veut y coudre le monde, moins pour s'en faire un avantage ou une gloire que pour en procurer le bienfait. Ainsi elle s'est cousue à la conception révolutionnaire qui l'a trompée, et elle y a voulu coudre l'humanité. Dans l'impiété de la France, on ne découvre pas l'imbécile athéisme allemand, mais plutôt un certain christianisme à rebours. Sa folie, encore généreuse, rêve de refaire le Christ lorsqu'elle veut le chasser. Elle ne dit pas comme l'Allemagne : Empire et domination ! Elle dit : Liberté, égalité, fraternité ! Elle pousse l'ardeur de son rêve jusqu'à cesser de dire : Patrie et gloire, pour dire : Humanité ! Lorsqu'elle saura de nouveau que Jésus-

Christ est le vrai son et le vrai sens de ces nobles paroles, le son et le sens à la fois divin et humain ; lorsqu'elle aura réappris ce mystère qui lui fut connu, alors elle se connaîtra elle-même et le monde la connaîtra, car elle ne voudra plus d'affaires ni de repos qui la détournent de l'enseigner au monde.

La France est la nation qui a le plus aimé, et à cause de cet ancien amour demeuré au fond de ses veines, elle est celle qui versera son parfum et ses larmes sur les pieds du Sauveur. Elle voudra mériter de beaucoup comprendre et d'aimer beaucoup. Oh ! quand éclatera le repentir de la France, quand couleront les larmes de la France, quand se lèvera cette nouvelle aurore à l'horizon du genre humain ! — Me voici, c'est moi, je suis la France, et j'annonce le Christ, roi du monde.

Le tronçon d'épée que nous tenons à la main, s'il n'est qu'un reste de l'épée de Napoléon, ou de l'immonde coutelas révolutionnaire, ou du sabre qui a découpé la Bastille comme un fruit creux déjà rongé des vers, rentrera promptement dans le fourreau et nous laissera gisants sur les stériles paperasses de 89. S'il devient la belle vieille et sainte épée de Clovis, il est en effet l'espoir, l'unique, mais triomphant espoir de la liberté du monde.

Contre l'empire païen, il n'y a qu'une arme victorieuse, l'épée chrétienne aux mains d'un peuple chrétien. César n'aura de vainqueur que Jésus-Christ.

Or, cherchez dans le monde ce qui demeure encore d'un peuple chrétien : c'est la France. Et si vous re-

gardez la France qui se lève, qui se bat, qui meurt, qui veut résister jusqu'à la dernière goutte de sang et donner encore cette goutte dernière, et en quelles mains enfin est surtout l'épée de la France : les noms et les nationalités sont connus, nommez-les, et voyez à quel rang il faut mettre ceux pour qui cette guerre n'est pas seulement la guerre nationale, mais la croisade et la guerre sainte.

Quel que soit le sort des armes, il y a un point d'assuré, c'est que ceux-ci ne céderont pas, ne céderont jamais, n'obéiront jamais à César, et moins qu'à tout autre au César étranger. En France, le patriotisme invincible, et, nous l'osons dire, éternel, est catholique. Nous ne pouvons céder à César païen ou hérétique, sans perdre comme vous l'honneur, et, de plus que vous, nos âmes.

La cause catholique est celle qui ne meurt jamais, parce qu'elle est celle pour laquelle il faut mourir toujours : et c'est pourquoi César est vaincu.

CII

28 décembre.

LA CONCEPTION DE L'EMPIRE.

A Rome, pendant la paix des six premiers mois de cette année, on entendait dire, parmi les membres du Concile, qu'il fallait se hâter, que c'était la paix de

Bethléem et qu'elle ne durerait pas longtemps. Il y avait comme une certitude qu'après l'avénement du dogme, le temple de Janus serait rouvert. Il fut en effet rouvert dès le lendemain. Le même pressentiment indiquait depuis longtemps d'où la guerre devait venir et nommait la Prusse, et c'était dire aussi la cause de la guerre : une ambition irréalisable, quand même elle paraîtrait atteindre son but.

Nous trouvons un témoignage de cette inquiétude et de ces prévisions dans un livre dont la date remonte à douze ans. Nous nous permettrons de reproduire la page où nous les avons exprimées, parce qu'elle contient en même temps un exposé de la conception du saint empire, sur laquelle beaucoup de personnes et beaucoup d'écrivains se méprennent absolument. On verra que ce n'est pas du tout, comme le *Siècle* paraît le croire, l'empire selon Napoléon ni selon M. de Bismark.

En proclamant l'infaillibilité du vicaire de Jésus-Christ, le Concile a pourvu au péril de la conscience humaine devant l'infaillibilité que ne manquerait pas de s'arroger l'empire païen, c'est-à-dire antichrétien.

UN ROI AU PALAIS DES CÉSARS.

La voie publique longe les ruines du Palatin. Une porte bâtarde s'ouvre dans un mur croulant. On y lit cette inscription : *Ingresso al Palazzo dei Cesari*; entrée du palais des Césars.

La porte s'ouvrit; nous vîmes descendre ou plutôt dégringoler du palais des Césars un vieillard chétif. Il gagna lentement sa modeste voiture.

Quelqu'un me dit : « Voilà plus qu'il ne semble. Vous voyez

Sa Majesté Frédéric-Guillaume, roi de Prusse. Il y a dix ans, on voulut le faire empereur d'Allemagne; il pouvait s'en passer la fantaisie. »

Ce roi me fit songer. Il a régné, il règne encore nominalement sur une nation de 16 millions d'hommes, qui se proclame essentiellement militaire et savante, et qui est assez ces deux choses-là.

L'armée prussienne se laisse dire, comme une autre, qu'elle est « l'armée la plus brave du monde; » les académies prussiennes ne se croient pas les moins illuminées.

Le roi que voilà est général de cette armée, président de ces académies; il est, en outre, pape de son Église. Mais il a une maladie fâcheuse. Il se croit sous-lieutenant.

Il a été fort savant, fort éloquent, fort érudit, vraiment fait d'une bonne pâte, excellent particulier prussien. Mais, pauvre homme! — protestant et pape, — il est tombé en enfance.

Il se promène dans Rome, environné partout d'une compassion respectueuse. Ailleurs on le tiendrait prisonnier. Les rois devraient encore protéger Rome pour avoir une retraite en cas d'accident.

Quand il passait pour un sain d'esprit, ce roi acheta un palais sur le Capitole. Il projetait d'y établir un temple et un prêtre de sa religion. Il a eu toujours de certaines idées!

Néanmoins, dans la question de l'empire, il vit qu'on ne lui proposait rien d'honorable. Il dit une loyale parole, forte pour un protestant.

C'était son « cher Arndt » qui lui offrait l'empire au nom du parlement de Francfort. Il répondit : « Mon cher Arndt, vous êtes mon vieil ami, et vos amis de Francfort, qui se disent assemblée nationale, sont tout ce qu'il y a de plus estimable en Allemagne. Je les considère beaucoup.

« De concert avec eux, vous me faites une proposition malhonnête. Quel mandat les autorise à mettre un roi au-dessus des autorités légitimes auxquelles ils ont prêté serment?

« Notifiez-leur cela doucement. Ils m'inspirent de l'orgueil et de la reconnaissance comme à toute l'Allemagne, et je se-

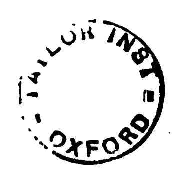
rais désolé de leur faire de la peine. La vérité est qu'ils ne savent ce qu'ils disent.

« Que m'offrent-ils? Cet enfantement des révolutions de 1848 est-il une couronne? Il ne porte pas la croix sainte, il n'imprime pas sur le front le sceau de la *grâce de Dieu*. Ce n'est pas une couronne.

« C'est le collier de fer qui réduirait au rôle d'esclave de la Révolution le fils de vingt-quatre princes, le chef de seize millions d'hommes et de l'armée la plus brave et la plus dévouée du monde.

« Pour prix de ce bijou, je devrais violer la parole que j'ai donnée, d'essayer de m'entendre avec les autres princes et avec l'assemblée sur la constitution de l'Allemagne. Je ne violerai ni cette promesse ni aucune autre.

« Vous semblez croire que la Révolution n'est que la démagogie et le communisme. La Révolution est l'abolition de l'ordre divin, le renversement du droit et de la justice. Elle soufflera la mort tant que l'ordre divin ne sera pas rétabli. »



Voilà qui est noblement pensé, noblement dit. Le roi ajoute : « Le Parlement n'a rien à offrir que des mains pures puissent toucher. » Il termine par ces mots solennels : *Dixi, et salvavi animam meam*.

Mais, en même temps, pour rétablir « l'ordre divin » il propose un congrès des puissances allemandes et de l'assemblée de Francfort afin de constituer l'Allemagne.

Il croit que les puissances allemandes, les unes catholiques, les autres protestantes de divers lainages, d'accord avec le Parlement, qui renferme tous les filaments d'antichristianisme, ourdiront l'unité!

Et alors la fabrication d'une couronne impériale sera l'opération la plus simple du monde; et cette couronne recevra naturellement de toutes ces mains divisées « la croix sainte qui confère la grâce de Dieu! »

Ou, peut-être, la couronne allemande pourra se passer de la croix et de la grâce de Dieu, puisque « l'ordre divin » sera rétabli...

Merveilleuse déraison de ces bonnes têtes! L'archevêque Sa-

linis disait : « Ce qui manque, c'est la théologie. » Quoique érudit, le roi de Prusse n'a pas connu les conditions de l'empire. Il y a une érudition où parviennent difficilement les rois modernes.

L'empire était institué pour être le bras de l'Église et la garantie des royaumes chrétiens. Ainsi les Électeurs l'ont eux-mêmes défini, lorsque Rodolphe de Habsbourg fit confirmer les actes de Pépin et de Charlemagne touchant l'inviolabilité des États du Saint-Siége.

Écoutons l'esprit qui fait les choses grandes et durables :

« La mère Église de Rome, embrassant depuis longtemps « l'Allemagne d'un amour quasi paternel, l'a honorée d'une « dignité terrestre dont le nom est au-dessus de tout nom « parmi les pouvoirs temporels.

« Elle y a établi des princes comme des arbres choisis, elle « a répandu sur eux des grâces particulières, afin que, soute-« nus par l'autorité de cette Église, ils fissent germer par leur « élection, comme une semence précieuse, celui qui devait te-« nir les rênes de l'empire romain.

« C'est lui qui, *comme l'astre secondaire* à la voûte de l'Église « militante, *reçoit sa lumière de l'astre suprême*, le Vicaire du « Christ. C'est lui qui, *à la volonté de ce dernier, prend et dé-« pose le glaive* matériel, afin que, aidé par son secours, le « Pasteur des pasteurs donne la paix et la vie aux brebis, en « les protégeant de son glaive spirituel, et qu'avec le glaive « temporel il réprime et corrige, *punissant les coupables*, hono-« rant les bons *et les croyants*.

« Afin donc que toute cause de discussion ou même toute « occasion de froideur disparaisse entre cette Église et l'em-« pire, et que ces deux glaives établis dans la maison du Sei-« gneur, *unis par une juste alliance*, puissent concourir à l'utile « direction du gouvernement du monde, et afin que notre vo-« lonté et nos actes montrent que nous sommes des fils dé-« voués et pacifiques, nous qui sommes tenus à défendre en-« semble, dans notre amour, l'Église et l'empire, etc. »

Tel était donc l'esprit de l'ancien empire, l'esprit qui l'avait fondé, qui l'animait; l'esprit qui le ramenait dans la voie

lorsque l'ambition des empereurs l'en avait écarté. L'empire, éclairé de la lumière apostolique, devait maintenir la paix, c'est-à-dire le droit et la justice dans le peuple de Jésus-Christ.

Si le roi de Prusse avait su cela, s'il avait eu ce qu'il faut de jour théologique pour voir clair dans l'histoire, il aurait compris que le pape prussien ne pouvait pas être empereur d'Allemagne, même avec l'adhésion des autres princes, même avec l'adhésion du Parlement.

Il aurait compris qu'il n'y a plus d'empereur ni d'empire d'Allemagne possible, ni même d'Allemagne vivante d'où puisse « germer comme une semence précieuse celui qui doit « tenir les rênes de l'empire romain. » L'esprit qui faisait ces grandes choses n'est plus, et ces grandes choses ne sont plus que des noms sans vie, *cadavera nominum.*

Et quand même on décréterait des résurrections et l'on simulerait des couronnements, on ne parviendrait qu'à organiser de vaines pompes, tout au plus à évoquer des fantômes. Ces fantômes apparaîtraient comme des messagers funèbres, pour signifier que les sépulcres sont rouverts et demandent une grande proie.

Allemagne, Allemagne, à qui le ciel avait tant donné ! quand tu verras reparaître un fantôme d'empereur qui ne sera ni l'élu de tes princes, ni l'oint du Christ, et qui ne tiendra pas le glaive pour protéger la justice et défendre le vieux droit, mais qui se dira l'empereur du peuple et le glaive du droit nouveau,

Alors, ce sera l'heure de la grande expiation (1).

(1) Le *Parfum de Rome.*

CIII

28 décembre.

M. L'ABBÉ GROS.

Tandis que des magistrats municipaux persécutent nos prêtres et nos religieux, sans qu'aucune voix, ayant le devoir absolu de parler, fasse entendre une défense ou une protestation, le zèle des âmes fait chaque jour de nouvelles victimes parmi les prêtres qui se sont dévoués à l'armée. Voici la lettre que nous adresse M. l'abbé d'Hulst, pour nous annoncer la mort de M. l'abbé Gros, tué hier à Avron :

Monsieur,

Notre cher collègue et ami, l'abbé Henri Gros, vicaire à Saint-Ambroise, aumônier volontaire du 6e bataillon des mobiles de la Seine, vient d'être tué hier par un obus sur le plateau d'Avron. Après un ministère des plus fructueux exercé pendant six semaines au milieu de l'armée de Saint-Denis, il s'était dévoué à une mission pareille auprès des mobiles parisiens, et la remplissait depuis un mois à Avron malgré les rigueurs de la saison.

Ses obsèques auront lieu à Saint-Ambroise, boulevard du Prince-Eugène, demain jeudi.

Agréez, monsieur, l'assurance de mes sentiments dévoués.

CH. D'HULST.

D'un autre côté, nous trouvons cette mention éloquente dans un billet écrit du plateau d'Avron, par un mobile parisien :

Ce matin, au commencement du bombardement, je [s]ervais

la messe, *la dernière messe* de notre cher aumônier, M. l'abbé Gros. Je viens de le revoir, les mains jointes, les yeux levés vers le ciel. C'est un martyr de plus.

M. l'abbé Gros a acheté son martyre. Nos lecteurs peuvent se rappeler son nom. C'est lui qui avait organisé des conférences pour les soldats de l'église de Saint-Denis. Elles faisaient du bien. Elles furent supprimées par la brutalité du maire de Saint-Denis et des municipaux qui l'entourent. M. l'abbé Gros fit son devoir. Il défendit son troupeau et protesta publiquement.

A cette occasion nous eûmes l'honneur de le voir et de nous entretenir avec lui. C'était un vrai prêtre. Rien ne dépasse cette gloire.

Il ne fut pas soutenu. Il put voir qu'on eût souhaité plutôt qu'il se retirât. Il resta, et fit bien. On n'a pu l'empêcher de mourir pour ceux qu'on l'empêchait d'instruire et de consoler. Il a atteint son but et reçu sa récompense.

CIV

29, 30 et 31 décembre.

A ROME, LE JOUR DE NOEL.

Partout on me demande si j'ai des nouvelles de Rome. Non, hélas ! Néanmoins, il me semble que j'en pourrais donner, et de très-sûres. Véritable-

ment j'étais tout à l'heure à Rome, on plutôt j'y suis encore. J'ai quitté Paris ce matin pour cesser un moment d'appartenir au monde qui relève de Bismark, de Gambetta et de Mottu. Toute la journée, j'ai couru Rome. J'ai vu tout ce qui se fait d'important, j'ai entendu tout ce qui se dit de sérieux, j'ai même entendu les pensées, j'ai même entrevu l'avenir, et je suis consolé. Les nouvelles sont bonnes, sont très-bonnes. Dieu est là; Pie IX est là près de Dieu, interroge Dieu, obéit à Dieu, et Rome continue de remplir sa fonction dans le monde.

Sans doute, Pie IX est prisonnier au sein de Rome, elle-même prisonnière; mais Dieu n'étant pas prisonnier, cette prison de la Ville et du Pontife est absolument nulle. Peut-être que M. Pyat, le terrible athée, ne comprend point. M. Pyat, comme tant d'autres mortels, ne comprend pas toujours tout. Quand il est prisonnier, lui, ou dans les conciergeries ou dans les blanchisseries, quand sa phrase est prisonnière ou dans la bourbe de son encrier ou dans les ténèbres de sa pensée ou dans les conseils de son cœur sujet aux venettes, cela fait quelque chose. L'homme ne sort pas, la phrase ne retentit pas, l'occasion s'évade, les plans sont dérangés. Mais le Pape n'est jamais prisonnier de cette manière-là, et sa parole ne reste captive ni des ténèbres ni de la terreur, ni des murs de la prison, ni des murs du tombeau. Elle sort, elle retentit, elle est opportune, elle est persévérante, et ce qu'elle veut détruire est renversé, et ce qu'elle veut édifier s'élève. Ce n'est pas du tout la même chose que M. Pyat ou tout autre homme

et le Pape. Si M. Pyat possédait pour deux liards de jugement cette seule différence le mènerait à la connaissance de Dieu.

Mais laissons ce galant homme, qui n'a pas deux liards de jugement, montrer au ciel son poing d'Ajax catarrheux, orné d'un trognon de plume.

Donc, à Rome, tout va bien.

Je suis parti soudain, quand l'aube allait naître; je suis arrivé quand l'aube naissait. Cette rapidité de locomotion, antérieure à la découverte de l'électricité, n'étonnera personne. Tout le monde en jouit. Je suis de ceux qui reconnaissent ne l'avoir point inventée. M. Pyat et d'autres écrivains croient qu'ils se sont eux-mêmes fabriqués de la sorte. Je me demande pourquoi, étant si ingénieux, ils n'ont pas su encore s'orner du don de penser juste et d'écrire poliment. Il y a bien des mystères !

Enfin, je suis à Rome, sur le Pincio, près de ma demeure, à l'aube naissante, sous le ciel bleu, parmi les arbres verts. Au ciel restent quelques sereines étoiles ; les arbres gardent encore quelques grâces du dernier printemps, reçoivent déjà quelques caresses du printemps futur. Voici, à droite, Monte-Mario ; à gauche, l'Esquilin, riche de Sainte-Marie-Majeure ; à mes pieds, le champ de Mars avec le panthéon d'Agrippa ; un peu plus loin, le mausolée d'Adrien. Pour le moment les Piémontais, j'allais dire les Prussiens, sont là.

Je tourne les yeux vers *Sainte-Marie du Peuple*, où fut enterré Néron, où Luther célébra sa dernière messe. Ah! Néron et Luther, vous faites, en ce mo-

ment, une sortie, et la brume s'élève comme une fumée de l'abîme ! Mais un premier rayon de soleil accourt du côté de Sainte-Marie-Majeure, traverse la brume qu'il change en poussière d'or et vient sourire sur le Vatican. Voici le jour, voici la splendeur, voici la croix resplendissante à tous les sommets ! On sonne partout la messe, et la montagne sacrée est réjouie des feux du soleil et du chant de la prière ; les brumes montent en nuages d'encens. L'Église chante aujourd'hui l'accomplissement des paroles d'Isaïe, prophétisant le roi de paix. En ce temps, l'enfant jouera avec l'aspic et le basilic : « Ces bêtes ne nuiront point, « elles ne tueront point sur toute ma montagne « sainte; *non nocebunt, et non occident in universo* « *monte sancto meo.* » Et je suis tranquille quant à Rome, sur les entreprises de Néron et sur celles de Luther. *Non occident, non prævalebunt,* NON NOCEBUNT !

Il y a un an, à pareil jour, à pareille heure, j'étais là. Je voyais ce beau soleil de Dieu dorer cette montagne de Dieu, ce véritable Sinaï d'où jaillirait bientôt une lumière pour le genre humain. Je me sentais alors moi-même au plein de mon soleil et de ma joie. J'étais heureux dans mon espoir, dans mon cœur, dans mon âme. Entouré de ce que Dieu m'a donné de plus cher, j'habitais l'Eden de mes yeux et de ma pensée. J'y venais contempler ce que je verrais jamais de plus beau, j'avais à raconter ce que le siècle présent laisserait de plus auguste et de meilleur, le pacifique avénement d'une vérité immortelle. Cette vérité était contestée encore, mais je savais,

comme les contestants, que la contestation serait vaincue, et ne s'élèverait que pour suivre le triomphe.

Nous entendions tous une autre parole qui dissipait toute alarme : *Le Seigneur vient pour sauver les nations ; vous entendrez sa voix, et la joie sera dans vos cœurs.* Et j'avais aussi une grande joie de la France, j'étais heureux encore comme citoyen. Il y a un an, à pareil jour, la France était la grande nation de l'idée et la grande nation de l'épée. A l'ombre de l'épée française, plantée sur le bord de la mer se tenait le Concile, et cela suffisait. Ainsi la France protégeait cette éclosion prolongée du Verbe qui s'achevait sous la voûte d'or du Vatican. Pauvre chère France ! tu faisais cette faction d'honneur, et elle pesait à ton aveuglement. Néanmoins tu l'as faite. Tu ne t'es relevée que lorsque les cloches de Saint-Pierre eurent sonné l'*Alleluia* de la définition. Dieu te sera reconnaissant de l'honneur qu'il t'a imposé, encore que tu n'en voulusses point.

Il y a du changement. J'entends la voix de Bossuet : Quel état, et quel état ! La France a retiré son factionnaire du bord de la mer. Elle avait besoin de lui, disait-elle, pour prendre Berlin. Le factionnaire, en effet, est aujourd'hui à Berlin ! Et le roi d'Italie est au fort Saint-Ange, et le roi de Prusse, son allié, à Versailles, où il reçoit la couronne de César. Cette couronne est venue à son front charriée jusque-là par des flots de sang. Peut-être que, si le factionnaire français avait été laissé à Civita-Vecchia, le flot de sang eût pris un autre cours et charrié autre chose de Paris à Berlin. Mais les hommes fournissent les

fleuves de sang et Dieu les dirige. Il leur fait porter ce qu'il veut, même lorsqu'il laisse les hommes y mettre ce qu'ils ont voulu. Où ira cette couronne? Les vraies couronnes ni ne se prennent à Berlin, ni ne s'affermissent à Paris. C'est ici, au Latran, que se trouve et se perd la couronne.

L'église de Noël à Rome, c'est Sainte-Marie-Majeure, la basilique de marbre blanc et d'or pur. On y vénère la crèche de Bethléem. J'y cours. Le peuple est prosterné devant le berceau où fut réenfanté le genre humain. Ce qui se trouve là n'est pas considérable ni par la quantité ni par la splendeur.

D'adorateurs zélés à peine un petit nombre...

Et la plupart sont pauvres et vieux. Assurément la foule aurait une autre importance, si les « hautes puissances allemandes » trouvaient le moyen de rouvrir le théâtre des *Variétés* à Paris et de faire jouer la *Belle Hélène* ou la *Grande Duchesse*. Là se rassemblerait soudain un peuple qui mérite d'être compté. MM. Simon, le grand Simon, né Suisse, et le petit Simon, fait Lockroy, tous deux ennemis de la superstition chrétienne, penseraient avoir gagné leur cause, s'ils voyaient ce ramas pauvre de Sainte-Marie-Majeure. Ils diraient : La superstition baisse, elle expire ; et le monde passe à Bonvalet, à Meillet et à Cadet.

Chose étrange ! et moi aussi je suis content ! Je songe aux bergers de Bethléem. Je me dis : Les pauvres ont été appelés, ils sont venus ; ils croient, ils

prient, ils chantent *Gloria in excelsis Deo !* et entre le basilic royal et l'aspic populaire, ils reçoivent la paix promise aux hommes de bonne volonté. Ils ont la paix de leur âme pleine d'immortelle clarté et d'immortelle espérance, la paix de leur corps que la guerre n'a point chargé de fer et percé de coups, la paix de leur foyer que l'ennemi n'a point pillé; et cet ennemi sera chassé bientôt sans qu'ils aient besoin de combattre autrement que par leur prière. La main de Moïse élevée vers Dieu et lui offrant cette prière suffira. Puisque l'aspic et le basilic demeurent en ce monde, il faut bien qu'on les voie quelque part. On les voit ici comme partout, car il y a des jours d'échéance où la terre entière semble leur être donnée. Ils la parcourent et elle paie. Mais à Rome, *non prævalebunt*, *non nocebunt!*

Je levai les yeux vers la voûte d'or. Cet or est le premier qui vint en Europe du Nouveau-Monde. L'Espagne le donna au Pape, le Pape le donna à Sainte-Marie-Majeure. Il faut l'avouer, en ce temps-là l'Espagne jetait un éclat qu'elle n'a plus ! Elle a marché dans le progrès philosophique; elle s'est finalement donnée à l'illustre Prim et à l'illustre Serrano, qui l'ont vendue à l'illustre fils de l'illustre Vittorio. Bonne affaire pour Serrano et pour Prim; voilà leurs traitements en sécurité. Et l'Espagne est en train de perdre ses dernières terres américaines. Possédant le duc d'Aoste, quel besoin a-t-elle du Nouveau-Monde? Le diable lui reprend le douaire qu'elle avait reçu du Christ.

Le plafond de Sainte-Marie-Majeure atteste encore

que l'Espagne fut une nation catholique, une généreuse et puissante nation. Il est la dernière trace de diadème à son front de reine contaminée. Les Piémontais ne gratteront pas cet or. Dieu n'a pas permis que le basilic piémontais osât mener dans Rome la horde juive que le basilic et l'aspic prussiens traînent avec eux afin de lui vendre nos dépouilles. Le Christ veut garder le plafond de Sainte-Marie-Majeure, peut-être afin de se souvenir de l'Espagne. L'Espagne a encore des évêques. Au Concile, pas un n'a faibli, n'a erré un moment. Leur foi, leur vertu et leur majesté ont été admirées de toute l'Eglise. Christ miséricordieux, prenez pitié aussi de l'Espagne, abusée aussi du serpent et empoisonnée du fruit de la fausse science! Accomplissez l'oracle romain. Que sur l'Espagne aussi redescende du ciel la séve qui fait le peuple nouveau; que le serpent soit tué, que l'herbe qui donne le venin soit arrachée!

Occidet et serpens, et fallax herba veneni
Occidet...

Dans Sainte-Marie-Majeure, j'ai recueilli, comme écho de la messe de minuit, cet enseignement politique : « La grâce de Dieu notre Sauveur a apparu à « tous les hommes pour nous apprendre à vivre en « ce monde avec tempérance, justice et piété, dans « l'attente de la béatitude et de l'avénement glo- « rieux du grand Dieu notre Sauveur Jésus-Christ, « afin de nous racheter de toute iniquité, de nous « purifier et de faire de nous un peuple appliqué aux « bonnes œuvres. » C'est un programme de répu-

blique. Il a été tracé par saint Paul. Je ne crois pas que depuis saint Paul on en ait vu de plus grand et de plus praticable.

Parce que j'étais enclin à croire cela, je suis entré un matin, il y a trente-trois ans, dans la basilique de Sainte-Marie-Majeure. Je me suis mis à genoux dans la chapelle du Saint-Sacrement, entre le tombeau du saint pape Pie V et le tombeau du grand président de République Sixte-Quint, et j'ai demandé à Dieu la grâce de dire cela toute ma vie, suivant le conseil de saint Paul : *Hoc loquere.* Jusqu'à présent, ma prière a été exaucée. J'ai dit cela tous les jours, et j'ai gravement déplu à tous les partis, sans excepter le républicain. Pour avoir dit cela, j'ai été griffé par l'énorme bête furieuse qui emprisonne ce beau génie qu'on appelle M. Hugo, et mordu, piqué, rongé, par quantité d'autres bêtes moins fortement outillées. Néanmoins je crois toujours cela, j'en suis de plus en plus persuadé par les bêtes qui ne veulent pas l'entendre, et j'ai l'intention de le dire toujours.

C'est la faveur que j'implore par l'intercession de saint Justin le philosophe, qui demeurait près d'ici, dans le voisinage des bains de Pudens. Lui aussi il enseignait cela. Mais comme il enseignait mieux et plus haut que moi, et comme il était plus digne d'enseigner, il rencontra une bête plus grosse : il rencontra la bête impériale et fut mangé. Ainsi soit-il !

Sur la place de Sainte-Marie-Majeure s'élève la plus élégante colonne de la ville, portant la statue de la sainte Vierge. Elle fut érigée en mémoire et en

action de grâces de la conversion de Henri IV, roi de France. Par cette conversion, la France rentrait dans l'ordre, dans la paix, dans la force, dans la gloire. Rome l'avait ardemment désirée, elle s'en réjouit à la face du monde. Ainsi le pape Adrien avait composé des litanies pour demander à Dieu d'étendre la puissance de Charles, roi des Francs, et en avait ordonné la récitation dans l'Église universelle, parce que la puissance de Charles était une bénédiction pour le genre humain. Quand la France se délivrera de son erreur, quel chant d'allégresse s'élèvera de Rome et retentira sur la terre délivrée !

Paris vaut bien une messe ! Si le Gascon a tenu ce propos, il a fait plus d'honneur à son esprit politique qu'à sa conscience de chrétien. Mais quel glorieux et immortel hommage il a rendu au Paris et à la France de ce temps-là ! La France, alors, était une femme de bien qui voulait être mariée à l'Église et suivant sa condition, et non pas seulement à la mairie, à n'importe quel aventurier, par devant n'importe quel Mottu. Elle a changé de mœurs et de coutumes ; elle y a perdu. Le mariage civil ne lui réussit pas. Elle divorce souvent, ses époux sont de moins en moins présentables et ses enfants de plus en plus bâtards. Laisse là ton harem bavard d'histrions, de ribauds et d'eunuques, et refais-toi femme de bien, pécheresse ! Il est temps, si tu ne veux pas devenir le guéret le plus décrié de la terre, toi qui portais la vigne et le blé.

J'ai quitté Sainte-Marie-Majeure, et j'ai pris ma

course vers Sainte-Croix-en-Jérusalem. Dans ce beau désert qui réunit les trois basiliques de Sainte-Marie-Majeure, Sainte-Croix et Saint-Jean-de-Latran, rien ne dénote que le moindre changement politique se soit accompli. Le vaste espace est tranquille comme le ciel. Là et ici les choses sont à leur place connue. Par-dessus les murs des villas, toujours croulants, toujours debout, le cyprès et l'oranger regardent dans le chemin toujours solitaire; le soleil retrouve leur verdure sombre et revient y sourire à l'heure accoutumée. Quel beau chemin pour écouter les paroles que l'Église, non moins fidèle à son ordre inébranlable, chante le même jour, à la même heure! Dans l'Église, à Rome surtout, une révolution passe entre deux versets d'un psaume, elle emporte un monde, le psaume n'est point interrompu, et toujours quelque verset ou quelque mot du psaume donne la lumière de l'événement. Ces paroles divines sont faites pour celui qui les écoute dans le moment qu'il les écoute ; elles illuminent tout, elles répondent à tout, elles répondent et elles illuminent toujours.

C'était l'heure de laudes, avant la messe de l'aurore. Les derniers psaumes proclament la puissance de Dieu sur toutes les créatures et invitent toutes les créatures à louer Dieu. En cheminant, je goûtais ces splendeurs maintenant dérobées à l'intelligence des peuples. Ils restent là comme ces arbres qui regardent le chemin solitaire. La poussière se soulève et couvre leur feuillage, la tempête les agite et souvent les brise. Mais le soleil n'a plus ses heures fidèles et ne leur apporte plus ses épanouissements.

N'y eût-il point de Dieu, l'incrédulité détruirait encore le chef-d'œuvre de la *nature* et le plus beau présent qu'elle nous ait fait. L'impie pleurerait, s'il pouvait sonder un moment le fleuve de consolation et de poésie qui s'est détourné du pauvre cœur humain.

J'arrivai à Sainte-Croix-en-Jérusalem pour entendre l'introït de la messe de l'aurore et l'annonce du soleil divin, dont le soleil matériel n'est que l'ombre : « *Lux fulgebit hodie super nos*, la lumière « brillera aujourd'hui sur nous ; car le Seigneur « nous est né, et il sera appelé l'Admirable, Dieu, « le Prince de la paix, le Père du siècle futur, dont « le règne n'aura point de fin. »

L'église de Sainte-Croix-en-Jérusalem garde les reliques de la Passion que souffrit ce Roi éternel, né dans une étable et dans une crèche, mort sur une croix. *Sic Deus dilexit mundum.* Il prend toute souffrance et toute servitude pour nous donner toute joie et toute liberté ; il se cloue à la croix pour nous rendre des ailes.

CV

30 décembre.

A ROME, LE JOUR DE NOEL.

Tout l'Évangile n'est que l'histoire de la bonne volonté de Dieu. La page que l'on chante à la messe de

l'aurore peut être appelée l'Évangile des hommes de bonne volonté, ceux à qui les milices célestes ont annoncé la paix. Ils sont là, représentés par les bergers accourant pour voir ce qu'ils ont déjà cru sur la parole de l'Ange. Les Pères disent à ce sujet de profondes et sublimes choses, qui réfutent de haut, depuis des siècles, la vile multitude des objections vulgaires. L'impiété n'est pas seulement *canaille*, suivant l'observation de Joseph de Maistre, merveilleusement confirmée en ce moment par quantité d'opérations administratives et politiques, elle est encore très-ignorante, et il le faut. Sans une énorme somme d'ignorance, jamais on n'eût pu mettre la gredinerie au point de gloire qu'elle occupe présentement en ce pauvre monde, lequel a particulièrement perdu la science de la bonne volonté. Il ne pratique pas la bonne volonté, il ne l'a pas, il ne la discerne pas, et même il n'y croit pas.

Les bergers, remarquent les Pères, étaient hommes de bonne volonté, c'est-à-dire justes, car la justice fait partie de la bonne volonté. Ils étaient justes, car ils accomplissaient fidèlement leur charge, qui était de veiller pour garder leurs troupeaux durant la nuit. La justice veut que le berger veille afin de défendre son troupeau. Or, dit saint Grégoire, il est de la justice de Dieu que ceux qui veillent avec sollicitude sur les troupeaux qui leur sont confiés soient admis de préférence à contempler les mystères les plus sublimes; et tandis qu'ils veillent religieusement, la grâce divine répand sur eux des flots de lumière. Voilà ce que les princes ne savent plus du

tout, et ceux qui renversent les princes pour se mettre à leur place, l'ignorent encore davantage s'il est possible. Croyez-vous que Napoléon III veillât religieusement sur son troupeau, et que ce soit le grand souci du roi de Prusse, à l'égard des troupeaux que les bergers de Bavière, de Wurtemberg et de Bade lui ont confiés, et à l'égard du sien même? C'est pourquoi les princes ne sont pas inondés des flots de la lumière divine ni admis à contempler les mystères de Dieu. C'est pourquoi aussi l'on voit en Europe, depuis plus d'un siècle, les renversements succéder aux renversements, et toute forme de couronne et de sceptre tomber vilainement, et toute figure de roi n'être jamais loin d'une figure de traître ou d'une figure de sot. Je mets parmi les rois, comme il convient, les présidents, les dictateurs, les consuls, les duodécemvirs, qui se confient des troupeaux d'hommes sans avoir le moindre moyen ni la moindre bonne volonté de veiller religieusement à leur salut. Et comme ils ne sont pas justes, je ne trouve nullement injuste que leur usurpation pastorale ne leur procure pas la paix et ne leur assure pas la laine et la chair du troupeau. Sans doute, ils tondront le troupeau et ils le mangeront, mais la laine ne les vêtira point et la chair ne les nourrira point. De bon cœur j'adhère à l'aventure, encore que j'en doive souffrir. Deux points me consolent : premièrement, j'ai fourni ma part dans les fautes publiques pour lesquelles je subis ma part d'expiation; secondement, je conserve à l'abri de toute atteinte la part de paix due à ma part de bonne volonté.

Par la grâce de Dieu, il reste dans le monde, pour le salut du monde, un pasteur et un roi de bonne volonté ; un pasteur et un roi qui veille religieusement. Il est ici. La grâce divine se répand sur lui en flots de lumière, et il ne perd point la paix. J'ai mis ma paix dans ses mains, et elle est en sûreté comme la sienne. Même livré à l'iniquité victorieuse, il demeure en paix ; même vaincu, il n'est point renversé, sa couronne ne tombe pas. Si quelque sacrilége ose y toucher, la conscience humaine proteste, car le genre humain lui-même se sent découronné, et Dieu dans le ciel s'émeut. Cet outrage n'est pas de ceux qu'il veut souffrir longtemps. La couronne sainte remonte d'elle-même au front sacré. L'attouchement sacrilége n'y a mis qu'un diamant de plus.

J'ai vu les grandes reliques, l'écriteau, les clous, les épines. Jésus-Christ a voulu naître et mourir sujet de César. Il a souffert cette servitude pour nous apprendre à rendre à César ce qui est dû à César, mais aussi pour nous affranchir et nous apprendre à aimer et à confesser la liberté. La liberté, c'est que César ne prenne pas ce qui est à Dieu. Car alors la charte est violée, l'ordre est détruit et l'antique esclavage, à peine déguisé sous un nom nouveau, vient punir et César lui-même et ce peuple apostat qui consent de rendre à César ce qui n'est dû qu'à Dieu. La vengeance divine multiplie les incarnations de César. Par d'infâmes chemins accourent des pieds sales qui montent sur le trône. Ils courbent ces têtes ingrates, ils y entassent les boues, les scandales et

les hontes que le sang ne lave pas. O peuples avilis, vous chercherez des épées et vous ne trouverez que des poignards. Vous tuerez l'empereur, l'empire restera. Le poignard ne fait point justice, le crime n'affranchit pas. Le sang versé par le poignard ni ne blanchit la robe des peuples ni n'empourpre la robe des rois. Il faut une épée juste, cette épée des guerres légitimes et saintes que Dieu, lorsqu'il veut armer son peuple, lui ordonne de forger du coutre de la charrue ; et comme la charrue elle coupe les racines mauvaises, et à la place de l'herbe vénéneuse elle fait lever la bénigme majesté des moissons.

Le poignard des païens ne tuait que l'empereur; l'épée de justice, l'épée chrétienne, seule, tournée contre les vices qui font l'esclave, a pu tuer l'empire. Et le JUSTE par excellence, mort sujet de César et vainqueur de César, a voulu que Rome fùt ornée des armes par lesquelles il a conquis l'empire. Ici donc sont les épines de sa couronne, les clous et l'inscription de sa croix : *Jésus de Nazareth, roi des Juifs*, mais en trois langues universelles et éternelles, c'est-à-dire, Roi de tous, pour toujours.

Sur l'autel où l'on pose les grandes reliques, j'ai vu aussi la traverse de la croix du bon larron, souvenir du premier de la race humaine qui fut lavé du sang de la croix et qui entra dans le ciel de Dieu. Avant Joseph, avant les Apôtres, avant Marie, le larron vit la gloire de Dieu. « Aujourd'hui il nous est né un Sauveur. En vérité, aujourd'hui vous serez dans le ciel avec moi ! » Ainsi furent proclamées au ciel et sur la terre la puissance du re-

pentir de l'homme et l'obéissance de la miséricorde de Dieu. Tels sont les langages et les œuvres de Rome ; après tout, que m'importent les langages et les œuvres éphémères de Berlin et de Paris ! Avec l'aide de Rome, moi et ma race nous finirons par avoir raison de Paris et de Berlin. S'il faut la constance, Rome nous obtiendra la constance ; s'il faut l'épée, Rome nous bénira l'épée, et nous tuerons encore une fois l'empire.

Il y aura de dures journées. Elles seront longues autant que dures. Elles ont commencé. Sur la place de Saint-Jean-de-Latran, entre le Triclinium de saint Léon III et l'escalier du prétoire, à quelques pas du sanctuaire des reliques de la Passion, à la face du ciel et des montagnes, sur les marches de l'Eglise mère et maîtresse de toutes les églises, là où Charlemagne se mit à genoux, j'ai rencontré le soldat subalpin, devenu le soldat de l'Italie et le maître de Rome. Qu'il est fier, qu'il est superbe ! Notre poëte François Maynard en a fait la peinture, il y a deux siècles et demi :

A voir l'orgueil de vos moustaches,
Et l'ombrage de ces panaches
Qui volent sur votre chapeau,
Il semble que, par tout le monde,
Les braves de la table ronde
Ont marché sous votre drapeau.

O amer spectacle !

Le *Journal des Débats* lui-même, qui a tant désiré de le contempler, n'en est pas content. Il y a autour

de Paris des échos prussiens de la victoire italienne qui le gênent et qui opèrent une perturbation dans ses abonnements et dans ses pensées. Je n'y puis songer sans sourire, mais ce n'est pas ce qui me console. Oui vraiment, le spectacle est amer. Ce faquin empanaché, qui fume, qui se carre, qui se croit le roi du monde, et qui ne s'abuse qu'un peu, c'est une déplaisante figure de César! Le drôle se promène vainqueur sur le droit, sur la justice, sur l'amour, sur la majesté, sur la science, sur l'art, sur la paix, sur la raison, sur tout ce qu'il y a de beau, d'auguste et de doux parmi les hommes. Il est le triomphe arrogant du mensonge, de la trahison, de l'escroquerie en tous genres.

Il a escroqué la force, et la force lui a permis d'escroquer la victoire. Il a escroqué jusqu'à ses panaches et jusqu'à ses moustaches. Il est bête, et le voilà vainqueur. Et ce filou conquérant nous montre cependant du sang à ses bottes brutales, comme s'il avait eu l'honneur de les traîner sur le champ de bataille. Et à sa suite rampe une vieille conserve d'avocat qui se dit ambassadeur de France, et qui le flatte de ce sang, qui est le sang de nos âmes! O justice vengeresse, l'épée, l'épée, rends-nous l'épée! Avec l'épée nous déblaierons le chemin, et ensuite nous enverrons une escouade armée de fouets qui mettra dehors le César d'Italie.

Il y a quelques mois, le 6 mai de cette année, fête de l'Ascension, j'étais là sur cette place du Latran. Dans la joie du soleil romain, dans la joie de la paix universelle, Pie IX, entouré du Concile, du haut de

la *loggia*, épandait la bénédiction apostolique sur la ville et sur l'univers. Il avait en face de lui Sainte-Croix, le reliquaire de la Passion du Christ, et toute l'histoire du monde ; à ses côtés tous les pasteurs de l'Eglise ; à ses pieds des représentants de toute l'humanité. Cependant, la cérémonie faite, quand un peuple immense poussait des cris d'allégresse, soudain il changea de couleur et fondit en larmes. Avait-il vu tomber la dernière goutte dans la coupe des vengeances qu'attire le refus du don de Dieu? Avait-il vu paraître, sur la crête des montagnes sacrées, l'une et la plus ignoble des têtes de la bête de sang qui va parcourir la terre?

Je n'ai fait que traverser la basilique. Sur les marches j'avais vu l'ennemi. A l'intérieur, rien qui sente la ville conquise. S'il se trouve ici un Piémontais, il a déposé ses panaches, il est à genoux, il demande pardon de ses armes sacriléges, il prie Dieu de n'en point imputer le crime à son âme, mais à ceux qui l'ont contraint, et il accepte d'avance le châtiment qui atteindra leur drapeau. Sous ce drapeau levé contre son Dieu et contre son père, il n'est plus soldat, il est esclave.

Les patrons du Latran sont saint Jean le précurseur et saint Jean l'évangéliste. « Il y eut un homme envoyé de Dieu, qui s'appelait Jean, » et cet homme, montrant Jésus, a dit : *Voici l'Agneau de Dieu*. Il y eut un homme choisi de Dieu, qui s'appelait Jean, et cet homme a écrit : « Au commencement était le « Verbe, et le Verbe était en Dieu, et le Verbe était « Dieu... Il était la vraie lumière qui éclaire tout

« homme venant en ce monde... Il a donné à tous « ceux qui l'ont reçu le pouvoir d'être faits enfants « de Dieu... *Et le Verbe s'est fait chair*, et il a habité « parmi nous. » C'est l'évangile du jour. Tout à l'heure on va le chanter dans cette église des deux Jean, à cet autel que couronnent les chefs des apôtres Pierre et Paul, en présence de la table où l'Agneau de Dieu, Verbe fait chair, distribua sa chair et donna aux hommes de pouvoir être faits enfants de Dieu.

La race de l'Iscariote, qui ne veut d'autre roi et d'autre Dieu que César, travaille à nous voler ces témoignages, à nous arracher ces vérités, à nous déshériter de cet empire. Elle croit qu'elle réussira parce que Dieu a permis que le genre humain devînt assez misérable pour voir dominer les Cavour, les Renan, les Bismark, les Napoléon, les Mottu! Ce qui étonne dans l'étude de l'humanité, ce n'est pas le crime, c'est l'ineptie. Qu'il y ait des Pères de l'Eglise et des cacographes, et que les uns et les autres soient des hommes; qu'après dix-huit siècles de lutte les Pères de l'Eglise semblent vaincus par les cacographes, et, chose non moins extraordinaire, qu'ils ne le soient pas, voilà un enchaînement de prodiges et un réseau de contradictions qui déroutent la pauvre raison humaine. Il faut que le miracle vienne à son secours et l'empêche de se dissoudre totalement. Des fidèles de César et des fidèles du Christ, — et les uns et les autres sont des hommes!

Pour descendre au Colysée, j'ai pris par les hau-

teurs désertes du Celius, dont je voulais au moins en passant saluer les églises. Dans cette voie de campagne, on a mieux la saveur des jours renaissants, on aperçoit mieux que l'hiver va reculer. Prudence nous a laissé un hymne de Noël où il a bien décrit cette première annonce du renouveau : « Déjà au « tronc aride de l'yeuse commencent à suer les lar« mes odorantes de l'amôme ; déjà des bruyères s'ex« halent les premiers parfums. C'est toi, Enfant di« vin, que saluent les éléments arides et aveugles ; « pour toi le roc fléchit, et l'herbe tendre a dompté « l'âpre flanc de la pierre. »

Je suis entré à Saint-Etienne-le-Rond, dédié au premier martyr. J'ai jeté un coup d'œil sur ses effrayantes peintures. Dans l'immense variété de ses tableaux, le peintre n'a pu épuiser ce que l'art des bourreaux, prêtres de César, a inventé contre les fidèles du Christ. L'Eglise ne craint pas de montrer ce que César peut faire ; tout ce que César peut faire montre comment César est vaincu. Aujourd'hui le martyrologe romain fait mémoire des martyrs de Nicomédie. Ils étaient au nombre de plusieurs milliers dans leur église, au mépris d'un édit impérial, afin de célébrer une dernière fois la fête de Noël. Dioclétien donna l'ordre de fermer l'église et de la brûler avec ceux qui s'y trouvaient, n'exceptant que ceux qui voudraient offrir l'encens sur l'autel de Jupiter, dressé à la porte. L'un d'eux répondit : « Nous honorons le Christ comme le seul Dieu et le seul roi. » Aucun ne sortit, tous moururent ; mais le Christ était

avec eux, aucun ne périt, et Dioclétien ne vit point mourir le Christ.

A Saint-Jean-et-Paul, autre église de martyrs, bâtie sur le Vivarium où l'on nourrissait les bêtes du cirque, j'ai vénéré le corps de saint Paul de la Croix, qui vécut tout le temps de Voltaire, faisant des miracles comme aux premiers siècles de l'Église. Il multipliait les pains, guérissait les malades, ressuscitait les morts, et ses messagers franchissaient les torrents débordés. Il se mettait à genoux devant les pauvres à qui il faisait l'aumône et leur demandait de le bénir. La corruption n'a point atteint son corps embaumé par la pénitence. Il est là, l'on voit à découvert son visage rayonnant de sérénité. Il a fondé l'ordre florissant des Passionnistes, qui continue sa vie apostolique. Ils lui bâtissent dans leur église une chapelle, ou plutôt une autre église où sont prodigués l'or et les marbres précieux. Ainsi sa gloire marche du même pas que celle de son contemporain Voltaire. Seulement ses disciples sont autres. Il en a pris beaucoup à Voltaire, et ils deviennent autres. Ils portent les insignes de la Passion sur leur robe de bure, ils marchent pieds nus et ils sont éloquents. Le monument qu'ils lui élèvent coûtera plusieurs millions, quoique non préconisé par les journaux. On y travaille comme si l'ordre le plus parfait régnait dans le monde.

Sans m'arrêter ni au Colysée, ni aux églises du Forum, ni au palais des Césars, propriété de Napoléon III, ni au Capitole, près duquel demeure l'am-

bassade de Prusse, sur la roche Tarpéienne, ni au bas où l'ambassade d'Autriche est située et reçoit la direction de M. de Beust, j'ai traversé le pont Saint-Ange, gardé par les subalpins. Je vois cela, et je prie Dieu de regarder. Regardez, Seigneur, regardez bien! Et entendez la prière de David qui retentissait hier aux matines de Noël : « Souvenez-vous de l'op- « probre de vos serviteurs, de cet opprobre dont je « porte l'amertume en mon sein ; voyez les insultes « de la gentilité. Oui, Seigneur, vos propres enne- « mis vous reprochent vos retards ! »

Je ne me suis pas arrêté à la rédaction de la *Civiltà cattolica*, place Scossa Cavalli. La *Civiltà cattolica* est-elle encore là, paraît-elle encore, ses rédacteurs ne sont-ils pas dispersés? A Paris, nous n'en savons rien; la capitale de la civilisation a dit tant de choses à la civilisation, que la civilisation l'a mise au secret. A Rome, je n'ose le demander, de peur d'apprendre ce que je redoute. Probablement l'Italie n'a plus de place pour cette feuille, où quelques hommes savants et bons disaient doucement, mais inébranlablement, toute vérité. Il serait contre l'ordre actuel que les subalpins les eussent laissés libres. Un peuple qui dresse des statues à Galilée, doit nécessairement proscrire les mathématiciens et les astronomes qui décrivent le mouvement, la route et le but de l'erreur.

J'entre à Saint-Pierre. Tout disparaît. Qu'importe ce qu'il y a dehors et ce qui se passe dehors? Ce qui se passe dehors aura tout à l'heure passé; ce qu'il y a dehors n'est pas.

Je me prosterne sur la dalle de porphyre rouge apportée du Latran, où Charlemagne se mit à genoux. Quand nous verrons un empereur à genoux sur cette dalle, il y aura un empereur. Jusque-là il y aura des accidents voulus et mérités par la folie humaine, la plupart durs, mais néanmoins qui rentreront dans les desseins de Dieu et qui profiteront aux hommes de bonne volonté.

J'ai retrouvé la température de Saint-Pierre, les autels allumés, la messe aux autels. J'ai vu au loin la *Confession :* pas une lampe n'est éteinte. Le rayon de soleil touche le point qu'il touchait l'an passé à la même heure. Il sera à ce même point, à la même heure, l'an qui vient ; et dans cent ans le prêtre qui traverse ce rayon, se rendant à l'autel, traversera le rayon et se rendra au même autel, où le même sacrifice sera offert.

Dans Saint-Pierre on rencontre toujours quelqu'un. J'ai rencontré quelqu'un, quelqu'un de la maison. C'était un prêtre. Il achevait son action de grâces à l'autel de Saint-Léon le Grand, où il avait célébré la messe. Je lui ai demandé ce qu'il y avait de nouveau. Il m'a répondu : Il n'y a rien de nouveau, sinon que les rois de la terre se sont levés et se sont ligués contre le Seigneur et contre son Christ. C'est pourquoi les nations ont frémi et les peuples ont médité des choses vaines. Mais : *Puer natus est nobis !* Et cet enfant est le seul Dieu et le seul Roi.

CVIII

30 décembre.

SUR LES PROPHÉTIES.

Les souffles mystérieux qui parcourent les peuples et qui les avertissent à l'approche des grands événements n'ont point manqué parmi les chrétiens. Dès longtemps, ces sortes de prophéties qu'on ne peut ni accepter, ni rejeter en entier, nous annonçaient de terribles catastrophes, et nous consolaient par la promesse d'un grand renouvellement.

Soit révélation véritable, soit par un effet naturel de cette espérance que la foi et la longue histoire de la miséricorde divine entretiennent inébranlablement dans l'âme chrétienne, le trait général de ces pressentiments est celui-ci : Quand tout semblera perdu, alors tout sera sauvé.

Les catastrophes sont venues, elles s'accroissent, et le moment où tout semblera perdu peut n'être pas éloigné. Il n'y a que le renouvellement, c'est-à-dire l'amélioration des âmes par le retour à la foi, qui n'apparaît guère. Encore qu'un regard attentif puisse le voir poindre au fond de plus d'une âme, il faut bien avouer qu'aucun signe public n'en est donné. Tout au contraire, rarement on vit l'impiété plus insolente, et la puissance publique ou plus effronté-

ment ou plus lâchement complice de ses excès. Il faut remonter assez haut dans notre histoire pour y trouver des Simon, des Mottu, des Arago, des Bonvalet et le reste.

Malgré ces excès et plus encore ces lâchetés, qui font honte et qui font peur, nous gardons néanmoins notre espérance. Nous croyons que tout sera sauvé, bientôt peut-être, certainement plus tard. Nous le croyons entre le hurlement du canon prussien qui bombarde nos murailles et le barbouillage stupide de l'histrionnerie révolutionnaire qui les salit. Entre cette figure de l'Antechrist qui cherche à briser la porte avec son canon, et cette valetaille de l'Antechrist qui est ce qu'il faut pour nous pourrir par ses blasphèmes et nous dissoudre par ses lâchetés. Nous croyons à la miséricorde.

Quand tout paraîtra perdu tout sera sauvé, parce que la foi se réveillera, et la foi réveillera l'honneur et la raison. La foi, l'honneur et la raison, c'est la France du Christ, la France immortelle.

Tenons. Tenons dans le combat, tenons dans la défaite, dans la ruine, dans la mort. Tenons en confessant la justice qui châtie et la miséricorde qui relève. Léguons à notre postérité cette miséricorde de Dieu, qui le force d'obéir au pécheur pénitent : nous ne tomberons pas à la fosse comme une poussière impure et stérile, mais comme un germe de résurrection.

La confession du pécheur vaut la prière du juste ; elle anéantit le blasphème. Si nous confessons la justice, nous pouvons mourir, la France vivra.

CVII

2 janvier 1871.

Paris célébrera demain la fête de sainte Geneviève, et ce ne sera, hélas! qu'une fête privée, une fête intime à laquelle le peuple de Paris n'assistera pas. Ce n'est point que Geneviève soit inconnue de ce peuple ni qu'il l'ait oubliée, ni qu'il honore peu sa mémoire. Il ne viendra pas au seuil de la Sainte parce qu'il ignore comment et pourquoi elle est sa patronne, parce qu'il n'en est plus instruit, parce qu'il est devenu un peuple sans ancêtres, enfin parce qu'il n'a pas été appelé.

Ainsi depuis plus de trois mois ont passé toutes nos fêtes, dans un morne et stupide éloignement des sources de la consolation, de l'espérance et du secours.

Ce triste peuple, pressé d'ennemis, accablé d'angoisses, a espéré en toutes les choses de la terre, a vu en tout son espérance trompée, et il ne lui a pas été dit une fois de lever la tête vers le ciel! Que voilà bien le peuple moderne, que le voilà bien dans le dénuement et dans l'abrutissement de sa sagesse! Tu n'as plus tes histrions, tu n'as plus tes comptoirs, tu n'as plus ton abondance, tu n'as plus ta liberté : tu n'avais plus Dieu. Quelques jours ont passé, l'ennemi est venu comme la foudre et t'a enveloppé d'un seul

coup de filet. A présent il te reste l'orgueil de tes pierres, que tu ne peux manger, et l'orgueil de ton fer, qui s'use et qui ploie. Fais ce que tu pourras de tes pierres et de ton fer, et si tu n'en fais rien, c'est fini. Rabats sur tes yeux la dernière guenille qui te sert de manteau, désespère et meurs!

Le *Journal des Débats*, qui est un sage, nous disait fièrement l'autre jour, avec un accent de triomphe « Ce n'est plus la théologie qui gouverne le monde. Il y a vraiment de quoi se vanter!

Si la miséricorde de Dieu ne l'emporte pas sur l'insolence de la sottise humaine, Paris finira donc comme dans une ambulance Mottu gouvernée par Cadet : cruellement et abjectement.

O peuple des âges catholiques, quand une ville menacée déployait ses bannières, et, suivant pieusement la croix portée par ses prêtres et par ses princes, faisait en procession le tour de ses remparts, alors chacun savait qu'après tout la mort est aussi la délivrance et la vie.

Attila entourait les murs ; une femme craignant Dieu, une humble fille des champs, par sa prière, protégeait la cité, et tandis que la vierge combattait seule, les étoiles combattirent contre Attila. *Dumque una virgo prœliabatur, stellæ adversus Attilam pugnaverunt.*

Poésie évanouie, espérances éteintes, peuple mort, s'il n'y restait une étincelle et un souffle de Dieu.

Samedi dernier, le peuple chrétien rassemblé dans ses églises, à la fin de cette année de ruines, a chanté le *Te Deum*, grave comme Job, et disant comme lui

en son cœur : « De la main de Dieu je recevrai les biens, de sa main aussi j'ai reçu les maux. Que le saint nom de Dieu soit béni ! »

Il nous reste cela. SIT NOMEN DOMINI BENEDICTUM.

CVIII

4 janvier.

LA LIBRE-PENSÉE ET L'EMPIRE.

Premier article.

Dans le même numéro du *Journal des Débats*, M. David, libre-penseur, ancien du *Charivari*, me trouve absurde, et M. de Pressensé, libre-pasteur fameux, si je suis bien renseigné, me déclare pernicieux. Ils m'honorent de cette dépense de projectiles afin de prouver, en se contredisant un peu, que l'empire et la papauté sont décidément abolis par la raison moderne, et Dieu tout au moins très-modifié. Le penseur paraît croire qu'on a réglé le compte de Dieu, que Dieu est terminé comme le Pape et l'Empereur. Le pasteur est moins rond : Dieu ne serait pas formellement chassé, mais ce n'est plus le Dieu personnel et parlant d'autrefois; il se retire très-loin, et désormais se mêlera moins des affaires humaines. Au degré de perfection où elle est parvenue, l'humanité n'a plus besoin que de tribunes et de journaux ;

elle est son propre chef, elle suit sa propre lumière, elle atteindra toute seule et prochainement le comble de vertu et de gloire qu'elle s'est fixé. Penseur et pasteur sont d'accord sur ce point, sauf une nuance: selon le pasteur, Dieu le veut; selon le penseur, Dieu se le tient pour dit. Ainsi l'Empereur et le Pape se dissolvent, Dieu est effacé ou s'efface, et l'humanité n'a plus de maîtres.

A mon avis, ce n'est pas fait. Il y a le penseur, il y a le pasteur, voilà encore l'Empereur et le Pape; il y a donc encore des maîtres. Moins modestes, M. David et M. de Pressensé en conviendraient. Ils diront sans doute que j'ai l'absurdité et la mauvaise foi de ne pas tenir compte de l'élimination de Dieu. Vu l'élimination de Dieu, le pasteur pouvant être penseur et le penseur pasteur, l'Empire et le Sacerdoce s'annulent par cette réunion, et l'inconvénient n'existe plus. Mais j'insiste. En s'éloignant, Dieu emporte le Pape, il n'emporte pas l'empereur. Voilà l'inconvénient. Le progrès n'est donc qu'un saut en arrière, qui nous rejette d'emblée au vieux César, pontife de lui-même, incrédule à Dieu, et à l'humanité. Délivrée de Dieu et du Pape, l'humanité n'en est que plus fouaillée et dévorée par l'empereur! Énorme inconvénient!

Il faut voir comment la conséquence découle des principes admis par le libre-penseur charivarique et par le libre-pasteur évangélique. Leur forme manque de netteté et d'honnêteté. Le penseur cite sans correction, le pasteur argumente sans discrétion. Il y a une certaine onction, un certain saindoux naturel

aux évangéliques, dont ils graissent tout ce qu'ils écrivent. En ma faveur, M. de Pressensé en a trop purgé sa prose, d'ailleurs louable. Mais je connais cette faiblesse habituelle de mes adversaires. Fussent-ils encore plus inexacts, plus emportés et plus incivils, et fussé-je moins accoutumé, je leur par donnerais à cause des avantages qu'ils me font.

Je commence par M. David.

J'ai expliqué dernièrement en quoi le principe du saint empire ou empire chrétien diffère du principe de l'empire païen et révolutionnaire que voulaient lui substituer les Gibelins. Partout le césarisme est la même chose, la même entreprise contre Dieu afin de s'emparer de l'homme. Le Christ a institué le pouvoir pour tout servir, en servant Dieu; César se dresse pour élaguer Dieu et tout asservir. Là est la question politique du monde. Ou le prince obéit au droit inaliénable de Dieu, au droit divin de la société chrétienne défini par le pontife, ou le prince définit lui-même le droit, et alors le pontife et la société chrétienne obéissent au prince devenu en réalité seul peuple, seule loi, seul pontife, seul Dieu.

Tantôt un prétendu droit monarchique, fabriqué dans les bazoches, où toute tyrannie a ses arsenaux, le constitue unique représentant de Dieu, maître absolu des hommes, possesseur universel des choses; tantôt un prétendu droit politique, de même origine bazochienne, mais aciéré dans les casernes, et ensuite, pour la forme, passé au scrutin, le fait délégué unique et absolu de la souveraineté et de la divinité du peuple. Il s'appelle alors la « démocratie couron-

paix, de purification, de sincérité, de bonne vie et mœurs.

Enfin, il n'est pas jusqu'à l'ami Cadet qui n'écrive ces mots sur son noble front, déjà si pur. Cadet, sachant que je l'avais blâmé, m'a fait savoir qu'il ne doutait plus d'être dans la voie du vrai, du beau et du bon. Il avait donc délibéré d'y entrer, sans connaître parfaitement la route. Bref, c'est à qui prendra le programme du saint empire, moins la sainteté; et je pense que le libre-pasteur et le libre-penseur n'en proposeraient point d'autre que de défendre les bons et même les *croyants*, mot souligné par M. David. M. David et M. de Pressensé sont certainement croyants, chacun à sa manière. Comme Cadet, ils croient honnêtement à leur incrédulité, et ils veulent que l'espèce humaine en possède le bienfait.

Cependant cette conception de l'empire, où l'empereur reçoit une puissance si utile et en même temps si limitée, M. David la trouve détestable et, qui plus est, ridicule. Détestable, il ne dit pas nettement pourquoi, mais on le devine : c'est parce que l'empereur est soumis à un supérieur ecclésiastique comme tous les chrétiens. Ridicule, c'est à cause de la formule que M. Veuillot lui a donnée. Je crois pouvoir soutenir l'attaque sur ces deux points.

Quant à la supériorité ecclésiastique, elle est le besoin de l'humanité et l'œuvre spéciale de la société chrétienne, laquelle a l'honneur d'être créée de Dieu pour obéir à Dieu, et d'avoir ainsi Dieu même à son sommet. « Jésus-Christ seul Dieu et seul roi, » disaient les martyrs de Nicomédie à l'empereur Dioclé-

tien. C'est ce qui empêche l'empereur Dioclétien et l'empereur Satan de posséder la terre. Si l'empereur ne relève pas du Pape, le Pape relève de l'empereur, l'empereur est pontife et Dieu. Dans l'histoire, c'est un fait permanent.

En tout temps, partout, les sociétés comme les individus ou obéissent à Dieu ou obéissent aux hommes, c'est-à-dire à l'homme, à César. César monarque, César peuple, César populace, César assemblée, comité, bureau, César Héliogabale, César Hohenstaufen, César Cromwell, César Robespierre, César Marat, César Cadet, il n'y a plus rien de bas où ne puisse rouler l'espèce humaine détachée de Dieu. Muni de la force, César *voyou* est César tout comme César Octave et César Napoléon. Il a la loi, il a la justice, il faut obéir à ce tyran, à ce monstre, à ce drôle, ou recevoir aux pieds du prêtre la vigueur de l'éternelle rébellion qu'impose le Christ. « Ne craignez pas ce qui ne peut tuer que le corps, craignez ce qui tue l'âme. » Pierre et Jean, flagellés pour avoir enfreint la loi qui leur défendait d'annoncer la divinité de Jésus supplicié, se dirent « : Mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes » ! Nul autre moyen d'arracher l'âme du monde à César.

Dans la foule des dieux païens, un seul était obéi, c'était César; et un seul était invoqué, c'était la mort. Toute nation qui se sépare du vrai Dieu, creuse sous ses pas ce vieil abîme et s'y engouffrera. Quand César seul donne la vie, on invoque la mort afin d'être délivré de César et de l'horreur de vivre. M. David et M. de Pressensé ne prouveront point le

contraire. La conscience humaine leur crierait : Parlez pour vous; nous autres, nous avons besoin de Dieu! Et je leur fais cet honneur de croire qu'ils finiraient par imiter ces convives et ces chambellans de César qui se plongeaient dans les catacombes pour communier avec le Pape et se tirer à jamais des festins de l'empereur.

Telle était donc la conception de l'empire chrétien: un bras armé de la justice, un vengeur du droit, un protecteur de la vérité, disciple soumis de la vérité, un défenseur des croyants qui croyaient que Dieu seul est Dieu, et que Jésus-Christ, fils unique de Dieu, est le roi juste et éternel du monde. En réalité, point d'empereur et rien qui ressemblât à César. Le chef élu de l'empire continuait de s'appeler empereur et César, comme Rome continuait de s'appeler Rome; ce n'était plus ni Rome ni César.

Quant à la formule ridicule de M. Veuillot, dont M. David, ancien plaisantin du *Charivari*, s'amuse tant, elle n'est pas ridicule et elle n'est pas de M. Veuillot. J'ai tiré cette formule, comme je l'ai dit, de l'acte même par lequel les Electeurs et Rodolphe de Habsbourg, dans la seconde moitié du treizième siècle, ont confirmé les donations ou plutôt les restitutions de Pépin et de Charlemagne. Ils ont alors défini les conditions de l'empire, le voulant ramener à son institution première d'où l'ambition des Hohenstaufen l'avait fait dévier. Afin de mieux ressaisir la tradition, ils empruntèrent eux-mêmes le langage de la célèbre bulle *Unam sanctam*, de Boniface VIII, ce que M. David ignore probablement. Il ignore sans

doute aussi que la bulle *Unam sanctam* ne passe pas du tout pour une pièce ridicule.

Mais comme ce langage peut paraître assez étrange et même extravagant dans la bouche d'un journaliste du dix-neuvième siècle, M. David, pincé d'un retour de l'esprit charivarique, a imaginé de me l'attribuer. Il efface la date, les Electeurs, Rodolphe de Habsbourg et mes guillemets, et me prête, sans le savoir, le style de la bulle *Unam sanctam*. C'est un peu manquer de respect pour la culture des lecteurs du *Journal des Débats*, mais c'est si drôle ! Suspendu à cette ficelle, l'ancien plaisantin pantine, plaisantine, fait valoir l'agilité de ses jambes et l'agrément de sa voix.

Ce que cela prouve, je l'ignore. M. David s'interrompt au milieu de ses pirouettes et conclut subitement que l'empire d'Allemagne ne se fera pas, ou ne durera pas longtemps, parce que « ce n'est plus la théologie qui gouverne le monde ! » Là-dessus, il tire sa révérence, c'est fini. Il passe à quelque relation des faits qui s'accomplissent présentement dans cet heureux monde que la théologie ne gouverne plus.

Avant d'écouter M. de Pressensé, je voudrais rendre une impression que me laisse l'article de M. David et que j'emporte assez souvent de la lecture du *Journal des Débats*. Involontairement je fredonne une chanson d'enfant qui me semble peindre à merveille ce genre de polémique. M. Louis Ratisbonne, qui est de la maison, gibelin et père de famille, connaît certainement l'air de cette chanson, qui vaut mille fois

sa *Divine Comédie* et sa *Comédie enfantine*, l'une et l'autre couronnées des *Quarante*. J'ose le prier de le chanter à ses collaborateurs, avec les gestes :

Comment font, font, font
Les petites marionnettes?
Elles font, font, font
Trois petits tours, et s'en vont.

Mais, ô vieux Bertins si graves, que dites-vous de ces ébats que l'on prend maintenant en vos graves *Débats?*

Du reste, il est certain que la théologie gouverne toujours le monde, et ce qui se passe en est la preuve. Seulement il y a théologie et théologie. M. David se rit des « visions théologiques qui hantent le cerveau de M. Veuillot. » Nous allons voir quelles lumières théologiques illuminent la tête de M. de Pressensé.

CIX

7 janvier.

MÊME SUJET.

M. le pasteur Pressensé est entré dans une dissertation en trois chapitres sur les besoins constituants de la France. Le premier chapitre traite de la nécessité du « relèvement moral, » en d'autres termes, du réveil de la conscience individuelle favorisé par les

institutions politiques, ou plutôt leur communiquant une vie véritable. » Je n'ai point lu ce morceau ; le résumé qu'en donne l'auteur sonne creux. Le second chapitre, consacré à la recherche des institutions qui doivent « favoriser le réveil, etc., » affiche l'amour de la république et dénote le goût de la monarchie. L'auteur penche manifestement pour la variété bourgeoise du régime révolutionnaire qui a prévalu *cahin-caha* de 1830 à 1848. Au fond, c'est la monarchie parlementaire, système orléanien. Ce système ne manque pas de partisans. Néanmoins il a éclaté dans les mains de son inventeur Louis-Philippe, et dans celles de son restaurateur Louis-Napoléon. Le reconstruire en l'absence de La Fayette, le manier quand Louis-Philippe et Louis-Napoléon n'y sont plus, c'est une difficile entreprise.

M. de Pressensé n'aborde point la difficulté. Il n'avance que des maximes généralement honnêtes, mais défraîchies, trouvailles sans rareté aucune d'un conservateur républicain et d'un déiste modéré. Rapproché de l'article où M. David célèbre naïvement la déchéance de la théologie, c'est-à-dire des vrais principes sociaux, le travail de M. de Pressensé ne laisse rien entrevoir qui puisse aider au « relèvement » en question, ni mettre le monde à couvert de la main de César.

César s'annonce volontiers républicain conservateur et déiste modéré. Son rôle est d'apporter la modération et de garantir la conservation. Octave et Napoléon étaient conservateurs de la république ; sans afficher l'impiété, ils se montraient discrets sur

le service divin. Seulement il ne fallait pas les gêner en politique ni en religion, deux choses, quoi que l'on fasse, toujours liées étroitement. Or, nous cherchons à trouver ce qui peut empêcher César de supprimer la république lorsqu'il vient à penser qu'elle le gêne, et ce qui peut empêcher le monde de se mettre à genoux devant César, lorsque César vient à croire les drôles qui lui parlent de sa divinité. Auguste et Tibère se faisaient prier pour accepter des temples, Néron et Domitien s'en faisaient bâtir.

Contre ces éventualités imminentes qui se formaient hier aux Tuileries, qui se forment aujourd'hui dans les clubs et qui naissent et renaissent de la température politique du monde comme la glace et la neige de l'air du temps, M. de Pressensé ne propose rien de topique. Il se fie à la valeur des institutions politiques futures, à la tribune, à la presse, à la bonne et intelligente nature humaine restaurée par la dure leçon des événements. Je fais cas de ces choses précieuses, mais il faut tenir compte aussi du péché, l'on pourrait dire *des péchés originels*. Les littérateurs du vieux fonds des *Débats*, un peu légers, estiment que les hommes, débarrassés de la théologie, sont en général parfaits. M. de Pressensé ne saurait partager cette illusion. Il n'ignore pas que l'influence persistante des péchés originels exige un remède à part, en religion tout à fait surnaturel, en simple morale souvent héroïque, en politique un peu surhumain, faute de quoi les constitutions, les institutions, les lois, les mœurs, la raison, l'intérêt même,

tout peut terriblement faillir. Les preuves abondent, anciennes, récentes, actuelles.

Nous possédions à plein tout ce qui affermit l'espérance de M. de Pressensé : élections, tribunes, chaires, livres, journaux et le reste, et la longue expérience, et l'intelligence humaine au complet, réparée par tous les outils lumineux ou sanglants de la science et de la politique. En dépit de tout cela, ou plutôt par le concours de tout cela, l'empire a surgi de tous nos essais. Il a surgi sous toutes les formes, les plus hautes, les plus basses, les plus brillantes, les plus effrontées. Nous l'avons eu prince, peuple, populace, bourgeois, et grand homme, et aventurier, et au-dessous. Nous l'avons eu par la force, par la légalité, par le sophisme, par le tour de main. Les uns ont pris la puissance comme dans un bois, les autres comme dans une poche, et l'empire s'est *fait* de la même façon que l'on *fait* le mouchoir. Il existe en Europe une bande qui *fait* l'empire. Les procédés sont divers, le résultat est le même, c'est-à-dire que les peuples sont dépouillés de la patrie, les individus de la propriété, les consciences de Dieu et de la liberté.

Or, il est à remarquer que toutes ces entreprises, une fois couronnées de succès, ont reçu le sacre moderne du consentement populaire et du fait accompli. Le peuple dépouillé accepte sa spoliation, le droit européen accepte le brigandage. *Chacun chez soi, chacun pour soi*, disait le césarien Dupin. C'est le cri du monde. Il écrase la plainte de quiconque a perdu quelque chose, souvent après avoir gagné. Il

venge la justice contre l'égoïsme qui l'a méprisée, et néanmoins il continue de livrer le droit aux brigands. Mauvaise condition pour le relèvement moral !

Je voudrais savoir quelles institutions futures, quel *relèvement* moral actuel, quel accord des esprits, des consciences et des cœurs, soit chez nous, soit en Europe, nous peuvent mettre à l'abri ou d'un conquérant heureux, ou d'un soldat heureux, ou d'un émeutier heureux ?

Pour moi, la vigoureuse prolongation du combat matériel m'inspire sans doute des espérances que je n'avais pas il y a quelques mois. Néanmoins, dans la condition présente des âmes, j'ai encore la cruelle conviction que le monde appartient au fait brutal, et que le victorieux, quel qu'il soit, dans le monde fera ce qu'il voudra. Sa fortune lui livrera des multitudes tellement avilies par la libre-pensée, qu'il pourra leur imposer même la pratique des vertus. On ne peut, je pense, donner une plus large idée de la dépravation universelle. Je vais jusque-là.

Je ne craindrais même pas de dire que l'on verra ce prodige. Le victorieux, quel qu'il soit, imposera le respect, l'obéissance, la décence s'il en a le goût, la prudence, la modestie des opinions, la sobriété, le sacrifice des biens et de la vie. Que tout cela soit le « relèvement moral, » je n'en réponds pas, je ne le crois pas. Ce sera la vile crainte, avant-coureur d'un plus profond abaissement. A la place du trône arraché, dit Shakespeare, se forme un abîme, et tout ce qui existait alentour s'y précipite et le remplit de

sang. Ce phénomène ne se reproduit pas à l'égard des trônes que l'on balaie. Mais lorsque c'est l'autel qu'on arrache, l'abîme est de honte et plus vaste, la conscience humaine s'y engloutit, l'intelligence humaine s'y souille, le sang vient se mêler à la honte. Il y a toujours plus de honte et toujours plus de sang, et l'abîme n'est jamais plein. Pour le combler, il faut que la clémence de Dieu permette d'y rebâtir l'autel.

C'est précisément l'opération politique que M. le pasteur Pressensé ne propose pas. Il est vrai qu'elle serait en même temps théologique, et le *Journal des Débats* ne peut admettre que la théologie gouverne le monde. Le *Journal des Débats* est un homme fier. Il n'entend point que la théologie le mène à la suite de l'Église, lui faisant faire la figure d'un enfant qui tient la robe de sa mère. Il préfère marcher les mains et les yeux libres sur son chemin aventureux, rectifié seulement par le bâton de César. Quand le bâton lui semble un peu vif, et quand César se fait payer un peu cher, il dit pour se consoler qu'au moins il marche en avant, qu'il n'emboîte point le pas de l'Église et qu'il a choisi César. Si d'ailleurs le besoin d'un relèvement moral se fait sentir, maints évangéliques de sa connaissance ont des réserves de cette denrée et lui en céderont à juste prix ce qu'il faut pour la durée du siége.

Je veux bien honorer cette fierté, mais je crois plus que jamais qu'elle n'a rien d'inquiétant pour aucune tyrannie, rien de rassurant pour l'avenir de la liberté dans le monde. Elle n'embarrassera nulle-

ment le soldat heureux, prussien ou français, ni même l'émeutier heureux, s'il parvient à durer plus d'un jour.

Ce qui embarrasse la puissance de l'homme, ce qui le contraint à garder les limites de la justice et à ne point dépasser son but légitime et nécessaire, qui est la défense du droit, c'est la puissance de Dieu communiquée à l'homme de foi. Il faut donc revenir à la théologie et lui rendre, en dépit de M. David, les rênes du monde. Or la théologie est tout entière renfermée dans le mot des apôtres : *Mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes*. Mais pourquoi il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, et comment on parvient à remplir ce court programme, aussi politique et social que religieux, c'est ce que la théologie de M. de Pressensé ne peut enseigner, par la raison qu'elle l'ignore, et, par conséquent, ce que sa politique ne peut pratiquer. Point de relèvement moral à espérer de ce côté-là.

Affirmer et nier ne sont nullement identiques, en dépit de toute l'habileté de la négation à simuler l'affirmation. Affirmer, c'est faire; nier, n'est jamais que défaire. La révolution est la fille du protestantisme et la mère du césarisme. Aucun protestant, quelle que soit sa couleur, ne fera rien qui vaille contre ce dogme de la séparation et de la servitude. L'homme ne se sépare de Dieu que pour s'emparer de l'homme, et l'homme ne s'empare de l'homme que pour être Dieu. C'est le principe et le mécanisme générateur de César, et la théologie à rebours qui gouverne aujourd'hui le monde, quoi

que dise M. David et quoi que fasse M. de Pressensé.

J'ai une querelle personnelle à vider avec M. de Pressensé ; mais elle est en dehors du sujet de cet article. Ce sera l'objet d'un petit discours que je lui adresserai demain.

CX

8 janvier.

FLEURS PASTORALES.

En m'occupant hier des vues de M. de Pressensé, j'ai négligé une partie du morceau, peut-être à son gré la plus brillante, et celle-là même qui d'abord m'avait excité à répondre. L'auteur traite de mes torts particuliers envers la religion, envers la philosophie et envers mes adversaires, généralement si bénins. Cette matière est connue. Il y a peu de choses dont il ait été plus souvent question que de ma politique violente, dont la *grossièreté*, dont le *cynisne,* etc., font le plus grand tort à l'Évangile. On en a composé des livres. M. de Pressensé reprend cela, et ne déguise pas que je suis un terrible obstacle à son fameux « relèvement moral. » S'il veut con-

clure, il devra dire qu'un bon moyen de sauver la France, et peut-être le meilleur, serait de s'interdire la lecture de l'*Univers*. Je ne peux m'expliquer comment notre libre-pasteur oublie de bénir Napoléon III, qui a su pendant sept années procurer cet inappréciable bienfait à la nation française et au genre humain.

Quoi qu'il en soit, je veux reproduire le paragraphe où M. de Pressensé s'est piqué de me peindre. Je l'ajoute à la collection assez riche de portraits du même genre que je possède déjà. On le trouvera, ainsi que je l'ai dit, scrupuleusement purgé du saindoux évangélique. J'espère que mon procédé touchera ce cœur farouche, d'autant que je ne peux prendre aucune revanche. M. de Pressensé est comme les peuples heureux : il n'a point d'histoire. Encore qu'il ait assez parlé, personne à ma connaissance n'a senti le besoin de le contredire, et moi-même, à l'heure qu'il est, je n'y sens point de goût. L'homme heureux doit s'ennuyer quelquefois!

Donc, après avoir loué ma langue, qui ne lui déplairait pas, sauf l'âcreté, M. de Pressensé me sert son miel. Je donne tout le gâteau, quoiqu'un peu long et épais. Les catholiques libéraux y reçoivent des caresses qu'ils pourront trouver indiscrètes.

..... On sait que le meilleur vin pris à trop forte dose monte au cerveau et produit des effets très-désagréables. C'est ainsi que la verve du rédacteur de l'*Univers* aboutit à une grossièreté sans nom; il s'est grisé de ses colères, et l'on s'en aperçoit. On dirait qu'il a fait le pari de nous rendre la religion odieuse en nous la présentant comme la mortelle ennemie de

la justice et de la liberté. Le rôle actuel de M. Veuillot mérite surtout d'être signalé. Depuis la chute de l'Empire, il tranche du prophète et nous prêche le repentir de notre patience à supporter le régime déchu. Il faut toute son audace pour oser tenir ce langage, lui qui s'était fait l'apologiste cynique du coup d'État, et qui a rompu avec ses plus illustres amis pour avoir salué de son enthousiasme la force triomphante. Je comprends Jean-Baptiste prêchant la pénitence à ses contemporains; mais il n'avait pas crié : *Vive Hérode!* Il élevait sa grande voix pour dire au despote : « Il ne t'est pas permis de violer la justice. » M. Veuillot ne saurait nier qu'il n'ait dit le contraire au lendemain du 2 décembre. Qu'il se taise donc par pudeur; les anciens journaux bonapartistes ont beau lui faire écho, ses semonces actuelles sont une palinodie effrontée.

Si nous laissons de côté son triste rôle politique, nous avons en lui le chef avoué de l'ultramontanisme, si puissant aujourd'hui au sein de l'Église de France et qui a triomphé avec éclat au concile du Vatican. Nulle école ne nous a fait plus de mal, car pour triompher il lui faut marcher sur la conscience et la raison. L'ultramontanisme, c'est la centralisation religieuse poussée à l'extrême, c'est le césarisme papal transformant les évêques en préfets, c'est cette honteuse idolâtrie que flétrissait Montalembert mourant. L'illustre chef du catholicisme libéral savait bien ce qu'une pareille tendance fait d'un peuple. Il a écrit des pages brûlantes, encore inédites, mais que la France lira un jour, sur l'abaissement de l'Espagne ultramontaine. Il montre, par une accablante démonstration historique, qu'à une telle école la conscience d'un peuple se corrompt à tel point que ses grandeurs comme ses libertés ne reposent plus que sur une base vermoulue.

Voilà les leçons que le catholicisme français doit méditer s'il veut concourir au relèvement moral du pays. Qu'il revienne à ses grandes traditions, épurées et élargies; qu'il opère sa propre réforme en résistant courageusement aux funestes novateurs qui le perdent; qu'il n'arrête pas court le mouvement d'opposition qui l'avait honoré à Rome. Il semble qu'il soit facile de choisir entre M. Veuillot et Pascal. Qu'il n'oublie pas

que l'ultramontanisme est l'âme même de la servitude, et qu'il répondrait devant Dieu de l'irrémédiable divorce qu'il amènerait en France entre la religion et la liberté s'il donnait raison par son silence aux frénétiques apôtres du *Syllabus*. Je livre ces réflexions, suffisamment claires dans leur brièveté, aux hommes éminents et libéraux, que compte le catholicisme français. Qu'ils se soucient moins de scandaliser la haute dévotion du faubourg Saint-Germain que de favoriser par leur silence les préjugés de notre peuple contre l'Évangile. Pour Dieu, qu'ils ne lui laissent plus lire dans l'odieuse traduction Veuillot. Il n'écoute que ceux qui lui parlent haut; les protestations timorées ne l'atteignent pas, il faut lui faire oublier le canon de Mentana et les projectiles de l'*Univers*.

Je ne sais si M. le libre-pasteur est dévot; mais il s'emporte, et en s'emportant, il se fourvoie loin, très-loin de ses principes ou du moins de ses axiomes. Saurait-il me dire où il prend qualité soit pour me blâmer d'être orthodoxe, soit pour me requérir de ne l'être pas, soit pour me jeter tant d'anathèmes, dont les moindres sont un peu forcenés? S'il daigne y prendre garde, il verra qu'il m'excommunie du Christianisme. A quel titre et dans quel but tout cela? Veut-il que je me fasse protestant? Il devrait au moins d'abord se mettre en état de me dire ce que c'est, sur quoi on le soupçonne de n'être nullement fixé. Il devrait ensuite tâcher de me prendre par la douceur, lui qui m'accuse si haut de n'être pas doux. Il devrait enfin et surtout conserver la règle générale du protestantisme, règle aussi de son protestantisme particulier, laquelle consiste à me laisser libre d'être ce que je veux, par conséquent catholique orthodoxe si je veux. Et alors, je lui demande bien

pardon de l'expression, que vient-il me chanter?

Comme catholique, j'ai des supérieurs qui peuvent et qui doivent m'avertir, me frapper, me jeter hors de l'Église dans le cas où je m'obstinerais contre l'orthodoxie. Lui alors, s'il voulait prendre souci de ma querelle, n'aurait qu'une chose régulière à dire en sa qualité de bon pasteur (protestant) : c'est que j'ai, en ces matières, le droit commun de penser et de parler à ma guise, et de ne suivre que ma conscience et même que ma fantaisie.

Je le prie de remarquer que c'est son propre cas. Il agit de la sorte, pour ce qui regarde la religion, envers les orthodoxies protestantes; pour ce qui regarde le prochain, envers moi. Libre-pasteur, il se vante de n'être pas orthodoxe; libre polémiste, il ne peut se défendre de n'être pas courtois. Je descends, selon lui, à une « grossièreté *sans nom.* » Je sais, moi, très-bien le nom de la forme qu'il se permet ici : c'est simplement la brutalité.

Je ne lui refuserai pas son excuse. La brutalité, c'est-à-dire l'invective sans pointe et sans éloquence, provient d'un malheur de nature ou très-petit ou très-grand, le manque d'esprit. Ce serait un très-petit malheur pour le pasteur, qui peut rester un excellent homme; c'est un malheur encore léger pour l'écrivain, qui n'est pas empêché pour cela, bien au contraire, de faire de gros livres et de gros articles; mais c'est un très-grand malheur pour le polémiste. Service pour service. M. de Pressensé me signale l'étendue de mes crimes; je l'avertis des bornes de son esprit.

M. le pasteur Pressensé manque d'esprit lorsqu'il me reproche mon orthodoxie. Premièrement, il en est mauvais juge, vu le pitoyable état de la sienne; secondement, elle fait ma gloire, et tout ce qu'il peut imaginer à ce sujet rate misérablement. Ce n'est pas à moi que viennent ses reproches, ils vont à l'Église. Or, cette entreprise de bombarder l'Église est le fait d'un petit garçon. Hélas! quels abrégés de rien que tous ces obus de libre-pasteur, et comme ils vont mourir loin du fort, sans même jeter leur mince mitraille!

M. le pasteur Pressensé manque encore d'esprit lorsqu'il m'oppose la sagesse et les autres mérites de ceux qu'il appelle catholiques libéraux. En bonne foi, quel effet prétend-il que fassent sur moi les doctrines qu'il leur suppose et qui seraient, à l'en croire, si voisines des siennes et si acceptables de sa part, quoique pourtant il ne les accepte pas?

Et il manque toujours d'esprit lorsqu'il m'accuse de perdre la religion, car d'abord c'est vieux, et la religion n'a point péri; et ensuite, qu'il me dise pourquoi ses chers catholiques libéraux ne font pas d'autre bien à la religion que de le charmer lui, libre-pasteur, et certains libres-penseurs de sa compagnie, lesquels n'ont souci d'aucune religion? Si les esprits délicats qui s'irritent de mon langage ont tant de zèle pour le bien de la religion, je ne parle pas seul : que ne vont-ils se convertir à ceux qui leur plaisent? Sont-ils à ce point dénués de sens que « la grossièreté sans nom » du rédacteur de l'*Univers* les puisse empêcher de se confesser, par exemple,

au P. Gratry, ou à M. Loyson, professeur en Sorbonne?

Dans sa simplicité, M. de Pressensé peut néanmoins se persuader que je fais le plus grand tort à la religion catholique; mais comme il croit aussi, avec plus de fondement, que la religion catholique fait le plus grand tort au je ne sais quoi qu'il appelle en général la « religion » et qui est sa religion, j'admire son désintéressement, et j'essaie en vain de deviner quel intérêt l'anime au dur travail de limer des phrases. Je prie M. le pasteur de raisonner :

Si la religion catholique est fausse, nuisible à l'esprit humain, nuisible à l'âme humaine, nuisible à la « religion, » qu'importe à M. le pasteur le dommage où j'expose cette erreur? Tout le tort que je lui peux faire est autant de gagné. J'éloigne des sacrements, je décourage le fidèle, je dégoûte l'incrédule, je disperse le troupeau dans les rangs des protestants, des sociniens, des déistes : tant mieux, et c'est pain bénit! Tout cela sera ramassé par les pasteurs errants ; M. de Pressensé remplira son bercail. Mais si cependant la religion catholique, loin d'être une erreur, est la vérité et mérite comme telle d'être défendue, alors pourquoi M. le pasteur ne l'embrasse-t-il pas, et emploie-t-il au contraire son génie à la combattre?

Je l'engage à voir s'il peut se tirer de là correctement et d'une façon qui le contente lui-même.

Et attendant ses essais, je conclus que, ne tenant nullement à me convertir, il a voulu seulement prendre le plaisir de m'injurier. Ce n'est pas un plaisir de pasteur, c'est un plaisir de polémiste, et il aurait fallu de l'esprit.

Pour ce qui regarde ma politique, mon cynisme, mes palinodies effrontées, etc., je serai court. J'y prends moins d'intérêt; je sais où le libre-pasteur a cueilli les fleurs de ce bouquet souvent offert à mes regards, par les mains délicates qui s'emploient à toutes les espèces de journaux. Il n'est guère d'académicien sur les hauteurs ni de truand dans les bas-fonds qui ne m'en ait dit tout autant, et par suite ne m'ait accoutumé à une égale indifférence. Ce qui a paru de plus considérable en ce genre a été ourdi par ces catholiques libéraux qui n'ont point converti M. de Pressensé, et par des ecclésiastiques de la même opinion, auxquels il ne se confessera jamais. Leurs recueils n'ont obtenu aucun succès littéraire, ni aucun succès d'estime. Le mieux fait et le plus ample n'a point réussi devant la justice. C'est dans ces étoffes que notre libre-pasteur a taillé, oubliant que des coups de soleil y sont tombés et en ont mangé les fausses couleurs.

Avec plus de flair, M. de Pressensé eût senti la nécessité de vérifier les textes; avec plus d'esprit, il se fût éloigné de ces iniquités et de ces platitudes.

J'ai recueilli tout ce que j'ai écrit dans l'*Univers* durant l'espace de vingt ans. Je n'ai trouvé rien à supprimer, ni qui dût me faire rougir devant mes adversaires. La vérité est que j'ai mieux aimé les manquer que leur manquer. Je crois les avoir traités selon leur mérite et leur condition morale ou littéraire, ne touchant aux uns qu'avec des gants, aux autres qu'avec des pincettes. Ceux que j'ai touchés avec la main peuvent me donner la main. Il y a des plaintes,

je ne l'ignore pas. Il s'agit de savoir s'il y a des raisons. Quand j'ai consenti à me plaindre, j'ai donné des raisons.

Les recueils dont je viens de parler sont méprisables et leurs auteurs savent qui les a méprisés. Un évêque, l'illustre Gerbet, a fait publier un premier recueil des monuments épiscopaux qui les condamnent.

Je ne dissimulerai pas à M. de Pressensé que je tiens pour médiocres les adversaires qui vivent de répéter que je suis une sorte de fauve, un césarien déterminé, un ennemi furieux de la liberté, un palinodiste effronté, que j'ai crié : Vive Hérode, etc. J'affirme tranquillement que tout cela est très-faux et très-sot. Pour me tenir à un point, Hérode, puisque Hérode il y a, s'est décidé à mettre l'*Univers* en prison. Il ne faut pas un immense effort d'intelligence pour en conclure que l'*Univers* ne disait pas qu'Hérode pouvait se permettre tout. Si M. l'évangélique s'était souvenu de son évangile, il se fût rappelé l'autre Hérode et les Mages qui vinrent lui demander où était l'Enfant. Cet Hérode leur répondit « : Tâchez de le savoir et venez me le dire, afin que j'aille, moi aussi, l'adorer. » Sur cette réponse les Mages pouvaient très-bien crier Vive Hérode ! Ayant su plus tard ce qu'Hérode se proposait, au lieu d'aller le voir, ils retournèrent chez eux par un autre chemin. Est-ce que M. de Pressensé, après le massacre des Innocents, eût dit aux Mages qu'ayant crié : Vive Hérode, il ne leur était plus permis de regarder Hérode comme un tyran et un monstre ? Il

est probable que Jean-Baptiste, de même, ne se croyait nullement tenu de crier : A bas Hérode! quand le second Hérode, non encore entré dans la voie du crime, le laissait prêcher une morale que sa cour ne suivait pas. Jean-Baptiste s'interdisait l'opposition systématique. Il prenait le gouvernement comme il était, se bornant à lui dire : Il ne vous est pas permis d'être injuste. C'est la ligne politique que l'*Univers* a suivie dès le commencement à l'égard de César. Il l'a suivie jusqu'à sa suppression prononcée par ce même César, qui tolérait parfaitement les autres journaux. Après sept ans, l'*Univers*, ayant pu reparaître, a recommencé. Lors du dernier plébiscite, le *Journal des Débats* et d'autres libéraux, même catholiques, ont voté *oui ;* l'*Univers* s'est abstenu « parce « qu'il ne voulait pas sacrer la dynastie. »

Si M. de Pressensé ignore ce détail, il parle de ce qu'il ne sait pas, et la pudeur devrait l'obliger à se taire. S'il le connaît, il dit donc le contraire de ce qu'il sait, et alors que veut-il que j'augure du « relèvement moral » dont il prend la direction avec le *Journal des Débats?* Médecin, guéris-toi toi-même!

Or, le moyen de se guérir et de se relever n'est pas de marcher avec le *Journal des Débats,* mais avec l'Église.

Je quitte M. de Pressensé en lui faisant présent d'un précepte curatif que l'Église a tiré de saint Paul et m'a donné ce matin : *Nolite conformari huic sæculo.*

CXII

10 janvier.

DIVERTISSEMENTS DE PARIS.

Un journal du soir nous apprend qu'hier une immense foule s'est portée dans la matinée au Théâtre-Français, où l'on jouait une pièce de feu Scribe, intitulée *Bataille de Dames*. La même affluence, dit-on, favorisait quelque concert qui se donnait, à la même heure, quelque part, également hors de la portée des obus. Ainsi cet heureux peuple parisien, muni de tout ce qu'il faut pour rendre la vie douce, a la sagesse supérieure d'en user. Il éteint le bruit du bombardement sous le chant des flûtes et sous le clapotement du rire. Car son bonheur va jusque-là, qu'il est doué de la faculté de rire à l'esprit de Scribe, même pendant le pillage de la France et au bruit du bombardement.

Il rit d'un certain rire à lui, qui clapote.

Or, le bruit du bombardement ne se compose pas seulement de l'explosion de l'obus. Il est à lui seul tout un concert, et l'artillerie avec ses chants diversifiés n'en forme que la basse : là-dessus, en guise de violons, voltigent le gémissement des blessés, le râle des mourants, le sanglot des veuves et des mères ; on y peut même distinguer les murmures et les blasphèmes des soldats qui souffrent le froid et la faim

autour du rempart; et l'on entendrait aussi le sang des cœurs, qui coule à flots là même où le sang des veines n'est pas répandu. Que sont devenus nos exilés de qui nous n'avons point de nouvelles, et quelles angoisses ne dévorent pas leurs âmes à la pensée de nos angoisses et aux nouvelles qu'ils reçoivent de nous?

Mais nous avons encore des histrions pour nous distraire; voici qui va rassurer les absents. Nous sommes à *Bataille de Dames*, et grâce à la trempe vigoureuse dont ce fait est la démonstration frappante, nous ne voyons ni n'entendons rien qui nous puisse trop affliger. Paris soigne à peu près ses blessés, enterre à peu près ses morts, jouit même de l'enterrement civil; il a Cadet, il a Mottu, il a Simon, il a Scribe, et il s'amuse; son rire clapote comme en pleine paix. Que ce grand Paris justifie bien l'admiration du monde!

Cette guerre à la Bismark, cette paix à la Mottu, ce rire à la Scribe, cette mort à la Cadet, ce sont de beaux traits de la civilisation moderne. L'Europe a mis environ un siècle à venir là, mais elle n'a pas perdu sa peine, et le « relèvement moral » prédit par M. de Pressensé s'annonce bien!

Évidemment nous nous tirons de la guinguette napoléonienne et nous sommes déjà d'autres Parisiens.

Que penseraient cependant nos austères, si Napoléon III, convoquant les débris de la troupe des *Français* ou de la troupe du *Gymnase* qui errent *extra muros*, se faisait jouer un peu de Scribe à Wilhelmshohe? Que diraient-ils si le roi de Prusse, qui a

dressé ses batteries de bombardement « pendant la nuit de Noël, » avait besoin de quelque autre distraction et se donnait le régal de quelque *scribouillage?* Nous croyons qu'ils ne manqueraient pas de hurler contre cette insulte à l'humanité. Ils y signaleraient la continuité du rabaissement et de l'effondrement moral. A notre avis, ils auraient raison.

Mais quand il s'agit du peuple, du peuple saint et sacré, la question change. Alors c'est le relèvement, c'est la belle vertu républicaine qui surgit des infâmes décombres monarchiques, qui se débarrasse du fard, des oripeaux, de toutes les fanges de l'histrionnerie et qui, le fer à la main, fait voir ce que c'est qu'un peuple devenu enfin digne d'avoir Jules Simon pour maître d'école, Mottu pour intendant et Cadet pour enfouisseur.

Il est vrai aussi qu'il faut des spectacles aux peuples corrompus.

Mais *Bataille de Dames!* du Scribe! qui l'eût pu croire? Quel Aristophane, quel Archiloque, quel railleur impitoyable et forcené de la décrépitude humaine eût osé jamais prédire qu'on verrait cela, et que Paris assiégé viendrait laper ce café de portière servi froid!

Véritablement, il nous reste des gens de génie, des yeux d'aigle. Sans doute, nos aigles ne sont ni dans la littérature ni dans la politique, ni jusqu'à présent, à ce qu'il semble, dans les armées. Mais il faut reconnaître le coup d'œil du génie, l'intuition de l'âme populaire en ceux qui ont deviné qu'à ce peuple,

dans cette situation, il fallait du Scribe, et qui ont osé lui en donner, et qui l'ont vu accourir.

Heureusement, la constance patriotique des quartiers bombardés n'est pas vaincue. Là, sinon par le nombre, du moins par l'influence, domine l'esprit religieux. La prière assiste l'espérance. Les Petites Sœurs des pauvres, ayant relevé le pauvre tué dans leur humble réfectoire, ont continué de servir les autres et de demander pour eux le pain quotidien, offrant de le payer du travail de toute leur vie, et, au besoin, de tout leur sang. Toutefois, autour de ces cadavres et de ces ruines, il serait convenable de ne pas multiplier les violons et les clapotements du rire parisien.

Nous serions curieux de voir ce qui se passerait dans la salle du Théâtre-Français, en cas de visite d'un obus pendant qu'on joue *Bataille de Dames:* si les acteurs continueraient de réciter leur rôle, si les spectateurs resteraient en place, si la salle serait pleine le lendemain.

Quelle honte, lorsque la postérité, lisant l'histoire de ce siége, remarquera les voix qui ont parlé et les voix qui se sont tues ! Quelles louanges de la miséricorde qui aura transformé ce que la justice pouvait abolir !

Mais que la France se hâte, que ce flot pur vienne submerger l'ennemi et laver nos rues et nos conseils. Il est temps ; nous nous amusons trop !

CXII

11 janvier.

LE SYLLABUS PROTESTANT.

Un autre pasteur, collègue, c'est-à-dire *co-isolé* de M. de Pressensé, nous atteste la foi et l'orthodoxie de son demi-frère. Il nous adresse une pièce qui doit nous en fournir l'irrécusable preuve. C'est le *Syllabus* que « *les* églises évangéliques » appellent leur profession de foi. » M. de Pressensé a signé ce *syllabus;* donc le libre-pasteur rédacteur du *Journal des Débats* est orthodoxe.

Nous n'avons point dit le contraire, et il n'y a ici qu'un malentendu. En parlant *des orthodoxies* protestantes, envers lesquelles M. de Pressensé prend de fortes libertés, nous n'avons pas nié qu'il n'eût la sienne, laquelle, comme toutes les autres, peut varier infiniment sans cesser d'être fidèle au principe même du protestantisme. En matière de croyance, cette religion, constituée sur l'adhésion corporelle, conserve jalousement la ressource du divorce et même de la polygamie. Il n'y a que cela qui rende la vie douce. Les catholiques disent : *Cor unum et anima una ;* entre les protestants, au contraire, ce qui fait le lien, c'est la séparation.

Le principe développe ses conséquences à mesure



que le protestantisme se décatholise et, par conséquent, se déchristianise. Les nouveaux évangéliques ont travaillé à l'élargir et n'ont pas mal réussi. Voilà sur quoi les anciens leur font la guerre. Ils reprochent aux anciens d'être encore catholiques, ils vont jusqu'à les traiter de cléricaux; les anciens leur disent qu'ils ne sont plus chrétiens, et l'on ne voit pas qu'ils en prennent grand souci. Mais enfin, puisqu'il faut toujours une orthodoxie, ils en ont établi une; et elle se résume en ce point, qu'il n'y a pas d'orthodoxie. Ils assurent ainsi l'unité de foi par un artifice très-ingénieux qui forme le premier article de leur *syllabus*. Cet article, très-logique au point de vue protestant, proclame que « toute l'Écriture de l'Ancien et du Nouveau Testament constitue l'unique et INFAILLIBLE règle de la foi et de la vie.» Or chacun étant légitime et *infaillible* interprète de toute l'Écriture, il s'ensuit qu'il n'y a nulle raison pour que M. de Pressensé ne soit pas infaillible, et par conséquent orthodoxe, comme tout le monde. S'il parvenait à n'être pas protestant orthodoxe, il ferait un miracle. Jamais nous n'avons songé à l'accuser de cela.

Voici la pièce. Elle est connue, mais instructive. Il se pourrait que le *Journal des Débats* ne l'eût jamais méditée. Il ne sera pas fâché de relire ce syllabus, juré par son infaillible collaborateur, ennemi si déterminé du *Syllabus* et de l'infaillibilité du Pape.

Union des églises évangéliques de France.

PROFESSION DE FOI.

Nous croyons que toute l'Ecriture de l'Ancien et du Nouveau Testament est inspirée de Dieu, et constitue ainsi l'unique et infaillible règle de la foi et de la vie.

Nous adorons un seul Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit, créateur des cieux et de la terre.

Le *Père*, dans son éternelle et infinie miséricorde, lorsque nous étions entièrement perdus, par suite de la désobéissance d'Adam, et justement condamnés à cause de nos péchés, a tellement aimé le monde, qu'il a donné son Fils unique.

Le *Fils*, « la parole qui était au commencement avec Dieu, » et qui était véritablement « Dieu au-dessus de toutes choses béni éternellement, » est devenu véritablement homme, « Dieu manifesté en chair. » Jésus-Christ est le seul médiateur entre Dieu et les hommes. Il nous a parfaitement rachetés de la condamnation éternelle par son sacrifice expiatoire, s'étant offert lui-même à Dieu pour nous comme une oblation et une victime d'agréable odeur. Livré pour nos offenses, il est ressuscité pour notre justification. Il est monté au ciel et s'est assis à la droite de Dieu, où il intercède pour nous.

Le *Saint-Esprit*, que le Fils a envoyé de la part du Père, régénère les rachetés « élus selon la prescience de Dieu; » il habite en eux, il les fait marcher dans l'intelligence de sa parole et dans la sanctification, sans laquelle nul ne verra le Seigneur. Il est accordé à tous ceux qui le demandent. C'est par lui que Jésus-Christ dirige et gouverne l'Église, qui est son épouse et son corps.

Jésus-Christ appelle tout homme à la repentance, sauvant pleinement, gratuitement et sans aucun mérite qui leur soit propre, tous ceux qui croient en son nom et qui s'approchent de Dieu par lui.

Nous attendons des cieux le Seigneur Jésus, qui doit revenir et nous introduire dans la gloire. Il ressuscitera les morts, jugera le monde avec justice et rendra à chacun selon ses œuvres.

Telle est notre foi. Nous voulons faire tous nos efforts pour la propager. En même temps, nous tendons une main fraternelle à tous ceux qui, en quelque lieu et sous quelque dénomination que ce soit, aiment le Seigneur Jésus et l'invoquent en sécurité, et nous les considérons comme membres de l'Église universelle.

Au Père qui nous a aimés, au Fils qui nous a lavés de nos péchés dans son sang, et au Saint-Esprit, notre consolateur, soient louanges et gloire à jamais! *Amen!*

Ce n'est pas le temps d'entrer dans aucune controverse sur cette pièce. Nous pourrions demander aux protestants qui la jurent pourquoi ils nient au Pape et au Concile le droit d'établir des définitions et des professions de foi; et aux protestants qui la rejettent, sur quoi ils se fondent pour excommunier (et excommunier du budget!) leurs frères qui prennent licence d'interpréter la foi. Mais ces matières obtiendraient aujourd'hui peu d'attention.

Nous voudrions seulement savoir ce que le *Journal des Débats*, particulièrement l'antithéologien M. David, pense de ce *syllabus* juré par son collaborateur M. de Pressensé.

Nous voudrions savoir de M. de Pressensé s'il se maintient dans ce *syllabus*, et alors ce qu'il espère du *Journal des Débats* pour la difficile et laborieuse opération du « relèvement moral. »

Et pourquoi, ayant juré et professant encore à l'heure qu'il est un *syllabus* certainement antipathique au *Journal des Débats*, il nous en veut si furieusement de professer un *syllabus* antipathique à lui, pasteur Pressensé... et polémiste peu sensé?

Que s'il s'est défait de son *syllabus* et l'a jeté aux

orties pour exécuter avec plus d'agilité ses exercices de conférencier au théâtre de la Porte-Saint-Martin, et de rédacteur au *Journal des Débats*, alors il nous permettra bien de le trouver un peu « effronté » et « cynique » (ce sont ses propres paroles à notre égard), quand il nous reproche de prétendues palinodies et de prétendus reniements politiques dont il est très-mal informé. Nous autres, nous n'avons pas changé notre *Syllabus*, et nous ne l'avons jamais caché ni déguisé. Le pavillon politique, très-secondaire, et attaché à une corde très-mince sur notre navire, pour les seules nécessités de la navigation, a pu flotter au vent et être emporté par la tempête; mais le drapeau religieux demeure à poste fixe, cloué au plus haut du grand mât. Même pendant la captivité, nous ne l'avons pas amené. Pendant la liberté, on l'a vu toujours sur la même route, quel que fût le temps; et tout l'effort de l'orage n'a pas pu seulement nous faire louvoyer une heure.

C'est en ce sens que nous avons reproché à M. de Pressensé de parler de ce qu'il ne sait pas; car pour ce qui regarde les orthodoxies protestantes, y compris la sienne, nous croyons qu'il n'en ignore rien, et qu'il est tout à la fois libre-pasteur très-orthodoxe, et libre-penseur... très-sensé.

CXIII

Même jour.

NOTIFICATION A M. GAMBETTA.

Nous avons aujourd'hui dans le *Journal officiel* une nouvelle paraphrase de M. Gambetta. Nous ne pouvons dissimuler que ce Membre nous paraît abuser du pigeon. Nous le dirons naïvement, puisqu'il veut bien le souffrir. Au lieu de son perpétuel *Vive la République*, qu'il délaie toujours et qui serait capable de faire passer le goût de la chose, combien nous eussions préféré deux mots qui eussent rassuré le pays contre l'imbécile esprit de terrorisme que l'on voit poindre sous ces emphases.

M. Gambetta ministre paraît croire que la France s'est donnée à Gambetta du café Voltaire, et que ce mariage au XXIe arrondissement est absolument indissoluble, comme si le notaire, le maire, le curé et la consommation y avaient passé. Point du tout, et il y manque au contraire tout cela! Par une circonstance infiniment regrettable, M. Gambetta s'est introduit dans la maison, et se trouve bon gré mal gré admis à faire sa cour. Voilà tout. Il fait sa cour, rien de plus. Selon nous, il la fait très-mal. Il abuse de la circonstance comme du pigeon. Il est bavard, il est suffisant, et il lui reste quantité de garanties à donner sur son caractère, sur son esprit, sur ses moyens et

sur ses principes. Il parle beaucoup de sa république, il lui reste à dire ce que c'est et ce qu'il entend par là. Il loue sans relâche et sans trêve ses républicains; mais il n'a montré jusqu'ici que des gens de pipe, de chope, de « blague, » des habitués d'estaminet-billard, dont l'aptitude au carambolage peut être fort brillante, mais dont les propos ne donnent nulle envie de les introduire dans la famille. Il prétend que l'on brûle de les embrasser : il se trompe. Ou il quittera cette compagnie, ou il ira la rejoindre dans ses comices enfumés. Des gens avec lesquels il prend l'habitude de compter trop peu, qui prétendent aimer la France autant que lui, et qui ne manquent pas de raison pour croire qu'ils la servent aussi bien, sont las jusqu'à l'excès de lui entendre si souvent dire qu'il n'y a de vertu, de mérite, de patriotisme, d'intelligence et de courage que parmi ces républicains-là. Cette façon de parler est sotte et n'avance pas ses affaires.

Est-ce qu'il veut nous ramener aux républicain de la veille et de l'avant-veille, que l'on a déjà vus, selon lui, deux fois déjà si brillants et si sauveurs! Qu'il sache que l'on est plus que jamais rassasié de ces héros et de ces génies. S'ils sont, comme il les en glorifie, revenus trois fois, c'est la preuve qu'on les a chassés deux fois. Ils n'ont qu'à reparaître, et bientôt ils auront été chassés trois fois. Il existe en France beaucoup plus de républicains du lendemain que de républicains de la veille et de la surveille. Ceux du lendemain sont les plus intelligents, les plus forts, les plus décidés. Ils admettent les autres, à

condition qu'ils seront sages et ne prétendront peser que leur poids et tenir que leur place, sans aucune revendication de droit d'aînesse. Voilà la vérité, contre laquelle tout l'enthousiasme que M. Gambetta peut soulever à Bordeaux et ailleurs ne prouve rien et ne fera rien.

La France veut ardemment échapper à la Prusse; mais ce n'est pas pour subir la loi de Belleville et endurer le sceptre de M. Delescluze, ou l'épée de M. Flourens, ou les idées sociales de M. Gambetta, lequel jusqu'ici n'a pas parfaitement montré qu'il eût des idées.

République, très-bien; mais d'abord religion, famille, propriété, et rien de moins. Que M. Gambetta se gouverne là-dessus, sinon point d'hymen. Et quand même il soutiendrait, comme il y semble trop enclin, qu'il a sauvé le pays, point de ménage! Il rentrera dans son café, et l'on y mettra des sergents de ville.

CXIV

Même jour.

PRIM.

Il faut pourtant inscrire cet homme, assassiné l'autre jour à Madrid et mort, qui s'était fait par son bras, de rien, comte, marquis, grand d'Espagne et

le plus grand, maréchal, ministre, dictateur et au-delà; qui avait arraché, ou plutôt dérobé la dernière couronne de Bourbon, qui l'avait mise à l'encan et vendue à un autre voleur; qui, en attendant marchand, l'avait toute une année portée à la main, faute de cœur et de place pour la porter autrement; qui n'eût eu besoin que de vivre encore un peu pour la voler encore et la vendre une seconde fois; en réalité, le dernier des gredins, bas et au-dessous de ses crimes, plus escroc et brelandier qu'autre chose, bourreau de bagne, à la taille de tout ce qu'il a pu abattre et élever. Il a rencontré un assassin, ce fut sa dernière escroquerie. Il ne semble pas qu'il valût un coup de poignard; mais tout se prostitue en ce temps; et le poignard aussi, prenant les vieilles et viles habitudes de la popularité, se met à décorer les faquins. Une fin plus légitime attendait le maréchal « faiseur de rois. » C'est ainsi qu'on appelle l'homme en question. Il devait mourir à Londres, dans le lit d'une pairesse refusée de Garibaldi, ou à Madrid, jugé et pendu.

On regrette le papier et l'encre que font dépenser de tels incidents. Une fois écartés de la scène, ces sortes d'hommes devraient disparaître dans l'éternel oubli. Plaise à Dieu que le genre humain devienne assez sage pour décréter l'abolition de leur mémoire! Sur les fastes des grands emplois qu'ils ont occupés et avilis, le voile noir est encore trop. Ni portrait, ni nom, ni date, ni mention quelconque, pas même pour les flétrir! Qu'ils soient enlevés comme une tache, qu'on ignore quelle boue a été là. Les an-

ciennes législations avaient cette raison profonde. Elles faisaient disparaître les noms de ces réprouvés, dont les crimes passaient la mesure, faisant à l'espèce humaine l'honneur de croire qu'ils ne lui appartenaient que par une mystérieuse usurpation. On déracinait la maison qui avait abrité leur berceau; sur l'emplacement, on faisait passer la charrue; on y semait le sel, comme pour purifier le sol chrétien et lui rendre, par le nouveau baptême de la pénitence, sa vertu et son honneur contaminés. La religion a conservé ce rite; elle purifie les églises où un crime a été commis. Les peuples régénérés par le Christianisme étaient parvenus à ce degré de hauteur morale, que le sol qui portait leurs demeures était assimilé au sol qui porte le temple.

Pauvre Espagne! Une nation si fière, si savante, si brave, si généreuse, si vaillante en toutes sortes d'entreprises, d'arts et de combats: et des piqûres d'insectes l'ont ainsi perdue, et elle se voit mourir ignoblement! Ce gredin, capitaine des aventuriers et des bandits qui l'ont enfin capturée, l'a soûlée d'ignominie. Il était non-seulement félon, faquin, ribaud, mais bête. Son unique force était l'instinct du reptile qui sait mordre sa victime à la veine où il peut mieux instiller son venin et donner la mort. Il a donc soûlé l'Espagne du venin de ses scandales et de ses trahisons. Il a achevé de débaucher son armée, de piller ses trésors, de la livrer aux chenapans. Il l'a jetée dans l'anarchie, dans le sang, dans le pillage; il l'a rendue folle, et, au terme de cette suprême orgie, il lui a fait signer la cédule par

laquelle elle s'accole un roi de la souche du Piémont. O républicains! voyez s'il faut avoir besoin d'un roi quand vous avez passé quelque part.

Ce sont les républicains qui l'ont assassiné. Les voilà bien avancés! Il était lui-même assassin. Le patriote qui l'a servi pourra se trouver l'un de ceux qu'il avait armés pour assassiner Narvaez, comme il en fut accusé; et il ne s'en défendit pas, trouvant la chose légitime et même louable. Il était aussi assez républicain, ou le laissait assez croire pour que l'on comptât sur lui. Sa popularité en France se fabriquait dans ce monde-là. Lorsqu'il commença la rébellion où sombra le triste trône d'Isabelle, il fut fort loué et encouragé des journaux reçus au cabinet rouge des Tuileries. Napoléon III, le fin politique, avait son cabinet rouge comme il avait son cabinet noir. Le « faiseur de rois » n'était pas sans relations avec ce cabinet rouge, sinon comme faiseur de rois, au moins comme défaiseur de Bourbons. Et il allait ainsi, poussé par le vent révolutionnaire et par le vent césarien, qui est toujours et partout le même vent. En vérité, il a fait sa révolution et son César, mais non pas le César sur lequel on comptait.

Et l'Espagne expire. Infortunés peuples du Christ, quelle lèpre s'étend sur vos fronts à mesure que le vent d'impiété y sèche l'eau du baptême! Mais cette plaie frappera tous les fruits et tous les premiers de la terre, et vous ne guérirez pas, et vous ne serez pas délivrés des bourreaux, tant que vous n'aurez pas appris à aimer la justice.

Vous avez battu des mains à tous ces chefs de

bordes infâmes et stupides, vous avez applaudi aux succès de la force et de la fraude, vous avez trouvé bon que la force ne connût de devoirs qu'envers elle-même, et que César enfin n'eût point de supérieur ni d'égal en ce monde, parce qu'il vous a semblé que César était votre rempart contre Dieu. A présent, subissez César. Vous savez quels hommes le préparent, vous voyez comment il s'achève. Certes, il peut vous délivrer du *Syllabus;* mais il a l'obus.

Subissez-le jusqu'à ce que Dieu vous rende l'amour de la justice, et vous trouve dignes de voir et d'avoir enfin des justiciers au lieu d'émeutiers, et des pasteurs au lieu de maîtres.

Quant à cet homme, on le nommait Prim.

CXV

18 janvier.

PENSÉES DE NUIT D'UN BOMBARDÉ.

La Providence m'a situé sur le bon côté d'une étroite lisière que l'obus, « dans l'état présent de la science, » n'a pu encore franchir. Il s'efforce, il est le Benjamin du progrès, il a sujet d'espérer. Sa visite la plus rapprochée est à une minute, — une minute de mon pas, non du sien. Je ne m'étonnerais point qu'il avalât cette distance. — Le génie de l'homme, dit fièrement Coquelet, a aboli la distance.

— Monsieur Coquelet, répond l'obus, vous avez raison. A l'instant même je pars de Berlin, à l'instant même je suis chez vous. Siècle merveilleux... pour qui a des obus !

La distance était une cuirasse, et il y avait cet autre rempart qui s'appelait la crainte de Dieu. Dans un court espace de temps, on a simultanément supprimé la distance, diminué la crainte de Dieu et perfectionné l'obus. Il en est résulté des bombardements sur lesquels on ne comptait pas. Tout cela pourrait donner à penser que l'un des principaux ouvriers du progrès matériel, et peut-être le directeur général de l'usine, est « celui qui fut homicide dès le commencement. » C'est un grand artisan à sa manière. Les hommes qu'il est parvenu à diviser par la croyance, il est parvenu à les rapprocher par l'obus. Ceux qui étaient appelés à s'embrasser s'entre-tuent.

Si l'obus n'entre pas encore dans ma maison, il entre beaucoup dans ma pensée, surtout la nuit. Nous causons, lui et moi, un peu à bâtons rompus. Quoique monotone, il ne laisse pas de dire des choses qui intéressent. Il en dit aussi qui émeuvent. Entre le moment où son départ est notifié par un certain frémissement des vitres, et le moment où il éclate, il y a quelques secondes où l'attention se réveille en sursaut, parfois très-puissamment. Il vient à l'esprit quantité d'idées, quantité de souvenirs.

On apprend, on devine, on voit clair loin en arrière, très-loin en avant. On embrasse du même coup d'œil les spectacles les plus divers, paysages tranquilles, fraîches solitudes, étangs bordés d'ombrages

et de fleurs, théâtres de dévastation, mares de sang, cadavres horriblement mutilés. On donne des étreintes, on porte des coups, on s'envole dans la liberté, on est traîné en esclavage, on envoie à la terre des baisers, des adieux, des pardons, des malédictions aussi, on envoie au ciel des prières. On se rendort sur l'espérance, qui est toujours là, offrant son bienfaisant oreiller.

La maison que j'habite est la propriété d'une chrétienne qui a donné à Dieu et à saint Pierre son fils unique. Elle l'a donné deux fois : la première quand il est parti, la seconde quand il est mort de ses blessures après Castelfidardo. Elle était là présente, un cierge à la main, et lorsque son cher enfant eût rendu l'âme, elle se mit à genoux et bénit Dieu. Elle a fait placer sur la porte de sa maison une médaille de la sainte Vierge ; c'est sa palissade contre l'obus. Nous dormons, confiants en l'acte de foi de cette martyre. Si l'obus traverse la palissade, c'est que Dieu aura ses raisons ; l'acte de foi ne sera pas perdu.

En attendant, puisqu'il convient de remplir sa tâche et que le journaliste n'est pas dispensé de faire son article, même quand on le bombarde, je dirai quelques-unes de mes pensées de bombardé, la nuit. L'on m'excusera bien de ne pas les mettre tout à fait en ordre.

Jusqu'à présent bombardé à la plume, je le suis donc maintenant à l'obus. Selon moi, ni l'un ni l'autre ne font le plus grand honneur au bon sens et à la justice de l'espèce humaine. Des deux côtés, les ar-

guments ont un air de famille. Cependant l'obus empêche mieux de dormir et de répondre.

Comme j'ai savouré l'impuissance de répondre à la plume de M. Havin, je savoure l'impuissance de répondre à l'obus de M. de Bismark. M. Havin m'a imposé sa statue de Voltaire, résumé de beaucoup d'autres insolences, symbole et annonce de beaucoup de périls plus grands. Il a fini par me procurer la visite de M. de Bismark, pour lequel il ne manquait pas d'estime, et M. de Bismark pourra m'imposer je ne sais quoi qui sera dur à digérer. En attendant, dérange mon somme, ce que le digne Havin et tout ce qu'il y a d'havinites sur la terre n'obtenaient pas, sans excepter le pasteur Pressensé. Néanmoins, il existe des consolations et même des compensations.

Cet insondable fonds de bêtise qui constitue la richesse du sol havinien, je le vois apparaître sur le sol bismarkien. L'instinct de M. Havin ne le trompait pas. Il avait flairé son Bismark. M. de Bismark, les mains pleines de tonnerres, n'est pourtant qu'un havinite. C'est la consolation.

Après tout, qu'est-ce que cela fait que M. de Bismark écrase Paris, orné de la statue de Voltaire par M. Havin? Et qu'est-ce que cela fait aussi qu'il m'empêche de répondre en me jetant sur le dos les ruines de Paris? Je n'ai pas besoin de répondre pour être plus fort que M. de Bismark. Je suis avec la conscience humaine, qui répondra pour moi. Les tonnerres de M. de Bismark n'écraseront pas la conscience humaine. Ils la réveilleront au contraire, et M. de Bismark sera écrasé.

Que M. de Bismark soit écrasé par la conscience humaine, ce ne serait pas la compensation. Certainement il se moque de la conscience humaine. Cette qualité est nécessaire à son personnage, comme son personnage à la civilisation où il apparaît. L'avantage de ne tenir aucun compte du jugement de Dieu procure l'avantage de se rire absolument du jugement de la postérité. C'est ce qui permet aux grands hommes de cette sorte une telle exécution des grands desseins qu'ils peuvent concevoir. Avec cela on bombarde tranquillement une ville, afin de procéder ensuite avec méthode et sécurité à la destruction d'un peuple. Et c'est ce qui me permet, à moi, d'exprimer tranquillement la conviction où je suis que M. de Bismark est d'ailleurs une franche brute, comme au surplus beaucoup de personnages bien notés dans l'histoire, entre lesquels la plupart des conquérants.

Je ne crois pas téméraire de considérer à peu près tout conquérant comme une bête à deux jambes, qui enfourche une bête à quatre pattes; et ces deux bêtes n'en font plus qu'une pendant un certain nombre d'années qui lui sont données et qu'elle ne connaît pas. Il est donné à la bête d'aller devant elle à droite et à gauche, farouche, inquiète, dévorée d'orgueil, de dépit, même de terreur, pataugeant dans le sang humain, à la recherche d'une certaine provende qu'elle ne trouve jamais. Après quoi elle tombe et crève, et va pourrir.

Mieux vaut goujat debout...

Et puis accourent les bêtes d'encre : poëtes, penseurs, historiens, qui disent là-dessus ce qui vient de leur fonds, généralement frivole, ou ce qu'on leur commande, ou ce qu'ils trouvent de meilleur débit sur le marché Havin, populeux, et amateur de bêtes rares et terribles. Ainsi Napoléon Ier fit sa fortune posthume, qui ne l'empêche pas de faire banqueroute dans son tombeau redoré. Grâce à la bête d'encre, l'immense brute populaire caresse les conquérants. Elle admire en eux plusieurs de ses qualités : ils bousculent, ils détruisent, ils pillent, ils étalent leur force, et ils en abusent. Ils foulent aux pieds particulièrement la force morale. Un conquérant, cela traite de si haut tout droit, tout titre, toute justice, toute majesté! Cela passe d'un pied si dédaigneux sur les barrières, sur les trônes, sur les autels! Et il faut à un conquérant tant de laquais de toutes sortes! Les conquérants font les beaux triomphes de la démocratie. Et enfin la brute populaire a un goût pour être dévorée.

La vérité est que la bête qui a cherché sa provende idéale et qui ne l'a pas trouvée a fait un travail de Dieu. Elle a défriché et labouré. Elle a exercé des justices, opéré des châtiments, relevé des vertus; elle a enfin réveillé la conscience humaine. C'est le grand ouvrage, le grand travail de Dieu nécessité par le travail contraire de la liberté humaine.

On pourrait, je crois, dire que le libre arbitre n'a point de souci qui le presse autant que celui d'endor-

mir la conscience du genre humain, ni ie de soin plus assidu que celui de la réveiller. Mais le libre arbitre de l'homme est si respecté de Dieu que, par moments, il l'emporte, et la conscience de l'humanité tout entière se trouve *empoignée* d'un sommeil mortel. Elle est là, couchée aux pieds des endormeurs. Le cri du chef de l'Église, le veilleur éternel, ce cri tendre et effrayé ne la réveille pas. Ou elle reste sourde, ou, dans son assoupissement brutal, elle écarte le veilleur et elle lui dit : Laisse-moi, tais-toi, va-t'en ! Havin excellait dans ce discours.

C'est alors que Dieu intervient. Il suscite la bête conquérante, il lui donne à réveiller le monde : « Va, et fais ce que tu sais faire. Pour un temps que tu ne connaîtras pas, travaille à ta façon, puisqu'ils ne veulent plus de la mienne. J'ai retiré mon prêtre comme ils l'ont voulu. Parle, toi, et sois leur pontife. Accomplis ce que tu as mérité de concevoir. »

La bête était prête, ses engins étaient prêts. Elle est lâchée. Nous aussi nous avions des engins de guerre et des villes fortes, et, selon notre estime, des hommes forts tout autant qu'il nous en fallait. En un instant, d'un bond, la bête est arrivée sur nous. De nos mains, nos engins ont passé dans les siennes, nos villes fortes se sont ouvertes, nos soldats se sont faits captifs. Qui en veut savoir le commencement, cela est écrit au livre du prophète Isaïe, annonçant à Jérusalem le châtiment qu'elle recevra de Dieu par l'invasion des Assyriens.

Malgré le caractère biblique de leur collaborateur Pressensé, ministre du parfait évangile, les superfins et les extra-fins du *Journal des Débats* se sont tant moqués de moi, pour avoir comparé le roi de Prusse à Sennachérib! Je prie M. le pasteur de reprendre ces « libertins. » Qu'il repasse son Isaïe : en ces jours de bombardement, c'est une bonne et lumineuse lecture, et il leur justifiera ma comparaison.

Sennachérib est envoyé pour réveiller la conscience d'Israël endormi dans l'orgueil, dans l'impiété, dans le luxe, dans l'avarice, dans la mollesse, dans le lâche consentement qu'il donne aux crimes de ses rois devenus quasi prêtres des idoles. Il s'agit précisément d'opérer en Israël le fameux « relèvement moral » que M. de Pressensé reconnaît nécessaire et prêche avec tant d'efficace sur les planches de la Porte-Saint-Martin, où il remplace la *Biche aux Bois*. Purifier Israël, tel était le but divin de l'expédition d'Assur. Isaïe le dit en propres termes vingt fois. Certainement M. de Pressensé ne niera pas que ce ne soit aussi le but de l'expédition prussienne chez l'Israël moderne. Il invoque le « relèvement; » donc il atteste le rabaissement. Et nous voilà d'accord.

Au *Journal des Débats*, ils objecteront peut-être, car ils sont retors, qu'Assur (ou Sennachérib) ne se préoccupait pas du tout de relever Israël, et, tout au contraire, voulait le battre et l'abattre, et se grandir lui-même, et surtout piller la ville et le temple et le peuple; et qu'autant s'en propose le roi de Prusse. C'est très-vrai. Assur est plein de superbe et d'inso-

lence. Il n'aspire qu'à ravager et à détruire les peuples, non pour un peu. C'est le vœu de son cœur. *Ad conterendum erit cor ejus, et ad internecionem gentium non paucarum.* Il se dit : Est-ce que je ne suis pas le plus grand prince de la terre? Est-ce que mes généraux ne sont pas autant de rois? *Numquid non principes mei simul reges sunt?* Est-ce que je n'ai pas pris Calane et Charcamis, Arphad et Emath, Samarie et Damas? Je m'agrandirai encore. J'ai pris beaucoup, je prendrai davantage. J'emporterai les trésors de Jérusalem, comme j'ai déjà emporté ceux de Damas et de Samarie. Qui m'empêchera? *Numquid non sicut feci Samariæ sic faciam Jerusalem?*

Ainsi s'entretient en son cœur le grand Sennachérib. Il n'y a pas à dissimuler que ce discours sent très-fort son Prussien.

Mais il ne s'agit pas de ce que le conquérant se propose de faire par lui-même et pour lui-même. Cela n'importe que très-médiocrement, le foin que dévorera cette bête! Il s'agit de ce qu'il fait pour le compte de Dieu.

Or, Isaïe a charge de le dire, afin que nous ne l'ignorions pas. Voici donc la mission d'Assur : « J'ai mis ma colère dans la main d'Assur. Je l'enverrai à un peuple qui m'a trahi et contre lequel je suis indigné, afin qu'il en remporte les dépouilles, qu'il le mette au pillage et qu'il le foule aux pieds comme la boue des rues, *quasi lutum platearum.* » Tel est l'état d'une nation qui a besoin du relèvement moral. Car le relèvement moral est le but suprême de Dieu, qui ne châtie pas pour le plaisir de châtier,

nous le verrons tout à l'heure; et c'est la compensation aux horreurs que nous devons subir. J'achève de justifier ma comparaison.

Dieu donne à Sennachérib les qualités militaires qui distinguent le Prussien. Il s'est bien outillé, il a bien étudié son plan de campagne et la route qu'il doit suivre. Il sait par où il passera, quelles villes il prendra en passant, quelles autres il dédaignera. M. de Moltke n'aurait pas mieux tracé sa marche, et Israël l'aurait connue longtemps à l'avance, s'il n'avait pas cru meilleur de dédaigner les avertissements divins. Assur est vigilant, ne se laisse pas surprendre, ne dort pas, ne dépose pas ses armes; il a soin du pied de ses chevaux et de la chaussure de ses soldats. Il accourt avec la promptitude des abeilles au sifflet du maître; il est nombreux comme les sauterelles; il envahit la Judée, il l'inonde; en un instant on le voit partout. Il est comme un moissonneur dans les blés, fauchant l'homme; il est comme un rasoir, et il rase tout ce malheureux peuple des pieds à la tête. Le voilà devant Jérusalem. Là il s'arrête. Il ne veut entrer que le lendemain, mais il ne doute pas d'entrer. Il étend la main vers la ville et le temple, et il dit : C'est à moi!

N'y a-t-il pas là de comparaison à faire? Hélas! puisse seulement la comparaison se suivre jusqu'au bout! En ce moment même, en ce moment de terreur, le prophète avertit le peuple fidèle de se rassurer, et leur dévoile tout le dessein de Dieu : Malheur à Assur! Il ne sait pas qui l'envoie. La cognée se glorifie contre celui qui s'en sert; mais le Dominateur,

le Seigneur Dieu des Armées fera sécher de maigreur les forts d'Assyrie, et sous leur victoire, il se formera un feu qui les consumera. La lumière d'Israël sera le feu, et le Saint d'Israël sera la flamme qui embrasera et dévorera en un jour les épines d'Assur... et le Liban tombera avec sa couronne de hauts cèdres... *Et Libanus cum excelsis cadet.*

Cette prophétie du châtiment est liée à la promesse du Rédempteur et de l'extension de son règne. Elle annonce en même temps le rétablissement de la justice en Israël, si toutefois Israël veut ouvrir les yeux. Les deux choses apparaissent mêlées dans la même vision. Si M. de Pressensé savait lire la Bible, il aurait des idées plus nettes sur le « relèvement moral. »

Je le prie d'écouter ce qui me console la nuit, lorsque j'entends siffler l'obus. Il saura ce qui me fait espérer que ni les Sennachérib, ni les Guillaume, ni les Bismark, ni les Havin ne seront longtemps les dominateurs du monde, mais au contraire périront et seront emportés par les conséquences mêmes de leurs victoires d'un jour.

Le prophète s'adresse à ceux du peuple qui ont gardé la foi, c'est-à-dire ceux en qui le « relèvement moral » est déjà effectué, parce qu'ils savent que la justice de Dieu prononce le dernier mot des choses humaines.

Il leur dit que Dieu les délivrera de leurs princes complices des larrons, et qu'il les purifiera eux-mêmes de leur écume. Après quoi, il rétablira leurs

juges, comme ils ont été d'abord, observateurs des lois divines et protecteurs des faibles. Alors leur nation sera appelée la cité du juste, la ville fidèle. Sion, rachetée par un juste jugement, sera rétablie par la justice. *Sion in judicio redimetur, et reducent eam in justitia.*

Tel est l'oracle ; il est fidèle, et les canons de M. de Bismark ne le fausseront pas et ne l'aboliront pas, pas plus que ne l'ont faussé et aboli les interprétations des sages, les négations des politiques et les découvertes des savants. Il est dit de tous ces gens-là qu'ils périront, qu'ils seront confondus par les idoles mêmes auxquelles ils ont sacrifié, que leur force sera comme une étoupe sèche, et leur ouvrage comme une étincelle de feu, et que l'un et l'autre s'embrasera sans qu'il y ait personne pour l'éteindre. Ayant en main le pouvoir, ils prépareront eux-mêmes leur perte par la scélératesse et la sottise de leurs actions.

Cela s'est vu, cela se reverra, et ce que M. de Bismark fait de plus certain, c'est qu'il déracine le pays qu'il compte élever au plus haut point de puissance et de gloire. Lui aussi, il a préparé l'étoupe ; lui aussi, il allume le feu ; lui non plus, il n'éteindra pas l'incendie.

Il a tort de compter pour rien les pleurs et le sang des enfants et des femmes. Ces obus qu'il lance sur les hôpitaux et sur les églises éclateront en Prusse. Pour ceux-là, on en peut répondre : la Prusse fait

couler un sang qui sera redemandé sur la terre et au ciel.

L'obus suggère encore d'autres pensées, mais j'étais plus pressé d'exprimer celles-ci, parce qu'ils se disent entre eux, suivant leur vieille coutume, lorsqu'ils parlent de nous : *Ubi est Deus eorum?* Où il est, nous le savons bien, et ce qu'il fait, nous le savons aussi, et pourquoi ils sont venus, nous le savons encore, et ce dernier point les touche autant que nous-mêmes : *Deus regnare facit hominem hypocritam propter peccata populi.*

A cause des péchés du peuple, l'hypocrite a régné multipliant les péchés du peuple. A cause des péchés du peuple, l'hypocrite est venu portant dans ses mains une justice qui n'était point de lui et qui ne venait point de son cœur. A cause des péchés du peuple, l'hypocrite envoyé par la malédiction remportera la malédiction, et elle sera chez lui comme un feu qu'il ne pourra éteindre.

CXVI

19 janvier.

Le gouvernement de la défense nationale vient d'adresser la proclamation suivante aux habitants de Paris :

Citoyens,

L'ennemi tue nos femmes et nos enfants; il nous bombarde jour et nuit; il couvre d'obus nos hôpitaux. Un cri : Aux armes ! est sorti de toutes les poitrines.

Ceux d'entre nous qui peuvent donner leur vie sur le champ de bataille marcheront à l'ennemi; ceux qui restent, jaloux de se montrer dignes de l'héroïsme de leurs frères, accepteront au besoin les plus durs sacrifices comme un autre moyen de se dévouer pour la patrie.

Souffrir, et mourir s'il le faut, mais vaincre.

Vive la république !

Les membres du gouvernement,

JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, EMMANUEL ARAGO.

Les ministres,

GÉNÉRAL LE FLO, DORIAN, J. MAGNIN.

Les secrétaires du gouvernement,

ANDRÉ LAVERTUJON, F. HÉROLD, A DRÉO, DURIER.

Nous approchons de l'heure décisive, peut-être y sommes-nous déjà. Malgré le secret qui couvre la résolution du général Trochu, il paraît certain que l'opération dont il prend la conduite est plus et mieux qu'une sortie. On y pressent quelque chose de hardi qui avait paru jusqu'ici manquer à ses combinaisons, nous ne disons pas à son courage. Son courage ne faisait doute pour personne, mais on le trouvait trop prudent. C'était son défaut au gré de l'impatience publique. On le trouvera plus grand, ayant su se contenir et résister à la pression violente qui lui demandait et exigeait l'action. Sa persistance à attendre le

moment lui fait honneur. Elle inspire une confiance qui devient une force considérable. L'opinion est une puissance dangereuse. Elle brise aisément qui lui résiste et plus encore qui lui obéit; mais elle a cela de bon qu'elle ne hait pas d'être vaincue, et au contraire elle se porte alors volontiers au service de son vainqueur.

Le gouvernement civil de M. Trochu nous a paru mériter de graves reproches, et nous les lui avons adressés. Il a donné trop de marge à la méchanceté et à la sottise révolutionnaires. Cependant, sauf l'immense tort moral dont nous restons chargés dans la question religieuse, il faut convenir pour tout le reste que le mal n'est pas aussi grand qu'il est hideux et révoltant. Si le gouverneur a deviné que les clubs, les journaux et les maires rouges n'auraient qu'un moment, il a pu compter comme bénéfice le spectacle répugnant de leurs doctrines et de leurs essais. Ce ne sera pas un petit profit d'avoir vu ces ignominies bêtes et d'en avoir tâté l'impuissance.

M. Trochu pourra toujours dire qu'en somme il ne s'est pas trompé sur le bon sens public, qu'en somme la paix civile a été maintenue, et qu'il n'avait pas besoin d'opposer au léviathan démocratique la baïonnette de son fusil, puisque la crosse suffisait. Nous vivons en un temps où cette raison paraîtra suffisante, et il ne s'agit pas de parler de justice et de principes à des hommes qui n'ont pris le pouvoir de les défendre qu'en donnant l'exemple de les violer. Contentons-nous de réserver ce point.

Quant à la conduite militaire du gouverneur de

Paris, nous nous sommes abstenus de toute critique, et nous nous en félicitons aujourd'hui. Nous tenons à grand honneur de l'avoir toujours cru là-dessus plus compétent que la multitude de ses censeurs, même caporaux. Ces grands tacticiens n'ont pas peu contribué à accroître le principal obstacle du général en chef, qui était l'indiscipline du peuple et de l'armée, obstacle que sa situation et peut-être même son caractère le portaient à ne pas attaquer vigoureusement. Il lui était difficile d'appliquer aux soldats indisciplinés les rigueurs du Code militaire, lorsqu'il devait les épargner aux gardes nationaux militarisés. Il est tels chefs de bataillon de la garde nationale dont l'intérêt a couvert les délits et les crimes que l'on a pu imputer à la troupe. Chacun nomme les héros démocratiques qui ont été le bouclier des insoumis et des fuyards.

En résumé, sous le commandement de M. le général Trochu, Paris, investi d'une armée victorieuse et placé, à l'intérieur, sur l'abîme de la sédition, s'est rendu inaccessible et a tenu quatre mois, donnant à la France le temps de se relever, ce qu'elle a glorieusement fait. Voilà qui couvre les fautes de détail. Ceux-là nous semblent hardis, mais peu croyables, qui ne balancent pas à publier qu'ils se fussent mieux tirés d'une semblable improvisation.

Si M. Trochu réussit, il aura pris une belle place dans notre histoire. S'il échoue, la postérité, plus juste que ses contemporains, lui pardonnera d'avoir été malheureux. Quoi qu'il arrive, nous ne succomberons pas sans honneur, et nous lui devrons une

bonne partie de cet honneur qui tombera dans notre fosse comme le grain dans le sillon, c'est-à-dire comme une semence de vie et de gloire.

Quant à la proclamation des membres du gouvernement, elle est ridicule, comme tout ce qui sort de leur fabrique. Pour l'acquit de notre conscience, nous protesterons jusqu'au dernier moment contre ces plats et pâles sonneurs de fanfares païennes. Au moment du suprême combat, sur le bord de la fosse où peut sombrer la patrie, ils ne savent pas, ils ne veulent pas, et peut-être ils n'osent pas se souvenir de Dieu. Ils mettent leur gloire à nous faire mourir comme dans l'ambulance et dans les bras de Cadet.

Et ils ont peur !

Vous entendre exhorter à mourir par Dréo pâle et Lavertujon qui verdit !

CXVII

Même date.

CONSEILS POÉTIQUES DE M. HUGO.

S'il en faut croire le *Journal officiel*, M. Hugo a fait « les vers suivants : »

DANS LE CIRQUE

Le lion du midi voit venir l'ours polaire.
L'ours court droit au lion, grince, et, plein de colère,
L'attaque, plus grondant que l'autan nubien.
Et le lion lui dit :
— Imbécile ! c'est bien.

Nous sommes dans le cirque, et tu me fais la guerre.
Pour qui? Vois-tu là-bas cet homme au front vulgaire?
C'est le nommé Néron, empereur des Romains.
Tu combats pour lui. Saigne! il rit, il bat des mains.
Nous ne nous gênions pas dans la grande nature.
Frère, et le ciel sur nous fait la même ouverture,
Et tu ne vois pas moins d'astres que je n'en vois.
Que nous veut donc ce maître assis sur un pavois?
Quoi donc! il règne, et nous, nous mourons par son ordre;
Et c'est à lui de rire, et c'est à nous de mordre.
Il nous fait massacrer l'un par l'autre, et pendant,
Frère, que mon coup d'ongle attend ton coup de dent,
Il est là sur son trône et nous regarde faire.
Nos tourments sont ses jeux. Il est d'une autre sphère.
Frère, quand nous versons à ruisseaux notre sang,
Il appelle cela de la pourpre. Innocent,
Niais, viens m'attaquer. Soit. Mes griffes sont prêtes.
Mais je pense, et je dis que nous sommes des bêtes
De nous entre-tuer avec tant de fureur,
Et que nous ferions mieux de manger l'empereur.

VICTOR HUGO.

15 janvier 1871.

Paris. Pendant qu'on bombarde.

En général, il n'est pas juste de raisonner contre les vers, et l'injustice serait plus grande de raisonner contre des vers de bombardement, ébauchés dans les distractions du siége par une main désormais inhabile à porter les armes. Il est évident que M. Hugo passe à la garde urbaine. Tout ce qu'il fera de guerrier n'attestera plus que son grand cœur.

Cependant, vu la situation éminente de M. Hugo, il n'est pas hors de propos de réfléchir un peu sur cette poésie, au profit du bon sens. La question est

mal posée entre le lion du midi et l'ours polaire. Si l'ours savait parler, le lion risquerait d'être battu, ce qui ne convient pas.

Le lion, avec peu de décence pour le moment, paraphrase la chanson de Pierre Dupont : *Les peuples sont pour nous des frères, des frères !* L'ours pourrait répondre : premièrement que le lion n'a pas toujours tenu cette gamme ; deuxièmement que lui, ours, n'a jamais considéré les choses de ce point de vue là ; qu'il est frère des ours et non des lions ; qu'il est las d'entendre le lion se proclamer le roi des animaux ; qu'à son avis la royauté appartient à l'ours ; qu'il regarde le lion comme un usurpateur de la plus belle partie de la terre, et qu'il a envie de changer de logement et d'être désormais l'ours du Midi. Que quant à la bêtise, le lion est libre de se dire ses propres vérités, mais que l'ours a sujet de ne pas se croire si bête, étant savant, penseur, méditatif, comme le lion l'a toujours reconnu, et comme d'ailleurs il l'a fort bien prouvé en sachant prendre ses mesures pour abêtir ledit lion, devenir plus fort que lui, et finalement s'introduire dans son domaine.

On ne voit pas trop comment le lion rétorquerait ces arguments de l'ours.

L'ours dirait encore, au sujet du nommé Néron, que ce Néron est pourtant son chef, ce qui lui procure l'avantage d'avoir une tête, avec laquelle il se gouverne avantageusement, tandis que le lion, ayant pris le parti de se gouverner par la queue, s'est mis en piteux état.

Manger l'empereur ! idée de lion, c'est-à-dire de

bête. La pratique en est aisée, l'utilité plus que contestable. Le lion du Midi a maintes fois pris ce régal, sans aucun profit pour son estomac, ni pour sa bourse, ni pour sa gloire. A la place de l'empereur mangé, le stupide n'a jamais su mettre qu'une espèce de cantinière, une certaine Dalila de graillon, la nommée République, qui lui avait *accommodé* le défunt. Mais par le plus malheureux des hasards, cette truande s'est toujours éprise de quelque soudard qui l'a rossée, et de qui elle a fait un autre empereur, pire que le précédent ; et le lion à son tour a été accommodé par la traîtresse.

Inutile de chercher ce que le lion pourrait répliquer à l'ours. Cela ne mènerait à rien. L'empereur mangé, la question ne serait ni résolue ni plus facile à résoudre. Un lion qui parle en mouton et qui se met à bêler : *des frères! des frères!* sort de sa nature. S'il persiste dans ce caractère faux, alors il sera mangé, ce qui prouve également contre sa rhétorique et contre ses ongles. S'il redevient lion, ses ongles reprennent leur valeur, et le premier usage qu'il en fait est de dépecer d'abord sa rhétorique moutonnière, laquelle le réduirait au foin : il aime mieux la viande.

Pour manger un empereur, il faut d'abord commencer un empereur, et sitôt que l'empereur est mangé, l'empereur est fait. Sans perdre de temps, offrant à l'empereur son dos, le lion exige d'être mené où l'on mange, non de l'herbe, non des compotes et des conserves de siége, mais de la bonne viande fraîche et encore vivante, ours, léopards, élé-

phants et autres grosses bêtes insolentes qui osent se dire frères du lion ; et aussi beaucoup de moutons et de bœufs, espèces manifestement destinées à nourrir le lion vainqueur.

Autrement il faudrait donc que tout changeât et se transformât de fond en comble ? L'empereur mangé, il faudrait que soudain le lion et l'ours, ayant avalé aussi la couronne, le sceptre et le manteau de pourpre, afin de ne plus se les disputer, devinssent de vrais, de purs, de perpétuels moutons, — et que la même métamorphose atteignît les loups ! C'est ce que l'on appelle une idée poétique. Mais un homme d'État tel que M. Hugo ne peut ignorer qu'en politique, ces sortes d'idées n'ont pas cours.

Il se compromettrait dans son parti s'il soutenait *pour de bon* des idées de ce genre. Elles coulent d'une source dont ses amis et lui-même ont particulièrement horreur. Rien ne serait facile comme de lui prouver qu'il est clérical.

L'idée de changer en moutons le lion et l'ours et de faire habiter ensemble le loup et l'agneau est une idée religieuse; non--seulement religieuse, mais biblique ; non-seulement biblique, mais chrétienne; non-seulement chrétienne, mais catholique. Le prophète Isaïe en a le premier entretenu les hommes, de la part de Dieu : « Et les peuples di-
« ront : Montons à la maison du Seigneur, à la mai-
« son du Dieu de Jacob ; il nous enseignera ses voies
« et nous marcherons dans ses sentiers, *parceque la*
« *loi sortira de Sion* et la parole du Seigneur de Jé-
« rusalem. Il jugera les nations, et il convainca

« plusieurs peuples; et *ils forgeront de leurs épées* « *des socs de charrues et de leurs lances des faulx. Un* « *peuple ne tirera plus l'épée contre un peuple*, *et ils* « *ne s'exerceront plus à se combattre.* »

Voilà le vœu de M. Hugo. Il a cru ne commenter que Pierre Dupont, il a ignoré qu'il commentait aussi Isaïe. Mais faute de connaître Isaïe, que Pierre Dupont n'a point connu, il s'est jeté dans l'inextricable.

Isaïe enseigne le vrai moyen de réaliser la paix. Ce moyen, c'est d'amener l'ours et le lion à entrer dans le même troupeau sous le même pasteur, et de les empêcher de se faire des pasteurs à part qui les excitent à s'entre-dévorer. Le vrai pasteur a un don pour les tenir en paix.

Mais le vrai pasteur, le pasteur légitime, le pasteur de la paix, c'est précisément ce que M. Hugo ne veut pas, peut-être parce que ses amis ne le veulent pas.

Et voilà pourquoi l'ours et le lion sont « des bêtes. » Le lion ne dit que cela de vrai :

Oui, lion ! De vieilles bêtes, « d'éternelles bêtes, » disait déjà Tertullien, qui le disait mieux.

CXVIII

Même date.

UN AUTRE POÈTE.

M. Louis Ratisbonne, rédacteur du *Journal des Débats*, grand gibelin, m'en veut à la mort, et je l'excuse. J'ai lu sa traduction de la *Divine Comédie*, j'en ai parlé. J'y ai noté des contre-sens, des fautes de construction, des hiatus, même un vers de treize pieds; ces torts-là ne se pardonnent point, il l'avoue. Mais moi, j'aime à jouer avec lui, et sa vengeance passionnée ne m'empêchera jamais de lui rendre justice. En prose, il a du courage politique, du bon sens et de l'esprit.

Il en a même en vers, quelquefois. Je me donnerai le plaisir de le montrer au moyen d'une fable que je tire de sa *Comédie enfantine*. Que fait là cette fable? je n'en sais rien, et il importe peu que je le sache. La voici. Dans la forme elle est faible; mais quel fond!

LE CHEVAL ET LE CHIEN.

Un furieux battait son cheval et son chien :
Le chien hurla, le cheval ne dit rien.
Quand fut parti l'homme terrible,
Le chien dit au cheval : « Es-tu donc insensible?

Les coups ne te font-ils pas mal?
— Jamais je ne me plains, fit le noble animal.
— Va donc, lâche, tu n'es qu'une bête de somme,
Et tu mérites qu'on t'assomme! »
L'homme rentra : le chien lécha les mains de l'homme.
Alors tranquillement le cheval dit au chien :
« Les coups à toi font-ils du bien? »

Si M. Ratisbonne veut réciter son apologue à ses collaborateurs du *Journal des Débats*, avec un petit commentaire, j'aime à croire qu'il n'en faudra pas davantage pour les corriger de la manie d'envoyer M. Jules Favre à la conférence de Londres, où il n'aurait guère qu'à lécher des mains auxquelles la France doit autre chose.

Quel triomphe! si le *Journal des Débats* devenait fier et digne comme le cheval de M. Ratisbonne! Tout Paris dirait :

L'apologue est un don qui vient des immortels.

CXIX

20 janvier.

NÉCESSITÉ DE LA PRIÈRE ET DE LA PÉNITENCE.

La guerre est un métier de patience, la pénitence aussi. Tous les grands capitaines le disent, tous les maîtres de la vie spirituelle l'enseignent. D'un côté

comme de l'autre, il y a sans doute des coups de violence heureux, mais ils emportent la palme plutôt que la victoire. Les vrais victorieux sont les persévérants, ceux qui ont résolu de soutenir le combat pour long qu'il soit et pour variées et contraires qu'en puissent être les fortunes, et qui s'obstinent généreusement à n'être point vaincus.

Le bouillant Paris aura beau dire. Soumis à l'épreuve de la guerre et de la pénitence, il ne s'en tirera pas par un coup de force ni par un coup d'adresse, il lui faut être patient. La force, c'est la patience ; le génie, c'est la patience ; le pain, le vin, le fer, c'est la patience ; et la patience, c'est la vertu. Or la vertu n'a rien de difficile, sinon qu'il faut la demander à Dieu. Il est vrai que cette difficulté est très-grande à Paris, où il y a tant d'hommes habiles, savants et fiers, mais si habiles, si savants et si fiers, qu'ils estiment n'avoir aucun besoin de Dieu.

Ils croient à l'osséine, à la dynamite, aux canons « se chargeant par la culasse, » en général à toutes les choses qu'ils font. Ils ne croient point à Dieu, ne l'ayant point fait. Le gouvernement de la défense nationale, qui s'est fait lui-même, prétend croire à lui-même ; il prétend croire aussi à « vaincre ou mourir. »

Mais il paraît de plus en plus que tout cela ne suffira pas. Et il nous semble qu'en effet tout cela ne doit pas suffire, parce que tout cela ne communique point la vertu, du moins en quantité nécessaire et à autant de cœurs qu'il faudrait.

Ce serait une immense injustice de dire qu'il n'y a

point de vertus dans Paris. A Dieu ne plaise que nous nous donnions ce tort! Il y a dans Paris de grandes et éclatantes vertus. On y voit de très-beaux courages, d'admirables désintéressements, des constances stoïques, et tout cela jusqu'à l'abondance. Mais ce sont des vertus naturelles qui peuvent conduire à l'honneur de ce que l'on appelle avec raison une belle mort. Seulement ces vertus ne sauvent pas toujours. Elles ne méritent que l'admiration des hommes, avantage dont les hommes eux-mêmes fixent le prix, en se lassant intérieurement et quelquefois extérieurement de l'obtenir. Les vertus naturelles rentrent encore dans l'ordre des choses qui, en fin de compte, se trouvent de fabrique humaine. On meurt avec leur concours, sans assurance de résurrection.

Il nous faut des vertus surnaturelles, il faut les puiser à leur source; sinon, point de secours suffisant.

L'équipage d'un navire en détresse fait bien de jeter à la mer toute sa cargaison, tout son lest, et même ses canons et sa mâture, qui ne peuvent rien contre le courroux du ciel. Tout cela est sage, et d'une certaine manière généreux, le cœur de l'homme ayant coutume de s'attacher fortement à ces objets, surtout à sa cargaison.

Pour dire la vérité, Paris fait parfaitement ce sacrifice. Mais si la tempête continue, et si le péril s'aggrave, tout cela n'est plus assez généreux ni assez sage.

Il faut que l'équipage jette à la mer aussi son

cœur, ou plutôt son orgueil ; car son cœur, averti de Dieu, loin de s'opposer à ce suprême sacrifice, le conseille secrètement. Il faut joindre les mains, se mettre à genoux, lever les yeux au ciel, invoquer le Maître de l'abîme et du vent. Les matelots font un vœu à la sainte Vierge, et, sans cesser de donner à la manœuvre les soins qui peuvent encore être utiles, ils attendent que Notre-Dame de Bon-Secours leur jette le câble. Si l'on y regarde bien, l'homme ne peut rien faire de plus grand. Pourquoi? Parce qu'il s'humilie, et en s'humiliant il se proclame fils de Dieu.

Nous osons conseiller à Paris d'essayer de la miséricorde de Dieu, et de demander à Dieu la vertu surnaturelle de la patience dont il a besoin pour être sauvé. On commence aujourd'hui, avec l'autorisation de Mgr l'archevêque, une neuvaine à Notre-Dame-des-Victoires dans ce but. Si quelque chose de tous les cœurs s'unissait à cet effort des cœurs chrétiens, nous aurions bientôt des nouvelles de Dieu, et les âmes le sentiraient à leur vigueur renouvelée.

L'un de nos adversaires s'écriait dernièrement qu'il fallait pourtant choisir entre Pascal et l'*Univers*. Cet adversaire et d'autres feraient bien, et le moment en est venu, de laisser l'*Univers* de côté. Mais puisque Pascal leur inspire tant de confiance, c'est un conseil de Pascal que nous leur donnons. Pascal pensait là-dessus comme les matelots qui invoquent Notre-Dame-de-Bon-Secours. Il disait qu'il y a des choses que l'on peut demander aux mathématiques, et d'autres plus essentielles qu'il ne faut demander

qu'à Dieu, car les mathématiques ne les donnent pas. Il conseillait aux esprits forts, trop confiants en leur science inutile, de prendre de l'eau bénite, de se mettre à genoux, de prier. — Cela, disait-il, « vous abêtira. » C'est son mot; et le mot est très-profond. Nous mourons d'une enflure et d'une hydropisie d'orgueil : il faut que l'humilité nous désenfle et nous ramène à cet état où Dieu nous veut, hors duquel ni le corps de l'homme n'a toute sa vigueur, ni sa raison toute sa lumière, ni son cœur toute sa vertu.

CXX

22 janvier.

RETRAITE MILITAIRE DE M. TROCHU.

On lit dans le *Journal officiel :*

Le gouvernement de la défense nationale a décidé que le commandement en chef de l'armée de Paris serait désormais séparé de la présidence du gouvernement.

M. le général de division Vinoy est nommé commandant en chef de l'armée de Paris.

Le titre et les fonctions de gouverneur de Paris sont supprimés.

M. le général Trochu conserve la présidence du gouvernement.

Le 4 septembre, en avançant plus ou moins la main, M. le général Trochu s'est emparé du pouvoir; mais ce jour-là aussi et par cette action-là, il a perdu le droit d'être malheureux. Les dictateurs ne vivent que de succès; et plus particulièrement ceux qui n'ont pas attendu que le peuple vînt les chercher à leur charrue, n'ont point congé d'attendre que le succès les vienne trouver à leur bureau. L'échéance est arrivée promptement et cruellement. Voilà M. le général Trochu réduit à la présidence civile, c'est-à-dire par terre, comme devant l'obus. Avec lui son gouvernement est écrasé. Il se relèvera, s'il se relève, au commandement et par la main d'un autre.

On plaint le général à cause de ses honorables et nombreuses qualités personnelles, qui l'ont pu abuser sur sa capacité publique. Il a plus fait qu'on ne veut aujourd'hui l'avouer, il voulait assurément faire plus et mieux qu'il n'a fait, et nous le trouvons encore un homme de cœur dans le parti qu'il a pris de se diminuer. En restant avec le gouvernement, il y conserve le dernier élément de consistance qui peut lui permettre de tenir la rue tranquille pour le temps qu'il faut, afin qu'au moins nous ne périssions pas au milieu d'une orgie révolutionnaire, et que la mort, si elle vient, soit décente. En récompense de quatre mois d'efforts, la cité funeste peut désirer l'honneur de la chasteté :

Elle tombe, et, tombant, range ses vêtements.

Ce service, où M. Trochu s'immole, ne sera pas à nos yeux le moindre qu'il nous ait rendu. Si la catastrophe est écartée, une grande part lui sera due encore par là dans l'éclat de la victoire. Il s'est éclipsé dans le premier rang; nous lui souhaitons de reconquérir dans le second le lustre qu'il y avait acquis, un peu trop peut-être pour ne s'attirer pas le malheur d'en sortir. Mais enfin, il faut oser le dire pour le besoin de la conscience humaine, l'éclipse est juste. Au milieu des compagnons du 4 septembre, M. Trochu n'a pas tenu la place d'un militaire et d'un chrétien. Ces gens-là étaient dans leur rôle; lui, non.

Quant à eux, qui donnent par le fait leur démission dans les mains d'un soldat de l'Empire, on ne peut ni les assister, ni les plaindre, ni presque les condamner. Ils sont moins les hommes que les vices du temps, les rachitiques d'une espèce mauvaise, qui, en somme, s'en va. «Regarde-les et passe,» dit le poëte.

Ils ont su très-habilement choisir le général Trochu, à cause de ses défauts et de ses lacunes. Ne pensant point qu'ils dussent combattre, ayant basé leur combinaison très-courte sur une prompte paix, ils avaient besoin d'un *général politique*, objet que leur très-indigent parti d'avocats ne leur fournissait point. Général pour contenir l'émeute, politique pour rallier et tromper ce qu'ils appellent les réactionnaires, honnête homme pour se laisser tromper par eux. A passer les premiers moments, il leur fallait que ce chef fût monarchiste, quasi bourbonnien. Ils l'ont trouvé; mais lui a trouvé la guerre sur quoi ils ne comptaient

pas ; et lui, qui ne craignait pas la guerre, a trouvé qu'il ne se connaissait pas.

Tel, comme dit Merlin, cuide engeigner autrui,
Qui souvent s'engeigne soi-même.

Que de gens, depuis le commencement de cette guerre, se sont *engeignés!* Et M. de Bismark aussi, le grand engeigneur, s'est engeigné, et plus que tous les autres ! Quelle erreur à lui, quelle sottise vengeresse de son orgueil d'avoir voulu trôner dans Paris, lorsqu'il pouvait si bien s'affermir dans ses conquêtes ! et quelle bénédiction pour la France qu'il l'ait ainsi contrainte d'enfanter des armées, lorsqu'il pouvait, lui laissant Paris, la parcourir en tous sens, livrée aux perpétuels avortements de la guerre civile !

Ainsi, de quelque côté que l'on regarde, aucun des hommes de ce temps, tous si fiers, si assurés de leur mérite, si hardis à entreprendre, si peu scrupuleux en tous genre d'entreprise, aucun jusqu'à présent n'a fait ce qu'il a voulu, et Bismark n'est pas plus près de l'empire d'Allemagne que Favre de la république française. Ni les uns ni les autres ne savent où ils en sont, ni ce qu'ils font, ni où ils vont. Seulement ils n'en sont pas où ils voudraient, ils ne font pas ce qu'ils méditaient de faire, et ils n'iront pas où ils comptaient arriver. Ils détruisent, ils ne bâtissent pas ; ils tuent, et ils ne savent pas ce qu'arrose le sang qu'ils répandent, ni ce qui sortira de ces fosses dont Dieu fait des berceaux.

Et nous non plus, quant à ce monde, nous ne savons pas où en sont nos espérances. Mais nous nous

résignons, parce que nous voyons de plus en plus que l'homme n'a que la mort ; et nous espérons, parce que nous voyons de plus en plus que Dieu a la vie. Avec ce mépris des fortunes et des œuvres humaines, avec cette claire vue de l'abondance de vie que Dieu arrache des ruines et fait pleuvoir aussi par les déchirements de la foudre, comment ne pas attendre un immense triomphe de la vérité !

Le feu prend à ces étoupes sèches dont parle Isaïe, et, suivant la parole du prophète, l'étincelle y est mise par les mains elles-mêmes qui les avaient préparées pour cacher la vérité et la rendre méconnaissable. La vérité seule résistera, et la fin de tout ceci sera la splendeur de toute la vérité.

Entre les erreurs que nous voyons mourir, nous pouvons compter l'erreur gallicane. C'était là une étoupe dont nous connaissons le danger, et nous pouvons la mentionner, quoique les politiques, qu'elle a tant dirigés, n'en apprécient guère les conséquences. Elle reçoit un terrible coup de la disgrâce de M. Trochu, qui en a l'esprit, sinon les doctrines. Depuis dix-huit mois, le gallicanisme théorique et pratique a mis, pour ainsi dire, toutes voiles dehors. Il a parlé au Concile par les voies les plus habiles ; il a été au ministère par M. Daru, à la dictature par M. Trochu. Qui nous contestera qu'il est mort ?

CXXI

23 janvier.

SUPPRESSION DES CLUBS ET DES JOURNAUX INCENDIAIRES.

La suppression des clubs et des journaux incendiaires était une mesure inévitable après l'émeute (1). C'est une loi de la République d'ériger ces sortes d'œuvres, et de les détruire lorsqu'elles ont amené le mal qu'elles doivent nécessairement enfanter. Rien n'est plus connu, et tout le monde sait comment l'opération se pratique, depuis le commencement jusqu'à la fin.

La graine de club et de journal se sème dans la période d'opposition, sous le gouvernement régulier ou supposé tel. On dit alors qu'il n'y a point de liberté plus nécessaire que celle-là, ni plus innocente; qu'elle est proprement le droit de l'homme, le droit de la vérité, la lumière de la vérité; qu'elle fait connaître les besoins, les vœux, les aspirations du peuple; que le mal en est simplement apparent et le bien réel; que le bon sens populaire fait justice des excentricités et profite du reste, etc., etc. Personne n'en croit un mot, mais aucun bon républicain ne manque de le dire, et aucun bon libéral n'y contredit.

(1) Émeute du 21 janvier, conduite par Flourens et Sapia, et où furent tués plusieurs individus.

Ce concert d'impudence et de lâcheté est invincible. La république est proclamée, incontinent les clubs et les journaux incendiaires sont en besogne. C'est l'heure des drôles, des gredins et des fous. Tout le monde en a bien vite assez et plus qu'assez ; mais la machine est montée, il faut qu'elle fonctionne. Elle remplit de haine, d'orgueil, de convoitise et de délire la foule que l'on vient d'armer. Les coups de fusil suivent de près, la suppression est prononcée avec un applaudissement général.

On doit rendre cette justice au gouvernement de la défense nationale qu'il a tardé autant qu'il a pu. Avant de porter la main sur la liberté innocente et sacrée des clubs et des journaux, il a loyalement voulu laisser exécuter la peine de mort, prononcée implicitement contre les auditeurs des clubs et contre les lecteurs des journaux par la création même de l'institution.

Quelques pauvres diables, qui n'avaient pas suivi les clubs et qui ne lisaient pas les journaux, ont pu être estropiés ou tués par l'éclat prévu de la machine. Mais le devoir les ayant amenés là, ou le hasard les ayant fait passer par là, ces coups malheureux n'entrent point en ligne. On les inscrit, à profits et pertes, au compte du « jeu régulier de nos libres institutions. » Et il faut avouer que nous en sommes quittes à bon marché ; car enfin, si les clubs et les journaux réussissaient, ce serait bien autre chose.

On a remarqué que M. Flourens et M. Sapia étaient de la partie. Nous avons parlé des princes

populaires qui figurent dans nos troubles, où ils jouissent de priviléges au moins égaux à ceux que l'ancienne constitution monarchique pouvait faire aux princes du sang. Le Flourens, en dépit de sa folie manifeste, et même le Sapia, en dépit de son histoire ignominieuse inutilement révélée, font figure dans l'histoire de la révolution de 1870, à côté des Eudes, des Mégy et des Arago. Quand ces princes ont géré les fonds publics, ils s'en vont sans aucune reddition de compte, avec une bonne petite sinécure en guise de pension. Lorsqu'ils ont violé la paix, conspiré en plein jour les armes à la main et fait quelque autre tour de haute fantaisie, s'il faut les mettre à l'ombre, ils en sortent à leur gré. Ils ont des gens au dedans et au dehors pour leur ouvrir la bastille, ils exécutent une promenade militaire en ville, ils pillent les provisions, ils tirent des coups de fusil, et ils n'en seront que plus recommandables aux élections prochaines. Voilà des princes! Leurs moindres domestiques font avec le même laisser-aller de semblables fredaines. Par exemple, s'ils ont eu jadis quelques démêlés avec la justice ou correctionnelle ou consulaire, une petite faillite, une légère tricherie, s'ils ont *tourné le roi* à la grecque et fait une *vole* indue, ils se donnent des lettres d'abolition. Et vive la République démocratique et sociale, une et indivisible!

Il y a quelque chose de charmant dans une lettre de M. Jules Ferry, citoyen maire, ou maire général, aux vingt maires ou sous-maires de Paris. Leur racontant la tentative des séditieux, — laquelle ne dif-

fère guère de celle qu'il a exécutée plus habilement le 4 septembre, — il fait cette réflexion, en son style ému et macaronique :

Ainsi, par le crime de quelques-uns, cette extrémité douloureuse n'aura pas été épargnée à notre glorieux et malheureux Paris. Une agression *aussi lâche que folle a souillé une page si pure.* Vous en serez *comme moi* pénétrés de la plus profonde douleur.

Paris traité de « page si pure, » c'est certainement une des plus grandes hardiesses de la rhétorique municipale; le vieil Arago n'aurait pas osé cela, et la signature de M. Ferry y ajoute le je ne sais quoi... « Une agression aussi lâche que folle a souillé cette page si pure! » — *Jules Ferry*.

M. Ferry n'est pas doué de ce genre de tempérament qui fait que l'on reste de sang-froid dans les occasions chaudes. C'est pourquoi sans doute la lettre en question, écrite d'une main secouée par l'impétuosité du pouls, a été exclue du *Journal officiel*. Nous demandons qu'elle y soit recueillie. Liberté, fraternité, égalité!

CXXII

23 janvier.

M le contre-amiral Touchard a prononcé quelques aroles d'éloquence sur la tombe du jeune lieutenant

de vaisseau Edgard Saisset. Elles respirent la piété, le courage et l'amitié. Nous les reproduisons comme un hommage rendu à ce noble jeune homme, l'un de ceux en qui nous pouvons au moins nous glorifier de nos défenseurs, qui tiennent d'une main également vaillante et innocente le drapeau de la patrie, et qui ont le privilége de l'arroser en même temps du sang de leurs veines et du sang de leur cœur. Ce sont ceux-là qui auront le droit de ne jamais désespérer.

Deux choses purifient l'air empoisonné que l'on nous fait respirer : l'obus qui tombe sur nos péchés, et la parole ou plutôt la prière et l'acte de foi qui montent de nous vers Dieu :

Encore un deuil, encore une mort ajoutée à toutes ces morts glorieuses, à ce long martyrologe de la défense de Paris!

Chaque jour, officiers et matelots, matelots et officiers, tombent côte à côte, unis dans la mort comme ils le sont dans la vie, par une étroite solidarité de péril et d'honneur; ils tombent, et la patrie reconnaissante recueille leurs noms pour les garder, pour les honorer dans l'histoire de cette lutte suprême.

Adieu, jeune et généreuse victime d'une cause juste et sainte! Dieu a des miséricordes infinies pour ces défenseurs du pays qui tombent sur le champ de bataille. Déjà il vous a recueilli dans son sein. Implorez-le à l'heure présente, implorez sa bonté et sa justice pour le triomphe de la cause que vous avez vaillamment défendue.

Messieurs,

En présence de ce cercueil, qui renferme tant de jeunesse et d'espérances anéanties d'un seul coup, mon cœur est saisi d'une indicible tristesse; mais il s'en dégage en même temps ce cri d'énergie, d'espoir et d'ardent patriotisme :

Dieu sauve la France!

CXXIII

24 janvier.

RÉCLAMATION CATHOLIQUE LIBÉRALE.

A propos de la retraite de M. le général Trochu, nous avons fait une brève réflexion sur ses attaches catholiques libérales. Le *Français* relève cette réflexion qu'il lui plaît de ne pas comprendre, et il sait la présenter de telle sorte qu'elle s'explique assez peu, à moins de quelque dérangement dans notre esprit. On se demande quelle sorte de rapport nous avons pu trouver entre l'opinion catholique libérale et la remise du commandement militaire au général Vinoy. Véritablement ces deux choses paraissent éloignées, et tout le monde n'a pas le loisir de chercher par où elles se joignent, particulièrement ceux qui se trouvent intéressés à ne les joindre pas, ce qui est le cas du *Français*. Dans le fond, rien de plus simple. Le catholicisme libéral était une certaine entreprise de concilier les contraires, aucune conséquence éloignée ne peut surprendre. La vocation qui donne aux hommes le goût des principes opposés et des fusions impossibles, les soumet à une logique pleine de conclusions imprévues. Pour notre compte, il nous serait facile de prouver que M. le général Trochu est venu à se démettre de ses fonctions militaires par un effet de la même nature d'esprit qui l'a

livré aux fluctuations du libéralisme catholique.

L'inconvénient de passer pour *dément* aux yeux de tel ou tel adversaire n'est pas assez rare ni assez sérieux dans la vie de journaliste, pour que nous prenions le souci de faire cette démonstration aussi complète qu'elle peut l'être. Nous avons donné la note, elle est reçue, c'est assez.

Il demeure acquis que, par Mgr l'évêque d'Orléans et ses autres docteurs, le catholicisme libéral s'est trompé au Concile; que par M. le comte Daru, son expression gouvernementale, il s'est montré incapable et inacceptable en ses voies politiques; que par M. le général Trochu il a accusé le plus regrettable abandon en ce qui regarde le devoir public du catholique devant le péril religieux. Un pareil affaiblissement dans le cœur et dans les pensées d'un si honnête homme, bon catholique en son particulier, proclame plus haut que personne ne l'avait encore fait le vice fondamental de cette doctrine.

Si l'on nous avait prédit qu'un jour la dictature et l'épée de la France se trouveraient dans la main d'un soldat *pratiquant*, qui serait en même temps un homme brave, savant, éloquent et irréprochable, que n'eussions-nous pas espéré! Ce qui est advenu est trop pénible et trop présent pour que nous nous y arrêtions.

C'est la réflexion que nous avons voulu suggérer. Nous laissons au *Français* le soin de considérer quel autre cours eussent pu prendre les choses si M. le général Trochu eût été un catholique pur et simple, de ceux qui n'auraient jamais envoyé un ambassa-

deur à Victor-Emmanuel, jamais toléré un outrage au crucifix, jamais souffert une négation du droit religieux, jamais permis une violation effrontée de la justice civile et de la discipline militaire, et qui se fussent dit qu'il faut prendre aussi la croix lorsque l'on prend le sceptre et l'épée.

Nous n'ignorons pas que, selon la doctrine catholique libérale, la politique est une chose et la religion en est une autre, et que tout homme a le droit de faire ou l'une ou l'autre de ces choses, ou de faire l'une et l'autre à part, et même contradictoirement, mais n'a jamais le droit de les confondre. Nous disons, nous, qu'aucun des hommes qui croient ainsi n'est du nombre de ceux qui sauvent les peuples. Et nous les regardons passer, en attendant l'homme qui dira avec l'Église : Seigneur, convertissez-nous, et nous serons sauvés !

CXXIV

25 janvier.

Le jeune comte d'Estourmel, lieutenant de la garde nationale, se trouvait, le 19, au combat de Buzenval. Il s'offrit pour porter un ordre pendant la nuit, rencontra un poste prussien et tomba horriblement frappé. La balle lui brisa le coude et traversa tout le corps. On l'apporta à la ferme de la Fouilleuse, où

il fallut passer la nuit sur le pavé d'une écurie ouverte à tous les vents. Un prêtre, heureusement, se trouvait là et put lui donner quelques soins, comme aux autres blessés qui encombraient ce misérable asile. La nuit fut longue, M. d'Estourmel en supporta patiemment les atroces douleurs. De temps en temps, pour se délasser, il reposait sa tête sur les genoux du prêtre. Profitant d'un moment de répit, il se confessa avec une admirable tranquillité d'âme et une parfaite résignation à la volonté de Dieu.

Tout secours matériel manquait; son charitable infirmier ne put trouver à lui donner qu'un peu d'eau saumâtre. Non moins charitable envers celui qui se désolait de ne pouvoir mieux le servir, le blessé lui rendit grâces de ce peu d'eau dont il ne voulut point avouer l'amertume. Encore que la douleur lui arrachât quelques gémissements, il ne se plaignait de rien.

Enfin, les voitures d'ambulance arrivèrent, plusieurs heures après le jour. Le prêtre put y installer son cher blessé et suivit à pied par des chemins effroyables. Il fallait arrêter souvent pour que le malade n'expirât point dans la violence des tortures. Ce voyage, après une telle nuit, dura jusqu'aux approches du soir. C'est là, nous disait le prêtre, que l'on voit et que l'on sent ce qu'est la guerre!

M. d'Estourmel avait demandé d'être conduit à l'ambulance du séminaire des Missions-Étrangères, à laquelle appartient le prêtre que la miséricorde divine lui avait fait rencontrer, M. Guerrin, l'un des directeurs de cette sainte et illustre congrégation.

L'on vit tout de suite que son état était désespéré. Lui, n'en parlait point. Il reçut avec courtoisie la visite du colonel et celle de plusieurs autres officiers de son bataillon, leur disant quelques mots et leur serrant la main. Mais le lendemain matin, vers dix heures, il fit éloigner les personnes qui l'entouraient et dit à M. Guerrin : « Monsieur, le temps presse. Je « sens que je m'en vais. Si vous voulez bien me don« ner l'extrême-onction, je suis prêt. » Il se confessa de nouveau et reçut le sacrement qu'il avait demandé, comme un tel homme le devait recevoir.

Il pria ensuite M. Guerrin de lui mettre au cou une médaille de la sainte Vierge, et depuis ce moment il ne prononça plus que de rares paroles, se contentant de lever un regard plein de douceur et de sérénité vers ceux qui le veillaient. Il expira ainsi, un matin, paisiblement endormi dans le contentement d'avoir fait son devoir et d'aller à Dieu.

Il n'a eu ni délire, ni fièvre, pas même de sueurs. Il s'est endormi, et mort, il semblait dormir. Son visage ne portait aucune trace de douleur ou de fatigue; il goûtait le bon sommeil qui suit le bon combat.

Le comte d'Estourmel avait appartenu à l'armée. Il venait de donner sa démission pour se marier, et le jour de cette union était marqué lorsque la guerre éclata. Dès que l'on put prévoir que Paris serait assiégé, il quitta sa province, dans l'intention de s'offrir à la défense commune. Il n'en eût pas fait moins quand il eût su qu'il y laisserait sa vie.

Il a mérité d'abandonner la vie comme le voyageur

qui s'éloigne avec indifférence du point de vue dont la beauté l'a charmé un instant, car son cœur est déjà au but de sa course, et rien n'égale la beauté du foyer paternel où il se sent appelé.

CXXV

Même date.

Il y a trois jours, à l'ambulance de Rueil, un jeune Breton de la garde mobile, au moment de rendre l'âme, fit un suprême effort, se souleva sur sa couche, et d'une voix forte et solennelle, il dit : « Jésus-Christ vaincra..... Jésus-Christ Notre-Seigneur .Oui, il vaincra, son règne arrivera sur la terre.... Mon Dieu, que votre règne arrive ! que votre volonté soit faite !... » Sa voix s'éteignit et il expira.

Il y avait là diverses sortes de gens bien éloignés des pensées religieuses, mobiles de 48, francs-tireurs de Paris, etc. Ils se regardèrent étonnés, quelques-uns émus jusqu'aux larmes. D'autres découvrirent leur front, saluant involontairement cette âme qu'ils semblaient voir monter au ciel, et un long et respectueux silence régna dans la salle.

Le même jour, dans une autre ambulance, on amputait des deux jambes un soldat blessé d'un éclat d'obus. La double blessure était affreuse, et l'opération fut longue et formidable. Le soldat, garçon de

vingt et quelques années, Vendéen, subit le terrible traitement sans donner aucun signe de faiblesse, ne disant que ces mots : « Mon Dieu, pardon ! Mon Dieu, pardon pour la France et pour moi ! »

Nous entendons encore la voix du témoin qui nous racontait le fait tout à l'heure ; nous voyons ses yeux pleins de larmes et l'illumination de son visage, qui nous rendait mieux que ses paroles l'impression de cette sérénité sublime.



CXXVI

26 janvier.

LA FIN.

A l'heure présente, toute espérance humaine est perdue. Nos armées ont partout échoué ; les plus heureuses sont celles qui n'ont point subi de désastre. On dit que M. Jules Favre est à Versailles demandant la paix, personne ne voit d'autre parti à prendre. Avec les armées, le gouvernement croule. Un seul malheur pouvait surpasser celui d'avoir un gouvernement de cette sorte, c'était de le voir tomber. Nous y sommes. Heureux les morts !

Tout a tourné contre nous, toutes les appréhensions sont justifiées, toutes les espérances ont péri, ou plutôt avorté. Osons le dire : sauf un dédain général de la ruine matérielle, tout a été misérable.

Nous périssons par un concours inouï de toutes les circonstances les plus funestes, mais principalement faute de quelque chose qui n'est plus en nous, et qu'il y faut remettre; et tout sera perdu tant que nous n'aurons pas retrouvé cela. Or, une victoire ne nous l'eût point rendu et cent victoires ne nous le rendraient pas. Nous périssons, faute de foi, faute de loi, faute de justice en nous et entre nous.

Nous n'accusons personne, pas même les hommes qui ont la douleur et qui subissent le châtiment de signer l'acte de décès de la France, après s'être imposés à elle comme ses médecins et lui avoir imposé leurs remèdes. La France n'est pas innocente de les avoir acceptés, mais où remonte son péché? Il y a plus de coupables que de criminels, il y a plus de sots que de coupables et plus d'ignorants que de sots. Qui nous pouvait sauver et qui voulait être sauvé? Cette génération a l'excuse d'une sorte de perversité, c'est-à-dire d'imbécillité native : *et in peccatis concepit me mater mea.*

Ce n'est pas la république de 1870 qui nous a tués, ce n'est pas non plus l'empire ni même le régime précédent, quoiqu'ils n'y aient pas nui. Toutes ces formes et ces systèmes ne sont que des figures diverses du même ulcère, provenant du même sang vicié. Nous mourons de la Révolution, et tous plus ou moins nous avons voulu retenir ce mal dans nos veines. Si l'effroyable traitement que nous endurons l'y laisse, on peut se dispenser de clouer le cercueil; nous n'en soulèverons pas les planches; il ne reste qu'à pourrir.

Ce qui reste à faire, le dernier remède possible, le miracle à demander et que nous pouvons encore espérer, puisque nous pouvons encore l'implorer et le mériter, c'est de rompre avec la Révolution. Ce sera le même miracle que de sortir des bras de la mort. Mais la miséricorde divine est si grande, et un peu de bonne volonté humaine est quelque chose de si puissant contre la justice de Dieu, que ce miracle peut nous être accordé même avec quelque ménagement pour les restes de notre orgueil.

Aidons-nous un peu, Dieu fera beaucoup, et, en attendant que notre raison soit rétablie, il nous laissera bénignement croire que nous pouvons beaucoup.

Pour le moment, une chose est à souhaiter plus encore que les conditions les moins défavorables de la paix : c'est le maintien de la tranquillité et de la dignité publique. Ayons au moins la décence de ne pas nous entre-déchirer sous l'œil d'un surveillant qui pourrait intervenir le bâton à la main.

CXXVII

26 janvier.

LA MORT D'UN JUSTE.

Hier matin, dans l'église des Missions-Etrangères ont été célébrées les obsèques du vénérable M. Charrier, missionnaire, confesseur de la foi.

M. Pierre Charrier, né en 1803, à Saint-Just-en-

Chevalet, diocèse de Lyon, s'offrit, déjà prêtre, le 29 octobre 1831.

Il partit presque aussitôt, le 5 mars 1832, pour la sanglante mission du Tong-king, et, dès l'année suivante, il entra dans le champ apostolique. Ce champ demandait de la sueur et du sang, il ne refusa ni l'un ni l'autre. Il supporta en missionnaire, c'est tout dire, les épreuves de la persécution de 1838, errant sans cesse, caché, *enterré* le jour, voyageant la nuit à travers les bois peuplés de tigres, perpétuellement traqué par les espions plus redoutables que les bêtes féroces, souvent sans vivres et sans abri. En 1841, il fut pris et condamné à mort.

Lorsqu'il attendait l'exécution de la sentence, un ordre du roi le fit transporter à Hué, où il fut réuni à MM. Berneux et Galy, ses collègues. Il subit la cangue, les chaînes, la cage et les interrogatoires, c'est-à-dire le rotin. M. Galy, son compagnon de captivité, écrivait : « Vous jugerez de la fermeté de M. Charrier par cet aveu échappé à l'un de ses juges. On lui parlait de frapper encore le saint confesseur : —, A quoi bon, répondit le mandarin : hier, je lui ai fait donner onze coups de rotin, et il semblait dormir. » L'exécuteur frappe deux coups et le troisième tombe entre les deux premiers. Souvent ce troisième coup enlève la chair. — Celui-là, nous disait M. Charrier lui-même, celui-là est dur!

Un autre mot le peut peindre. Son catéchiste ayant pu l'approcher lorsqu'on le transportait à Hué, il lui donna ce message pour l'évêque (Mgr Retord) : « Tu diras à Monseigneur que j'aime mieux ma cangue

que sa mitre et mes chaînes que sa crosse. Il n'y a que sa croix qui vaille quelque chose, mais j'en ai pour le moment une plus précieuse. »

Il était depuis dix-sept mois en prison, attendant toujours, et par sa constance déconcertant toujours les bourreaux, lorsque la corvette française l'*Héroïne*, commandant Levêque, parut dans les eaux de Touranne. M. Levêque, apprenant qu'il y avait à Hué cinq missionnaires condamnés à mort, intervint avec énergie, se fit livrer les captifs et les porta à Syngapore. C'étaient, outre M. Charrier, MM. Berneux, Galy, Duclos et Miche.

M. Berneux a reconquis le martyre : devenu vicaire apostolique de la Corée, il y a été décapité pour la foi en 1866. M. Galy est mort en Cochinchine, au travail, en 1869. M. Duclos a terminé sa vie apostolique en 1847, captif de Jésus-Christ dans ces mêmes prisons de Hué, d'où la main française l'avait tiré cinq ans auparavant. M. Miche est actuellement vicaire apostolique de la Cochinchine française. Son grand âge et les besoins de sa mission l'ont empêché de venir au Concile.

M. Charrier fit comme ses confrères. Il retourna. Arrivé à Paris vers la fin de 1843, il repartait d'Anvers pour le Tong-king au mois de mai 1844. Mais sa santé trop fortement ébranlée ne permit pas de le laisser à l'œuvre dont il se plaignait d'avoir manqué le prix. Il dut revenir au séminaire comme procureur de la mission du Tong-king. Il obéit; c'était aussi un devoir, et le plus impérieux de sa sainte et auguste profession.

Il avait l'aspect rude, le cœur simple et affectueux. Il observait le silence ordinaire aux hommes qui portent une grande douleur. Pendant la lecture de l'histoire ecclésiastique au réfectoire, s'il était question de personnages à qui le martyre échappe lorsqu'ils le croyaient assuré, souvent les confrères de M. Charrier l'ont vu essuyant une larme furtive. Il est mort le 23 de ce mois, après une longue maladie qui, dans les derniers mois, le tenait enfermé. Il a subi cette épreuve comme les autres, remerciant Dieu d'ajouter l'humiliation de l'inutilité au regret de n'avoir pas été jugé digne du martyre.

Que de réflexions, en ce moment, devant ce cercueil si digne de tous les honneurs publics et si peu entouré, qui renfermait quelque chose de si humble et en même temps de si grand! Là était l'homme mortel, là était l'immortel martyr. Reste d'un pauvre vieillard infirme, caché et comme ignoré dans sa propre maison, où ses plus anciens frères seulement le connaissaient bien; débris vénéré de l'arme dont le Christ se sert pour conquérir le monde, et qui se renouvelle en ses mains par la vertu de son sang.

Il y a deux siècles et demi que cette congrégation fournit des martyrs, et cet homme obscur, martyr moins l'auréole, figure parmi l'élite de la cohorte sacrée. Il s'en va sans cortége, en des jours de deuil incomparable. Il a pu dire qu'il mourait avec la patrie, qui ne compte plus ce qu'elle perd; mais au temps où nous sommes, prospère ou malheureuse, la patrie ne l'eût point compté. Elle ne compte plus comme une gloire de fournir des martyrs, et c'est

une des causes de sa détresse épouvantable et inouïe. Cependant cet homme, ce héros, est reçu au ciel par le chœur de ceux qu'il a tirés de la mort éternelle, et ceux-là sont devant le trône de Dieu autant d'avocats de la France. Ils prieront, et nous espérons que par leur prière la France revivra.

Dans le cercueil de M. Charrier, cette couronne lumineuse de l'apostolat lointain, qui resplendissait au front de la France plus que d'aucune autre nation, va-t-elle aussi subir une éclipse? Au milieu de l'immense catastrophe, que va devenir l'œuvre de la Propagation de la Foi? La France l'avait enfantée; elle en était la nourrice féconde et magnanime, elle lui donnait de l'or, elle lui donnait des hommes, elle lui donnait du sang. Plaise à Dieu que les missions ne soient point accablées de notre malheur! Plaise à Dieu que la générosité du peuple fidèle supplée à tout ce qui va manquer, et que ce pays qui n'a plus de soldats, plus d'industrie, plus de fortune, sanglant, mutilé, humilié, continue pourtant de porter la parole du Christ et d'envoyer dans toutes les ténèbres du monde les messagers de lumière qui seuls rompront les fers du genre humain! A cette condition, la France, quoi qu'il arrive, sera encore la grande nation, la nation vraiment victorieuse, et après le temps de l'épreuve, le sceptre lui sera rendu.

CXXVIII

27 janvier.

CE QUI NOUS SAUVERAIT ENCORE.

Paris est rendu; l'ennemi n'y entrera pas, une assemblée en rachètera les murailles cicatrisées, mais intactes. Ce sont les bases de l'armistice et les préliminaires de la paix. Puisque cela est annoncé officiellement, on peut croire que cela est conclu. Quant aux conditions de la paix définitive, il n'est que trop certain qu'elles seront dures. La France est vaincue et humiliée plus cruellement qu'elle ne le fut jamais.

Il nous reste à souhaiter que la honte ne s'ajoute pas à cette humiliation terrible. L'ennemi nous rend une sorte d'hommage en ne franchissant point le seuil de la maison mortuaire. Souhaitons que de scandaleuses et fratricides discordes ne l'y introduisent pas. Il serait abominable que le monde nous vît brûler contre nous-mêmes ce qui nous reste de poudre. Point de guerre civile, point d'anarchie, point de récrimination. Ces horreurs n'auraient d'autre résultat que d'appesantir le douloureux fardeau et de justifier l'égoïsme qui nous a laissés périr. Nous devrions n'échanger que des pardons et des larmes. Si notre incomparable malheur pouvait nous réconcilier, si nous nous retrouvions tous frères comme nous

sommes tous vaincus, ce miracle d'amour ressusciterait aussitôt la patrie.

Non, ce n'est point la mort; mais par la concorde l'épreuve serait abrégée, et ce ne serait pas même la léthargie. Un travail fécond réparerait promptement la plus grande partie du désastre. Faisant le compte des destructions accomplies, nous en trouverons beaucoup que nous pourrons estimer comme un grand gain. Nous ne saurions aujourd'hui nous dissimuler que nous avions besoin d'une réforme et, pour mieux dire, d'une refonte.

Dans la voie où nous marchions, nous ne pouvions éviter la catastrophe; plus tardive, elle eût été plus incurable. Le véritable péril des peuples est d'être mal sauvés, rétablis sur des étais ruineux et destinés à crouler irrémédiablement. En nous fermentaient les venins de la guerre sociale. Il y a lieu d'espérer qu'ils s'écouleront par cette formidable blessure qui nous contraint de rester sur le flanc et de changer de régime. Si la blessure emporte la plaie, si un sang nouveau se forme dans nos veines, c'est un gain, une victoire de la véritable vie sur la véritable mort. Ce que nous aurons gagné de vertus nous consolera de ce que nous avons perdu de richesse, et nous laisserons nos enfants plus forts et plus heureux dans leur pauvreté que nous ne l'avons été dans notre éclat. Ils seront plus et mieux que nous, parmi les nations, cette grande élue de Dieu que l'on appelle la France.

O France, si tu entends bien ce coup de foudre, Dieu t'ordonne de vivre, d'espérer, de reprendre ta

voie et de remonter à ton rang que tu avais misérablement abdiqué.

Une larme seulement, un regard vers le ciel, et la parole victorieuse du repentir : J'IRAI A MON PÈRE !

CXXIX

28 janvier.

VILES EXCUSES DU GOUVERNEMENT.

Le Gouvernement nous dit qu'il ne pouvait tenir davantage, que nous étions à la dernière ration de pain et de cheval et qu'il en fournira le compte évident. Il pouvait s'épargner la bassesse de cette formule. Personne ne l'accuse d'impatience à se rendre, ni ne lui conteste une certaine probité de patriotisme, ni n'élève le soupçon contre lequel il se défend. L'on admet que son livre de cuisine est en règle, et que si tout n'a pas été distribué avec l'ordre le plus parfait et l'équité la plus stricte, du moins tout se trouve exactement dévoré. Ce n'est pas une affaire qu'il nous soit resté quelques vices de l'ancien régime, et que la vertu républicaine des distributeurs ait retenu les derniers morceaux de bœuf et les bons morceaux de cheval en double part. On sait bien que tout état social comporte ses gentilshommes, et que ceux de la République sont toujours de grand appétit.

Les dilapidations de ces affamés peu scrupuleux

ont pu abréger de quelques jours le temps de la lutte, sans qu'on en fasse matière à procès. Les cerveaux creux qui crient à la trahison sont peu nombreux, paraissent peu sincères et n'obtiennent nul crédit. Parmi les gens de bon sens, l'on convient que le gouvernement a fait ce qu'il a pu. Il devait avoir, il a eu certainement la bonne volonté de vaincre ou de mourir. Il le proclamait encore la semaine passée, en son style de vieille chanson, et sans doute il croyait à sa vieille chanson. Ce n'est pas de dessein formé qu'il a manqué la victoire et la mort.

Le reproche qu'on lui fait, c'est la fatuité avec laquelle il a cru dès le principe qu'il était en puissance et en capacité de vaincre ou de mourir. L'un et l'autre de ces dons est fort grand, le second plus encore que le premier. Tout homme ne les a pas reçus ; pour les acquérir, il ne suffit pas de chanter les vieilles chansons. Voilà ce que le gouvernement de la défense nationale devrait enfin savoir, et s'il le savait, il saurait la seule chose qui puisse lui faire encore un peu d'honneur : il saurait se taire.

Les membres du gouvernement n'ont jamais été discrets dans l'usage de la proclamation. C'est une pratique de leur secte, dont le résultat ordinaire est d'ôter toute majesté aux malheurs et aux catastrophes où elle a coutume de précipiter le pays. Ils ont des lieux communs qui font rire abominablement la mort et jusqu'à la honte. Lorsque c'est dans le sang que l'on tombe, il est horrible de tomber sifflé. Nous leur conseillons de s'observer et de se rationner sévèrement sur la proclamation. Qu'ils nous fassent cette

grâce! nous leur pardonnons tout. Ils ne sont point scélérats, ils n'ont point su le mal qu'ils faisaient, ils ne l'ont point voulu faire, et si leur pauvre intelligence l'avait prévu, peut-être que leur pauvre conscience ne s'y fût point risquée. Ils sont les mauvais fruits d'un mauvais arbre; nous reconnaissons qu'il n'y a pas de circonstances atténuantes qui ne doivent leur être accordées, et il n'en est point que nous leur refusions. Mais enfin, pour le coup, la tragédie est telle que nous avons bien le droit de réclamer leur silence. La mort sans phrases, s'il vous plaît! Faites trève! Ne vous justifiez pas lorsqu'on vous amnistie, et surtout ne nous complimentez pas.

Car ils nous complimentent! Oui, vraiment, ces messieurs veulent bien proclamer que nous avons été beaux sous leur conduite! Nous sortons de là avec les félicitations de M. Favre, de M. Ferry, de M. Arago, de M. Picard, de M. Pelletan, et des autres, car certainement cela sera ratifié par M. Crémieux et par M. Glais-Bizoin. Ce que nous avons perdu, nous ne le savons pas encore; ils n'osent pas encore le dire, et le reste de notre vie pourra ne pas nous suffire pour l'apprendre; mais enfin ces messieurs sont contents de nous!

Qu'on en frappe une médaille et qu'on en dresse une pyramide! Nous léguerons ces monuments à nos neveux pour leur tenir lieu de ce qu'emportera l'ennemi.

Ils ne se bornent pas à nous féliciter. Modestes autant qu'éloquents, ils croient qu'il nous faut quelque chose encore, et ils nous offrent une espé-

rance, celle de leur règne futur et perpétuel ! Cette consolation était inattendue. Elle dépasse tout, même la fameuse promesse de vaincre ou de mourir. « La République, disent-ils, profitera de nos longues souffrances si noblement supportées. » Ils veulent bien ajouter que « plus que jamais ils ont foi dans les destinées de la patrie. » Là-dessus, si la France n'est pas rassurée et aussi contente d'eux qu'ils daignent se dire contents de nous et qu'ils le sont manifestement d'eux-mêmes, la France est trop difficile.

En vérité, nous croyons qu'il importe de faire sentir à ces messieurs que leur outrecuidance passe la mesure. Partout les bons citoyens doivent aviser à leur donner une sévère leçon, en les excluant absolument des assemblées futures. Il faut les frapper d'une amnistie éternelle, inexorable, et qu'aucun d'eux ne reparaisse jamais. Puisqu'ils n'ont pas la décence de s'en aller, qu'on les chasse, et que jamais dans nos délibérations publiques on ne retrouve les noms politiques qui ont mérité d'être cloués sur la capitulation de Paris. Qu'ils restent à cet impérissable gibet !

Quant à la suite, elle ne les regarde pas. Que la forme et surtout l'essence du gouvernement français doive être républicaine, nous le croyons, nous le désirons, et nous sommes convaincus que nul autre régime n'est possible; nous pensons pouvoir le démontrer. Mais cette forme, ils se hâtent beaucoup trop de la décréter, et la République n'est pas plus fondée par leur capitulation de Paris que par l'usurpation qu'ils ont commise le 4 septembre.

La république future sera la république de tout le monde, et non la leur, qui ne peut être que le triomphe frauduleux de la violence et de l'incapacité.

CXXX

27 janvier.

LEUR ENTIÈRE IGNOMINIE.

Assurément, comme nous le disions hier, c'est un grand don de savoir vaincre, et un don incomparablement plus grand de savoir mourir ! Ceux qui ont signé pour la France l'acte qu'il leur plaît d'appeler « l'armistice de Paris » peuvent voir combien ce dernier don est précieux et combien leur âme en est tristement dépourvue : faute de savoir mourir, ils ont trouvé le secret d'ajouter à l'impuissance de la mort.

Nous ne leur reprocherons pas d'être vaincus, nous ne leur reprocherons pas d'avoir dû se rendre. Dieu jette où il lui plaît les victoires, et il en connaît le destin. Nous leur reprochons la fraude dont ils entachent eux-mêmes un désastre peut-être inévitable, ce nom d'armistice, et d'armistice «honorable», donné à une capitulation qui livre tout, et cette bave d'avocat dont ils déshonorent notre blessure pour masquer l'imprévoyance de leur abandon. Quoi !

nous ouvrons les portes, nous payons la contribution de guerre, nous enclouons au loin le dernier canon qui pourrait encore faire feu, et cela s'appelle un armistice! et il nous faut subir la risée qu'excitera cette pasquinade, pour que ces messieurs, qui ont si gaillardement pris la conduite de nos affaires, se puissent donner l'air de n'avoir pas capitulé!

Nos forts pris d'assaut, notre rempart envahi, à genoux dans notre sang, sur nos armes brisées, et demandant la vie au vainqueur, nous achèterions ce reste de vie moins cher et nous laisserions la France moins vaincue.

Les malheureux! Et ils nous offrent cela comme un présent, et ils n'implorent pas leur pardon, et ils ne se frappent point la poitrine! Au contraire, ils ont le front de nous dire que la France n'est point abattue, qu'elle reste maîtresse d'elle-même, qu'elle a fait son devoir; et tout à l'heure ils lui infligeront cette suprême insulte de lui demander ses suffrages!

Ah! insulteurs du crucifix, renégats de tant de gloire, de tant de fierté, de tant d'honneur, gens qui sonnez l'appel au combat, mais qui ne savez pas mourir; race de ceux qui allèrent chercher à Versailles le dernier roi de France pour l'égorger, et qui allez aujourd'hui chercher à Versailles le premier empereur d'Allemagne et lui prostituez la France parce que vous avez faim; maquignons sans cœur et sans repentir, capables de soutenir le jour après cette ignominie énorme, inouïe et immortelle : s'il existe enfin une France qui soit assez vôtre pour supporter encore votre haleine, qu'elle vous ramasse et ramas-

sez-la, et accouplez-vous! Vous pourrez produire ce que la terre aura vu de plus vil. Mais il y a quelque reste d'une autre France que vous devrez assassiner.

Non, non, non! nous ne vous laisserons pas tranquillement dans nos conseils et dans nos armées; nous ne laisserons pas en vos mains peureuses et ineptes le vieux drapeau de France, dont vous avez balayé les pieds de l'ennemi, parce que vous alliez avoir faim! Et si ce drapeau trouve encore une armée, ce ne sera plus le drapeau français. Nous en prendrons un autre, sous lequel se lèvera un peuple nouveau, un peuple qui n'aura faim que de justice et soif que d'honneur, et qui ne souffrira pas d'être régi par des maquignons et par des faquins; et la cause de ce nouveau peuple vivra parce qu'il saura la nourrir de son sang.

Nous sortirons de ces fanges, nous remonterons à l'air pur du Calvaire, nous irons reconquérir la vie au pied de la croix. Il n'est pas possible que Dieu abandonne le dernier grand peuple catholique tant qu'il y restera quelques âmes qui n'apostasieront pas. Sans doute, la France a criminellement péché. Elle leur a laissé abattre la croix; Dieu, à son tour, a permis que ces abatteurs de croix laissassent honteusement abattre la France. Comme par nos conseils un roi excommunié a pu entrer dans Rome, voici que, malgré nos armes qui tombent d'elles-mêmes, au bout de quelques mois, un roi hérétique vient triompher dans Paris.

Nous boirons ce calice, nous en savourerons la lie horrible. Nous verrons nos histrions s'empresser

pour divertir les vainquéurs, et ceux-ci fraterniser avec un peuple dégradé qui se réjouira des profits de la paix. Mais pendant cette débauche et cette souillure, nos cœurs s'attacheront et se retremperont à l'autel, qui est aussi le berceau de la patrie; et nous retrouverons la force qu'il nous faut et qui nous a quittés.

Adressons sans relâche à Dieu la prière que lui fait aujourd'hui l'Église, toujours présente pour nous suggérer la parole opportune et nous munir de la pensée qui maintient l'honneur et enfante le salut : « Seigneur, donnez-nous la santé de l'âme, afin que « nous surmontions par votre assistance ce que nous « avons à souffrir pour nos péchés. »

Et nous replanterons la croix et nous réédifierons la patrie, et le pain eucharistique nous mettra à l'abri de l'ignoble faim qui dévore l'honneur et l'avenir des nations.

CXXXI

31 janvier.

LA RÉPUBLIQUE DE TOUT LE MONDE.

I.

Encore que je pense n'ignorer rien de son effrayante misère, je crois à la résurrection de la très-noble et très-magnanime France. J'y crois, je l'attends avec un ferme espoir par delà ma vie, qui ne

sera pas réjouie de la plénitude de ce miracle. Et encore que j'aie vu une première fois la République et que je la revoie après vingt ans dans ses indescriptibles haillons, plus basse, plus impie, plus digne s'il se peut des huées de l'intelligence humaine, je crois néanmoins que la République se nettoiera, et, nettoyée, s'établira, et j'en fais le vœu.

Je crois à la résurrection de la France, parce que Dieu « a fait les nations guérissables, » particulièrement les nations qui, plus trempées du baptême, ont aussi donné plus de sang à Jésus-Christ. On dit que la France a apostasié; je l'ai dit moi-même dans l'excès de ma douleur, voyant à quel point honteux l'erreur a pu nous conquérir; mais je sais bien que le fond de la France n'a point apostasié et n'a point abdiqué. Par la grâce de Dieu, ou nous conquerrons les conquérants, ou nous les mettrons dehors. Nous savons maintenant quelles destructions devaient opérer chez nous les termites de l'hérésie. Ils nous ont livrés à l'ennemi extérieur. Dans la force épouvantable du mot, jadis ignoré de nous, nous sommes un peuple *défait*. Mais le secret de l'unité n'est pas perdu, et les ouvriers de l'unité, qui avaient « fait la France comme les abeilles font la ruche, » n'ont pas disparu. Nous nous referons par ce ciment et par ces ouvriers.

Je crois à la République. En dehors de la République il n'y a que des dictatures à peu près également corrompues et inféconde.

Au fond, depuis 89, et l'on pourrait remonter plus haut, à travers tous les genres de fiction, nous ne

sommes pas sortis de la dictature, et la dictature n'a réussi qu'à détruire. Elle n'a cessé d'être un despotisme destructeur que pour devenir une anarchie destructive. Tous les régimes dont nous avons essayé ont été factices, imposés par la force ou appelés par l'erreur. L'esprit révolutionnaire y a dominé ; il s'est toujours agi d'anéantir le grand, l'unique élément de l'ordre et de la liberté, l'esprit chrétien qui est aussi l'esprit national. Ce que nous avons appelé monarchie n'a été que le chemin couvert de la république ; ce que nous avons appelé république n'a été qu'une entreprise plus dictatoriale contre le Christianisme, c'est-à-dire contre la liberté. Que peut-on faire de plus violent contre la liberté d'un peuple que d'entreprendre de lui arracher ses croyances? Tout a été employé pour arriver à ce résultat. On y a mis la main des bourreaux et la main des escrocs ; on a fait des lois de liberté qui ont été des lois de sang, des lois de justice qui ont été des friponneries. Non-seulement la conscience, mais la nature ont protesté contre ces entreprises, jadis plus perverses, devenues plus stupides par l'affaiblissement graduel des esprits et des âmes : il en est résulté les convulsions au milieu desquelles nous nous sentons périr.

Pour nous relever, il faut autre chose qu'une dictature quelle qu'elle soit, fût-elle pure à son origine, et quand même il viendrait un de ces hommes qui apparaissent dans les peuples comme des envoyés extraordinaires de Dieu. Nul homme ne peut rien tout seul. A relever tout un peuple, aucune main humaine ne suffit. Il faut l'effort de ce peuple lui-

même; un effort unanime, ordonné, persévérant. Il faut quelque chose que l'anarchie ne peut produire, que la dictature ne peut imposer. L'anarchie a usé aussi la dictature, elle en a ruiné l'élément. Nous ne trouverons plus de dictateur qui ne devienne vite un faquin. Il y a vingt ans, une illusion là-dessus pouvait être encore possible. L'Empire et la République ne la permettent plus. Rien ne peut sauver le pays que le pays lui-même, appelé à une activité régulière et universelle. Sur certains rivages, la mer seule peut se donner une digue assez puissante; elle fait cet ouvrage, s'il se trouve une tête qui étudie le mouvement des flots et leur livre les blocs à entasser. Il manque en France une intelligence plutôt qu'une main, un lien plutôt qu'un pouvoir, une probité plutôt qu'une force. C'est le contraire de la dictature, et ce serait la constitution de la République. Si nous le voulons, nous avons l'homme et le peuple et les aspirations et les souvenirs. La Providence nous a réservé et préparé tout ce qui est nécessaire à cette rénovation.

Si la monarchie se pourra reconstituer un jour, soit dans la pureté de la conception chrétienne, soit dans la corruption chrétienne, soit dans la corruption païenne où elle était tombée, Dieu le sait. Les apparences sont qu'en bien il y aura mieux, qu'en mal il y aura pire. A mon avis, la question est entre *Pierre*, juge et pasteur universel des nations, ou pour mieux dire des familles chrétiennes, et *César*, maître unique du bétail humain; car, par une voie ou par une autre, rien n'empêchera le monde d'aller

à l'unité, et la terre sera un bercail ou sera un bagne. Mais ceci demeure voilé. Dieu se réserve pour un temps la connaissance des voies qu'il ouvre au choix de la liberté humaine.

Au milieu des ténèbres, Dieu jette les fondements de toutes choses, comme si sa miséricorde voulait ôter à la liberté humaine le funeste pouvoir de trop contrarier ses plans. Quelques-uns pouvaient prévoir qu'en réponse à l'orgueil de ce « siècle de lumière » si assuré de prendre un élan infini dans le progrès, Dieu donnerait, que l'on pardonne l'expression, un tour de clef et éteindrait le gaz, pour travailler lui-même et ouvrir une route où le monde n'aurait pas eu l'intention de se porter.

Humainement, c'était invraisemblable. Voilà néanmoins qui est fait avec cette puissance et cette logique suprêmes qui font soudain aboutir au même point les efforts les plus contradictoires de la passion, du caprice et de la sagesse des hommes dans tout l'orbe de l'univers. La nouvelle route s'ouvre inopinément sous le bélier des cataractes, au bruit des tonnerres, vaste, profonde et inconnue. Un monde finit, un monde commence, et cette fin est une suite, et cette suite, à certains égards, est un recommencement. La foule franchit ce seuil posé depuis toujours, ouvert seulement aujourd'hui. Elle entre, inquiète, pêle-mêle, poussée par une force qu'elle ignore, sans se connaître ni se désigner un guide, sans savoir où elle va. Avant qu'il se forme là dedans des princes, il se passera du temps. L'on dirait plutôt quels

princes y devront disparaître et quelles couronnes achèveront d'y sombrer.

Cette foule qui n'a point de chef élu, qui n'en gardera point qui existe, et qui probablement n'en élira point qui dure; cette foule grossissante et qui grossira jusqu'à ce qu'elle ait pris les dimensions du genre humain; cette foule qui a l'instinct confus de devenir un troupeau, c'est la Démocratie et elle va au baptême. Elle n'a pas vu finir sa nuit, ni sa course, ni ses combats; elle n'a pas laissé tomber dans les abîmes tout le périlleux bagage qu'elle rêve encore de conserver. Mais un jour, sur la montagne, apparaîtra le *pasteur*.

Il ne sera pas *élu*, il sera *reconnu*. Ce ne sera pas un empereur d'Allemagne ni un chef secret de la société souterraine : ce sera Moïse, et il donnera la loi; ce sera Pierre, et il donnera l'amour; ce sera Jésus-Christ, et il donnera la liberté. Les empereurs, les conquérants, les chefs de secte n'auront fait que rompre les barrières qui empêchaient la formation nouvelle de l'humanité et qui la retenaient savamment par groupes hostiles dans les entraves de la vieille erreur.

Ainsi se trouveront remplis tant de pressentiments obscurs de ce siècle, qui appellent par tant de voix discordantes un renouvellement de toutes choses et leur consommation dans l'unité. Prophéties de Balaam, faites pour tromper ceux qui les disent et ceux qui les écoutent, où tout est faux et où tout se trouvera vrai! Ils croyaient et ils annonçaient la gloire du règne de Pharaon, et ils ont tout préparé pour un

exode immense et incomparable, dont le terme ne peut être que la ruine de Pharaon et l'agrandissement du peuple de Dieu affranchi des idoles.

Il se peut que l'excès de nos afflictions et de notre décadence actuelle produise en moi cet excès et cette fièvre d'espérance qui semble rendre l'abondance de la vie aux malades désespérés. En écrivant, j'entends d'une oreille le clairon ennemi victorieux sur nos murailles, de l'autre, ce que dit la sédition dans la ville captive. Sur les gémissements de Jérusalem vaincue, j'entends dominer les chansons lascives de Ninive et les blasphèmes de Babylone. Je me souviens de l'orgueil de Rome, de l'endurcissement de son sénat refusant le baptême. Les barbares avaient déjà crevé les murs, et le sénat s'occupait encore d'assurer la continuation des fêtes et le maintien des dieux. Je me souviens de Byzance et de ses docteurs qui criaient : Plutôt le croissant! Hier, quand la capitulation se lisait au *Journal officiel*, devenu notre pilori, on lisait aussi des affiches de spectacle, et les comédiens *français*, à l'heure même où l'ennemi entrait dans les forts, amusaient un public prisonnier. Ils représentaient *les Jeux de l'Amour et du Hasard.* Je sais cela, et je voudrais ne le point savoir. Mais je sais aussi que la prière n'est pas éteinte dans la France, ni même dans Paris, et je ne peux pas croire ni de la France qu'elle veuille périr, ni de Dieu qu'il veuille l'abandonner. Une voix me crie que cette nation, incomparablement humiliée au milieu de l'abaissement moral du monde, marchera en avant de tous les peuples vers le meilleur avenir du genre humain,

et que, comme elle fut la première monarchie chrétienne, elle sera aussi, de rang et de date, la première des nouvelles républiques baptisées.

Que les révolutionnaires ne se hâtent point de me croire converti. Je suis contre eux comme je l'ai été toujours. Dans l'ordre des idées, je n'ai pour eux qu'un mépris absolu. Je les regarde comme des sauvages, simplement susceptibles d'éducation, respectables en ce seul point qu'ils sont hommes et qu'ils ont une âme immortelle. Ma république et la leur ne sont nullement la même chose et ne s'entendraient immédiatement sur rien. Immédiatement, notre république ne pourrait que les contenir, la leur ne pourrait que nous tuer. La nôtre sera établie contre la leur et la vaincra ; sinon ils triompheront, se dévoreront entre eux et achèveront de périr sous le bâton de César ou sous le piedde quelque peuple étranger ; car leur démence les séparera de Dieu et ils n'auront plus l'Eucharistie. *Finis Franciæ!* La France séparée du Christ sera plus effacée que la Pologne et l'Irlande. Ce ne sera pas seulement la fin, ce sera la mort ; et le chien maigre et le chacal qui ont habité les ruines de Babylone viendront hurler dans les cavernes qui seront le reste de Paris.

II

Mais Dieu a fait les nations guérissables. La France guérira, et la République sera son instrument. Cette république sera implantée par le clergé et par les restes les plus intelligents du parti monarchique ;

par elle les révolutionnaires eux-mêmes deviendront républicains. Les uns le seront à cause de leur droiture naturelle, qui leur fera reconnaître et accepter la réalité saisissable de l'ordre qu'ils cherchent dans la région des chimères ; les autres le seront de force, en attendant l'habitude et l'éducation. La République aura des lois qu'ils devront respecter. Ce caveçon maîtrisera leur orgueil.

Ceci arrivera, parce que le canon prussien a tué le luxe probablement pour longtemps, et la centralisation; espérons-le, pour jamais. Il faut vivre de régime, payer des dettes, relever des murailles, rester chez soi, s'appliquer à produire du blé, du fer et des hommes. Il faut répandre la vie sociale partout pour que la patrie soit gardée partout, et que partout elle enfante le nécessaire et proscrive le stérile et le périlleux. Il faut, en un mot, restituer la France à elle-même, et qu'elle ne soit pas une seconde fois partout meurtrie et mourante pour avoir été frappée en un seul point. L'unique moyen d'obtenir ce résultat est de ressusciter la plus grande liberté possible des provinces.

Le soi-disant gouvernement de la défense nationale, sans consulter la France, a décrété la République une « et indivisible, » et le sieur Arago l'a écrit sur les murs avec la légende consacrée : Liberté, égalité, fraternité. C'était le cas d'ajouter : *et la mort!* Le privilége de la République « indivisible » est d'être du premier coup indivisiblement atteinte, blessée au cœur, abattue par l'étranger, ou surprise par la dictature. Il faut faire une république qui résiste mieux

ou au canon Krupp, ou aux torrents qui descendent instantanément de Belleville, et qui enflent tous les ruisseaux de Paris au point de leur faire emporter l'indivisibilité, la République et le reste.

Que la République donc soit établie de façon à garantir, avant tout et après tout, l'indivisibilité de la France.

III

J'oserai dire maintenant ce que l'on pourrait faire, non pas par un long travail et dans un long avenir, mais en quelques mots et en quelque sorte instantanément, pour réaliser la république de tout le monde.

Pour être plus court, plus clair et échapper à la tentation des développements, je formulerai en propositions aussi brèves que possible l'esquisse de la constitution d'une « république de tout le monde, » c'est-à-dire où chacun serait lié à chacun et aurait cependant son action, sa liberté et son autorité personnelle et collective. Je me contente d'établir comme notion générale que cette constitution rassemble les trois éléments que l'esprit révolutionnaire et antichrétien divise, désagrége et veut dissoudre.

Elle est démocratique à la base, monarchique au sommet, aristocratique partout, mais en un seul corps, sans division, sans solution de continuité, sans que l'on puisse dire où la démocratie finit, où l'aristocratie commence, où la monarchie s'isole et devient une chose à part.

La révolution travaille à tout réduire en poussière que le moindre vent emporte, et qui ne peut recevoir quelque consistance momentanée qu'à force d'y verser du sang. Or, ce sang lui-même fournit un ferment de haine et de division plus actif, sur lequel il faut enfin poser le poids permanent de la dictature ; et la dictature elle-même se dissout au contact de cette décomposition, et il n'y a plus qu'un détritus infect dans un tombeau crevé. Le néant vient perpétuellement dévorer la mort. La tranquille activité de la vie doit produire un résultat contraire. Elle prend la poussière, elle la fixe, elle en fait un sol qu'elle rend fécond et des blocs solides avec lesquels elle bâtit.

La liberté républicaine, c'est l'aristocratie. Il n'y a de liberté républicaine que là où n'existe pas le prolétaire, et où l'aristocrate, sans privilége politique de naissance, n'est devenu et ne demeure quelque chose que pour l'avoir mérité. L'aristocratie ne peut plus être un privilége personnel, elle est un grade que chacun peut acquérir et perdre ; mais ce grade temporaire et même éphémère doit être permanent pour les collectivités. On avise donc à créer des aristocraties collectives, toutes propriétaires et toutes agissantes, qui en même temps protégent, assistent et contiennent les individus. Ces aristocraties pacifiques, contentes à leur place dans la hiérarchie sacrée des indépendances, neutraliseront les aristocraties de nature et de situation qui voudraient entreprendre contre l'ordre public. Un homme intelligent et corrompu, un Catilina flatte la passion populaire, ourdit une conspiration, allume une sédition

et fait ou prépare l'empire. C'est le procédé moderne, comme ce fut le procédé ancien.

La graine d'empereur est semée par des chefs de populace, aristocrates révoltés contre un ordre qui importune leur orgueil et souvent leurs vices. Mirabeau a semé Bonaparte. L'aristocratie révolutionnaire du premier empire et de la Révolution a pris elle-même la dictature et l'a exercée contre la dignité et la liberté du peuple, enfoui dans les usines, dans l'impiété, dans le goût des jouissances les plus brutales et les plus trompeuses. Nous en recueillons maintenant les fruits.

Je crois volontiers à de grandes ignorances et à de nobles repentirs ; mais, depuis quarante ans, qui n'a pas préparé le succès des Allemands ! La révolution de 1848, œuvre plus indirecte d'une couche inférieure de la même aristocratie, a préparé le second empire, dont on attendait mieux, il est vrai. En réalité, le second empire est devenu et n'a été que la plus basse, la plus frauduleuse et la plus périlleuse des dictatures révolutionnaires. La révolution de 1870 en est née comme un champignon d'une pourriture, par la main d'une aristocratie comme toujours, encore plus inférieure sans doute, mais néanmoins encore aristocratie. Car les Blanqui, les Flourens, les Pyat et les Sapia sont aristocrates en leur lieu.

Il faut sortir de ce courant de mort, il faut en arracher le peuple. Ni César, ni Brutus, ni l'entremetteur qui les flatte, les sert et les trahit l'un et l'autre à son profit ! Pour les réduire tous à l'impuissance,

il n'y a qu'un moyen, c'est de les désarmer du prolétariat; et pour leur ôter le prolétariat, il faut l'abolir en l'*aristocratisant*. La République doit faire de la France une nation entièrement patricienne en même temps qu'entièrement militaire, et où chacun possède son champ comme son fusil.

Voici maintenant les formules :

I

Henry de Bourbon étant le chef de la plus illustre famille française, sous laquelle la France s'est agrandie, consolidée, refaite; qui a le plus sincèrement essayé la pratique des lois politiques modernes; qui a présidé à nos plus constantes fortunes militaires, qui nous a donné notamment la Lorraine, l'Alsace et l'Algérie;

Ce prince étant à la fois le Français le plus innocent de nos malheurs, le plus éloigné de nos discordes, le plus noblement intéressé à en tarir la source, le moins homme de parti, celui autour de qui les opinions conservatrices, le sentiment national et les espérances d'une grande réparation peuvent plus noblement se réunir;

Sa probité personnelle éclatante, sa modération, sa longue et silencieuse étude de nos besoins, la gravité de ses mœurs, la constance avec laquelle il a dédaigné de poursuivre une fortune politique moins précieuse à ses yeux que la paix de sa conscience et l'honneur de son nom, nous donnant d'ailleurs toute garantie :

Henry de Bourbon est prié d'accepter la régence du peuple français obligé de se constituer à nouveau.

II

Le Régent convoquera une assemblée nationale constituante, élue par le suffrage universel.

A cette assemblée il pourra ajouter, avec égal droit de vote, le nombre de membres qu'il jugera nécessaire, par lui choisis entre les citoyens français que les passions de parti auraient écartés, ou qui ne se seraient pas offerts au scrutin.

III

Les bases morales de la constitution seront la religion, la famille, la propriété, la liberté.

Les bases politiques seront le suffrage universel, l'hérédité de la fonction suprême, la division du territoire en grandes agglomérations territoriales correspondant aux anciennes provinces.

Chaque province ou État s'administrera librement par ses élus, depuis la commune jusqu'à la subdivision départementale et jusqu'à la division provinciale ou État.

La province aura sa magistrature, son budget, sa milice, son université ou ses universités. Elle ne subira de contrôle que celui de l'assemblée générale, et sur les seuls points qui intéresseraient l'unité nationale.

IV

L'unité nationale sera maintenue par l'hérédité de la fonction suprême, présidentielle ou royale ; par la cour suprême de justice, par l'assemblée générale ou états-généraux, mais plus encore par la force des choses ; car le caractère même de la France se porte à l'unité, et la loi ici doit contenir plutôt que pousser.

V

L'assemblée générale est élue par l'assemblée provinciale, et chaque province y envoie le même nombre de députés. En font partie de droit et par le fait de leur fonction : l'archevêque, le chef de la milice, le magistrat principal de la province et les présidents de la cour suprême de justice. Tous ces fonctionnaires doivent d'ailleurs tenir quelque chose de l'élection ou directement ou par proposition.

Tout citoyen, dans la province, est éligible à l'assemblée générale.

VI

Tout Français est soldat et l'est toujours. C'est pourquoi aussi tout Français est électeur et éligible, et c'est pourquoi encore l'indépendance de l'État provincial est nécessaire. La nation tout entière devant être une armée, on ne peut exposer une pareille force à tomber dans les mains d'un parti de séditieux ou d'un prince conspirateur. Ce serait tenir la porte ou-

verte ou à la plus irrémédiable tyrannie ou à la plus irrémédiable anarchie. Il convient qu'un invincible élément de résistance se trouve toujours quelque part. Le lendemain du 4 septembre, il ne manquait pas de béats qui se réjouissaient de cette révolution faite sans un coup de fusil. Les coups de fusil sont venus néanmoins et du dedans et du dehors, et sans se faire attendre. Il nous faut un gouvernement que l'on ne puisse pas renverser et une constitution que l'on ne puisse pas changer « sans tirer un coup de fusil. »

VII

On est électeur à vingt-cinq ans, éligible à trente. Pour être électeur et éligible, il faut être chef de famille. Le célibataire doit payer un cens, à moins d'exemption prévue par la loi.

VIII

Le citoyen jouit de la liberté de tester.

IX

Liberté d'association religieuse et civile.

X

L'Église est pleinement libre et investie de toutes

les latitudes du droit commun. Elle a le droit de posséder, d'acquérir, d'hériter; elle a l'usage de son droit particulier, de ses tribunaux intérieurs. Elle jouit de la liberté d'association, de la liberté de la charité, de la liberté d'enseignement à tous les degrés. Elle a le droit de fonder des universités canoniques, une au moins par province. L'État ne se mêle en rien du gouvernement propre de l'Église.

Les propriétés de l'Eglise sont soumises aux charges communes, et elle devra, dans un temps et moyennant les dispositions transitoires nécessaires, subvenir aux dépenses du culte.

En raison du service public et gratuit qu'ils font comme hospitaliers, instituteurs et chargés du culte, et pour honorer la religion, les hommes engagés dans les ordres sacrés et liés par les vœux sont dispensés du service militaire. Ils en reprennent l'obligation lorsqu'ils rentrent dans la vie laïque, et sont alors privés de la plénitude du droit électoral, comme célibataires perpétuels.

XI

Les corporations ouvrières existent de droit; elles choisissent leurs officiers, font leurs règlements et exercent leur police intérieure.

XII

La commune et la corporation sont nécessairement propriétaires, et la loi les oblige d'avoir, partie en

fonds immobiliers, partie en rentes, au moins de quoi suffire à un établissement hospitalier, selon leur importance.

XIII

La fonction du chef de tout l'État est héréditaire, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture. Il nomme ses ministres, propose les lois à l'assemblée générale. Les arrêts de justice et les actes publics mentionnent sa magistrature, et les déclarations de guerre et les traités de paix sont signés de lui. La monnaie porte son effigie.

Il convoque l'assemblée générale et nomme le président.

XIV

La France étant un pays chrétien, la constitution exige l'observation générale du dimanche, non pas tant à cause de l'utilité sociale si reconnue de cette institution que pour rendre hommage à Dieu qui nous l'a imposée.

XV

La constitution étant votée l'Assemblée priera Henry de Bourbon d'accepter pour lui et ses descendants en ligne directe ou par adoption, la fonction de chef suprême de la France, ou plutôt *des Francs*, en lui laissant le droit de choisir le titre de président

ou celui de roi et de se faire sacrer à Reims ou à Saint-Jean-de-Latran.

Elle lui laissera aussi le choix du drapeau, et il serait à souhaiter que ce ne fût ni le drapeau blanc, ni le drapeau tricolore, mais pour longtemps au moins le drapeau du deuil et de l'espérance, noir avec la croix de sang.

CXXXII

2 février.

A M. LE DIRECTEUR DU *Paris-Journal.*

Monsieur,

Je vous demande pardon, mais j'ai cru que vous aviez voulu « lancer » ma candidature, uniquement pour essayer votre pouvoir sur l'opinion, en permettant qu'on lui proposât chez vous un nom si totalement impopulaire. On m'assure que vous le faites à bon dessein. J'ai alors le devoir, tout en vous remerciant, de dire que je n'y consens point.

Je n'ai jamais sollicité le mandat électoral, je ne pense pas que je le sollicite jamais; et dans aucun cas, je ne voudrais le solliciter ni l'accepter de Paris.

Je n'ai pas ce qu'il faut pour représenter Paris, et Paris n'a pas ce qu'il faut pour que je le représente. L'incompatibilité est absolue. Je ne désirerais me

voir en possession de quelque force politique que pour l'employer à ruiner en tous sens l'influence de Paris. Cette ville est à mes yeux le cancer de la France et le scandale du monde, une de ces Babylones dont il est dit aux Livres Saints qu'il leur sera « redemandé tout le sang innocent qui est versé sur la terre. » Je ne prétends pas qu'elle fasse constamment preuve de férocité. Il y a même des moments où elle a horreur du sang; mais il n'y a pas de moments où elle ait horreur de fabriquer les poignards qui le répandent ni les poisons qui le corrompent.

Je trouve Paris fort exactement représenté par la députation mille fois légitime dont il a fait ou qu'il a laissé devenir le gouvernement si bien nommé « de la défense nationale. » Ce faisceau me donne Paris tel que je le connais depuis 1830, avec toutes ses nuances perpétuellement variables sans aucun changement. Politique, philosophie, religion, morale, éloquence, littérature, talent administratif, valeur guerrière, loyauté, prévoyance et présence d'esprit dans le péril, « amour sacré de la patrie, » illustration, considération, rien n'y manque, il n'y a rien de trop. Même M. Bizoin, le lettré de Saint-Brieuc, même MM. Crémieux et Garnier-Pagès sont là parfaitement à leur place. Ces trois majestés de la vieillesse parisienne vont très-bien avec les trois jeunes ardeurs de M. Gambetta, de M. Rochefort et de M. Ferry; et les trois maturités imposantes de MM. Pelletan, Favre et Simon font un midi très-sortable aux souvenirs de ces beaux soirs et aux promesses de ces jolis printemps.

Ils ont un peu pâli dans les fatigues de la suprême puissance. Paris, pour le moment, semble rebuté d'eux jusqu'au dégoût ; mais ce sont ses hommes. Pour moi, s'il était permis de s'accorder une vengeance, même légitime, je les lui laisserais.

Je les enverrais tous à l'assemblée de Bordeaux, et j'y ajouterais, pour parfaire les 43, tous les appendices qu'ils se sont donnés, ou qui leur ont poussé par la vertu propre de leur séve : Dréo, Durier, Laurier, Lavertujon, Mottu, Cadet, Melliet, le vieil Étienne, le jeune Flourens, l'illustre Bonvalet, Greppo, s'il vit encore ; enfin j'en mettrais 43. Je voudrais que la province pût voir et entendre tout ce qu'ils produisent, tout ce qu'ils déterrent, tout ce qu'ils sèment, et qu'à la tête de cette cohorte ils signassent glorieusement la capitulation qu'ils ont eu le talent de conclure avec la Prusse et d'imposer à la France.

Mais ma conscience ne me permettant pas une satisfaction qui, d'un autre côté, profanerait le suffrage universel, dont j'espère dans l'avenir un autre emploi, ne voulant pas non plus ajouter l'atrocité d'un tel comique aux mortelles douleurs que nous souffrons, je m'abstiens.

Je pourrais trouver à Paris quarante-trois hommes notoires de la nuance révolutionnaire la plus avancée ; j'irais même jusqu'à cinquante et au-delà. Il y a sur le pavé assez de maires, d'adjoints et de commissaires du 4 septembre ; il y a les rédactions du *Combat* et de la *Patrie en danger*, le fonds inépuisable des clubs et des comités de défense, et Troubat, et Verlet, et cent

autres qui ont écrit, parlé, affiché : tous gens de passé et d'avenir parisien. Quarante-trois hommes d'un autre ordre, unis dans une pensée pratique de conservation, de reconstruction et de liberté, ils y sont sans doute ; mais je ne les connais pas, ils ne se connaissent pas, Paris ne les connaît pas et ne les accepterait pas. C'est là que nous en sommes, et c'est là notre plus grand malheur, peut-être irrémédiable.

J'aurais au surplus beaucoup d'hésitation et de peine à leur conseiller d'accepter un mandat qui n'est au fond qu'un leurre. En réalité, la paix est faite par le gouvernement ; seulement, il répugne à la signer. Il a fait la paix comme il a fait la guerre. Pour l'une comme pour l'autre, il veut un couvercle. C'est le rôle que l'Assemblée doit remplir, et il a pris ses mesures pour cela. La paix couverte, il essaiera d'obtenir de l'Assemblée qu'elle couvre encore la guerre, c'est-à-dire qu'elle le conserve et laisse en ses mains le butin, j'allais dire le mouchoir, qu'il a *fait* le 4 septembre. Je n'y ai aucun intérêt, et je ne vois personne en France, hormis ses héritiers, qui puisse y gagner quelque chose.

Il y a toutes sortes de choses à dire contre l'abstention ; mais comment agir lorsqu'on ne sait quel parti prendre, lorsqu'il faut en hâte, à l'aveugle, sans conseil, sans ressource, se résoudre à une action dont le résultat peut être désastreux ? Si toute la France, en cette occasion, savait s'abstenir, ce serait une très-grande action. *Il est trop tard!* Hélas ! c'est depuis longtemps, et ce sera longtemps le mot de la fin et le mot du commencement de toutes nos aventures.

Quant à moi, pour mon compte particulier, sans désapprouver ceux qui feront autrement, je m'abstiens. Même en province, je crois que je m'abstiendrais. A Paris, je n'hésite pas. Captif, je prends le bénéfice amer de ma captivité. Je me délivre de signer cette paix.

Je paierai, je porterai humblement mon titre de Français, dont j'étais trop fier, et je jette mon vote oisif à côté des faisceaux de nos soldats prisonniers. O larmes ! qui eût prédit que vous sortiriez de nos yeux quand nous avions encore du sang dans les veines? Ceux mêmes qui s'attendaient aux plus redoutables éclats de la colère divine n'auraient pas prévu que ce serait une telle dérision et ne l'auraient pas voulu croire !

CXXXIII

4 février.

LE *Mot d'ordre* DE M. ROCHEFORT.

M. Rochefort sut généralement plaire après la nuit du 31 octobre, à l'Hôtel de Ville, où le gouvernement et le peuple manquèrent également de tenue. C'est là qu'eut lieu ce grand négoce de giffles et de coups de souliers, tandis que le vin des caves était incorrectement répandu sur les tapis et tentures des salons. Tapoté comme gouvernement par les Bellevillois de Flourens, tripoté comme peuple par les

Bretons de Trochu, M. Rochefort quitta du même coup le double rôle qui lui valait double ration de taloches. Il se fit canonnier pour se tirer du bruit. Cette retraite fut louée. Elle parut le trait d'un loyal garçon d'esprit, résolu de ne pas se fourvoyer davantage en des ribotes où l'on finit par se fausser la conscience et qui finissent par vous casser les reins.

Mais les gens d'esprit ne sont pas exempts de la faiblesse commune; et la faiblesse commune, en ce temps, est de ne pas savoir garder les bonnes positions. Voilà M. Rochefort qui reparaît comme lanternier, sans avoir pris le loisir de faire parler de lui comme canonnier. Vraisemblablement, le tube d'oie est son fait plutôt que le tube de bronze. Ce n'est pas crime. Seulement, pourquoi prendre cette façon militaire et s'amuser à jeter le *Mot d'ordre*, lorsqu'on se sent né pour couler le *mot de passe?*

Oubliant qu'il fut membre d'un gouvernement occupé surtout de trouver le mot de passe, M. Rochefort veut uniquement se souvenir d'avoir été militaire et canonnier durant une période où tant de besogne fut donnée aux autres militaires et aux autres canonniers. Il lance fièrement son mot d'ordre : *Allons, enfants de la Patrie !* Mais cette fanfare, étant tardive, devient triste.

Or, le mot d'ordre est de tuer tous les tyrans! Hélas! canonnier, les tyrans se tiennent derrière les murailles que votre canon n'a pas enfoncées. Avec quoi tuer les tyrans, quand les armes sont rendues? Si vous parlez de les tuer à coups d'épingle et de bec de plume, c'est ironique, mais inopportun; si vous

parlez de les tuer à coups de poignard, ce n'est pas sérieux; et si c'était sérieux, ce ne serait pas gentil.

M. Rochefort a des besoins particuliers. Formé par la nature pour des œuvres absolument faciles, il a pris un personnage lugubre qui l'oblige, comme feu Baudelaire, à « ruisseler d'inouïsme. » Certainement il ne s'y épargne pas. Il a l'air maintenant d'être la photographie de ses photographies, où il pose en fendeur d'hommes. Mais au fond, n'étant pas du métier, il manque ses effets.

Chez nous autres, benêts de cléricaux, tous les jours tombent de la lune, par un trou qu'ils y ont pratiqué, de hardis libres-penseurs qui nous demandent de les aider à rentrer dans la droite voie, en payant leurs dettes. Ils attestent sur l'honneur qu'ayant une grenouille en garde, ils l'ont mangée, et que, s'ils ne peuvent la rendre, ils se brûleront la cervelle. L'expérience nous apprend que ces garçons-là ne restituent jamais la grenouille et jamais n'attentent à leurs jours. Semblablement, nous savons que ceux qui exhortent tout le monde à tuer les rois ne tuent jamais les rois.

Connu!

Il y a une école de tueurs de rois. Mazzini en est le chef; parmi les professeurs, M. Pyat se distingue, et M. Hugo s'est mis en bon rang. Aucun n'a rien fait de sa main; tous sont plus ou moins amnistiés. Les rois paraissent avoir assez trouvé leur compte à la manie bavarde de ces théoriciens personnellement inoffensifs. Ils ont beaucoup plus exploité le régicide que le régicide ne les a touchés.

Quant aux exécutants, ils ont paru peu recommandables. Harmodius, Aristogiton, Brutus, etc., font figure en grec et en latin; mais dans les temps modernes, quels gueux et quels pleutres! On a trouvé là des sots, des drôles, des mélancoliques, des ivrognes, quantité de mouchards, beaucoup de galeux. Excepté *sua Excellenza* le comte Orsini, nature de passable sous-préfet, régicide raté comme les autres, rien qui dépasse l'esprit et le moral nécessaires pour vendre des contre-marques et crier des journaux. Et c'est avec quoi M. Rochefort veut reconstituer l'empire de la vertu dans le genre humain!

S'il était l'ancien narquois du *Figaro*, qui avait parfois une jolie pointe de bon sens, comme cela lui semblerait « Français de la décadence, » d'ouvrir boutique pour faire tuer les rois : — Un tel, tueur de rois; deux sous le numéro. On reçoit des annonces qui se rattachent au métier de régicide.

A-t-il songé à la fondation d'un séminaire? à une direction des études? à une pension de retraite pour les invalides? à un code des punitions et des récompenses? Que fait-on du régicide qui *a bu* son poignard? A quels honneurs élève-t-on le régicide qui rapporte sa tête de tyran?

A-t-il même défini le tyran? Dans l'état d'anarchie et d'ignorance où nous sommes, s'il se trouvait un imbécile de bonne volonté qui allât tuer comme tyran un monsieur qui imposerait, prélèverait, taillerait et rognerait exactement comme les tyrans, mais qui serait cependant déclaré libérateur, que ferait-on à cet imbécile? serait-il puni ou récompensé?

Donne-t-on aussi des consultations particulières? Fournit-on des poignards et procure-t-on des passeports et des frais de route aux gens de bonne volonté?

Un homme qui a été tiers, ou dixième, ou treizième de tyran, comme M. Rochefort, dans quelle proportion doit-on le tuer? Faut-il le tuer treize fois, ou ne le tuer qu'au treizième? Nous parions que notre frivole lanternier n'a pas étudié ces questions importantes.

Supposé qu'un lecteur du *Mot d'ordre* s'en allât demain aux avant-postes avec l'intention de tuer un ou plusieurs tyrans, et que, la chose étant mal prise, il nous en coûtat quelques milliards de plus, M. Rochefort s'engage-t-il à faire les frais?

Il est *ruisselant d'inouïsme*, à la bonne heure! Et il embellit Paris et la République française d'une immortelle auréole, nous le voulons bien! Mais en somme, comme les Allemands sont des gens pleins de science et de gravité, qui méditent leurs desseins, qui savent ce qu'ils font et qui excellent à tirer parti de tout, c'est une chose un peu ennuyeuse de leur laisser voir que l'enfant et le joyau de Paris, notre lanternier, notre député, notre petit dernier, notre Rochefort enfin, ne fut qu'un canonnier silencieux et n'est qu'un régicide futile.

Pendant qu'il ne tirait pas le canon, le terrible enfant n'a pas même réfléchi : et il croit qu'il suffit de faire un journal à tuer les rois pour que tout se remette en bon chemin dans le monde!

Quelle jolie figure cette troisième république nous fait faire parmi le genre humain!

CXXXIV

5 février.

Le *Journal officiel* contient la proclamation suivante :

FRANÇAIS,

Paris a déposé les armes à la veille de mourir de faim.

On lui avait dit : Tenez quelques semaines, et nous vous délivrerons. Il a résisté cinq mois, et, malgré d'héroïques efforts, les départements n'ont pu le secourir.

Il s'est résigné aux privations les plus cruelles. Il a accepté la ruine, la maladie, l'épuisement. Pendant un mois les bombes l'ont accablé, tuant les femmes, les enfants. Depuis plus de six semaines les quelques grammes de mauvais pain qu'on distribue à chaque habitant suffisent à peine à l'empêcher de mourir.

Et quand, ainsi vaincue par la plus inexorable nécessité, la grande cité s'arrête pour ne pas condamner deux millions de citoyens à la plus horrible catastrophe; quand, profitant de son reste de force, elle traite avec l'ennemi au lieu de subir une reddition à merci, au dehors, on accuse le gouvernement de la défense nationale de coupable légèreté, on le dénonce, on le rejette.

Que la France nous juge, nous et ceux qui nous comblaient hier de témoignages d'amitié et de respect, et qui aujourd'hui nous insultent!

Nous ne relèverions pas leurs attaques si le devoir ne nous commandait de tenir jusqu'à la dernière heure, d'une main ferme, le gouvernail que le peuple de Paris nous a confié au milieu de la tempête. Ce devoir, nous l'accomplirons.

Lorsqu'à la fin de janvier, nous nous sommes résignés à es-

sayer de traiter, il était bien tard. Nous n'avions plus de farine que pour dix jours, et nous savions que la dévastation du pays rendait le ravitaillement tout à fait incertain. Ceux qui se lèvent aujourd'hui contre nous ne connaîtront jamais les angoisses qui nous agitaient.

Il fallait cependant les cacher, aborder l'ennemi avec résolution, paraître prêts à combattre et munis de vivres.

Ce que nous voulions, le voici :

Avant tout, n'usurper aucun droit. A la France seule appartient celui de disposer d'elle-même. Nous avons voulu le lui réserver. Il a fallu de longues luttes pour obtenir la reconnaissance de sa souveraineté. Elle est le point le plus important de notre traité.

Nous avons conservé à la garde nationale sa liberté et ses armes.

Si, malgré nos efforts, nous n'avons pu soustraire l'armée et la garde mobile aux lois rigoureuses de la guerre, au moins les avons-nous sauvées de la captivité en Allemagne et de l'internement dans un camp retranché, sous les fusils prussiens.

On nous reproche de n'avoir pas consulté la délégation de Bordeaux ! On oublie que nous étions enfermés dans un cercle de fer que nous ne pouvions briser.

On oublie, d'ailleurs, que chaque jour rendait plus probable la terrible catastrophe de la famine, et, cependant, nous avons disputé le terrain pied à pied, pendant six jours, alors que la population de Paris ignorait et devait ignorer sa situation véritable, et qu'entraînée par une généreuse ardeur elle demandait à combattre.

Nous avons donc cédé à une nécessité fatale.

Nous avons, pour la convocation de l'Assemblée, stipulé un armistice, alors que les armées qui pouvaient nous venir en aide étaient refoulées loin de nous.

Une seule tenait encore, nous le croyions du moins. La Prusse a exigé la reddition de Belfort Nous l'avons refusée, et, par là même, pour protéger la place, nous avons pour quelques jours réservé la liberté d'action de son armée de secours. Mais, ce que nous ignorions, il était trop tard. Coupé en deux par les armées allemandes, Bourbaki, malgré son hé-

roïsme, ne pouvait plus résister, et, après l'acte de généreux désespoir auquel il s'abandonnait, sa troupe était forcée de passer la frontière.

La convention du 28 janvier n'a donc compromis aucun intérêt, et Paris seul a été sacrifié.

Il ne murmure pas. Il rend hommage à la vaillance de ceux qui ont combattu loin de lui pour le secourir. Il n'accuse pas même celui qui est aujourd'hui si injuste et si téméraire, M. le ministre de la guerre qui a arrêté le général Chanzy voulant marcher au secours de Paris, et lui a donné l'ordre de se retirer derrière la Mayenne.

Non! tout était inutile, et nous devions succomber. Mais notre honneur est debout, et nous ne souffrirons pas qu'on y touche.

Nous avons appelé la France à élire librement une Assemblée, qui, dans cette crise suprême, fera connaître sa volonté.

Nous ne reconnaissons à personne le droit de lui en imposer une, ni pour la paix ni pour la guerre.

Une nation attaquée par un ennemi puissant lutte jusqu'à la dernière extrémité; mais elle est toujours juge de l'heure à laquelle la résistance cesse d'être possible.

C'est ce que dira le pays consulté sur son sort.

Pour que son vœu s'impose à tous comme une loi respectée, il faut qu'il soit l'expression souveraine du libre suffrage de tous. Or, nous n'admettons pas qu'on puisse imposer à ce suffrage des restrictions arbitraires.

Nous avons combattu l'Empire et ses pratiques; nous n'entendons pas les recommencer en instituant des candidatures officielles par voie d'élimination.

Que de grandes fautes aient été commises, que de lourdes responsabilités en dérivent, rien n'est plus vrai; mais le malheur de la patrie efface tout sous son niveau; et, d'ailleurs, en nous rabaissant au rôle d'hommes de parti pour proscrire nos anciens adversaires, nous aurions la douleur et la honte de frapper ceux qui combattent et versent leur sang à nos côtés.

Se souvenir des dissensions passées quand l'ennemi foule notre sol ensanglanté, c'est rapetisser par ses rancunes la

grande œuvre de la délivrance de la patrie. Nous mettons les principes au-dessus de ces expédients.

Nous ne voulons pas que le premier décret de convocation de l'Assemblée républicaine en 1871 soit un acte de défiance contre les électeurs.

A eux appartient la souveraineté; qu'ils l'exercent sans faiblesse, et la patrie pourra être sauvée.

Le gouvernement de la défense nationale repousse donc et annule au besoin le décret illégalement rendu par la délégation de Bordeaux, et il appelle tous les Français à voter, sans catégories, pour les représentants qui leur paraîtront les plus dignes de défendre la France.

Vive la République! vive la France.

Paris, le 4 février 1871.

Les membres du gouvernement,

Général TROCHU, JULES FAVRE, etc.

Ce serait une cruauté inutile de répondre à la partie personnelle de la proclamation du gouvernement. Le crime du faquin à qui il a livré la France et qu'il appelle « monsieur le ministre de la guerre, » le couvre mieux que ses doléances sur les ingratitudes humaines, et le défend même contre ses justifications. Il plaide, et il plaide mal. Mais comme il montre en même temps un certain sentiment de son devoir et une certaine résolution de le remplir, il ne s'agit pas pour lui de plaider ni pour nous de juger; il s'agit pour lui de se défendre, et pour nous, hélas! de le soutenir.

La destinée de ces hommes aura été de vivre du péril perpétuel et terrible où leur présomption nous a engagés, et où leur perpétuelle et terrible incapacité nous a maintenus. Et nous, malheureux peuple,

tombés dans les rixes de ces séditieux aussi incapables de piété envers la patrie qu'envers Dieu, nous voilà disputés comme un vil butin, nous cherchant un maître, n'en trouvant pas, réduits à faire des vœux pour ceux qui veulent bien au moins nous laisser notre peau. La sauverons-nous, notre peau? C'est là la question.

Et l'ennemi est là qui regarde! Il songe qu'après tout il n'a pas entrepris une si grosse affaire, qu'il pourrait se décharger du poids de ses armes, et qu'étant venu avec tant de canons, maintenant, pour emmener en sécurité son butin, il n'a plus besoin que du fouet!

Donc, « monsieur le ministre de la guerre, » citoyen Gambetta, fait bande à part. En vertu de l'élection d'un faubourg de Paris qui l'a fait député, il exclut de la vie civile quiconque est suspect de ne point penser comme lui! Et ce trait de folie paraît tout simple, et ne l'empêche pas d'avoir une armée. Au contraire!

Quantité d'honnêtes gens débitent avec une gravité parfaite quantité d'emphases sur le degré de sagesse, de liberté, de perfection, de splendeur où la société humaine a su s'élever, notamment en France; ils font sentir la nécessité de conserver précieusement le principe de séparation entre l'homme et Dieu, qu'ils regardent comme la source de tout bien : Séparons-nous de Dieu; par là seulement nous serons unis entre nous! Tous les murs de Paris, à l'heure qu'il est, clabaudent cette sentence. Il en est une autre qui vient de plus haut et qui se vérifie davantage. Tout

homme qui se divise de Dieu se divise des hommes, et tout ROYAUME DIVISÉ PÉRIRA.

Il faut espérer néanmoins. La France ne veut pas cesser d'être, elle ne perdra pas universellement le fruit de ces leçons terribles. Le bon sens qui l'éclaire aux moments suprêmes lui imposera l'effort nécessaire pour se sauver. L'effort est plus difficile à tenter qu'à accomplir.

Dans ce flot d'ignominie qui se gonfle pour la submerger, il y a beaucoup d'écume. Qu'elle tienne ferme, qu'elle ne fuie pas : le flot se dissoudra au premier choc, et peut-être avant le choc. Contre M. Gambetta, c'est encore assez de M. Favre et de M. Picard, pourvu qu'ils ne perdent pas le temps à verser des larmes et à nous célébrer leurs vertus.

On leur demande de faire tête à la sédition gambettine si elle se dresse dans Paris et de ne pas souffrir qu'elle en ouvre les portes avant l'heure. Puisqu'ils ont en garde ce qui nous reste d'honneur et de vie, qu'au moins ils ne l'abandonnent pas.

Qu'ils ne se laissent rien arracher par le seul rugissement des tigres frelatés dont ils ont augmenté et enhardi la foule. Ces tigres sont en même temps des punaises; le balai peut suffire à les repousser assez loin. C'est tout ce qu'il faut maintenant. Ensuite la France avisera. Elle aura le droit d'être sévère ; mais, mieux inspirée, elle sera clémente.

M. Gambetta a eu une idée excellente à reprendre contre lui ; seulement il en faut réserver l'exécution à la France.

Certainement le moyen de préparer et d'assurer

l'avenir serait, comme le demande un petit livre dont nous ne connaissons pas le titre, de faire *peau neuve;* et, pour faire peau neuve, il faudrait premièrement exclure de la vie politique un certain nombre d'hommes qui n'y peuvent plus apporter que de fâcheux personnages, de détestables habitudes et un exécrable esprit de conspiration.

Vu la profondeur et la généralité du mal, aucune autre punition ne devrait être infligée même aux plus coupables, même au citoyen Gambetta. Ils peuvent dire que ce n'est pas uniquement leur faute s'ils ont été sans crainte de Dieu et sans morale, que le fait était assez public, qu'il fut assez autorisé, que même ils avaient besoin de ne pas craindre Dieu et d'être sans morale pour faire leur chemin. Donc, ni échafaud, ni exil, ni prison, ni amende. Amnistie du passé, exclusion de l'avenir.

Mais ceci ne peut se faire aujourd'hui, ne peut tomber sur des catégories et ne saurait être prononcé par un dictateur. C'est une mesure législative qui n'appartient qu'aux représentants du pays. Qu'on appelle donc d'abord le pays.

Que le gouvernement défende et maintienne d'abord ce droit. Il aura du moins sauvé quelque chose, et un peu d'honneur, contre toute attente, pourra décorer sa triste histoire.

CXXXV

6 février.

LE CARNAVAL ÉLECTORAL.

Le jour de la défaite n'est pas le plus dur, il appartient aux morts. L'horrible jour, c'est le lendemain ; il appartient aux bêtes de proie.

Les morts sont couchés dans la pourpre du sang et dans la majesté du silence, entourés des douleurs sacrées. Sur eux coulent les larmes de la famille et de la patrie. La famille est fière, la patrie n'est point humiliée. Leurs larmes sont un baume qui conservera ces cadavres augustes, une rosée qui fécondera ces semences bénies. Dieu verse la vigueur de l'espérance dans la plaie des expiations acceptées. Semblable à la fumée de l'encens, le parfum du sacrifice monte vers le ciel; la vertu de l'expiation dissout le poids du péché ; les cœurs déchirés se remplissent de ce même arôme d'immortalité qui descend au fond des blessures mortelles. Entre les vivants et les morts s'échange un serment sublime de se communiquer la grande vie, de se garder la grande gloire, de renaître et de durer par l'âme consolée de la patrie. Une auréole se forme des vapeurs du noble sang militaire, elle éclaire l'avenir d'un rayon de victoire, et le champ de bataille exhale les odeurs saines du pressoir et de la moisson.

Mais le lendemain, voilà le poids et l'horreur de l'épreuve, le poids et l'horreur de la mort! Voilà le jour du corbeau, du chacal et du ver qui se portent héritiers. Voletant, rôdant, rampant, ils accourent de partout à la curée impie. Ils viennent, accompagnés de ceux qui dépouillent les morts, pleureurs, consolateurs, parasites de funérailles, insulteurs aussi, particulièrement lorsqu'ils louent. Chiens et bêtes hideuses et mendiants effrontés, à présent vous savez le chemin du combat et vous avez connu l'heure du festin!

Ils commencent le pillage sacrilége, ils se disputent cette proie sainte, maintenant avilie. Tout à l'heure, elle était la chair du sacrifice : ils l'ont touchée, et elle se décompose au contact de leur dent. O morts, ô nos fils, nos neveux et nos frères, ô force et fleur et honneur de la patrie, n'êtes-vous tombés que pour repaître ces hordes et engraisser cette vermine!

Hier l'Église empruntait diverses paroles de David vaincu et pénitent : « Les angoisses de la mort m'ont « environné, les douleurs de la mort m'ont investi. « — Du fond de l'abîme, j'ai crié vers vous, Sei« gneur; écoutez la voix de ma prière. Si vous exi« gez un compte sévère de nos iniquités, qui pourra « subsister devant vous? — Je suis humilié profon« dément, Seigneur. Rendez-moi la vie selon votre « promesse : aidez-moi, et je serai sauvé. » Hélas! reconnaissons-nous.

Nos murs sont abandonnés, l'ennemi habite sur les fosses de nos morts, la famine dévore nos enfants dans les berceaux, et Paris baise la main de l'étranger

qui lui envoie du pain : *Circumdederunt me gemitus mortis, dolores inferni circumdederunt me!* Mais ce n'est rien encore. Ce Paris qui reçoit l'aumône de Londres, et qui apprend que ses vainqueurs rappellent au respect de la liberté les dictateurs auxquels il a livré la France et s'est livré lui-même (1); ce Paris, rongé de faim, noyé de boue, flagellé de défaites, se livre au carnaval électoral comme au temps insolent de ses prospérités. Il voit avec le même amusement morne s'étaler par les rues la mascarade électorale toujours la même: *Humiliatus sum usquequaque!*

Non, l'humiliation d'être foulé, piétiné, absolument livré au bon plaisir de la multitude cynique et imbécile ; le supplice atroce de se sentir mort sur la fange et ridicule dans la mort, ne saurait être plus formidable que ne le goûte en ce moment le Français condamné à lire les affiches électorales de Paris! Qui veut connaître le poids de ce rouleau de la honte, plus lourd que la machine à broyer le macadam; qui veut être broyé dans son intelligence, dans sa fierté, dans son espérance dernière de voir relever la patrie; qui veut comprendre comment le caillou à charger la fronde peut devenir poussière, et cette poussière, pâte dure et stérile, uniquement bonne à faciliter le va-et-vient des omnibus, qu'il lise ces affiches : il verra ce que la meule unitaire a fait de nous, et combien toute hauteur, et tout caractère d'âme, de cœur et d'esprit ont déjà disparu.

(1) M. de Bismark venait d'écrire officiellement à Gambetta pour lui enjoindre de ne pas gêner la liberté des élections.

Nous restons quelques-uns qui rêvons encore de faire une France patricienne, un pays qui produirait des hommes, des libertés, des originalités. Nous sommes loin de compte! Et ils parlent tant eux-mêmes de l'indépendance de la pensée! L'indépendance, ils croient peut-être l'obtenir; mais la pensée, ils ne l'ont pas, et rien de ce qu'ils font voir n'en offre une trace quelconque. Ils portent tous l'effigie ou plutôt le stigmate du même lieu commun, ils mettent tous le même empressement à s'aplatir sous le rouleau et à laisser passer l'omnibus.

Tous se proclament républicains, principalement ceux qui savent le moins déguiser qu'ils ne le sont pas : aucun ne laisse supposer qu'il se soit formé une conception praticable de la République. Les plus sincères ont pris une couleur, ils n'ont pu s'élever à un principe. Presque tous se proclament républicains parce que le suffrage universel semble l'être, ou se laisse persuader qu'il l'est, sans se soucier le moins du monde d'en connaître les conditions et surtout les devoirs. Que leur importe! Ils flattent ce maître qui fait le député.

Ils se réunissent par bandes; ils font des *pique-nique* où chacun apporte sa médaille effacée et la jette dans le sac commun, sans y regarder et sans qu'on y regarde. Ils se mettent ensemble, bleu, rouge et blanc, pour attraper où ils pourront les suffrages bleus, rouges et blancs, et former ainsi leur pâte où roulera l'omnibus. Et la pâte deviendra aussi dure et aussi stérile que les consciences qui l'ont formée. Beau et ferme piédestal de la République! Mais gare

la pluie! Un jour de pluie, et l'omnibus s'embourbera; l'idole s'enfoncera dans la boue.

Que dire, et n'est-ce pas pour désespérer? Dans ces fricassées, il y a aussi des catholiques. Des catholiques s'offrent à porter l'idole! Et ce sont les mêmes qui applaudissaient notre malheureux Montalembert, quand sa passion maladive le réduisait à déclamer contre « l'idole du Vatican? » Avec M. Quinet, avec M. Hugo et avec je ne sais quoi et je ne sais qui, ils veulent bien porter l'idole République, fabriquée de je ne sais quoi, par je ne sais qui. On est tenté de se demander comment Dieu même saurait s'y prendre pour faire quelque chose de ce peuple.

Mais l'Eglise demeure, elle prie, et Dieu garde la vie aux ossements de ceux qui ont voulu mourir pour la justice et pour la vérité. Cette chair est la proie de la mort. Elle périra, elle sera dissoute, et la vie renaîtra des ossements des fidèles et des martyrs, parce qu'ayant invoqué la justice divine, la vie est restée en eux.

CXXXVI

9 février.

CE QUI ARRIVE QUAND LES DOGMES FINISSENT.

Encore un mot sur le carnaval électoral de Paris. Il finira demain, Dieu soit loué! et l'on peut espérer que l'ignominie particulière dont il est empreint ne

se renouvellera pas de sitôt. Tel qu'il est néanmoins, et quelle qu'en soit la honte, il faut s'y arrêter. Multiplier les témoignages de ce funeste moment, c'est rendre service à l'avenir. La philosophie officielle nous disait, il y a quarante ans, *comment les dogmes finissent*, et elle se félicitait d'en précipiter la ruine.

C'est fait, autant que cela se peut faire de main mortelle contre l'immortel. Les dogmes ne sont pas finis, mais ils sont déplantés. Impérissable, le grand arbre est cependant couché par terre; il ne donne plus d'ombre, il ne porte plus de fruit, et l'inepte cognée frappe sans relâche pour perdre au moins son inépuisable séve. Il faut contempler ce qui risque de finir pour tout de bon au sein d'un peuple où le dogme est refusé sinon fini. Dès ce temps-là, sous Louis-Philippe, quand cette philosophie était en vogue et en puissance, nous disions : Ceux qui travaillent à nous montrer comment finissent les dogmes, pourront eux-mêmes apprendre comment finissent les sociétés.

La plupart vivent encore, qu'ils regardent. Qu'ils voient ce que ne donne plus le dogme qu'ils ont voulu abattre, qu'ils goûtent ce que produit celui qu'ils ont prétendu planter. Car ces antidogmatistes étaient encore plus dogmatisants. Ils ne voulaient détruire une loi que pour en établir une autre, dont ils se croyaient les prêtres et même les dieux. C'est encore leur incurable folie, également incurable dans les générations qu'ils ont formées. Ils ont assez mal connu le fond et la source de leur propre doctrine pour se persuader que l'homme qui a rejeté le dogme

chrétien peut en accepter un autre et se tenir à un juste milieu comme ils disaient, entre le culte de ses devoirs et le culte de ses penchants.

Ils ont donc vaincu dans la mesure humaine. Le vieux dogme générateur et conservateur est frappé de la stérilité où ils pouvaient le réduire ; le jeune dogme de progrès et de liberté a reçu la fécondité qu'ils pouvaient lui communiquer, et voici que leur Paris possède toute la liberté de langue qu'ils ont jamais pu rêver. L'immense cité ne renferme pas un citoyen (sauf les repris de justice, et encore !) qui ne se trouve en passe de devenir législateur et qui ne soit en droit de dire sa pensée. Que disent-ils, ces citoyens, en cette heure faite pour inspirer toute éloquence ? Ecoutons la parole et la pensée publiques.

La parole publique dénonce d'abord une chose : c'est qu'il n'y a point de pensée publique ; et ce grand tapage prouve en premier lieu que ce grand peuple ne pense pas.

Il n'a point de pensée, il n'a que des désirs, et tous ses désirs se réduisent à deux, partout les mêmes : le désir d'avoir un maître, et le désir de ne lui obéir pas. L'unique différence est sur le choix du maître : chacun voudrait être ce maître, ou du moins le choisir dans sa couleur et lui soumettre tout, excepté soi-même. Mais le désir de faire un maître est enveloppé de tant de voiles républicains, qu'il est évident que ce grand peuple se ment en masse, et que chacun en particulier redoute fort de se compromettre devant la chose réputée populaire, qui est la République.

Et il est évident aussi que cette chose uniquement populaire est précisément la chose dont personne ne veut, attendu que chacun ne la veut qu'à sa manière. Autre, elle fait peur et horreur à chacun. Une forme de république qui garantirait pour chacun la somme de liberté possible, qui n'opprimerait rien de juste, qui ne détruirait rien de bon, qui réaliserait dans la liberté la condition inévitable de l'ordre, laquelle est d'établir des rangs, cette république de tout le monde serait, à Paris, exécrée de tout le monde ; et la raison en est qu'elle ne laisserait pas Paris à la tête du monde. Paris veut régner. Il s'en trouve seul digne. Chacun dans Paris se dit : Je suis Paris, ou du moins je veux prendre Paris.

Il est certain que Paris, au dedans de l'enceinte, peut toujours être pris par quelques uhlans. Depuis un siècle, cela s'est fait maintes fois, et qui prend Paris prend la France. C'est aussi le secret de la perdre, l'expérience aussi l'a prouvé. Mais cette expérience-là est non avenue.

Cependant un besoin impérieux et quasi bestial de l'ordre matériel domine tout en ce moment. Paris privé d'huîtres, de foie gras et de cafés chantants, privé d'étrangers, de provinciaux et de législateurs, réduit aux « matinées littéraires » et au pain de paille, éclairé à l'huile de pétrole, gardé par les sergents bonasses de Kératry, ce n'est plus Paris. Il y faut un vrai préfet de police, ce qui implique un vrai maître. On peut vivre sans culte et sans Dieu, non pas sans préfet de police, donc, non pas sans maître. De là cette quantité de militaires que l'on voit sur toutes

les listes, même les plus rouges. Les gens d'armes sont gens d'ordre, prenons-en, il en faut! Pyat et Rochefort, ennemis de Dieu, ennemis l'un de l'autre et ennemis des rois, iraient s'embrasser devant l'autel de Notre-Dame, si c'était le moyen pour Pyat de régner sur Paris et sur Rochefort, et pour Rochefort de régner sur Paris et sur Pyat. Rochefort réciterait son sonnet à la Vierge qui obtint l'églantine de laiton aux Jeux floraux; Pyat réciterait toutes les prières qu'il sut jusqu'à l'âge de quinze ans, lorsqu'il était le petit saint de Vierzon.

Quant aux idées, il n'y en a point nulle part. Pas plus de nouveau chez M. Dufaure que chez M. Rochefort. M. Dufaure est plus nouvellement républicain, mais il n'a point d'idées nouvelles. Pas une miette de pensée à mettre sous la dent très-affamée de l'intelligence humaine! Les coryphées des principaux groupes sont ici maître Brid'oison, là M. La Palisse, là le rude vieux citoyen Lantimèche, républicain d'avant l'avant-veille. Et tous ces vénérables, vingt fois enterrés, vingt fois héritiers d'eux-mêmes, disent ce qu'ils ont toujours dit : Liberté! — Ordre et liberté! — Liberté, égalité, fraternité! — Et la mort!!

C'est le langage de leurs pères de 89, de 92, de 93, de leurs neveux de 1830, de leurs petits-fils de 1848. Ils sont sortis de la fosse en 1870 pour redire et refaire tout ce qu'ils ont tant redit et refait; ils n'en savent pas plus long, ils n'ont rien appris et rien oublié.

Rien, rien, rien! L'omnibus sur le macadam, le lieu commun roulant sans obstacle sur la platitude universelle!

Et combien de ces républicains terribles aspirent à réintégrer leurs bras maigres dans les souquenilles d'un sénat quelconque!

Quant aux corybantes isolés, ceux qui font cavalier seul, c'est parmi eux que l'on rencontre ordinairement les originalités ou du moins les excentricités. Cette fois, point d'originalité par là non plus. Tout ce qu'ils disent est solennel et sot comme en temps ordinaire. On peut le résumer par ce discours, que pas un n'a l'esprit de faire aussi bref : « Citoyens, nous « désirons tous ardemment que cela finisse et que « cela recommence : nommez-moi. Je crois modeste- « ment que j'en suis *susceptible.* » Quant aux titres, l'un est ouvrier bijoutier, l'autre est maître graveur, l'autre sergent-major, l'autre a cassé un réverbère; quantité d'autres sont « publicistes. » Il y a des fils de leur père, des neveux de leur oncle. Le citoyen Miot allègue la vigueur de sa santé dans l'âge mûr ; le citoyen Coquerel, ministre interlope du saint évangile, sa qualité de républicain. Que de gens propres à ne pas faire leur métier!

Il convient néanmoins de mettre à part le citoyen Coquerel. Son affiche rappelle celle du fameux Battur, de 1848 : *Nommons Battur!* Elle se borne à ces deux mots :

CANDIDAT RÉPUBLICAIN.

COQUEREL

Ce *Coquorico* ou ce *Coquerelico* chante sur tous les murs, retentit merveilleusement. O candidat Coque-

rel, républicain Coquerel ! vous me dénoncez dans les clubs, et moi je vous donne la palme de l'originalité. Il n'y a rien de plus drôle pour le moment à Paris. *Coquerelicooo !!!*

Cette orgie dans une maison mortuaire, cette fanfare de Gambetta qui retentit de l'autre côté du mur, cette voix obéie du chancelier prussien qui interprète souverainement la loi sacrée (1), et ces impudences et ces impertinences et ces outrecuidances qui baissent la tête, mais qui ne baissent pas de ton...

Que cela explique bien l'impiété de ce département du Midi, qui après le 2 décembre voulait voter à Napoléon *un balai d'or !* Et Napoléon fut à son tour la meilleure des républiques et à son tour la République balaya ce balai, et le tombereau a tout avalé, balai, balayeur et balayure !

Mais les dogmes ont fini, et le citoyen Coquerel fait entendre son coquorico, prélude éclatant d'un renouvellement de matière à balayer.

CXXXVII

7 février.

DEUX MORTS : MONSEIGNEUR DONEY ET LE P. HERMANN.

Nous recevons deux nouvelles très-douloureuses.

(1) Une dépêche impérieuse de M. de Bismark avait eu raison des prétentions de M. Gambetta qui voulait faire lui-même l'Assemblée.

Mgr Doney, évêque de Montauban, est mort dans sa ville épiscopale le 10 janvier. Malgré son grand âge et en dépit de la plus chétive santé, le zèle de l'obéissance l'avait amené au Concile. Il y resta quasi jusqu'à la fin, souffrant et patient, ne sortant que pour assister aux séances. Il revint, ou plutôt il fut emporté mourant.

Il était homme de grande science et de grand esprit, autant que de grande foi. On le consultait beaucoup, et il exerçait une autorité considérable. On sentira cette perte. Nous le pleurons comme un de nos patrons les plus autorisés et les plus fidèles. Son amitié était très-douce, sa critique très-redoutée et très-salutaire. Nous manquons de détails sur sa mort. Nous n'avons pas besoin de les posséder pour savoir qu'il est mort en évêque, ayant toute sa vie supporté les regards des hommes de manière à soutenir les regards de Dieu.

Le même mois, quelques jours après, est mort à Spandau notre cher et ancien ami, le très-digne père Marie-Augustin du Saint-Sacrement, Carme déchaussé. Il s'était converti du judaïsme, et sans s'arrêter, il était devenu prêtre et religieux. Le monde lui gardait le nom que son talent de musicien avait fait célèbre. On l'appelait le P. Hermann.

Il fut toujours bon et saint religieux, austère et doux dans la sévérité de sa règle qu'il garda parfaitement. Il allait pieds nus, quêtant, exhortant, prêchant, fondant des monastères, obéissant dans son ardeur, humble dans ses succès.

Il est mort à Spandau, où il s'était rendu pour organiser le service religieux des prisonniers français. Comme il se dépensait tout entier à tout ce qu'il faisait, l'œuvre allait très-bien, mais il en est mort. La lettre qui nous informe brièvement de cette fin apostolique nous dit qu'il a succombé à l'excès de ses fatigues. On n'a pu obtenir qu'il prît d'autre repos que ce repos de la mort, donné de Dieu à ses désirs fidèles.

Étant ce qu'il était devenu par la grâce de Dieu, c'est ainsi qu'Hermann devait mourir.

CXXXVIII

12 février.

UNE INSULTE PRUSSIENNE.

Depuis la conclusion de « l'armistice, » nous nous abstenons de commenter les actes de l'ennemi, tant militaires que civils, tant actuels que passés. Ils sont les cruels droits de la guerre; la France s'y est soumise en s'exposant à les exercer elle-même; ou les abus les plus cruels de la force, et il ne convient pas que la France se plaigne lorsqu'elle ne peut punir. Le roi dépouillé de la pourpre s'enveloppe de la majesté de son silence, il en écrase l'injure brutale du vainqueur. Un gémissement le déshonorerait plus que la perte d'une province et d'un monde. L'exemplaire de toute grandeur nous a laissé cette leçon : *Jesus*

autem tacebat. Le germe de cette magnificence est au plus profond de l'âme humaine. Le supplicié crie, le martyr se tait. Le criminel lui-même entoure d'une sorte d'auréole le châtiment qu'accepte silencieusement son courage. S'il en confesse la justice, il a déjà quelque chose de la beauté du martyre. Sur sa tête réprouvée commence à resplendir la promesse faite au larron pénitent : Tu entreras au royaume de Dieu.

Donc il nous sied de nous taire, non comme les martyrs, ce n'est point notre cas, et nous n'avons, hélas! présentement la gloire d'être les témoins d'aucune vérité; non encore comme les pénitents, nous ne nous élevons point si haut; non pas même comme ce vulgaire à part des rois et des grands hommes, qui tombent avec leur vertu et qui paraissent quelquefois plus majestueux couchés qu'ils n'étaient debout. Mais taisons-nous au moins comme le sauvage lié au poteau des tortures. Ses vainqueurs sont sûrs de le dépecer et de le dévorer, mais ils veulent davantage : il les a bravés, ils veulent l'avilir; leur malfaisant génie prolonge son supplice à dessein de lui arracher une plainte.

Refusons ce dernier tribut. Que ces savants d'Allemagne, aussi savants aux tortures qu'aux combats, se contentent d'emporter nos armes, nos trésors, notre gloire, les lambeaux de nos cœurs. Gardons notre fierté. Ne nous plaignons pas à l'ennemi, ne nous plaignons pas de l'ennemi. Ne plaidons pas devant l'Europe, comme ont fait ces pauvres hères, de qui la sagesse et la vaillance nous ont conduits

où nous gisons. Même de ceux-ci, il faudrait ne pas se plaindre. Puisqu'enfin ou nous devions savoir ce qu'ils étaient, ou nous les avons voulu prendre tels qu'ils étaient, la justice demande que nous les laissions pour ce qu'ils sont. Subissons-en les conséquences logiques et inexorables.

Mieux vaudrait pour nous abolir leurs noms que les clouer au pilori de l'histoire. Cléments envers nous-mêmes qui les avons portés, enfouissons-les dans le mépris silencieux. C'est leur place; que n'y pouvons-nous descendre! Si nous étions assez sages, nous ne nous plaindrions que de nous-mêmes, et en nous-mêmes. Nous interdirions par une loi tout écrit sur cette période contaminée. Dans nos annales, elle resterait vide. Nous en cacherions les traits à notre postérité, comme jadis on cachait au peuple le visage des parricides. Que l'ennemi lui-même en fasse l'histoire : la couche de honte sera moins épaisse, débarrassée des aveux, des récriminations et des apologies de tant de faquins.

Quant à l'ennemi, il est vainqueur, il fait ce qu'il veut. Il fait sa gloire et son butin comme il l'entend. Cela le regarde. S'il importe à la raison du genre humain et à la vengeance de la conscience humaine de savoir quelle guerre et quelle paix il a faite, et quel vainqueur il a été, l'on peut s'en rapporter à lui : sa fanfare le dira. Elle dira ce que fut la guerre savante dans le monde moderne, après cent ans d'hypocrisie philosophique, philanthropique et théophilanthropique. Elle peindra de nouvelles couleurs ce fléau païen que le Christianisme avait enchaîné et

dont le triomphe de la philosophie a rompu les chaînes : l'insolence du vainqueur !

Il est un trait récent de cette insolence que nous voulons pourtant signaler. Pour nous, il l'emporte sur toutes les déprédations, sur toutes les extorsions et cruautés qui sont les fruits ordinaires de la guerre ; il est plus en dehors des usages chrétiens.

C'est le décret de cet administrateur de la conquête qui, à propos de certains officiers et otages, évadés au mépris de leur parole, déclare que désormais on n'acceptera plus en Prusse la parole d'honneur d'aucun Français.

Assurément nous blâmons les particuliers, militaires ou civils, qui, ayant donné leur parole, ne la tiennent pas. De pareils oublis font rougir. Mais l'injure générale du préfet prussien n'en est pas moins sauvage. Ce victorieux nous contraint de dire qu'une nation comme la Prusse, qui a trouvé tant d'habiles espions dans tous ses rangs, les plus élevés comme les plus humbles, et qui interprète les « armistices » comme elle le fait en ce moment, n'a plus tout ce qu'il faut d'honneur pour infliger de telles leçons.

En ce moment, la Prusse ne combat plus. Elle pille et elle assassine. Elle pille par la fourberie ; elle assassine par la vexation. Elle s'amuse à faire couler le sang des cœurs. Sans aucune nécessité, par simple plaisir, elle prolonge les angoisses des familles en deuil ; elle intercepte des lettres d'exilés et de captifs qu'on lui livre ouvertes, comme elle l'a requis ; elle s'amuse à placer sa main sanglante entre le cœur

de la mère et le cœur de l'enfant; elle affame pour l'avenir des pauvres qui n'ont plus de pain; elle outrage misérablement des ennemis qui n'ont plus d'armes. Ce n'est plus combattre, c'est assassiner.

Si ce jeu excite dans l'Assemblée nationale des sentiments pareils aux nôtres, et si la majorité estime qu'enfin nous ne devons pas le souffrir, pour notre part nous y consentons. L'ennemi qui voudra fouiller dans le cœur de la France jusqu'à ce qu'enfin il y ait retrouvé l'héroïsme, trouvera sans doute ce qu'il cherche, et verra se lever autre chose que le gouvernement de Paris. Il y pourra perdre; nous ne pourrons que le remercier. On fait peser sur nous un poids d'ignominie qui passe toute ruine, et qui devient plus inacceptable que la mort.

Heureux qui de cette fange pourra gravir d'un dégré seulement l'échelle de l'expiation volontaire! Si la patrie doit ressusciter, heureux qui avancera d'un jour seulement sa résurrection! Si elle doit périr, heureux qui jettera dehors tout son sang et méritera de fermer les yeux avant d'avoir vu ce cadavre!

CXXXIX

14 février.

SOUVENIR DE BABYLONE.

Pour ceux qui regardent du mont Valérien et des autres hauteurs, Paris doit présenter un spectacle

amusant, quoique bouffon au-delà des règles et peu fait pour inspirer le doux sentiment de l'estime. Mais les spectateurs du mont Valérien sont des utilitaires. La besogne qu'ils se proposent d'exécuter dans le monde n'exige pas qu'ils estiment l'homme en général ni le peuple de Paris en particulier.

Que leur importe si Paris ne déploie pas ce que l'on peut appeler un caractère auguste? Ils en profitent. Paris leur donne une fête, et par-dessus le marché, on leur fera cadeau des violons! Que peuvent-ils désirer de mieux?

Ils diront toujours qu'ils ont attaqué et pris la plus grande forteresse du monde; ils s'applaudiront intérieurement de n'en avoir pris que le plus grand cloaque, qui lui-même, tandis qu'un reste de braves gens défendaient son rempart, s'appliquait à le miner en dedans et finalement l'a ouvert. L'opération se trouve ainsi coûter moins et rapporter davantage.

C'est, en outre, un très-bel encouragement pour des opérations subséquentes.

Paris, sans doute, a ses traits particuliers, qui ne sont pas partout les mêmes. Mais il révèle un caractère général de l'Europe, sur lequel Vienne, en ces derniers temps, refusant de se défendre, avait déjà jeté quelques lueurs.

Babylone était une ville de cinq cents stades de tour, défendue par l'Euphrate et par un rempart hérissé de formidables bastions. Elle avait une garnison de trois cent mille soldats exercés, des vivres pour vingt ans, de quoi s'amuser pendant le plus long siége. Elle était la ville du négoce, de la science,

des histrions, de l'orgueil le plus légitime. Son roi Balthazar, libre-penseur et bon vivant, valait à lui seul, pour outrager Dieu, tout ce que nous avons de Mottus, de Cadets, de jeunes Rocheforts, de vieux Hugos et de vieux Aragos. Il s'amusait fort du Persan qui l'attaquait. Il lui disait : Travaille, prends du temps! Et il buvait dans les vases saints des Hébreux en présence de toute sa cour, faisant voir qu'il ne craignait pas du tout les représailles du Dieu des Juifs, ni son tonnerre. Mais Dieu dit à Cyrus : Entre, tout est à toi ! Cyrus entra pendant que Balthazar était à souper.

Il y a eu d'autres Babylones et plus puissantes. Elles ont vu arriver d'autres Cyrus. Quand une Babylone s'enfle quelque part, un Cyrus germe dans quelque coin. Il arrive à son heure, qui est celle où Babylone achève de se parer et se glorifie d'être tout à fait forte. C'est le moment aussi où elle se moque tout à fait de Dieu.

M. Pelletan, dans un livre qui vague sur les parapets, a traité Paris de Babylone. On en connaît le titre, qui dit quelque chose. M. Pelletan se savait-il prophète? Et voici Cyrus. Il est survenu quand M. Pelletan était treizième de Balthazar. Il entre par une porte et M. Pelletan sort par l'autre, avant le dessert, totalement *débalthazarisé*.

Avec M. Pelletan, qui s'expédie lui-même à la recherche d'une candidature, Paris expédie hors murs ses canons ; mais ils n'iront pas aussi loin que M. Pelletan ! Paris est maintenant son propre Balthazar, moins bien nourri que l'ancien. Il a rendu ses canons,

il en a encloué d'autres, pour avoir un beefsteack, quelques légumes, un peu de fromage ; car le pain noir et le cheval ne lui *réussissaient* pas. Néanmoins il est toujours fier. En même temps qu'il livre ses canons, il tire de sa cervelle d'autres ressources pour remplacer cette vieille artillerie passée de mode. Voilà Hugo en qui ronflent les vers, Pyat en qui ronfle la prose, Quinet en qui ronflent les vers, la prose et le rien; voilà Blanqui, Delescluze et le jeune Simon dit Lockroy; voilà Rochefort et Garibaldi; en voilà quarante-trois.

Comme le Prussien doit avoir peur! Où trouver un poëte qui tienne tête à M. Hugo, un penseur qui égale M. Quinet, un lanternier comparable à M. Rochefort, un général qui fasse reculer Garibaldi?

Il est vrai que dans cette foule, où quelques hommes de mérite et de bon sens figurent, on ne sait pourquoi, — probablement pour rire, — Paris a glissé trois éminents artilleurs : deux amiraux et le lanternier. Mais les deux amiraux ont été privés de leurs canons, et le lanternier avait déjà évacué le sien.

Au lieu des forts, Rochefort ! et au lieu de pièces de marine, le canon-lanterne !

Ainsi le scrutin de Babylone fait face à Cyrus de la façon la plus drôle qu'on pût imaginer, mais la plus commode pour Cyrus.

Si l'empereur d'Allemagne et ses conseillers avaient encore besoin de savoir à quels signes on connaît qu'un peuple est mûr pour la servitude, c'est-à-dire pour la mort par la fange, ils doivent être à peu près fixés.

Il reste en Europe d'autres Babylones, il y aura d'autres Cyrus. Sera-ce lui? Il peut l'espérer, l'on peut en douter. L'histoire nous montre qu'une Babylone suffit à un Cyrus. Dieu casse promptement ces bâtons de colère. Le ver de Babel les pique, ils ne durent pas.

Jusqu'à l'accomplissement de leur mission, ils sont irrésistibles ; forts, non pas en eux-mêmes, mais par la main qui les emploie, et par le vice de ceux qu'ils viennent punir. Le valet de chiens, malgré son audace et malgré son fouet, tremblerait devant les aboiements de la meute, s'il ne savait quels cœurs recouvrent ces peaux hérissées.

C'est un ramas, non un peuple! Plus de Dieu, plus de lumière, plus d'aliment divin; ils fuient, le pied de l'ennemi les disperse. C'est fait, et le bélier inutile pourrit sur le mur qu'il y a broyé. Où est Babylone? mais où est Cyrus?

Ce qui reste de Babylone et de Cyrus, c'est le *Super flumina Babylonis*.

De contrée en contrée, de peuple en peuple, jusqu'à la fin du monde, retentira ce cantique de la vraie et invincible patrie. Lorsqu'il cessera sur la terre, ce sera pour se continuer dans les cieux. Alors auront disparu les Balthazar, les Babylones et les Cyrus; alors seront enfermées dans la nuit éternelle ces insolentes figures du vice, de l'orgueil et de la fraude engraissées pour le néant !

CXL

14 février.

VUE DE LA PROVINCE PENDANT LE SIÉGE.

A présent que nous commençons à recevoir des lettres de la province, nous commençons à connaître l'histoire des efforts héroïques de Gambetta, l'homme aux proclamations sonores. Nous analysons une lettre qui nous est écrite du Loiret, le 11 février.

Depuis trois mois, je suis le très-humble et très-obéissant sujet de S. M. l'empereur et roi. Je vis néanmoins. C'est tout ce que je pouvais espérer et tout ce qui me reste à craindre.

Notre département a été cruellement traité, votre village tout particulièrement. Il y a du sang de vos cousins sur la tombe de vos pères.

Si à Paris vous avez cru aux armées de la Loire, aux armées du Centre, aux armées de l'Est, tenez-vous pour bernés, et vous le méritez bien. Vous ne connaissez pas la vantardise et l'ineptie républicaines.

Il a été formé sans doute d'énormes entassements d'hommes, de chevaux, de canons; d'armée, point. Pour faire des *corps*, il faut des têtes, il en faut au moins une. Un moment, une tête a paru; immédiatement on l'a coupée. C'était une tête, donc elle pouvait n'être pas républicaine : — coupée!

La République ou la mort!... Encore s'ils di-

saient : ET la mort, cela commencerait à être plus honnête. Mais ce ne serait pas le vrai mot. Le vrai mot, c'est : La bourse ET la vie. Et la vie, car si l'on vous laissait la vie, vous auriez l'indélicatesse de vouloir reprendre la bourse.

Contre les Prussiens, il pourrait nous rester quelque chose. Contre les révolutionnaires, nous n'avons plus que leur propre bêtise. Il est vrai qu'elle est immense. Mais, hélas! combien cette immense bêtise est plus précieuse encore pour les Prussiens.

Ils vous disaient donc qu'on allait vous débloquer, vous ravitailler? Ils mentaient autant qu'ils le savent faire, autre immensité. Ils sont bêtes, mais pas assez pour avoir cru cela.

Quand je vous raconterai ce qui s'est passé sous mes yeux, vous aurez besoin de votre longue expérience de ma probité pour ne pas croire que je fais un tableau fantasque de leur charlatanisme et de leur stupidité. Vous pensiez en savoir long à cet égard. Vous ne saviez rien, et je ne savais rien. Non, mon ami, non, avant nos catastrophes, ni vous ni moi ni aucun homme de bon sens et de bon cœur n'a suffisamment haï et méprisé cette engeance! Ils sont méchants, ils sont vils, ils sont bêtes, et si la France ne se tire de leurs mains, elle y mourra promptement et misérablement.

Elle ne mourra pas sur un champ de bataille. On dit *le champ* de bataille, et c'est une juste et noble expression; car le sang qui coule dans les batailles est une semence. Il germe le pardon : *Sine sanguinis*

emissione non fit remissio. Le sang du soldat, — tant il est beau de mourir pour la patrie même terrestre, — reçoit quelque chose du glorieux privilége de fécondité donné au sang du martyr.

Mais la mort acceptée de ces mains crochues et velues, de ces langues d'avocats, de ces baves de reptiles, est une mort honteuse et inféconde. Elle vient des servilités de l'esprit et du cœur. Que veut-on qui naisse d'un soldat mort à l'hôpital pour s'être enivré d'absinthe? Dieu doit-il une récompense à ce sacrifice, le monde un hommage à ce trépas? La France en mourra, vous dis-je, et le monde sifflera son agonie.

Nous faisons les élections. Quelle risée! Je crois qu'elles ne seront pas républicaines et je ne crois pas néanmoins qu'elles soient bonnes. Gangrène, gangrène partout! Assauts de vanités la plupart imbéciles, mouvements précipités d'imbéciles terreurs, d'imbéciles espérances, d'orgueil plus imbécile. Pas un élan désintéressé vers le vrai; total oubli de Dieu. Les professions de foi font ce bruit de sable secoué par le vent que Dante entendit à la porte de l'enfer. *Lasciate ogni speranza!*

Qu'attendre d'un pays dont le fond d'opinion est un va-et-vient perpétuel entre Bonaparte et Gambetta?

Oh! qu'il est dur de voir la honte et de craindre la mort honteuse de la patrie! Dante n'ose aborder la peinture de ce supplice; Jérémie lui-même n'exprime pas assez cette douleur!

CXLI

15 février.

PARIS ET NAPOLÉON III.

Le scrutin de Paris et la proclamation de Napoléon III paraissent en même temps. Ils sont comparables, également empêtrés, également loquaces et vides. C'est bien, comme nous l'écrivions hier, ce bruit du sable aride qui tournoie sans fin, roulé par une trombe éternelle, devant le seuil du néant. Il s'en dégage tout juste la lumière que nous fournit le concert des crieurs de journaux : — Prenez mon ours! ou plutôt : Prenez mes ours! Car chacun a plusieurs ours, et chaque ours est multiple.

Mais que savent-ils faire vos ours? Et même, sont-ce des ours vivants? Nous les avons tâtés. Les uns sont empaillés, les autres pleins de vers qui se rongent entre eux. Cette vie n'est qu'une organisation de la mort. De là s'exhalent d'inénarrables et mortelles puanteurs.

Napoléon, à mi-voix : L'Empire, c'est la paix! Le bonhomme oublie sa déclaration de guerre et sa signature de Sedan. Le scrutin de la fière République parisienne dit à haute voix : La République, c'est la guerre! à mi-voix : N'en croyez rien! L'aimable fille oublie qu'elle s'est mollement portée aux combats; qu'ensuite elle a donné la signature de Versailles;

qu'ensuite elle a livré son canon pour déblayer la route de Bordeaux, où elle va d'une main menacer terriblement l'ennemi, de l'autre rapidement signer la paix.

Pêle-mêle, contradictions, paroles vaines et peu sincères (l'inimitable Proudhon disait *blagues,* et disait bien), dans la proclamation et dans le scrutin.

« Ordre et liberté ! » soupire l'Empereur. — Oui, Sire ! Pour l'ordre, en effet, vous avez bien balayé la rue, bien stylé vos chambellans, vos Chambres, votre magistrature. Tout cela était magnifique à voir, marchait bien, défilait bien, a bien filé, voilà de l'ordre ! Pour la liberté, certainement, Sire, vous avez beaucoup concédé au café chantant, à la caricature, à la presse, à la tribune même, et à tous les bastringues, et tant qu'à la fin Votre Majesté est entrée dans la danse :

Entrez dans la danse,
Voyez comme on danse,
Dansez! sautez!...

Vous êtes irréprochable, Sire, quant à l'ordre, et quant à la liberté.

« Liberté et progrès ! » hurle la République. Assurément, ma charmante ! Tu t'es donné autant de liberté que l'Empire, et tu as fait sur lui un grand progrès en tous sens. Tu as eu plus de favoris, et plus incapables, et plus impudents, et plus en insurrection contre la justice, et plus pillards ; tu as plus dépensé ; tu as été plus arrogante et plus impie ; tu t'es fait plus battre et plus souffleter ; tu t'es encore

plus moquée des pauvres honnêtes gens; tu laisses la France encore plus bas.

Tu as fait le progrès du prince Morny aux princes Arago, Eudes et Mégy; le progrès de mademoiselle Marguerite à MM. les Jules; le progrès de la plume-mensonge à la plume-poignard, et cent autres progrès du même éclat.

Mais avec tous vos mérites d'ordre et de liberté, Sire, et avec toutes tes merveilles de liberté et de progrès, ma belle, vous ne vous ferez jamais excuser, Sire, d'avoir amené la République; et tu ne te feras jamais pardonner, Mademoiselle, d'avoir montré que tu ne vaux pas même l'Empire.

Si la France a quelque chose à espérer, Sire et Madame, c'est que la miséricorde de Dieu la débarrasse immédiatement et à jamais de vous deux. Et puisse-t-elle déplorer toute sa vie de s'être laissé réduire par vous à flotter entre vous!

ALLEZ-VOUS-EN! ALLEZ-VOUS-EN! ALLEZ-VOUS-EN!!!

CXLII

17 février.

AU *Journal des Débats* : SI UN JOURNALISTE PEUT CITER LA SAINTE-ÉCRITURE.

Le *Journal des Débats* me fait quantité de reproches qui ne semblent pas dictés par l'amitié. Suivant l'usage, ils sont signés David, c'est-à-dire *personne*,

c'est-à-dire tout le monde. Au *Journal des Débats*, quand ils sont irrités, ils s'embusquent. David n'est que le nom de la fronde, les cailloux demeurent anonymes. Chacun est caillou à son tour, et chacun, pour être plus caillou, se dépolit. Cette fronde est fée. Elle ôte à celui qui l'emploie une certaine fierté qu'il pourrait avoir. Il triche sur les textes et manque à d'autres bienséances de la profession.

Je suis flatté de voir tomber sur moi tant de Davids. J'aime leur émulation. Malheureusement, je n'ai pas toujours le temps de répondre. Ce serait une distraction innocente. Un David dans la main droite, un David dans la main gauche, cinq ou six autres en l'air décrivant un arc régulier, je me composerais une auréole tournoyante de tous les œufs d'or que pond la fortune de M. Bertin. Ils monteraient, descendraient, se croiseraient. Je les ferais reluire, et je veillerais à n'en pas casser un seul, car ce sont pièces de prix.

M. Lemoyne est une fauvette aiguë qui s'oublie parfois à des mélancolies fort douces; l'ancienne queue rouge de M. Caraguel s'est allongée en queue de morue, très-décemment; M. le pasteur Pressensé, réformateur de la P. R., est le cric du relèvement moral. M. Louis Ratisbonne lui-même, versificateur inconsidéré, devient recommandable en prose. Lorsqu'il se glisse dans la fronde, il fait voir comment savent rugir les moineaux.

Néanmoins, je les trouve trop appliqués à ne pas citer correctement, et parfois aussi un peu précipités.

Le David d'avant-d'hier me reproche violemment de consulter l'Écriture sainte et d'y chercher des leçons politiques sur les choses du temps. J'espère que ce David-là n'est pas M. de Pressensé.

La vérité est que j'aime à lire la Bible et Dante. J'y trouve mille renseignements, mille lumières sur nos aventures présentes, que les journaux de Pyat, de Blanqui, de Havin, et même le brillant faisceau bertinesque ne me fournissent pas. Le style me plaît davantage. On est assez malheureux, on a bien le droit de lire aussi quelque chose qui n'assomme pas. Je n'interdis point au *Journal des Débats* de s'instruire en Puffendorf et Grotius, de méditer en Pressensé sur le relèvement moral, de se régaler et aiguiser en Voltaire; qu'il me laisse les prophètes et l'Évangile. De meilleurs et de plus forts que nous ont étudié là leur chemin en des temps politiques moins décourageants.

Est-il nécessaire d'apprendre au *Journal des Débats* que Bossuet a fait un livre intitulé : *Politique tirée des paroles de l'Ecriture sainte?* Ce livre n'est point ridicule. Fénelon également s'est appuyé sur cette base, et quantité d'autres. Je me contenterai de nommer encore de Bonald et Joseph de Maistre; ils me semblent plus « forts » que tout notre siècle de « publicistes » éminents, y compris M. Ratisbonne, M. Lockroy et les autres bourgeons du printemps qui s'avance.

Si l'on dit que Bossuet et moi, c'est autre chose, j'acquiesce. C'est autre chose aussi que M. Ratisbonne et Dante, autre chose que M. Lockroy et le roi Vol-

taire, autre chose que Luther et M. le pasteur Pressensé. Ce temps est rapetissé, même rabougri. Il n'y a dans le monde contemporain que Pie IX qui soit au niveau des anciennes statures. Le progrès révolutionnaire n'a amplifié que le poignard et le canon, et encore a-t-il encanaillé le poignard et enlaidi le canon.

Toujours est-il que tous les vrais génies de l'Europe, depuis Charlemagne jusqu'à Pie IX, ont cherché leur voie politique dans l'Ecriture sainte. Si Bossuet et Joseph de Maistre, pour nous borner à l'ordre des publicistes, venaient à reparaître, c'est là encore qu'ils s'alimenteraient. J'ajoute que, comme ils feraient des journaux, ils seraient assurément des polémistes durs. Dans la Bible, tant de bâtons noueux, tant de mèches de fouet n'ont pas été mis pour ne servir à rien. Ils sont faits pour certains dos qui les attendent.

Ce reproche sur l'emploi de l'Ecriture n'est qu'inconsidéré, mais le David d'avant-hier y enveloppe une pensée perfide. J'ai parlé de Babylone, des causes morales de sa ruine, de la façon dont elle fut livrée à Cyrus, par lui-même incapable de la prendre. Le *Journal des Débats* s'arrange pour en conclure que je me réjouis du triomphe de la Prusse, ce qui serait antipatriotique au premier chef. Chez Blanqui, l'on excelle à tirer de ces conclusions, mais l'art n'en est pas honnête.

Je plaide la cause des lois de Dieu transgressées par Babylone, et non la cause de Cyrus, lequel n'est qu'un instrument, et n'exerce qu'un ministère péril-

leux pour lui-même. Dieu dit souvent aux vainqueurs d'Israël qu'ils portent sa colère, et ce n'est pas une faveur qu'il leur fait. Pour ce qu'elle a pris de Babylone, Jérusalem est corrigée; Babylone périt.

M. de Pressensé pense là-dessus comme moi. Il s'empresse au « relèvement moral : » donc il trouve dans Paris du levain de Babylone (véritablement, il y en a!); le relèvement à faire suppose l'abaissement accompli. Il veut procurer le relèvement : donc il l'espère, il croit que les causes de l'abaissement pourront être détruites. Mais si M. de Pressensé échoue, si le relèvement ne s'opère pas, alors les causes du mal persistent, l'abaissement s'accroît; c'est la mort. Est-ce que David ne comprend pas Pressensé, ou lui destine-t-il secrètement l'épigramme qu'il dirige vers moi?

Je le prie de remarquer qu'en attribuant à Dieu la victoire de Cyrus, je fais à Babylone tout le compliment et tout l'honneur possibles, puisqu'enfin Babylone fut complétement vaincue. Croire que Cyrus n'avait pas besoin de Dieu pour vaincre, qu'il dut la victoire à sa prudence, à sa force, à son courage, à sa constance, nullement à l'assistance divine, c'est avouer que les vaincus n'avaient point de vertus égales, et que l'abaissement moral avait physiquement démuni les remparts. Tout sauvage que je suis, je n'insulterai jamais de la sorte aux pauvres Babyloniens. Dieu leur a fait encore l'honneur de les punir, Dieu lui-même, Dieu lui seul. Ainsi qu'il le dit expressément, il a pris Cyrus *par la main ;* et il dit

aussi que sa colère a versé aux vaincus le vin qui les a renversés.

Mon David termine par une imagination folâtre. Il s'avise de me dire que Rome aussi est Babylone, puisqu'elle a été prise comme Paris. Il se livre. A la violence du contre-sens, je reconnais le génie particulier du translateur de Dante, et je néglige de lui répondre sur ce point.

Je me contente d'observer que Rome n'est pas prise, que le Pape n'a point capitulé, ne capitulera pas. Son territoire a simplement subi une invasion de fange qui sera très-bien balayée. Le balayage est prochain, il fournira même une occasion de restaurer la ville. Tout restera intact : trône, monuments, trésor, institutions et mœurs; et le vainqueur actuel, remporté par cette boue refoulée, reviendra comme pénitent. Je doute, hélas! que ce soit le cas de Paris.

Jérusalem lavée se lave encore et se rebâtit; Babylone broyée à cause de ses souillures se souille encore et achève de se démolir. C'est une différence.

Je termine ici cet entretien familier avec la troupe jaseuse des Davids. J'aurais bien des petites choses encore à leur dire, mais je me suis assez reposé.

CXLIII

26 février.

ROME ET PARIS.

Il y a toujours une certaine concordance entre les destinées de Paris et les destinées de Rome. A toute mauvaise nouvelle qui vient des bords du Tibre, correspond quelque mauvaise nouvelle des bords de la Seine, et ceux qu'amuseraient les malheurs de Rome sont empêchés de se voir contents.

Une sorte de dérision perpétuelle insulte aux triomphes de la pensée moderne. Elle vient où elle voulait venir, et elle n'y est pas; elle saisit son idéal, et ce n'est plus cela; elle s'est promis de rire, et elle ne rit point. Garibaldi rentre rhumatisant et triste à Caprera; Rochefort a encore soif; l'aimable princesse Marguerite ne dort pas bien au Quirinal; Jules Favre soupire; Crémieux a perdu son prestige; le roi de Prusse, montant à cheval pour triompher dans Paris, porte en croupe un insolent lombago. Qui n'a son lombago? M. de Bismark lui-même, l'homme qui présentement traîne la plus grande queue de gloire humaine, sent quelque chose « qui ne va pas. » Il sent que ce n'est pas assez pour être heureux de faire le malheur d'autrui.

Nous voyons d'ici quantité de sages à qui M. de

Bismark arrache cruellement un beau sujet de rire. Comme ils eussent trouvé drôle et piquante cette mascarade piémontaise exécutée à Rome, le jeudi gras dernier ! La croix insultée en plein jour dans Rome beaucoup plus qu'à Belleville, quel triomphe ! Cela ne s'était point fait encore avec cette splendeur. Mais voilà qu'en même temps M. de Bismark rédige et publie le programme de sa marche triomphale dans Paris. Après un si charmant jeudi gras, quel premier vendredi de carême !...

A vrai dire, la marche *triomphale* (c'est le mot prussien) est déjà commencée. Elle a commencé aussitôt après la signature de l'armistice, par le défilé de nos canons qui se rendaient en Prusse, même le canon desservi par M. Rochefort. Seulement cette évasion s'opérait de nuit, à petit bruit, et les violons ranimés dans nos théâtres rouverts, d'accord avec le beau talent des électeurs parisiens, couvraient cette marche sourde. Mais M. de Bismark le veut : il faut subir son aspect, il faut subir sa fanfare.

La saveur de la mascarade piémontaise en est affaiblie.

Hélas ! pauvre France ! Et il faudra ensuite signer la paix ; et par-dessus le marché, il faudra écouter les bravaches qui, sans avoir payé de leur personne et sans se proposer aucunement d'exposer leur peau, déclameront contre la paix. Après quoi ils accepteront la paix.

A Rome, le roi vaincu a ouvert la fenêtre de sa prison. Par delà le Tibre, par delà les montagnes et par delà les mers, il a jeté dans le monde entier la

parole tranquille de sa conscience : Point de paix ! Et il n'y aura ni traité, ni paix acceptée, ni trêve consentie. Mais, durant la suite des siècles, la majesté du visage de ce vaincu jettera l'ignominie vengeresse sur ces masques et leur fera l'épouvantable privilége de ne point périr.

Quel temps ! quelles guerres ! quels vainqueurs ! et sauf ce grand immortel de Rome, quels vaincus ! Voilà ressuscitée toute la brutalité païenne et barbare ; voilà le vainqueur sans justice, sans lumière et sans miséricorde, se donnant le plaisir de dévorer et d'insulter la victime sans dignité !

Que laissent espérer au genre humain tombé sous le joug de la force, cette victoire sale et lâche du Subalpin, cette victoire sauvage et avare de l'Allemand et cette ignoble aptitude des peuples à devenir ou la bête dévorante ou la bête dévorée ?

Mais après tout, c'est la perpétuelle scène du monde ; elle n'est en ce moment que plus illuminée et plus retentissante de foudres. Les époques d'échéance ont ce caractère encore miséricordieux : les hommes y sont plus solennellement avertis de choisir, et suivant leur choix, ils sont suppliciés ou martyrs. Suppliciés par le châtiment de la défaite ou par le leurre de la victoire, martyrs par leur constance dans l'amour de la justice, et ceux-là seulement sont heureux. Ils recueillent le baume des larmes qui auront leur consolation ; parce qu'ils ont faim et soif de la justice, ils seront rassasiés.

Guillaume, Victor-Emmanuel, Pie IX ! Ces trois noms font connaître le vrai prix des choses de ce

monde et la conscience humaine sait ce qu'elle doit honorer et ce qui vivra.

CXLIV

28 février.

M. FAVRE ANNONCE LA PAIX.

M. Jules Favre, ministre de M. Thiers, est aussi maladroit dans son langage que M. Jules Favre, ministre de lui-même. En annonçant la suspension des hostilités, il se donne un air de déposer la foudre. Cela lui va bien! Ces cuistres du 4 septembre ne sont pas nés seulement pour nous ruiner et nous assassiner, mais encore pour nous rendre ridicules. Nous le serons par eux, jusque dans les affres de la mort et jusqu'à la dernière scène de l'enterrement. Quand donc disparaîtront-ils?

Pour les conditions de la paix, elles sont encore cachées. La redoutable notification aura lieu tout à l'heure. Nous sommes convaincus que le cœur de la France se trouvera plus ferme que la voix de l'huissier. Depuis la capitulation de Paris, le plus fort est fait. Ce n'est pas le taux de l'amende qui constitue l'humiliation. L'humiliation a été de déposer les armes; vider l'escarcelle comptera moins.

Si notre sentiment ne nous trompe pas, la France aimerait mieux ajouter quelques millions que d'en

obtenir le rabais par de trop longues prières. Ce qu'elle ne peut exiger, il ne lui sied pas de l'implorer. Puisque les Allemands ont eu l'honneur de nous battre, il est juste qu'ils se régalent. Ils nous disent narquoisement, — car ils ont pour le moment plus d'esprit que nous, — que c'est pour notre bien qu'ils nous ruinent. Cela se pourrait, et nous l'espérons un peu. En attendant, payons-leur les leçons de politique, d'organisation et de guerre qu'ils nous ont données. Si nous en profitons, le prix ne saurait être exagéré. Que leurs princes et généraux emportent un bon pourboire ! Dans les chansons grecques, le guerrier couché sur le champ de bataille s'adresse au vautour qui lui déchire la poitrine : « Mange, oiseau; c'est la chair d'un brave. Ton bec croîtra d'un empan. »

Puisse l'Assemblée nationale interdire le marchandage auquel se prépare l'essaim des mouches de club et de palais qui ont si vaillamment sonné la charge et conduit le combat! On sent poindre une sueur d'agonie à la seule pensée des *Marseillaises* que vont entonner ces voix de Belleville et de Pantin. Pendant qu'elles chanteront, il arrivera quelque oukase de Prusse qui ordonnera qu'elles se taisent, et il faudra se taire.

Epargnons-nous cette intimation dernière. Puisque les hommes aux mains de qui nous sommes tombés n'ont su employer notre sang qu'à noyer nos poudres, puisque c'est fait, pourquoi jeter de mensongères forfanteries sur un désastre déjà suffisamment honteux?

A l'heure qu'il est, nous ne combattons plus contre l'épée. Nous n'avons plus d'épée, et l'ennemi nous use par l'angoisse et par la raillerie. N'attendons pas qu'il nous montre le fouet. Jetons-lui ce qu'il sait trop que nous ne pouvons défendre. Que les chiens aient la curée, que les vautours se gorgent de leur proie; qu'ils s'en aillent pleins et ivres. Ils en ont trop fait déjà pour que la vengeance ne soit pas certaine; mais la même raison qui la rend inévitable la rend impossible aujourd'hui.

Il faut attendre. Il faut mériter que Dieu nous refasse une tête et des bras, et surtout un cœur digne de relever avec nous tant de justes causes qui vont être meurtries.

Aujourd'hui, nous ne pourrions qu'essayer de donner une revanche à M. Gambetta.

Après tout, il y a deux Frances, et l'une d'elles porte la ressemblance de M. Gambetta. C'est celle-là surtout qui est battue. L'honneur permet de souffrir qu'elle n'en revienne pas; c'est assez pour l'autre de payer l'amende, sans se vouer à périr en l'honneur de cette borgnesse.

CXLV

Bordeaux, 1er mars.

LES PRUSSIENS DANS PARIS.

Donc, à l'heure qu'il est, les Prussiens sont dans

Paris. Ils passent sous l'Arc de Triomphe, ils descendent l'avenue des Champs-Élysées, ils traversent la place de la Révolution, où ils rencontrent les statues de Strasbourg et de Metz; ils passent sous l'ombre de l'obélisque, — cet obélisque qui a vu Moïse! Ils longent le jardin des Tuileries; les voici devant la Colonne, les voici devant l'Hôtel de Ville, les voici partout. Rien ne bouge. Suivant la barbarie du rite antique, le vainqueur a voulu fouler au pied le vaincu. Le vaincu n'est pas mort, mais il a l'immobilité de la mort. Que ce pied est lourd, et comment se fait-il que la terre ne tremble point? Quoi! l'Arc de Triomphe n'a pas croulé sur l'ennemi! Quoi! Napoléon ne s'est point précipité de sa spirale de victoires! Quoi! le vieil Arago n'était pas mourant sur le seuil de l'Hôtel de Ville! Quoi! Rochefort et Gambetta et Floquet et Razoua... Rien!

Pas plus de Razoua que de Trochu; pas plus de Napoléon que d'autre chose! Et si quelque aumônier prussien, protestant ou catholique, veut entrer dans l'ambulance du directeur des postes Rampont ou dans celle du pharmacien Cadet, interdites aux prêtres, ni le directeur Rampont, ni le pharmacien Cadet ne feront de difficultés. Arrière le Dieu catholique : mais le Dieu prussien passe partout.

Et nunc erudimini, nations de ce siècle savant! et sachez qu'un peuple nourri de philosophie n'a pas de ville sainte. Paris est violé et n'en veut pas mourir; et, comme Paris lui-même, le reste de la France en prend son parti. Ici, à Bordeaux, pendant que Paris a le pied du Prussien sur le ventre (on n'ose-

rait dire le cœur), les théâtres et les cafés chantants vont leur train. Non, nous ne sommes pas seulement vaincus, nous sommes *défaits*, disjoints, épars.

Il y a quelque chose de moins dans l'organisme français. Nous ne mourons pas du sang sorti de nos veines, mais de celui que le poison philosophique y est venu décomposer. Un foyer s'est éteint et cesse de dévorer les principes de mort. Nous mourons plutôt suicides qu'assassinés.

Cependant une espérance demeure; il reste des âmes qui ne consentiront pas à mourir. Elles connaissent le principe de vie; elles y ramèneront cette nation malheureuse. Il faudra bien qu'enfin la France comprenne sa propre histoire, voie enfin le seul signe de sa splendeur passée que tant de tremblements de terre ont laissé debout.

Le passage des Prussiens dans Paris nous découronne de toute gloire humaine. Force matérielle et intellectuelle, gloire d'esprit, gloire de la pensée, gloire historique, tout cela n'est plus qu'un souvenir du passé affligé de honte. Quelle chose purement humaine porte un nom qui par lui-même nous promette un avenir? Il n'y a pas plus d'avenir sur la colonne de Juillet que sur la colonne impériale, et le Versailles de Louis XIV a subi le même affront que le Paris de Napoléon III et d'Arago. La croix seule reste; c'est elle seule que les outrages de notre histoire n'ont point abaissée et n'ont point rendue stérile. Nous avons vu rouler dans la défaite tout ce qui s'est détaché de la croix.

La croix, qui est le grand passé, est aussi le grand

avenir. Elle est l'honneur, elle est le bon sens, elle est l'ordre, la discipline; elle est l'amour et l'intelligence du sacrifice; elle est tout ce qui nous a manqué et tout ce qui nous manquera le plus et de plus en plus au monde.

La croix est encore avec nous. Si nous la voulons garder, soyons tranquilles : la Prusse ne nous l'emportera pas, et la France au tombeau n'est cependant qu'endormie.

Marthe, s'adressant au Maître, lui dit : Seigneur, si vous aviez été là, mon frère ne serait pas mort. Jésus répondit : Tu verras la puissance de Dieu : ton frère vivra.

Que ceux qui veulent espérer avec nous relisent cet Évangile de la vie; qu'ils s'étudient à comprendre le commandement qui leur est fait d'*ôter la pierre*. Ils entendront bientôt la voix qui fait obéir même la mort et l'oblige d'abandonner sa proie déjà entamée.

CXLVI

Même date.

A PROPOS DES CONDITIONS DE LA PAIX.

Depuis que nous avons écrit les lignes qui précèdent, les conditions de la paix ont été révélées. On les prévoyait dures et cruelles. Elles le sont !

A quoi bon se plaindre? Puisqu'on a osé les pro-

poser à Versailles, et puisqu'on a osé les apporter de Versailles à Bordeaux, il faut que le refus paraisse impossible; et pour que le refus paraisse impossible, il faut qu'il le soit. Dès lors, un adoucissement ne serait qu'une grâce pire que le fardeau.

Soldons les comptes réunis de l'Empire et de la République, ces deux fruits de 89.

Dans l'Écriture sainte, le roi Adonizebec, vainqueur de soixante-dix rois, à qui il avait fait couper les extrémités des mains et des pieds, vaincu à son tour, est soumis au même sort. Se rappelant le temps de sa gloire, il dit : *Sicut feci, ita reddidit mihi Deus ;* comme j'ai traïté les autres, ainsi Dieu me traite.

Honorons-nous au moins par la sincérité de ce barbare, et ne demandons d'adoucissement qu'à Dieu.

Si nous sommes trop abêtis présentement pour nous reconnaître vaincus de Dieu et pour lui demander miséricorde, alors tâchons au moins d'imiter la fierté du sauvage attaché au poteau des tortures.

Pour notre part, c'est notre avis qu'il faut se tourner vers Dieu. Sans nous ôter le fardeau, qui est à la fois le poids de sa justice et le crime des mains qui nous l'imposent, la miséricorde divine nous donnera un esprit de force, de lumière et de repentance qui nous le fera porter noblement et fructueusement.

Nous paierons notre dette et nous attendrons l'avenir. Avec l'aide de Dieu, on peut rendre glorieuse la cicatrice même d'un soufflet.

Redevenons la France catholique : ce *compelle intrare* qui nous ramène dans la voie de notre vocation

abandonnée et méconnue, nous fera monter rapidement, car la vraie voie de la France est en haut.

A présent, la Prusse et l'Allemagne vont compter ensemble, et bientôt avec le monde. Sous le joug de la Prusse se multiplieront partout et jusque dans l'Allemagne les âmes et les nations qui auront besoin de la France catholique.

Voilà notre avenir, si nous le voulons.

CXLVII

Bordeaux, 2 mars.

C'est fait, nous voilà sortis des horreurs de la guerre... Nous entrons dans les horreurs de la paix.

Nous y entrons et nous y demeurerons jusqu'à ce que nous sachions sortir de la Révolution. Mais pour savoir sortir de la Révolution, il faut d'abord le vouloir, et il n'est pas certain que nous en soyons même là. Jusque-là cependant en vain nous dirons paix, en vain nous achèterons la paix, il n'y aura point de paix.

La vraie paix ne s'achète point à prix d'argent. Avec de l'argent on n'achète qu'une trêve douloureuse et douteuse. La vraie paix se conquiert. Pour conquérir la paix, il faut l'ordre, il faut la hauteur, il faut la droiture, la persévérance des volontés du cœur.

Que la justice et la paix s'embrassent, que l'une et l'autre s'affermissent dans ce baiser.

Donnons-nous une loi de miséricorde, mais aussi une loi de justice. Il y a des hommes de mal que l'on peut excuser, mais qu'il faut écarter. Ils sont ennemis de l'ordre. Soit que leur ignorance se fasse un droit des ténèbres morales dans lesquelles ils sont nés et vivent, soit qu'ils méconnaissent volontairement et criminellement les conditions de la paix sociale, aucun accommodement n'est possible avec eux. Désarmons-les et écartons-les, afin qu'ils ne nous contraignent pas davantage à ces détestables combats qui ne peuvent finir que par d'effroyables proscriptions.

Il ne faut pas continuer de décliner par l'emploi de la force; il faut remonter au respect des lois.

Sur l'immense abîme comblé par l'amnistie, élevons le trône sévère de la justice.

Qu'ils soient absous, mais qu'ils ne puissent reparaître que repentants. S'ils refusent cette condition, qu'ils s'attendent à rencontrer des lois inflexibles et inexorables comme leur orgueil.

S'il n'en est pas ainsi, la France aura enfin touché les portes honteuses de la mort. Elle devra les franchir, et ce sera bientôt.

La miséricorde divine ne s'obstine pas à jamais contre l'obstination insensée et coupable qui refuse la vie.

CXLVIII

Même date.

LE BILAN.

Cinq milliards à payer aux Allemands,
Quatre milliards environ de frais de guerre,
Une dette antérieure de quatorze milliards,
Le territoire honteusement amoindri,
La gloire passée détruite,
Le désordre et la sédition partout,
Le bon sens public plus amoindri que le territoire,
La conscience générale plus dévastée que le sol, plus ruinée que le trésor, plus souillée que l'histoire ;

Pour contrepoids :

L'alliance politique, civile et religieuse de Garibaldi ;

Voilà le bilan des « immortels » principes de 89, dans la 82e année de leur règne.

S'ils vont de ce train, qu'espérez-vous de l'immortalité de la France?

Et sous quels maîtres et en quelles langues les Français célébreront-ils le premier centenaire de leur « régénération ? »

CXLIX

Bordeaux, 3 mars.

UN MOT SUR L'ALGÉRIE.

L'Algérie est en péril. L'insurrection que les dernières nouvelles disaient éteinte, les nouvelles plus *dernières* et plus vraies la disent générale.

Cette insurrection est le présent particulier de M. Crémieux. Il l'a déterminée par deux petits décrets qu'il a rendus en se jouant à désorganiser la paix pendant que M. Gambetta organisait la victoire. Ces deux décrets, dont l'un bouleverse les conditions de la propriété et dont l'autre donne aux juifs le droit électoral, ont inquiété les Arabes sur leurs propres droits. Ils ont pris les armes.

Depuis longtemps l'Algérie civile appartenait en très-grande majorité aux idées du parti révolutionnaire, lequel s'y montrait violent, irréligieux et désorganisateur comme partout. De son côté, le gouvernement l'avait garnie de fonctionnaires et de petits employés qu'il n'aurait pu décemment fourrer ailleurs, quoique sous ce rapport il ne se gênât nullement.

Le principe gouvernemental de l'Algérie était de n'y point permettre l'acclimatation de la religion catholique. Là-dessus l'administration impériale et

l'opposition républicaine travaillaient d'accord et avec émulation.

On se souvient des difficultés véritablement imbéciles que le gouvernement, en dernier lieu, opposa au zèle intelligent et charitable de l'archevêque.

L'utile Crémieux est venu à point pour ajouter par décret ce qui manquait au mal, et pour détruire par décret une des rares mesures dont on pouvait attendre du bien.

Ce n'est pas que M. Crémieux soit méchant. Mais le pauvre homme est vieux, avocat, révolutionnaire, libre-penseur et juif; et tout cela était si bon pour faire un douzième ou un treizième de dictateur!

Dans le gouvernement de la défense nationale, M. Crémieux était de ceux dont la présence rassurait les honnêtes gens modérés, les gens d'ordre et de bon sens, comme ils se nomment.

Envoyé à Tours, il a donc, pour s'occuper, expédié en Algérie ses deux petits décrets réclamés par les révolutionnaires et par les juifs, lesquels sentaient également le besoin de tondre les Arabes, et il a ainsi mis le feu aux poudres dans le moment le plus opportun.

Quant à ses amis les patriotes de l'Algérie, ils font des avances à l'Angleterre. A leur avis, l'Angleterre s'entend à coloniser beaucoup mieux que la France; et leurs propriétés, arrosées de tant de sang français acquerraient une grande valeur, une fois couvertes du pavillon britannique.

CL

Bordeaux, 5 mars.

UN DOCUMENT DU CATHOLICISME LIBÉRAL.

Nous avons récemment publié un travail sur la possibilité d'établir en France la démocratie ordonnée et pondérée ou, si l'on veut, la monarchie démocratique, qui seule aujourd'hui et de longtemps peut nous donner la *République de tout le monde.*

Dans ce travail, le point qui regarde l'Église, à notre avis le plus important, est ainsi formulé :

« L'Église est pleinement libre et investie de toutes les latitudes du droit commun. Elle a le droit de posséder, d'acquérir, d'hériter; elle a l'usage de son droit particulier, de ses tribunaux intérieurs. Elle jouit de la liberté d'association, de la liberté de la charité, de la liberté d'enseignement à tous les degrés. Elle a le droit de fonder des universités canoniques, une au moins par province. L'État ne se mêle en rien du gouvernement propre à l'Église.

« Les propriétés de l'Église sont soumises aux charges communes, et elle devra, dans un temps donné et moyennant les dispositions transitoires nécessaires, subvenir aux dépenses du culte.

« En raison du service public et gratuit qu'ils font comme hospitaliers, instituteurs et chargés du culte, et pour honorer la religion, les hommes engagés dans les ordres sacrés et liés par les vœux sont dispensés du service militaire. Ils en reprennent l'obligation lorsqu'ils rentrent dans la vie laïque, et sont alors privés de la plénitude du droit électoral, comme célibataires.

« La France étant un pays chrétien, la Constitution exige l'observation générale du dimanche, non pas tant à cause de

l'utilité sociale si reconnue de cette institution, que pour rendre hommage à Dieu qui nous l'a imposée. »

Notre « projet de Constitution » dans son ensemble a été diversement, mais en général assez favorablement jugé. Il n'a pas réussi auprès des catholiques libéraux. Leur journal, le *Français*, sans marquer s'il le trouvait trop libéral ou pas assez, en a parlé comme d'une simple extravagance, disant que probablement l'*Univers* avait voulu « égayer la situation. » Le *Journal des Débats* ne lui a pas été plus gracieux : aux beaux mépris du libéral et catholique *Français*, il a ajouté que l'*Univers* demandait la séparation de l'Église et de l'État, et que sans doute il avait pris son mot d'ordre à Rome!

Dans la presse, il ne faut pas s'attendre à rencontrer toujours des adversaires qui lisent bien ce qu'ils réfutent et qui réfléchissent bien à ce qu'ils disent eux-mêmes. Cependant ils surprennent parfois le jugement des esprits les plus distingués. Un célèbre prélat, qui a su se garer de l'opinion du *Français*, semble avoir accepté l'erreur plus étrange du *Journal des Débats*.

Mgr Dupanloup, représentant du peuple pour le département du Loiret, consultant un certain nombre d'évêques sur la question de la séparation de l'Église et de l'État, allègue précisément ce fait invraisemblable d'une consultation que nous aurions nous-même demandée et reçue à travers les lignes prussiennes. — M. Louis Veuillot, dit-il dans une lettre dont on nous communique l'analyse fidèle, n'a pu proposer cette séparation sans s'être d'abord as-

suré qu'il ne serait pas désapprouvé à Rome. — Et c'est pourquoi l'illustre représentant du Loiret sollicite l'avis des évêques, afin de se guider dans les difficultés où il va se trouver lui-même engagé.

Nous n'avons pas à rechercher dans quel but Mgr Dupanloup se prépare ainsi à soutenir ou à combattre nos humbles vues sur les rapports de l'Église et de l'État, et nous fait l'honneur d'y mêler Rome, si libérale et si insoucieuse envers les opinions des simples particuliers. Le texte ci-dessus reproduit, prouve suffisamment que nous nous sommes borné à suivre notre vieille doctrine très-orthodoxe sur la *liberté* de l'Église. Nous ne proposons nullement la *séparation* de l'Église et de l'État.

La séparation est contraire à la liberté de l'Église. Elle a ce défaut avec beaucoup d'autres. Nous l'avons toujours combattue et nous ne cesserons pas de la combattre, quoique persuadé que son triomphe ne nuira pas à l'Eglise. Mais il pourra nuire beaucoup à la société.

C'est justement ce qui nous éloigne du petit et sonore parti des catholiques libéraux, dont Mgr Dupanloup fut le principal instituteur. Ils professent la fameuse maxime : *l'Église libre dans l'État libre*, adopté par Cavour. C'est la maxime même de la séparation, et nous n'ignorons pas qu'elle n'est point approuvée à Rome, puisqu'en effet, la première liberté religieuse de l'État libre est la liberté d'opprimer la religion ; ce qu'on ne peut tirer du projet de constitution de l'*Univers*.

Et, à ce propos, nous publions ici un petit document qui ne manque pas d'intérêt. Par une coïncidence singulière, il nous est communiqué dans le même moment que des informations venues d'un autre point de la France nous avertissent des consultations demandées par Mgr Dupanloup.

C'est le texte d'une inscription gravée sur marbre dans la chapelle du château de la Roche-en-Breuil, appartenant à feu M. de Montalembert :

In hoc sacello Felix Aurelianensis episcopus panem verbi tribuit et panem vitæ christianor. amicor. pusillo gregi qui pro Ecclesia libera in libera patria commilitare jamdudum soliti annos vitæ reliquos itidem Deo et libertati devovendi pactum instaurâre

Die octob. XIII A. D. M. DCCC. LXII.

Aderant Alfredus comes de FALLOUX, *Theophilus* FOISSET, *Augustinus* COCHIN, *Carolus comes de* MONTALEMBERT, *absens quidem corpore præsens autem spiritu Albertus princeps de* BROGLIE.

Profitant de l'occasion, nous envoyons à Rome ce latin plus libéral que lapidaire. Il y soutiendra la renommée plaisante de l'épigraphie gauloise, mais en même temps il montrera ce qu'il y avait de naïveté dans l'âme de Montalembert, toujours enthousiaste et toujours disciple.

CLI

8 mars.

PRODROMES DE LA TERREUR.

Bordeaux, 6 mars.

Paris est-il en partie au pouvoir de l'émeute ? Le *Journal officiel* de Paris le fait craindre, les gens bien informés de Bordeaux l'affirment, le *Moniteur universel* dit non, le *Bulletin officiel* inclus dans ce moniteur ne dit rien. Or, c'est le *Bulletin officiel* qui est le vrai lieu de la vraie vérité.

Et voilà comme l'on voit clair sous le gouvernement de la lumière!

Il est d'ailleurs trop certain que Paris n'est pas en paix. Vingt ou trente voyous amoncelés dans un coin, suivant une ancienne comparaison de M. Hugo, comme des mouches dans l'angle sali d'un mur, sont à peu près libres d'assassiner le passant qui leur déplaît. Ils noient un sergent de ville, ils fouettent une femme, ils démolissent une maison. Tel est leur bon plaisir, ils se le passent. La foule ou en prend sa part, ou en prend son parti. Contredire ne serait point prudent.

En réalité, pour le moment, c'est la dernière canaille qui règne sur la capitale de la civilisation.

Trois fléaux suffisent à peindre les temps horribles : la guerre, la famine et la peste. Il y en a un

quatrième qui, à lui seul, les vaut tous les trois et qui est plus injurieux pour ceux qui le subissent; car il témoigne de la bassesse des âmes descendues au dernier degré de l'avilissement : c'est la terreur. Elle livre une ville, un peuple entier au caprice d'un petit nombre d'ignobles gredins, eux-mêmes lâches.

Avec cent cinquante ou deux cents sicaires, Carrier tenait la ville de Nantes. Il insultait, il volait, il égorgeait, il outrageait les femmes. On ne bougeait pas. On le laissait faire. Lebon n'avait pas tant à Arras. Robespierre, proportion gardée, n'avait pas davantage à Paris.

La Reine fut promenée à travers les rues, meurtrie d'insultes infâmes; et il ne se trouva pas un homme, pas un! pour se faire du moins écraser sous les roues de la charrette et protester qu'il restait encore un cœur français. Non, il n'y en eut pas un! Déshonneur immortel d'un peuple, d'une époque et d'une civilisation.

Tel est l'immonde phénomène de la terreur. Quelques années plus tard, quand Dieu permit que la France revînt un peu à elle-même, quelques jeunes gens armés de bâtons firent rentrer dans les égouts les brigands qui avaient égorgé leurs pères. Le bâton dispersa ces coupe-têtes et ces coupe-bourses.

Or, la terreur plane aujourd'hui sur Paris et sur la France, et ceux qui n'osent pas l'avouer en sont déjà atteints. Ils courent à Paris, les uns se précipitant, les autres entraînés, sans le vouloir, sans savoir ce qu'ils feront, tremblants, fascinés comme l'oiseau par le reptile.

Un acte de foi, un acte de volonté pourraient rompre le charme. Ils le savent et ils ne le feront pas. Quand on n'a point de foi, la raison se démontre en vain l'évidence : la volonté est anéantie, la terreur l'emporte et dissout jusqu'à l'instinct naturel du salut.

Pauvre M. Thiers, qui pensiez en avoir fini en transigeant avec le Prussien pour cinq milliards et deux provinces! Vous avez maintenant en présence un ennemi qui veut tout et qui ne transigera pas.

Ce n'est pas tout d'avoir écrit l'histoire de la Révolution, il faut connaître la Révolution.

CLII

Bordeaux, 7 mars.

M. KELLER.

Les précipitations et les préoccupations de ces terribles jours font oublier les choses qu'on a le plus à cœur. Nous nous apercevons tard, avec un vif regret, que, dans le compte-rendu de la séance du 1er mars, l'*Univers* n'a parlé du discours de M. Keller que pour en faire la critique, courant ensuite à M. Hugo, pour exprimer l'indignation que méritait ce plat et enflé discoureur. Ainsi dans le combat on voit, avec une sorte d'indifférence, tomber le frère, et l'on se précipite vers l'ennemi. Nous demandons pardon de

ce mouvement naturel. Mieux eût valu laisser là M. Hugo et rendre à M. Keller l'hommage qu'exigeaient de nous son talent, son dévouement et son immense malheur.

Il a dû prononcer cette parole, douloureuse et cruelle entre toutes : Nous ne sommes plus Français! Qui peut dire ce qu'un pareil mot renferme de douleurs! M. Keller est certainement l'une des personnifications les plus complètes de l'Alsace française, c'est-à-dire catholique. Cette terre si belle et si chère était pour lui la patrie dans la patrie, le cœur même de la patrie. Elle est le tombeau de ses pères, le berceau de ses enfants, sa mère, son foyer, ce qu'il a de plus cher après l'Église : et cette mère bien-aimée l'avait élu entre tous ses autres fils pour défendre sa foi. Il la perd, il la voit tomber sous le pied de l'étranger et sous la main de l'hérétique. Pour nous, la patrie n'est que blessée; pour lui, elle est morte. — Je ne suis plus Français! Ou je devrai abandonner mon foyer qui ne m'est plus qu'une prison, ou je devrai abandonner la France, et je n'ai le choix qu'entre deux exils!

C'est avec cette angoisse qu'il a franchi le seuil de l'Assemblée; angoisse d'autant plus déchirante pour lui, parce qu'il a dû penser que ce coup, brisant encore sa carrière politique, lui ôtait l'arme de sa parole, avec laquelle il voulait d'un cœur si généreux défendre sa patrie spirituelle, sa mère la sainte Église.

Mais qu'au moins il perde ce souci et se fie davantage à la vigueur de son âme et de sa foi. Exilé de

Français en Alsace, ou exilé d'Alsace en France, il ne sera pas exilé de l'Église, et il la défendra toujours, et toujours avec éclat. Aucune tyrannie et aucune ingratitude ne lui peuvent enlever cet honneur; il saura le conquérir partout. En Alsace comme en France, le seul vrai patriotisme sera catholique, sera persécuté et sera plus fort que la persécution. Si notre Alsace compte un assez grand nombre d'enfants pareils à M. Keller, jamais elle ne sera prussienne, et si notre France mutilée conserve ou retrouve assez de citoyens qui lui ressemblent, elle ne sera conquise ni par les armes ni par la Révolution. En Alsace ou en France, il soutiendra cette lutte du devoir et de l'honneur, il se fera, pour sa part, la seule victoire qu'il importe enfin de gagner ici-bas.

Nous prions M. Keller d'agréer cette expression de notre profonde et durable sympathie. Soldats d'un drapeau qui flotte bien au-dessus de toutes les frontières, compagnons dans une guerre qui ne finira pas, nous avons pu laisser paraître des dissentiments inévitables entre les hommes, et d'ailleurs légers. Nous ne devons pas laisser croire que ces dissentiments ont prévalu, lorsque la catastrophe a paru nous faire oublier de combien d'estime et de regrets était digne le combattant dont elle écrase si cruellement le bras et le cœur.

CLIII

Bordeaux, 8 mars.

LES PRINCES D'ORLÉANS.

On dit, dans certaines réunions, que les princes d'Orléans se désisteront de leur titre électoral. Ce conseil serait meilleur que celui qu'ils ont suivi en se faisant élire au mépris de la loi, et sans se souvenir assez de leur dignité et de leur devoir comme membres de la maison de Bourbon.

Quant à l'Assemblée, nous pensons que, si les princes insistent, elle ne doit pas se prêter à ce jeu politique, et que son devoir est de respecter la loi qui les exclut. La validation de leur élection serait un coup d'État qui en préparerait fatalement un autre.

Il ne suffit pas que l'Assemblée soit souveraine. La souveraineté peut abroger une loi, mais non pas la violer. Tout coup d'État vicie ce qu'il fait, et ce qui s'élève aisément par la fraude périt aisément par la conspiration. Établissons enfin quelque chose de régulier et qui se puisse défendre.

Si l'élément monarchique doit dominer dans notre constitution future, que ce soit l'Assemblée elle-même qui le déclare; que ce soit elle qui fasse ou plutôt qui appelle le Roi. Car si l'on veut la monarchie, il n'y a qu'un roi possible, et il est déjà fait.

Aposter un chef de parti et disposer les choses

pour le mettre à même de sauter sur la couronne comme un forban qui fait un mauvais coup, ce serait une pratique peu digne et du peuple et du prince, plus conforme aux bassesses du présent qu'utile à ses misères et que favorable à l'avenir. Elle armerait, elle justifierait d'avance tous les conspirateurs; les régularisations postérieures demeureraient vaines.

En fait de régularisation, Louis-Philippe et Bonaparte ont eu tout ce que l'on pouvait imaginer. Consentement tacite, explicite, répété. Rien n'a suffi. Jamais ils n'ont osé, jamais ils n'auraient pu faire justice. Le vice de leur origine les a contraints de conspirer contre eux-mêmes et contre la France. Personne ne se sentait lié envers eux. Redevables à la conspiration, ils ont payé. Et nous aussi nous avons payé, et nous payons, et nous paierons. On connaît le prix.

Les princes d'Orléans admis dans l'Assemblée y seraient fatalement des conspirateurs, ne le voulussent-ils pas. On peut exiler, déposer, tuer des hommes de sang royal : on ne peut les transformer en simples citoyens. Eh quoi! un Arago déjà n'est plus un simple citoyen. S'il naît un petit Gambetta qui devienne un homme, ce ne sera pas tout à fait un homme comme un autre, par la raison que son illustre père aura signé des décrets souverains. Il faut se résigner à ce mystère ennuyeux pour la démocratie. Est-ce que les petits Garibaldi ne naissent pas généraux français? Est-ce que nous n'avons pas un petit Carnot qui naquit député en dépit de nature?

Combien d'autres pareils fils des dieux, qui n'ont jamais su ni acquérir la moindre valeur ni se garer des grands emplois !

Un Bourbon est un Bourbon. Il faut en passer par là. Et les deux Bourbons qui frappent à la porte de l'Assemblée n'y ont pas été envoyés au mépris de la loi, uniquement pour fournir deux voix à la confection de telle ou telle loi.

Mais la raison qui fait qu'un Bourbon est plus qu'un autre citoyen fait aussi qu'un Bourbon n'est pas un citoyen. Il n'existe en réalité qu'un Bourbon politique, c'est le chef de la famille, et celui-là aussi est tout autre chose qu'*un Français de plus!* Le mot de Charles X est joli, aimable, français, mais faux en politique. Un Bourbon est un héritier du trône ou un aspirant au trône. Héritier, il attend et il obéit; aspirant, il conspire, et la raison politique ordonne de l'écarter.

Henry de Bourbon donne un exemple que ses cousins regretteront de n'avoir pas imité. Il se tient à l'écart, il ne s'offre pas, il n'a pas sollicité un département de l'introduire par une porte dérobée comme candidat à la royauté. Si la France a besoin de lui, elle sait où elle le trouvera.

Ce qui conviendrait à l'égard des princes d'Orléans, ce serait de leur faire sommation de se soumettre à leur chef. Nous n'aimons pas le mot de *fusion* trop généralement employé.

Les princes d'Orléans n'ont pas de droit distinct. 1830 ne leur a créé qu'une situation mauvaise, irrégulière, séditieuse. Elle les oblige à rentrer dans

l'ordre, voilà ce qu'exigent leur honneur et l'intérêt du pays. Autrement ils sont des princes révolutionnaires et des révolutionnaires princiers, ce qu'il y a de pire dans le régime monarchique, et ce qu'il y a de pire dans le régime républicain. S'ils veulent conserver cette situation, ce que le chef de la Maison de Bourbon peut faire de plus sage est de leur ôter le rang de princes, et ce que la République doit avoir de plus pressé est de leur retirer la qualité de citoyens.

Henry de Bourbon ne les exclut pas, il n'exclut personne, et c'est le privilége incomparable de sa situation. Ils excluent Henry de Bourbon, et avec lui ce que l'on appelait sous Louis-Philippe les *partis extrêmes,* sous Bonaparte les *vieux partis*, sous Jules Favre la République *honnête et modérée.*

Ils sont ce juste-milieu, de qui personne ne veut longtemps ; ce tronc, ce ventre sans tête, sans cœur, sans jambes, qui roule de ci, de là jusqu'à ce qu'il ait trouvé avec Louis-Philippe la fosse, avec Bonaparte le trou, avec Jules Favre l'infâme abîme.

DEUXIÈME SIÉGE

PARIS PENDANT LA COMMUNE

CLIV

17 mars.

LA COMMUNE.

Nous avons connu le mensonge de notre force militaire, nous allons connaître le mensonge de notre force civile.

Nous avons vu la folie de la révolution extrême, nous voyons l'impuissance de la révolution modérée. Puissions-nous ne pas expérimenter une seconde fois la férocité de la révolution sauvage !

Nous sommes un pauvre peuple empoisonné et plus qu'empoisonné, car le poison est entré dans l'âme. Nous cherchons un médecin ; c'est un exorciste qu'il nous faut.

Au point où nous en sommes, ce n'est pas un homme de guerre ni un homme politique qui peut nous sauver : cette tâche ne peut être remplie que par un homme de Dieu. Le démon qui nous tient est de ceux qui ne peuvent être chassés que par le jeûne et la prière.

Nous en avons le sentiment, et tous nous disons : *Perimus!* Mais telle est la profondeur de notre mal que personne ne sait ou n'ose dire : *Domine, salva nos!* Et la tempête fera ce qu'elle voudra de la pauvre barque en péril.

O triste peuple sans Dieu !

CLV

19 mars.

ASSASSINAT DE DEUX GÉNÉRAUX.

Deux généraux massacrés, deux prisonniers de guerre ! Les Prussiens ne l'eussent point fait !

Le malheureux Clément Thomas était entré dans la vie politique comme soldat insurgé. Sous-officier, il avait fait tourner une partie du régiment où il servait. Le procès qui s'ensuivit le mit en lumière. Il fut amnistié sans repentir, plutôt en vertu du droit de trahison que par miséricorde. Son parti lui donna dans le *National* le médiocre emploi que comportait sa capacité intellectuelle ; la révolution de Février lui distribua une place de député, puis le prit, faute

de mieux ou faute de pire, pour général en chef de la garde nationale. Il disparut vingt ans et ressuscita le 4 septembre, avec cette vieille bande, aussi incapable qu'elle. Le plus innocent de tous, il est aujourd'hui assassiné par des révoltés non moins ineptes, mais ornés du progrès où les a pu pousser un quart de siècle rempli de prédications sauvages. Il ne leur avait fait aucun mal, il ne pouvait ni ne voulait leur en faire aucun, il avait des cheveux blancs ; mais il était devenu un modéré et il protestait contre l'effusion du sang ; ils l'ont tué, ils ont outragé son cadavre.

Encore pouvaient-ils le dire des leurs, et se prétendre quelque droit sur lui.

Mais le général Lecomte ne leur appartenait point. C'était un loyal soldat, il leur faisait une loyale guerre. Ils l'ont barbarement massacré. Ainsi fut, il y a vingt-deux ans, massacré le général Bréa. Cela ne se voit plus que chez les cannibales, et encore !

Ceux qui ne veulent pas qu'on dise que c'est là le peuple de la civilisation ; ceux qui ont vu les assassins de la Villette devenir chefs de la garde nationale parisienne ; ceux qui ont vu l'assassinat du commandant Arnaud à Lyon, l'assassinat de M. de Tolra à Perpignan, l'assassinat, dernièrement, de ce malheureux agent de police, en plein jour, à Paris ; ceux qui voient l'Espagne, l'Italie et la France depuis un an, que veulent-ils que l'on dise? D'ailleurs n'y a-t-il pas des apologies publiques pour tous ces crimes?

Des spéculateurs, éditeurs d'œuvres de sang, nous font lire sur tous les murs l'annonce d'une brochure

intitulée : « Assassinat de M. de Moneys, brûlé vif *par les paysans bonapartistes.* » Sont-ils bonapartistes, les gens qui exécutent ces « justices » ? ou bien propose-t-on ces paysans bonapartistes en exemple aux citoyens des villes pour qu'ils se mettent aussi à brûler vifs les criminels dont ils jugent à propos de purger l'air pur de France ? ou regarde-t-on ces paysans comme des barbares qui ne savent pas faire durer le plaisir ?

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'à Paris et en France on prêche et on pratique l'assassinat. C'est le résultat signalé deux fois en vingt ans du régime parlementaire et du régime dictatorial, tombés et retombés en république. C'est le couronnement de l'édifice de Napoléon, comme ce fut le couronnement de l'édifice de Louis-Philippe. On voit fort bien comment ces excès enfantent les dictatures ; on ne voit pas comment les dictatures en empêchent le retour.

Seulement, aujourd'hui, la chose se fait en présence de l'ennemi victorieux, et la dictature qui l'accomplit est anonyme. Cette dérision nous manquait ! Nous avons une dictature qui n'ose pas même dire son nom, pas même à nous. Elle attend sans doute que la terreur ait étendu sur nous ses ailes infâmes, et alors nos maîtres oseront se montrer.

Alors il n'y aura plus de résistance. Nous ne serons ni pères, ni époux, ni citoyens, ni propriétaires de rien. Nous tendrons le cou et nous mourrons hébétés, ne nous jugeant plus capables de défendre notre vie.

Et tout cela ne manque ni de logique ni de justice. Pour défendre sa vie, il faut en être digne ; et pour en être digne, il faut avoir fait et vouloir faire de sa vie l'usage que Dieu veut.

Interrogez-vous sur l'usage que vous avez fait de votre vie, vous qui voulez vous rendre compte de l'effroyable et honteux mystère qui tue la France !

L'Eglise dit aujourd'hui à ses fils : « Celui qui demeure dans Jérusalem ne sera point ébranlé. Comme le Seigneur entoure et défend Jérusalem, ainsi le Seigneur environne les siens aujourd'hui et toujours. »

Ceux-là peuvent ne pas défendre leur vie ; ils font mieux : ils la donnent pour l'honneur de confesser la justice, et ce n'est point un vain présent qu'ils font au monde.

P. S. — Les morts vont vite! En venant corriger l'épreuve de cet article, écrit il y a deux heures, nous avons lu les affiches d'un nouveau gouvernement. Elles nous promettent tout ce que peut désirer un peuple affranchi. Nous sommes convoqués « dans nos comices, » délivrés de l'état de siége, etc. Les noms, au nombre de dix ou douze, sont inconnus, sauf celui de M. Assi et celui de M. Varlin, candidats aux dernières élections de Paris. Tous deux appartiennent aux sociétés ouvrières. M. Assi est l'homme du Creusot.

Il n'est pas question d'examiner la procédure à la suite de laquelle, hier, M. Clément Thomas et le général Lecomte ont été mis à mort.

Ces affiches sont lues avec un étonnement qui n'est pas sans stupeur. On garde pour soi ce que l'on en pense; la rue est tranquille.

On dit que les ministres se sont sauvés. Ce dénouement ne semble pas impossible. C'est classique.

Nous sommes en présence de l'inconnu. Nous ignorons s'il y a un pouvoir, une liberté quelconque pour les opinions, une garantie quelconque pour la vie des citoyens.

Nous restons sur notre seuil à regarder passer. Lorsque nous apercevrons un groupe où nous croirons voir un peu de respect pour la liberté et pour l'intelligence d'autrui, un peu de sincérité, un peu d'honneur, un peu de pitié pour la France, nous nous joindrons à lui.

Si rien de tout cela ne paraît, on ne peut regretter que de périr trop tard.

CLVI

20 mars.

ÉLECTIONS POUR LA COMMUNE.

L'insurrection épanouit ses proclamations dans le *Journal officiel*, où elle est installée, et ses chefs s'y font connaître mieux que par leurs noms. Ce sont de pauvres gens! Ils ont bien monté et bien exécuté leur coup, l'on ne saurait leur refuser cette justice. Ils

ont habilement mis la main sur toutes les clefs, hardiment ouvert toutes les portes. Mais, cela fait, ils sont à court, et tout leur bagage se compose de phrases qui ont déjà servi. Ils répètent fidèlement ce que le noble gouvernement qui arrive a coutume de dire contre l'infâme gouvernement qui s'en va.

Le gouvernement qui s'en va a été lâche, absurde, traître, même usurpateur. Il a tout perdu. Le souffle du peuple l'a fait disparaître, etc., etc. Mais voici des hommes nouveaux, suscités par la patrie : ils sont la moelle du peuple, intelligents, purs, justes, etc., etc. Ils vont ramener l'ordre, la liberté, le travail, l'abondance ; ils vont fonder enfin la République, etc., etc.

De vingt ans en vingt ans, cela peut produire quelque petit effet. Louis-Philippe l'a dit, Lamartine l'a dit, Bonaparte l'a dit, Jules Favre l'a dit avec Crémieux et Bizoin et les autres du 4 septembre. Mais au bout de six mois, c'est trop vite copier ce programme qui a manqué sur trop de points importants. La foi se refuse. Il fallait trouver autre chose. Ici cette belle conspiration trahit son défaut. Les conspirateurs peuvent avoir quelque chose dans la main, ils n'ont rien dans la tête. C'est inquiétant.

C'est inquiétant pour nous, parce que, n'ayant rien dans la tête, ils sont forcés de se servir de ce qu'ils ont dans la main ; et c'est inquiétant pour eux, parce que ce qu'ils ont dans la main ne saurait durer longtemps. Ils ne peuvent tous les jours, ou par mégarde, ou par un mouvement de vivacité légitime, faire ou laisser massacrer quelques citoyens. Encore que l'assassinat de Clément Thomas et du général

Lecomte leur paraisse juste en soi, la façon dont ils en parlent laisse deviner que cette victoire est gênante. Les malheureux commencent par laisser massacrer sous leurs yeux deux hommes de cœur, et, pour s'excuser, ils disent qu'ils l'ont ignoré! Mais comment se tirent-ils de cet « accident » qu'ils prétendent n'avoir pu empêcher? Par une amnistie! Schinderhannes mettait plus d'ordre dans sa troupe.

A la vérité, ils invoquent une raison. Ils disent qu'ils ne sont pas un gouvernement. C'est leur côté original, outre la manière dont ils sont entrés en scène. La garde nationale, qui les a, selon eux, institués pour nous remettre en possession de « nos droits, » ne les a pas institués pour faire régner la justice.

Et à présent, ils veulent bien s'en aller. La nécessité seule les retient aux affaires. Mais s'ils veulent bien s'en aller, ils veulent bien aussi rester. Ils nous invitent aux élections; ils demandent un sacre à ce Paris qu'ils ont délivré. Nous n'avons qu'à les acclamer.

En vérité, c'est le comble de l'impertinence. Et de quel droit nous appellent-ils aux élections? Est-ce que « la garde nationale » de Paris, comme ils disent, les a aussi chargés de dissoudre l'Assemblée nationale, ou d'élever demain quelqu'un contre elle? Est-ce que Paris constitue un peuple à part qui doit n'obéir qu'à eux, et par eux se soumettre la France; et doivent-ils encore accomplir ce mandat sous peine de mort (par mégarde) contre ceux qui se refuseraient de les seconder?

Nous pouvons être tombés assez bas pour les subir quelques jours. Leur obéir serait tout à la fois et trop lâche et trop bête. Aucun homme d'honneur ne voudra se rendre à cette élection. Qu'ils fassent l'opération en famille. Qu'ils reçoivent au vote les bulletins écrits du sang de Clément Thomas et de Lecomte, et si le scrutin n'est pas assez lourd, qu'ils y ajoutent leur plomb ! Le citoyen qui tombera pour avancer, ne fût-ce que d'une heure, le moment prochain où ils devront rendre compte, aura bien employé sa vie.

C'est toute la réponse que méritent leurs invitations et leurs menaces.

CLVII

21 mars.

L'ÉCROULEMENT.

Pour dire où nous en sommes, nous n'en savons rien, mais ce n'est point bon. Le gouvernement régulier est pitoyable. Il a laissé Paris sans défense sous la main de Belleville, c'est-à-dire sous la main de cent ou cent cinquante mille hommes de grand appétit. Il y a une école qui reproche à Bazaine d'avoir trop longtemps défendu Metz. M. Thiers et ses ministres ne mériteront pas ce reproche-là ! Sans prendre une précaution, sans laisser un ordre,

tout est parti, tout s'est sauvé non pas à l'aspect de l'ennemi, mais à son odeur, et c'est une question de savoir si Versailles leur paraît assez loin. Ils ont, entre autres choses, oublié quinze batteries de canons. Sedan fait mode; tout le monde veut avoir le sien.

On se demande comment Belleville se sauvera à son tour. Il se sauvera néanmoins. Mais quand?

En attendant, le gouvernement laisse la conduite aux députés et maires de Paris, qui se sauvent. On le voit à leurs affichès, de plus en plus plates.

La garde nationale conservatrice, qui ne manque ni de bras ni d'hommes, semble disposée à se sauver. Elle laisse occuper ses mairies, déposer ses officiers, enlever ses armes. Un seul arrondissement refuse nettement de se laisser envahir. C'est le deuxième. S'il pouvait donner un peu d'énergie aux autres, ce serait fini, et l'on délivrerait les chefs de l'insurrection eux-mêmes, qui commencent à n'être plus maîtres de leurs hommes. Ils se plaignent de la fâcheuse introduction de repris de justice dans ces rangs mal gardés. Esprit de Sedan, lèpre fâcheuse de la belle civilisation moderne, maladie funeste à la « reprise des affaires ! »

On nous avait pourtant si bien élevés, et nous étions un peuple si brillant dans la fabrication du vaudeville, de la caricature, des armes, des lois, du roman-feuilleton, si brillant en tout!

Et Paris est une forêt de Bondy. *Liberté*, *Fraternité*, *Égalité!*

Cependant il ne faudrait qu'un homme, tout le monde en convient; mais tout le monde convient

aussi que cet homme ne se trouve pas. Ce n'est pas même M. Assi. Bien plus, M. Assi et ses collègues, comme M. Thiers et ses collègues, comme la Chambre issue du suffrage universel, respectable d'ailleurs, sont la preuve trop évidente que cet homme n'existe pas.

Si au moins nous étions humbles, Dieu pourrait avoir pitié de nous.

Mais nous sommes au contraire très-fiers, et nous ne cessons pas de dire que l'année prochaine, l'année d'après ou plus tard, nous prendrons notre revanche de la Prusse!

O Dieu, Dieu de nos pères, devenu si terrible à leur race dégénérée, rendez-nous humbles, mais ne permettez pas que nous descendions dans cette abjection où l'on s'accoutume et d'où l'on ne sort pas. Suscitez-nous un homme, et qu'au moins nous ne périssions point tout à fait sans honneur!

CLVIII

Versailles, 25 mars.

SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE.

La séance de nuit n'a été ouverte que pour être levée. Il y avait à discuter une proposition ambiguë de M. Arnaud (de l'Ariége), homme bienveillant, qui se flatte de contenter tout le monde. On a déclaré

d'abord que le rapport n'était pas prêt, puis qu'il ne devait pas l'être, et qu'il ne fallait pas toucher à ces poudres, crainte d'une « *étincelle* qui pourrait faire couler des torrents de sang. » M. de Peyramont l'a dit avec gravité, M. Arnaud avec émotion. Rumeurs favorables, clameurs contraires. M. Thiers a insisté pour la remise avec un redoublement de gravité et d'émotion, et une teinte marquée de mauvaise humeur, ajoutant qu'au surplus le gouvernement n'avait rien à craindre du jugement de l'opinion. Hélas! le jugement de l'opinion... Et où est l'opinion, et qu'importe le jugement de l'opinion?

Depuis longtemps, en France, il n'y a guère que les gouvernements qui s'efforcent un peu de compter avec l'opinion, et il n'y a guère que les gouvernements qui ne puissent pas compter sur l'opinion.

Enfin, la parole d'un chef du pouvoir exécutif, même le plus incapable d'exécuter quoi que ce soit, ne laisse pas de produire son impression. Lorsqu'il affirme que l'on est au moment de sauter, il y a un léger temps d'arrêt. M. Grévy a saisi le cheveu de l'occasion et levé la séance.

Dans les tribunes, on cherchait à se rendre compte. La scène était manifestement concertée. Le gouvernement parlementaire est essentiellement un gouvernement de coulisses; personne ne l'ignore plus. Ayant préparé le thème, les acteurs, se cachant en général leur vrai dessein, s'abandonnent à l'improvisation, et remettent plus ou moins consciencieusement le dénouement au hasard.

Et nous, pour notre argent, nous sifflons les acteurs.

Plaisir immoral et très-coûteux.

Enfin, on cherchait le secret de la terrible comédie, et l'on flairait quelque plan de conciliation. Il était bruit de plusieurs bataillons « dissidents » qui donnaient des indices d'un esprit plus pacifique, et l'on entrevoyait l'espoir de rompre ce qu'il est devenu si urgent et si difficile de dissoudre.

Les nouvelles de ce matin ne confirment pas cette attente. L'angoisse est grande. Elle doit l'être partout. Mais si l'angoisse est égale, la résolution ne l'est pas.

Il y a trois jeux : celui de la Sédition, celui du Gouvernement, celui des députés et des maires de Paris, lesquels se font entremetteurs et sont parties.

La Sédition et le Gouvernement ne veulent ni ne peuvent rien partager; les maires et les députés veulent et croient pouvoir tout prendre, à la Sédition, la force, au Gouvernement, la légalité. Réussiront-ils? Tout est possible, et ce ne serait pas la première fois que la « conciliation » ferait avorter définitivement le bien, en désarmant le mal pour le réaliser correctement. Le triomphe de la révolution, c'est-à-dire de la destruction, l'anéantissement du principe de salut, est dû à l'esprit de conciliation. Il concilie par la mort.

La politique des maires ôtera à la Sédition Paris, et lui donnera la France.

Ce n'est pas fait néanmoins. Les séditieux ne semblent pas disposés cette fois à travailler par procuration. Ils ont de l'audace, de l'audace, de l'audace.

Ces trois choses manquent à Versailles et sur le chemin entre les deux camps.

Les séditieux ont intérêt à traîner jusqu'à ce qu'ils aient fait leurs élections. Ensuite ils se diront légitimes. C'est un grand point! Alors ils s'installeront législateurs et juges, et ayant enflammé les villes, ils allumeront les campagnes.

C'est ce qu'il faut pour que la Prusse institue en France un intendant fidèle, qui lui assurera la perception de ses rentes, et qui sera Napoléon III.

L'armée de Catilina finit toujours par servir César. Les insurgés, après le succès de leur conspiration, prendront leurs invalides au soleil de Cayenne, et nous, France, nous aurons notre repos dans la honte. Le généralissime Garibaldi, devenu l'allié de la Prusse, nous emportera la Savoie, Nice et la Corse.

Et nous pensions avoir épuisé le calice, lorsqu'après cette résistance plus longue que haute, nous avons enfin subi le joug!

Voilà ce que devient un peuple à qui ses philosophes se sont flattés de montrer comment les dogmes périssent.

Mais heureusement les dogmes ne périssent pas, et c'est pourquoi, malgré tout, le monde verra comment les peuples renaissent.

CLIX

Versailles, 26 mars.

SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE. — LOI SUR LES JUGES RÉVOQUÉS PAR M. CRÉMIEUX. — M. DUFAURE.

Pour la première fois depuis la veille du 2 décembre 1851, je suis entré ces jours-ci dans un local législatif. Je n'ai trouvé d'un peu changé que la salle. L'Assemblée, également souveraine, est en proie aux mêmes préoccupations, aux mêmes émotions. Elle cherche également le moyen d'exercer sa souveraineté, elle est troublée de la même incertitude de vivre. Elle sent planer sur elle la dictature, elle en est déjà fascinée et paralysée. Elle est divisée; elle n'a point de tête, ou, ce qui revient au même, elle en a plusieurs; elle veut et ne veut pas; elle est trahie en elle-même et trahie par elle-même; elle s'en va, ou plutôt elle s'écoule.

Décidément, la solidité, l'accord, l'assurance de durer ne sont point l'apanage de cette forme de la souveraineté, et l'expérience lui est de peu de profit!

Voici M. Thiers, M. Favre, M. Dufaure et d'autres, déjà connus et en pleine lumière il y a vingt ans, aussi embarrassés pour le moins qu'il y a vingt ans; et l'on peut, hélas! prédire que, s'ils sortent d'embarras, ce sera, comme il y a vingt ans... par la fenêtre!

Mais ainsi le veut la logique! O sagesse humaine, tu n'es qu'un mot, et le plus vain et le plus menteur des mots, quand tu ne veux pas reconnaître que le diable est logicien.

On parle. Liberté, ordre, république, patriotisme, concorde, etc., etc., tous ces mots sonnaient très-fort il y a vingt ans, sonnent très-fort aujourd'hui; et aujourd'hui comme il y a vingt ans, la sonnette du président se mêle très-fort à cette sonnerie oratoire; et c'est un concert qui ressemble très-fort au tocsin. On s'agite, on crie qu'il faut éteindre le feu, et, dans leur empressement à bien faire, ceux-ci allument des torches, ceux-là vident les réservoirs. La sagesse humaine, en ce temps, s'est soumise à une logique qui le veut de la sorte et qui marche inflexiblement à son but de destruction.

Le parti de la destruction monte à la démence et ne voit plus rien d'impossible; le parti de la conservation descend au-dessous de l'imbécillité et paraît incapable d'essayer quoi que ce soit. Il faut voir ce désarroi, cet affaissement indescriptible, cet universel effondrement. Tout le monde y sent quelque chose de surnaturel. On se récrie, on s'indigne, on a la conviction qu'il ne faudrait qu'une main, qu'une voix, qu'un signe peut-être pour dissiper l'horrible fantôme, mais tout manque, la main, la voix, le geste; et il devient vraisemblable que ce gouvernement et cette assemblée issus du suffrage universel vont périr au milieu de leur armée, étouffés par la terreur d'un ennemi qui n'ose pas attaquer.

Au milieu de cette angoisse et à travers le vacarme

des mauvaises nouvelles de Paris, on a fait hier une loi. On a restauré les juges révoqués illégalement par M. Crémieux. Il s'agissait de sauver le grand principe de l'inamovibilité; toute la discussion a été pour le détruire. Ces malheureux juges n'ont pas été seulement accablés des reproches qu'ils avaient pu mériter, en consentant à faire partie des commissions mixtes de 1852 ; ils ont été vilipendés de toutes parts, noyés dans l'ignominie. L'Assemblée ne contenait sans doute que des gens sans péché ; tous ont jeté la pierre, et les ministres comme les autres. Après quoi ces pelés, ces galeux, ces juges « infâmes » ont été restaurés, mais à une condition que M. Dufaure s'est laissé dicter. Ils devront s'exécuter eux-mêmes, se déclarer indignes de monter sur le siége qu'on leur rend, sinon on leur fera procès, et alors ils seront régulièrement révoqués, flétris par la Cour de cassation. En fait de flétrissure, on peut se demander ce qui leur manque.

M. Dufaure les met ainsi dans l'heureuse condition de ces criminels d'élite que l'on gratifie d'un pistolet pour se brûler la cervelle, afin de s'épargner l'échafaud : cette grâce équivaut à leur aveu ; elle prouve aussi la foi de M. Dufaure aux principes qu'il défend.

Dans la réalité, il paraît bien que ces juges qui ont péché, mais qu'il ne fallait pas soustraire à leurs juges légitimes, ont été sacrifiés par M. Crémieux pour satisfaire les rancunes révolutionnaires et surtout pour placer certains amis révolutionnaires de M. Crémieux. On les a recherchés après vingt ans, ils ont été destitués pour avoir, par faiblesse peut-être

ou par erreur, trahi les convenances de la justice, et ceux qui les ont frappés se sont mis eux-mêmes au-dessus de toutes les lois et de tous les intérêts de la société.

Cependant M. Crémieux ne les avait que persécutés, et M. Dufaure, qui veut les réintégrer, les déshonore. Il ne les réintègre pas, il les replace. C'est leur place et non leur rang qu'il leur restitue, et à condition que cette place, ils ne la reprendront pas! Ils la reprendront comme une chose qui leur appartient, et qu'on ne peut leur ôter qu'en vertu d'un jugement, qui n'est pas rendu.

CLX

27 mars.

SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE. — M. JULES FAVRE. — VOTE D'UN MONUMENT EXPIATOIRE.

Hier l'Assemblée paraissait disposée à se déchirer sur la question de savoir si elle tiendrait séance aujourd'hui. La séance a eu lieu, et tout le monde a paru d'accord pour ne rien dire. Pas un mot des choses de Paris. Ce silence est éloquent. A Paris, en ce moment, on vote, et personne à Versailles ne se dissimule que l'objet du vote est la création d'un gouvernement. M. Louis Blanc en a averti hier, et même il a réclamé un décret de satisfaction pour MM. les

Maires qui ont fait ce petit coup d'autorité. Le Gouvernement n'a rien dit; l'Assemblée a laissé tomber la proposition dans le sein de la commission d'initiative. Les formes sont gardées; mais la pudeur?... Qui ne dit mot consent, et il s'agit bien un peu de viol.

M. Favre, au début de son mémorable règne, parlait, non sans fatuité, du rare « effondrement » de l'empire. Et lui-même, que dit-il de la façon dont il s'effondre, et du poids de la logique sous laquelle il a placé son front fier? Adieu, bourgeois de Paris, avocat, député et membre de l'Institut! C'est fait. Comme ceux du 2 décembre, les lauriers du 4 septembre et du 31 octobre sont coupés.

Nous n'irons plus aux bois!

Il est à supposer que la commission d'initiative ne se saisira jamais de la proposition de M. Louis Blanc; et si quelqu'un à cette heure voulait penser que l'Assemblée a tenu aujourd'hui sa dernière ou son avant-dernière séance, il ne s'exposerait pas beaucoup.

MM. les maires de Paris se féliciteront eux-mêmes.

Mais s'ils espèrent se féliciter longtemps, ils ont tort. Eux aussi se placent sous la main d'une logique qui les promènera dans des sentiers rudes et peu faits pour les bottes vernies.

Cependant rendons compte de la séance de Versailles. Il s'agissait des propositions expiatoires de M. le général Trochu touchant l'assassinat de Clément Thomas et du général Lecomte.

Le terrain était brûlant, on l'a franchi à la course.

Deuil national, service religieux, monument aux frais de l'État, adoption de la famille du général Lecomte, pension à sa veuve, tout a été voté sans développements et sans contradiction, sauf sur un point, et la contradiction est demeurée victorieuse. La proposition voulait le monument au lieu même où fut commis le crime. Dans la région où l'on se montrait hier si implacable envers ces pauvres juges et leur vieux péché, quelqu'un a trouvé que c'était trop de marquer la place du sang ; que cela sentirait la représaille, peut-être l'expiation.

Le mot a suffi. La commission s'est rendue, et l'emplacement reste indéterminé. Le monument sera élevé quelque part. Que les statuaires et les architectes ne fatiguent point leur imagination. Le concours pour ce monument-là ne sera pas indiqué de sitôt, et nous entrons dans une époque qui ne se fera pas remarquer par l'abondance des monuments. Du reste, pour les services que les artistes ont pris l'habitude de rendre à l'intelligence et à la morale publiques, ce ne serait pas grand dommage qu'ils apprissent à jeûner, et les avocats aussi, et les gens de lettres de même.

Néanmoins le monument expiatoire est regrettable. Une simple croix, sans inscription, serait bien placée là. Elle coûterait peu et pourrait rapporter ou du moins épargner beaucoup. Car, enfin, des exécutions comme celles de Clément Thomas et de Lecomte sont fort coûteuses. Elles ne se soldent pas par le prix de la poudre et du plomb. Mais, d'un autre côté, il faut éviter ce qui pourrait humilier le mont sacré. Dans cette heureuse région, berceau de la nouvelle et vraie

République, peut-on admettre qu'il se commet des crimes ?

Un autre point a paru louche, c'est le service religieux auquel l'Assemblée doit assister. Un membre a eu des scrupules. Il a demandé si l'on ne craignait pas de blesser la conscience des députés protestants ou juifs, en les contraignant moralement de prendre part à une cérémonie catholique? L'Assemblée a vu la finesse, et une sorte de huée générale a immédiatement bloqué l'objection dans la bouche du casuiste. Il s'est rendu, comme tout à l'heure la commission, et M. Grévy, en hâte, a fait voter l'article et la loi. Ces deux assassinés sont devenus importuns. Espérons que du moins la veuve du général Lecomte aura sa pension, et que sa famille ne souffrira pas de l'adoption de la patrie.

Donc, les morts sont enterrés avec une certaine décence, les prisonniers sont rendus, et c'est une sorte de preuve que « l'armistice » est signé. Mais de l'armistice à la paix, il y a encore quelquefois, en ce temps-ci, un pas assez difficile.

Et M. Grévy a levé la séance.

CLXI

Versailles, 27 mars.

SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE. — M. THIERS. — GRANDEUR ET STÉRILITÉ DE SA SITUATION.

On a vu reparaître la proposition de M. Louis

Blanc et de ses collègues rouges réclamant des éloges pour les maires qui ont pris sur eux de sauver Paris, la République et la France, en faisant célébrer les élections schismatiques d'hier. Cette proposition semblait engouffrée dans le carton de la commission d'initiative parlementaire, mais il a paru préférable que le carton la revomît, afin qu'elle fût frappée d'un refus de prise en considération, ce qui est l'enterrement positif.

Mais avant de laisser passer à ce vote, M. Thiers a voulu remplir son rôle de temporisateur et de neutre qui le condamne à tant d'ambiguïtés. M. Thiers se souvient toujours qu'un souverain n'a point de parti. Comme l'empereur Napoléon en Algerie se déclarait l'empereur des musulmans et des juifs aussi bien que des chrétiens, M. Thiers veut être l'exécutif des républicains comme des monarchistes; il les porte également dans son cœur. Sauf pour ses concurrents de l'antique place de Grève, il a été doux et gracieux pour tout le monde. Monarchistes et républicains lui semblent charmants, il reconnaît tous les droits, il honore toutes les vertus, il atteste tous les bons désirs. Il semble pencher pour la République, mais il n'entend pas disperser les partisans de la monarchie; et bien fin qui dirait s'il est lui-même républicain ou monarchiste. Peut-être n'est-il ni l'un ni l'autre, peut-être est-il l'un et l'autre; mais ce qui paraît ne pas faire le moindre doute dans son esprit, c'est que républicains et monarchistes, ne pouvant se tirer d'affaire que par lui, doivent s'en remettre à lui. Il n'en a pas persuadé tout le monde.

Il a ajouté qu'encore que la situation fût grave, rien n'était en péril, vu les bonnes mesures qu'il a prises, et cela non plus n'a pas paru certain. Mais que répondre et que faire? Comme disent les députés, on est bien embarrassé! Par diverses raisons, qui peut-être ne sont pas toutes solides, ni loyales, ni tirées du fond de dévouement le plus pur, on craint de mettre le feu aux poudres, et on laisse lentement (d'une lenteur relative) brûler tant de mèches allumées de tous côtés!

Après l'habile discours de M. Thiers, — habile, puisque personne ne s'est trouvé en état de contredire, — M. de Lasteyrie a dit quelques mots graves et impuissants, mais capables au moins de soulager les consciences qui croient devoir se résigner aux mesures de temporisation. Il a fait entrevoir la grande part de l'esprit de discipline dans la patience avec laquelle la majorité supporte les excès de l'insurrection, et en même temps il a marqué qu'elle entend laisser à qui de droit la responsabilité de n'avoir pas agi. Cette protestation voilée a été très-sentie.

On adresse beaucoup de reproches à la majorité de l'Assemblée. Nous n'avons pas à nous prononcer sur l'équité de ce mécontentement général qui frappe nécessairement tous les pouvoirs en des temps si lâches et par là même si troublés. Il est certain néanmoins que l'Assemblée a un grand défaut, et il se compose de toutes les qualités qui ont valu à M. Thiers une si grande et si stérile situation. L'Assemblée correspond à tout parce qu'elle ne s'attache

à rien. Elle ne s'attache à rien, parce que dans son ensemble elle ne croit à rien ; et, parce qu'elle ne croit à rien, elle ne peut rien.

La logique de la langue française exprime bien cela, lorsqu'elle unit dans une même misère, morale et matérielle, les peuples qui n'ont ni Dieu ni roi, les classes qui n'ont ni foi ni loi, et les individus qui n'ont ni feu ni lieu. La triste France est cette foule en détresse, et le grand point de cette détresse est une sorte d'impuissance volontaire à sortir de là.

Quant à M. Thiers, en son particulier et malgré son mérite éminent, il semble plus qu'un autre le type de ce peuple jadis si bien assis sur la terre, maintenant le plus flottant des aventuriers. Son grand esprit n'a pu se rattacher à rien et ne croit qu'à l'expédient. Il disait tout à l'heure qu'aucun principe n'est compromis ! Il le croit sans doute, et il ne sait pas qu'il montre en même temps que, pour lui, aucun principe n'est certain.

On lui attribue un mot qui n'est pas invraisemblable. Il aurait dit à certains monarchistes que 1830 avait voulu faire un civet de lièvre avec un lapin, et que le civet n'avait rien valu ; qu'en 1851, un autre lapin s'était lui-même déclaré lièvre, et n'avait fourni qu'un civet encore plus manqué ; qu'en 1871, comme toujours, pour faire un civet de lièvre, il faut un lièvre. Rien n'est plus vérifié par l'expérience du monde ; et néanmoins M. Thiers, à l'heure présente, ayant son civet à faire, écarte le lièvre, écarte aussi le lapin, et propose... un chat !

Il croit même tenir le chat...

Quant à la proposition de M. Louis Blanc, elle a été enterrée après ces menus exercices. Il est vraisemblable que, si elle avait été prise en considération samedi dernier, d'urgence, comme l'avait réclamée son auteur, le résultat du vote de dimanche eût été autre, et que M. Louis Blanc lui-même serait sorti du scrutin avec la même pompe qu'on l'a vu émerger de l'urne du 8 février dernier, en tête partout ; et alors, ce trognon de plume, qui s'est vanté un jour d'avoir fait contre la société le serment d'Annibal, serait aujourd'hui dictateur.

Tel était le but de la manœuvre. Il l'a manqué, mais il y reviendra, et rien ne prouve encore qu'il le manquera toujours. Qu'importe que la main soit débile et même tremblante si le vent porte le trait? Or, quoi qu'en dise M. Thiers, les principes sont fort compromis ; la pauvre société n'a point de cuirasse et son cœur est bien à découvert.

CLXII

Versailles, 13 avril.

L'ARGUMENT DU BOULET.

Nous avons l'honneur de nous rencontrer, sous les drapeaux du « grand parti de l'ordre, » avec quantité d'anciens adversaires qui sont, nous le craignons, des adversaires futurs. La plupart font office de généraux réguliers ; nous ne tenons rang que de franc-

tireur volontaire un peu contraint par la cruauté de la situation et habituellement mal content du plan de campagne. Nous défendons un terrain particulier que beaucoup de ceux qui mènent la guerre voudraient abandonner ; il leur plaît fort de laisser au pouvoir de l'ennemi des positions et des passages qu'à notre avis il lui faudrait prendre. De là, entre nous, des divergences qui peuvent aller, on le sait, jusqu'aux hostilités. Ainsi le veut la composition du grand parti de l'ordre ; et c'est ce qui explique sa fortune.

Mais une chose en ce moment nous rapproche : nous sommes tous plus ou moins en déroute. Plumes et langues ne savent trop que dire. Il n'y a que les boulets qui fassent encore figure d'arguments. L'occasion est bonne pour échanger quelques mots tranquilles, à la manière des ombres qui se croisent sur l'herbe molle des champs élyséens, après avoir contre-opiné furieusement dans les aventures de ce monde.

Or, nous prions nos adversaires libres-penseurs de se rappeler ce que nous leur avons tant dit : Que quand une pierre tomberait de l'Église, elle écraserait la maison séculière, et que, si le Vatican venait à crouler, les débris rouleraient par le monde et n'y laisseraient rien debout. Nous affirmions que les trônes ne résisteraient pas, que les murs des villes fortes ne résisteraient pas, que les portes même de la caisse seraient enfoncées et laisseraient fuir l'âme du bourgeois.

Nous ne redoutions pas de nous rendre fâcheux et

désagréable pour attirer leur attention sur cette pensée, et ils nous renvoyaient bien loin, souvent sans aucune aménité. Voilà pourtant, hélas ! que la chose arrive, comme nous l'annoncions.

Ce boulet de Versailles qui frappe sur Paris, et ce boulet de Paris qui ne laisse pas de frapper aussi sur Versailles, crevant ici et là tant de caisses, si ce n'est pas la première pierre tombée du Vatican qui commence à rouler, nous demandons ce que c'est?

Nous invitons tout spécialement le *Journal des Débats* à nous le dire, sitôt qu'il aura remonté son affût, momentanément retiré de l'embrasure où il se fit pendant quelques jours honorablement remarquer. Le *Journal des Débats* était le plus savamment satisfait de la situation critique de l'Église. Qui l'eût cru, hormis nous, que lui aussi, bientôt, s'estimerait en péril? Sa porte était certes la plus blindée qui existât au monde. Il était le grand maître d'école de la civilisation moderne, et il avait signé le diplôme de M. Jules Simon.

Un gredin sans nom grimpe au dôme de Sainte-Geneviève pour abattre la croix, et deux coups de marteau en font l'affaire : c'était si peu solide, cette croix ! Mais voilà que les éclats rebondissent sur le pavé, franchissent la Seine et vont dans tout Paris briser les presses de dix journaux, sans excepter les presses révérées du *Journal des Débats*, et en même temps combien de serrures !

Tous les obus de Prusse n'en auraient pas tant fait.

Quel sujet de méditation, si l'on savait méditer!

CLXIII

15 avril.

M. THIERS DEVIENT RÉPUBLICAIN.

Nous ne voudrions point contrarier M. Thiers. Il est certainement aussi intéressé que personne à sauver la civilisation ; il a son plan, qu'il ne peut dire à tout le monde. Cette considération, jointe à son grand renom d'habileté, doit donner patience. D'ailleurs, quand on est du grand parti de l'ordre, il faut bien accorder quelque chose au gouvernement, et ne pas se jeter tout de suite dans une opposition intraitable. Si l'on dit que M. Thiers lui-même en a fréquemment fourni l'exemple, ce n'est pas une raison.

Mais il serait juste que M. Thiers, à son tour, ne fît pas trop d'opposition à la majorité nationale exprimée par l'Assemblée. Or il prend une habitude taquine et, suivant nous, périlleuse de crier : Vive la République ! Cette « profession de foi » revient dans toutes ses proclamations, discours et dépêches, c'est-à-dire au moins une fois par jour. C'est souvent ! Est-il sûr d'être en cela bien sage et de rester bien strictement dans son droit ? A notre avis, il empiète, et de plus il agace.

Il empiète sur le pouvoir constituant. On lui a, dit-il, donné la République, il veut rendre la République. Ce n'est pas nous qui blâmerions tant de

probité; seulement M. Thiers s'abuse sur la nature du dépôt. La France n'est pas légalement en république, elle est en provisoire, voilà tout. Ce n'est donc pas la République qui a été placée sous la garde de M. Thiers, c'est le provisoire, le pur et simple provisoire que sa louable probité l'oblige de rendre.

Nous ne contestons pas son aptitude à choisir une constitution, même à nous la faire; encore faudrait-il prendre les voix. Mais il ne s'agit point de son aptitude, il s'agit de sa qualité. Nous soutenons que la qualité lui manque. Certainement il n'a pas été élu député en vingt-cinq départements, ni promu pouvoir exécutif pour constituer la France, et, qui plus est, pour la constituer en république.

Il a un vieux bon mot de 1849 : « Restons en république, c'est ce qui nous divise le moins. » Après vingt-deux ans, ce vieux bon mot n'est pas devenu parole d'évangile, et ne s'est pas, comme la loi salique, gravé « ès-cœurs des François. » On peut même dire qu'en 1871, le bon mot de 1849 a perdu de son sel. Sans doute, toute langue bien pendue et toute plume suffisamment exercée prouverait aisément que la République est ce qui nous divise le moins. Mais ce jeu d'esprit serait un outrage aux angoisses de la France. Voilà un siècle que nous nous battons, que nous périssons, que nous pourrissons, pour attester que la République n'est pas ce qui nous divise le moins.

Si M. Thiers, fidèle à son bon mot, est devenu républicain, c'est un malheur. Il n'en disait rien au temps des élections; sa fortune électorale en eût

souffert. On lui eût demandé de définir sa forme de république. Mais républicain tout court, c'est-à-dire suivant l'une des formes successivement essayées, rejetées et reprises depuis M. de La Fayette jusqu'aux anonymes de la nouvelle Commune de Paris, cela ne peut passer, quelqu'un devrait l'en avertir. La majorité française repousse toutes ces façons de républiques-là. Si M. Thiers persiste, alors qu'il parle pour lui. Quand il a l'air de parler au nom de la France, il usurpe.

Il y a un cri de *Vive la République!* et un cri de *Vive la France!* qui ne sont pas du tout le même cri, et tous ceux qui crient vive la République ne crient pas la même chose. M. Thiers ne l'ignore pas. Un homme d'un esprit si fin devrait avoir horreur de fatiguer ses poumons dans un exercice manifestement infructueux. Que pense-t-il gagner à faire flotter entre Versailles et Belleville cette loque multicolore, ce vieil habit d'arlequin?

Que M. Thiers cesse de désobliger quantité de gens qui lui souhaitent de bien finir ; qu'il ne leur donne pas le crève-cœur de le voir insensiblement prendre la figure d'un Serrano, lui qui a fait des livres intéressants. Qu'il s'occupe de réduire Paris; et en attendant, qu'il nous présente au moins une république définie, mais surtout qu'il nous garde dans le provisoire : c'est la chose qui nous divise le moins..... provisoirement.

CLXIV

Versailles, 16 avril.

LITTÉRATURE ET POLITIQUE DE ROCHEFORT.

Nous donnons un morceau politique et littéraire de M. Henri Rochefort. Comme nous l'avons déjà remarqué, cet illustre personnage n'a perdu rien du genre d'esprit et de mérite qui lui fit une si belle fortune. Il a ravi le monde français, il a été élu et réélu député, il est devenu l'idole du peuple par l'étalage des grâces que l'on va revoir, et elles ont paru si charmantes que la faveur publique s'est répandue jusque sur ses imitateurs, tels que le petit Simon dit Lockroy, lequel d'ailleurs le pourrait suppléer.

Nous ne nous excusons point de citer ces choses. A force de pauvreté, elles ont leur valeur; par l'excès de l'infection, elles deviennent en quelque manière salubres. Ce sont là vraiment les odeurs de Paris, les émanations directes de la cervelle parisienne. La vapeur de l'égout et l'haleine du café chantant, se dégageant par le gosier des *Thérésas*, n'en donnent pas l'essence aussi pure. Qui veut connaître le fonds intellectuel et moral du Paris de 1869, 1870 et 1871, doit étudier les *Rochefortins*. Ces « écrivains » sont la perle qu'ont formée tout le sel et toutes les énergies de cette mer. Elle produit cela. Sous un petit

volume ils fournissent l'expression la plus raffinée des corruptions du cœur et de l'esprit. La vertueuse Commune porte au front cette couronne.

Il y a deux cents ans, ici, à Versailles, dans une maison de la rue des Réservoirs, presqu'en face du lieu où M. Rochefort et M. Lockroy faisaient des lois la semaine passée, un homme d'esprit écrivait à loisir des pages de mécontent. Il y déplorait, non sans aigreur, l'injustice de la société envers les hommes d'esprit qui font des livres et avec qui cependant ne comptent point les hommes d'État. — Quoi! disait-il, Antisthènes sait le grec, la politique, l'histoire, la morale, le reste, et tout cela ne vaut rien si Antisthènes ne se fait encore vendeur de marée?

Cet homme d'esprit mécontent se nommait Jean de La Bruyère, et son livre, peu fréquenté de l'école Rochefort, a pris rang parmi les chefs-d'œuvre.

Nous voudrions savoir ce que La Bruyère, lisant les pages suivantes, penserait de la marée d'Antisthènes, et du progrès qui a fait aux gens de lettres une si grande place dans l'État sans qu'ils aient besoin d'apprendre le français, ni la politique, ni l'histoire, ni la morale, ni autre chose que l'art de vendre leur marée.

Voici la marée :

LES PROPOSITIONS DE M. THIERS.

Il est évident que, depuis son installation à Versailles, M. Thiers, pour s'étourdir, se livre à la boisson. Un vieillard, en état d'ivresse, a seul pu, en effet, adresser aux délégués de

la *Ligue des droits de Paris* la réponse dont on riait si haut hier soir sur les boulevards.

M. Thiers a le vin comique. On vient lui annoncer que les franchises municipales qu'on nous refuse depuis vingt ans, nous venons de les prendre, que nous les possédons et que nous n'avons nulle envie de les lâcher; il déclare alors qu'il consultera les éleveurs de la Chambre pour savoir s'il peut nous les accorder. Vous figurez-vous les vingt arrondissements attendant dans une anxiété profonde l'opinion de M. Prax-Paris, pour savoir s'ils éliront ou s'ils n'éliront pas leur Commune?

Ce même Thiers, qui nous conteste nos franchises communales sans paraître s'apercevoir que c'est parce qu'on nous les refusait que nous les avons prises, veut bien consentir à ne pas sévir contre les gardes nationaux qui mettront bas les armes et rentreront dans leurs foyers. Cette dernière concession atteste une démence alcoolique de plus en plus prononcée. Mais les gardes nationaux qui ont pris les armes contre les bestiaux de Versailles, c'est tout Paris! On se demande, conséquemment, comment s'y prendrait bien Thiers le Victorieux pour faire passer en jugement trois cent mille hommes, sans compter les femmes et les enfants, qui, dans la mesure de leurs forces, prennent aussi part à la lutte.

En admettant qu'il ne faille pas plus de dix minutes pour l'exécution de chaque rebelle, ce qui est contestable, même en y mettant la promptitude de Vinoy assassinant le général Duval, le chef de l'exécutif n'aurait pas assez de cinq années de fusillades journalières et à jet continu pour arriver à purger la terre de tous ceux qui se sont soulevés contre ce petit despotaillon.

Si j'ai insinué plus haut que M. Thiers noyait ses inquiétudes dans le vin bleu, c'est qu'un homme qui, avec les seuls émoluments de ministre, a trouvé moyen de se faire construire, place Saint-Georges un hôtel de deux millions, ne peut être un imbécile. Or, ses réponses aux membres de la *Ligue des droits de Paris* sont incontestablement d'un abruti ou d'un amant de liqueurs fortes.

Eh bien ! puisque le berger du troupeau de fuyards, qui broute l'herbe à Versailles, a un aussi grand besoin d'être édifié sur les sentiments de la population parisienne à l'égard de sa bande et de lui-même, nous allons lui donner nos conditions comme il nous a posé les siennes :

Il nous livrera Vinoy, Galiffet, Jules Favre, Picard et Mac-Mahon, qui défileront, enchaînés deux à deux, jusqu'au rond-point des Champs-Élysées.

Les fils, les femmes, les pères et les frères des gardes nationaux tués par les obus de ces prussiens d'outre-Seine seront alors convoqués au même endroit, et à midi pour le quart on leur livrera les captifs, avec autorisation spéciale d'en faire ce qu'ils voudront.

Et s'ils délivrent leurs prisonniers pour les porter en triomphe à l'Hôtel de Ville, nous nous engageons à ne pas les en empêcher.

Voilà notre ultimatum. Nous sommes convaincu que Paris déposera les armes le jour où M. Thiers consentira à l'accepter.

HENRI ROCHEFORT.

Deux fois député d'Athènes, à la face du monde ! Député avant les Prussiens, député après, lorsqu'il avait montré son éloquence et sa vaillance ! Député du cœur !

Mais, soyons juste : que pouvait trouver de mieux ce charmant peuple d'Athènes pour montrer ce qu'il estime en Platon-Blanc, Socrate-Quinet, Démosthènes-Favre et Anacréon-Hugo, purs députés de l'esprit ?

CLXVI

18 avril.

CONFECTION HATÉE D'UNE LOI SUR LA PRESSE. — M. DE BROGLIE, M. DUFAURE, CHEF ET ENNEMI DE LA MAGISTRATURE.

L'Assemblée a composé une loi sur la presse. Elle a rendu la presse au jury. Quelques orateurs ont opiné que la police correctionnelle y convenait davantage. Ils n'ont pas prouvé qu'ils eussent raison, et personne n'a prouvé qu'ils eussent tort. Ce que l'ensemble de la discussion a prouvé parfaitement, comme toutes les discussions antérieures et comme l'expérience, c'est que la police correctionnelle et le jury n'y font ni chaud ni froid. C'est aussi ce que tous les orateurs ont eu soin de ne pas dire. Dans la question de la presse, autant et plus que dans toutes les autres, il y a de l'inextricable. On ne voudrait pas des fruits, mais on veut de l'arbre. En dépit de l'innocent jardinier qui s'obstine à vouloir changer sa séve, l'arbre toujours cultivé *rapporte* toujours. Il rapporte ses mêmes feuilles, ses mêmes fleurs, son même fruit. On en mange toujours, on en est toujours incommodé.

C'est comme le tabac. Que ne disent pas les médecins contre le tabac! Il est malpropre, infect, incivil, soporifique, affaiblissant, abrutissant; il provoque

vingt maladies fâcheuses, voire mortelles. Mais tout le monde fume et les médecins aussi. La nicotine, la presse, la garde nationale, trio d'inséparables, trio vainqueur! Qui déracinera ces trois institutions, qui disjoindra ces trois Parques?

On prétend, il est vrai, que ce sont aussi des plantes médicinales très-précieuses et capables de produire des effets excellents. Il est possible. Seulement la dose médicinale reste à connaître.

Quant à la presse, l'art de s'en servir utilement et de lui appliquer une bonne loi sera trouvé dans le pays qui pourra lui fournir de bons juges. En France, nous n'y sommes pas.

Les deux principaux artisans de la loi nouvelle, à savoir M. le duc de Broglie, rapporteur de la Commission, académicien, et M. Dufaure, actuellement ministre, aussi académicien, ont mis cette vérité parfaitement en lumière, sans le vouloir. Tous deux sont partisans de la compétence nécessaire et exclusive du jury en matière de délits de presse.

M. Dufaure, ministre de la justice, mais surtout avocat, a la spécialité de ne pas croire aux juges, pas même à la magistrature, pas même à la justice. Il ne perd aucune occasion de leur lancer des lardons plus que cuisants. On y sent l'homme de barreau qui s'est battu contre les juges toute sa vie et les a fait errer souvent, et l'homme politique qui a pu ou qui a vu maintes fois abuser d'eux. M. de Broglie est métis, sang mêlé de France et de Genève, de catholique et de protestant, de oui et de non, qui croit que les délits de presse sont des délits d'opinion et que l'opi-

nion ne peut commettre de délits. C'est également l'opinion de M. Dufaure, autant que l'on peut voir clair dans un discours d'avocat ministre. En conséquence, M. de Broglie et M. Dufaure se sont accordés pour livrer l'appréciation des délits de presse, délits d'opinion, à l'opinion, qui ne peut commettre de délits. L'opinion estimera si l'opinion a pu par hasard être coupable. En un mot, la presse sera jugée par la garde nationale, dans la fumée du tabac. Au petit bonheur! Tant pis pour le journal du faubourg Saint-Germain qui tombera dans un corps de garde de Belleville, et *vice versâ*.

Sous Louis-Philippe, jamais le jury n'a condamné le *Siècle* et sa couleur; quelquefois il a condamné le *National*, plus souvent la *Réforme*, toujours la *Gazette* et la *Quotidienne*. L'*Univers* n'eut qu'un procès, pour compte-rendu d'un autre procès qu'avait perdu un très-bon et illustre prêtre. Le jury qui avait condamné le prêtre condamna l'*Univers*, raide, presqu'à l'unanimité, sans circonstances atténuantes. Maximum de prison et d'amende, si les juges n'avaient équitablement modéré la peine. Voilà le jugement de l'opinion. Et de plus, un des juges, bonnetier à qui le journal ni le journaliste ne devaient rien, tira la langue au condamné. Attrape, jésuite!

Nous savons bien quel métier on a fait faire aux juges sous le dernier gouvernement et sous d'autres; car on ne nomme que le dernier gouvernement, mais il n'a pas tout commencé. M. Dufaure, suivant sa passion, avec une gentillesse d'avocat peu décente

sur les lèvres d'un garde des sceaux, a rappelé l'impuissance des juges : « Depuis vingt ans, le tribunal de police correctionnelle *a fleuri en France.* (*On rit!*) Il a frappé les délits de presse ; mais pendant qu'il condamnait les écrivains, les doctrines devenaient plus vives et se répandaient plus funestes dans la société. (*C'est vrai! c'est vrai!*)... Par cela seul que ces tribunaux étaient nommés par le pouvoir, leurs décisions n'avaient pas d'autorité doctrinale. Ils *ne frappaient pas du coin de la vérité* la vérité qu'ils constataient cependant dans leurs jugements. *On ne les croyait pas...* Vous direz de cette incrédulité, de cette méfiance *ce que vous voudrez;* il n'en est pas moins vrai qu'elle régnait au sein de la société, et que, par conséquent, il n'y avait aucune répression générale contre les doctrines qu'ils voulaient condamner. (*C'est cela! très-bien! très-bien!*) »

De tels aveux dans la bouche d'un garde des sceaux sont tristes, et l'adhésion de l'Assemblée n'est pas moins affligeante. Car il n'échappe à personne que ce qui se peut dire des juges se peut dire à plus forte raison du jury, et l'expérience ne le confirme pas moins. S'il y a un art d'influencer les juges, il y a aussi un art de préparer le jury. M. Dufaure conclut néanmoins que quand le jury condamnera, c'est la société qui condamnera. D'où il suit que ce qui sera absous par le jury sera absous par la société, la *société entière*, dit largement M. Dufaure. L'Assemblée s'est rangée à cette théorie. C'est assez dire où en est chez nous la notion de l'ordre et de la justice politique, et pourquoi la presse se moque

parfaitement des lois et des juges par lesquels on prétend la régler.

Un trait de la discussion mérite d'être conservé comme peinture du temps. Un député voulait qu'en renvoyant au jury les délits politiques, ou délits d'opinion, on laissât à la police correctionnelle, c'est-à-dire à la loi absolue, les délits contre la morale, qui sont des délits absolus.

Il sentait la témérité de sa proposition, et il l'a développée dans les termes les plus timides, les plus humbles. Nous copions le compte-rendu officiel : « Messieurs, une seule chose peut nous sauver aujourd'hui. C'est le maintien de ces principes éternels, le respect de la famille, le respect de la morale et le respect, *je dirai même*, de la religion! » *Je dirai même!* On sent hésiter et fléchir la voix; mais cette modestie n'a touché personne. Le sténographe note une « approbation sur quelques bancs à droite, » et ailleurs, des *rumeurs diverses*.

Un autre orateur montrant le même sentiment, a été coupé par M. Flye Sainte-Marie, qui lui a crié : *Dieu n'a pas besoin de votre protection!* C'est ce que nous disait un jour M. le duc de Broglie, au nom du parti catholique libéral. Nous ne savons pas si M. Flye Sainte-Marie parle au même titre, et si M. le duc de Broglie le dirait encore. Peut-être que les événements qui se sont accomplis depuis lui ont fait voir et feront voir à M. Sainte-Marie que nous avons quelque besoin de protéger Dieu.

C'est, du reste, contre l'amendement soutenu par M. Félix Giraud que M. le duc de Broglie a pro-

noncé son discours, escorté de *vives adhésions*, et essentiellement sans flamme. Il s'est appliqué à faire comprendre le danger d'un régime judiciaire sous lequel des penseurs *politiques* tels que Montesquieu et Voltaire pourraient être traduits en police correctionnelle, *sous prétexte* d'outrage aux mœurs.

Ce qui serait abominable!

Tout cela, quand la seule influence de la presse athée peut expliquer la persécution antichrétienne et antimorale qui sévit à Paris, tout cela nous montre que la presse n'a rien à craindre ni des jurés, ni des juges, ni des législateurs, et qu'elle est reine absolue de ce temps, où elle est en train d'épouser le canon. L'on célèbre en ce moment leurs fiançailles.

Rabelais regardait l'invention de l'imprimerie comme une consolation du monde, à contre-fil de la diabolique invention du canon. Les voilà mariés, et l'obus, leur fils, porte en sifflant le nouvel évangile de la lumière, de l'amour et de la paix.

CLXVII

20 avril.

SUCCÈS MORAUX DE LA COMMUNE.

La Commune de Paris, combattue par notre armée semble réservée à une prompte fin militaire. Les généraux Cluseret, Dombrowski et autres ne tiendront

pas cinq mois, et les « Prussiens de Versailles, » comme les nomme le canonnier Rochefort, feront ce que n'ont pu faire les Prussiens de Berlin : ils entreront, en dépit des feuillets de Rochefort le lanternier, bon assassin de prêtres, faible soldat.

Cependant, la justice veut que nous ne méconnaissions pas les succès de la Commune. Elle en obtient, et d'assez grands. Elle est hautement flattée par des politiques qui ne manquent pas d'importance, les uns républicains, les autres bonapartistes. Ils lui promettent à peu près de faire à peu près ce qu'elle veut, et ils sont en cela, selon nous, plus sincères qu'ils ne pensent.

Du côté des républicains, on distingue M. Thiers, M. Louis Blanc, M. Dufaure et M. Henri Martin, qui vient d'écrire une lettre « émouvante » à laquelle l'*Officiel* de M. Thiers s'est rallié. Et l'on sait d'ailleurs si M. Thiers est républicain! Il en oublie la prudence, et même quelquefois le français.

Du côté des bonapartistes, il y a ce fameux prince Plon-Plon, l'ennemi de la calotte, sorte de Rochefort timbré de la couronne impériale; et l'on distingue encore le publiciste Hügelmann, qui est une manière de Billioray.

Entre républicains et bonapartistes, il existe toujours, à travers le perpétuel échange de coups de poing, un certain accord, une certaine affinité que rien n'a pu dissoudre et qui se manifeste par-dessus ou par-dessous les hostilités personnelles. On passe d'un bord à l'autre sans difficulté de conscience, à cause de l'identité finale du but. M. Thiers est bona-

partiste parce qu'il est révolutionnaire, et Bonaparte disait : Je suis la Révolution. Napoléon III, qui se donnait l'an passé pour l'homme de 92, a toujours admiré M. Thiers. Condamné à se jouer de M. Thiers, il s'est exécuté, ce qui empêche M. Thiers de lui rendre amour pour amour; mais 92 est toujours le nœud, et M. Thiers, tout glissant qu'il est, n'y échappe pas. Il fait des fuites, il revient. Cela est plus fort que ceci. Malgré lui il crie : Vive la République, et sa perspicacité ne l'avertit jamais que c'est crier : Vive Bonaparte. Pas plus, du reste, que Bonaparte ne s'aperçoit que crier : Vive la Révolution, c'est crier : Vive la République et à bas la couronne. Il y a bien des confusions dans ces fortes têtes, qui ne sont pas fixées sur l'existence de Dieu, et qui ignorent la distinction du bien et du mal.

Vers la queue, les deux partis, républicain et bonapartiste, se confondent tout à fait. On est indifféremment l'un ou l'autre, et généralement l'un et l'autre. Or, suivant l'usage de tout ce qui est à l'envers, cette queue mène au socialisme.

De là le succès de la Commune de Paris.

Le prophète Henri Martin ne fait aucune différence entre Paris et ce qui s'est appelé la *Commune*. Au fond, pour lui c'est tout un, c'est la même chose, sauf peut-être quelque malentendu léger. Or, Paris est « la tête et le cœur de la France; » donc la Commune est la tête et le cœur de la France ; donc la France veut ce que veut la Commune. Si la France voulait autre chose, elle aurait tort. Mais la France, qui n'est que la marche charnue de Paris « tête

et cœur, » ne se donne pas un tort si grave. Par conséquent, il n'y a pas de division, et Versailles, le « rural » Versailles veut ce que veut Paris. Ainsi raisonne M. Henri Martin, approuvé de l'*Officiel* de Versailles : « Les idées qu'exprime avec tant de force et d'autorité l'honorable M. Martin ont déjà été plusieurs fois *exprimées par le Journal officiel*; mais *il est bon* (?) qu'elles soient répétées *par les voix les plus autorisées* au milieu de tant d'aberrations ! »

Cependant que veut Paris. — Écoutons le prophète *autorisé :*

« Paris, *le vrai Paris*, répond M. Martin, veut deux choses : le maintien de la République en France et l'établissement des libertés municipales dans Paris. *Il a cru*, non pas unanimement, mais en majorité , qu'*on* voulait renverser la République et refuser à Paris ses libertés. »

Voilà le malentendu. C'est peu de chose au fond, surtout à présent que le malentendu est réparé par la loi municipale *provisoire*, laquelle sera amplifiée et consolidée et donnera alors tout ce que « le vrai Paris » désire; c'est peu de chose, surtout depuis que la République est reconnue à Versailles comme la forme constitutive et définitive de la France. On ignorait sans doute un peu ce second point; mais M. Martin l'atteste dans sa lettre approuvée; il en est témoin presque garant.

Qui peut donc empêcher la Commune de mettre bas les armes et de prendre l'ours de la République et de M. Martin, c'est-à-dire M. Thiers prolongé? A

l'instar d'un certain personnage de comédie, M. Martin « se le demande, » et le *Journal officiel* aussi. Hélas! nous sommes « au milieu de tant d'aberrations! »

Un autre suffrage républicain donné à la Commune, non pour la première fois, est celui de M. Louis Blanc. Il écrit qu'il n'y avait que deux choses à faire pour empêcher la guerre civile : « La proclamation éclatante de la République par l'Assemblée nationale, et l'adoption d'une loi mettant Paris en possession pleine et entière de ses libertés municipales. » M. Louis Blanc fait-il partie de Paris, le vrai Paris? Nous ignorons si M. Henri Martin se le demande. Mais on ne peut douter qu'il n'appartienne à l'âme communeuse.

Les témoignages bonapartistes ne sont pas moins encourageants. Nous avons mentionné cette brochure attribuée au prince cousin, qui revendique l'honneur du programme communeux pour les *Idées napoléoniennes,* où il est en effet contenu. Le publiciste Hugelman va plus loin.

Dans le journal intitulé la *Situation,* qu'il publie à Londres, le publiciste Hugelman propose au maréchal Mac-Mahon un petit coup dont le succès ne lui paraît pas douteux.

Selon le publiciste Hugelman, les demandes de l'Assemblée « ne sont pas le moins du monde plus légitimes que celles de la Commune, car elle exerce une autorité contraire à l'esprit et à la lettre de son mandat. » Il n'y a pour le publiciste Hugelman qu'une autorité légitime : c'est celle qui est abonnée à la *Situation.*

Dès lors que doit faire le maréchal Mac-Mahon? Ceci : déposer simultanément l'Assemblée de Versailles et la Commune de Paris, et provoquer un plébiscite qui rétablisse l'autorité abonnée à la *Situation*.

Et le publiciste Hugelman fait cette déclaration intéressante :

« *Il est certain* que la Commune *ne refuserait pas de traiter avec le maréchal*, entouré d'un ministère composé d'hommes sans couleur politique et sans antécédents administratifs, sur la base d'un appel à la nation *aussi large que pourraient le* désirer *les plus avancés des citoyens*. »

LES PLUS AVANCÉS!

Ainsi, le parti républicain tout entier, depuis Louis Blanc jusqu'à M. Thiers, et une portion peut-être notable du parti bonapartiste, parti très-existant, donnent en somme raison à ces citoyens « avancés, » qui font en ce moment leur main dans Paris, gens aussi capables de fusiller les otages qu'incontestablement habiles à se fournir d'argenterie et de linge.

Non-seulement, les bras et les cœurs leur sont ouverts, mais les esprits volent vers eux. En leur reprochant l'irrégularité des formes, on reconnaît en eux des frères et des précurseurs.

Si l'on veut comparer les avances qui leur sont faites, et le mépris contraire que l'on témoigne aux pauvres honnêtes gens, l'on aura un sentiment juste de ce que peut être le gouvernement réparateur de demain, et la République progressive d'après-demain.

Nous sortons de l'Égypte révolutionnaire, il faut encore l'espérer et nous l'espérons encore. Mais de

plus en plus il devient vraisemblable que, de toute cette génération qui mange de l'oignon égyptien, quelques-uns à peine verront la terre de justice et de paix.

CLXVIII

26 avril.

M. THIERS NE GRANDIT PAS.

En ces heures violentes et lugubres, on aimerait à ne pas dire son avis. La conscience même confesse que l'*insincérité* de la parole est devenue quasi nécessaire. Qui ne veut pas mentir se sent condamné, sinon à déguiser, du moins à omettre. Or l'omission est déjà le déguisement, comme le déguisement est déjà le mensonge. Quel politique dit tout ce qu'il croit, avoue tout ce qu'il veut, n'efface quelque trait de la vérité dont il est convaincu? On craint les fraudes de la polémique, les méprises de l'ignorance, les reniements de la lâcheté. Redoutable honte de notre misérable temps : la vérité apparaît comme le danger suprême! Dans cette atmosphère chargée de matières inflammables, la lumière semble ne pouvoir servir qu'à mettre le feu. Sans doute, il y a grande chance de sombrer à travers tant de ténèbres amassées sur tant de précipices. Chacun en convient, chacun le crie... Mais enfin, si la lumière met le feu?... Et cha-

cun trouve plus sage de s'exposer à sombrer que de s'exposer à sauter.

Cependant la sagesse du *statu quo* indéfini dans les ténèbres palpables nous menace autant que l'explosion. Les terreurs de la nuit peuvent avoir des conséquences aussi funestes que les dangers évidents du jour. Dans la nuit, l'ennemi fait son chemin; il trouve paralysées des intelligences qui se défendraient vaillamment contre une attaque ouverte. Plusieurs qui marcheraient au combat non-seulement avec fermeté mais avec allégresse, se défont eux-mêmes et désertent, troublés de ce silence et de cette nuit qui leur font peur.

M. Thiers, après son passé mélangé, exige de l'Assemblée plus de confiance qu'elle ne lui en peut donner. On sait qu'il a de l'esprit et de l'expérience; mais on craint qu'il n'en ait trop. On ne lui attribue pas de mauvaises intentions; mais il est, par sa volonté, aussi mal entouré que possible. A plusieurs personnes et à plusieurs reprises, il s'est dit monarchiste; mais il y a diverses monarchies : quelle est la sienne? A d'autres personnes, et maintes fois, et plus haut, il a dit qu'il voulait conserver la République; mais il y a quantité de républiques : quelle est sa république ? Parmi celles qui ont un nom et un drapeau , il n'en a désigné aucune à laquelle il se rattache ; et si sa république lui est propre et familière, il ne l'a pas définie. On ne sait pas même si elle est du genre *rural* ou du genre *urbain*. Ce point pourtant ne manque pas d'importance. Il reste dans l'ombre. On se demande où va M. Thiers,

et s'il sait où il va, et même s'il sait où il voudrait aller !

Une grande assemblée ne peut rester longtemps à mâcher ainsi le vide et à tâter ainsi la nuit. Il faut lui mettre quelque chose sous la dent, quelque chose dans la main. Elle s'ennuie, elle s'irrite, elle soupçonne ; les problèmes deviennent des fantômes. Ces divers mouvements méritent qu'on y prenne garde. L'appréhension d'être trahie peut provoquer, au moment le plus inopportun, l'explosion que l'on se flattait d'éviter.

Véritablement, pour tant d'honnêtes gens qui ont tant de grands intérêts en jeu, sans compter la responsabilité de conscience et d'honneur qui les oblige d'y pourvoir ; pour ces propriétaires, pour ces industriels, pour ces pères de famille, pour ces REPRÉSENTANTS DU PEUPLE enfin, il est dur de n'être que des petits garçons menés sans savoir où, par M. Thiers, escorté de ces trois autres Parisiens illustres, M. Favre, M. Simon, M. Picard !

Que font là ces trois génies de la Bastille, le lampion à la main, le pied levé, habillés de leur gloire du 4 septembre et de la défense nationale, en d'autres termes, absolument nus (sauf M. Favre, qui porte en guise de feuille de vigne les petits papiers de M. Millière) ? Quelle monarchie ou quelle république nous veulent-ils donner ? Quel honneur nous sauront-ils rendre ? Quels intérêts respectables peuvent-ils servir ? Et, pour articuler le dernier mot de la conscience française, quel sentiment honorable et fier n'alarment-ils pas ?

M. Thiers sait certainement conduire une affaire. Il en aurait remontré à Scribe pour filer ces fines négociations où le grand vaudevillistes déployait ses qualités de diplomate. Scribe bâtissait deux, trois et jusqu'à cinq actes, sur la question de savoir quel prince épouserait enfin la princesse, et si la paix serait faite ou la guerre déclarée. Il y avait des rubans, des robes, des verres d'eau, des chambellans, des caméristes qui jouaient de grands rôles ; le diplomate Scribe mettait tout en œuvre, venait à son dessein, et la pièce était finie et le parterre content. Ainsi compte finir M. Thiers. Mais ce n'est plus le temps de jouer cette pièce-là, et le parterre indigné, sentant l'ennemi aux portes, menace de monter sur la scène et de chasser les acteurs.

Il faut trouver le secret d'occuper plus sérieusement et plus noblement les esprits ; il faut les élever à un point d'où ils voient venir autre chose. C'est véritablement trahir l'Assemblée de ne pas la mettre dès à présent en mesure de se connaître elle-même, de savoir quels hommes elle possède, quelle vue d'avenir la préoccupe, et à quelle forme définitive la France aspire. Brûlerons-nous toujours des gargousses uniquement pour avoir occasion d'en fabriquer et d'en brûler d'autres?

La France veut être constituée. Cela est nécessaire à tout ; nécessaire même, peut-être, pour prendre Paris. Si l'opinion de Paris est indispensable à connaître, l'Assemblée peut s'éclairer dans l'état présent des choses : les Parisiens, hélas ! n'y manquent pas.

CLXIX

28 avril.

M. THIERS NE GRANDIT PAS.

M. Thiers vient de prononcer un nouveau discours de temporisateur qui n'offre rien de net, mais que semble commenter un incident plus clair quoiqu'assez mystérieux.

A côté du discours du chef du pouvoir exécutif, le ministère laisse afficher dans Versailles une sorte d'*ultimatum* que la Commune laisse afficher dans Paris.

Cette pièce, qualifiée de « proclamation des habitants de Paris, » est « proposée » au nom d'une « réunion d'associations » innomées, par un particulier parfaitement inconnu.

Quel est ce monsieur *Not-Langlois*, dont la pensée se trouve ainsi, et à la fois, maîtresse des murs de Versailles, en présence de l'Assemblée nationale, et maîtresse des murs de Paris, en présence de la Commune? Jusqu'à présent, si le public de Paris le connaît, le public de Versailles l'ignore. Mais ce monsieur parle en dictateur. Il déclare ce que *nous voulons*, et ce qu'enfin il faut faire. Il propose, mais du ton dont on impose, la république, la commune et la paix.

C'est là ce que « nous voulons, » d'après M. Not-Langlois.

« Nous voulons, » — nous France, — la république et l'élection quasi immédiate d'un président ; — et faire nous-mêmes nos affaires de cité au moyen d'une représentation municipale, c'est-à-dire d'une commune nécessairement munie d'une garde nationale outillée et soldée ; — et que « les hommes honnêtes » qui se livrent en ce moment encore à quelque passage diurne et nocturne, ne soient ni poursuivis ni inquiétés dans l'avenir, c'est-à-dire que personne ne soit puni, puisque nous sommes tous « honnêtes. »

Il suit de là, naturellement, que nous voulons encore que rien ne soit restitué, et que tout ce qui a été pris soit déclaré de bonne prise, puisqu'enfin les emprunts, le tapage et le dégât n'ont été faits que pour le bien et ont produit un grand bien.

L'affiche ne dit pas si « nous voulons » que les ruraux soient admis à marchander. M. Langlois annonce d'ailleurs implicitement que tout le monde est d'accord, puisque tout ce qu'il demande est accordé dans « les diverses circulaires du président du pouvoir exécutif. »

Ce trait semblerait indiquer que l'affiche est simplement une ironie contre M. Thiers. Mais alors pourquoi et comment est-elle affichée dans Versailles ?

Et si la chose est sérieuse, si M. Thiers ne voit là que des propositions que l'on puisse accepter, si les préfets de M. Picard font poser l'affiche dans toute la

France, alors c'est un coup d'État contre l'Assemblée. Le tour est joué, la République est faite, et le premier consul Thiers en a pour un ou deux mois.

Il sera certainement béni par ceux qui auront le temps, en deux mois, de déménager de Paris et de quitter la France.

L'Assemblée, dans sa séance d'aujourd'hui, n'a demandé aucune explication sur le programme *Not-Langlois*, si remarquable par l'affichage. A notre avis, l'incident mérite plus d'attention de la part d'une assemblée qui aime à se dire libre, souveraine et constituante. Elle a sujet de déclarer promptement qu'elle prétend régler elle-même la situation de Paris, fixer elle-même la mesure de la clémence et celle de la justice, et enfin ne pas se démettre de son pouvoir constituant dans les mains de la « réunion d'associations » représentées par M. Not-Langlois.

Ce n'est pas M. Not-Langlois, représentant de diverses associations, que le peuple français a chargé de le constituer conformément aux diverses circulaires de M. Thiers.

Pour nous, en particulier, nous osons inviter les représentants catholiques à s'informer s'il nous sera encore permis de professer et enseigner notre religion, ou si l'athéisme sera la religion de l'État. Il n'y a pas eu place pour ce détail dans le programme de M. Not-Langlois; il n'en est pas question non plus dans les discours et circulaires diverses de M. le président du pouvoir exécutif. Mais l'omission n'empêche pas que les prisons ne soient pleines de prêtres et que le culte ne soit proscrit.

Il faudrait au moins savoir si le « pouvoir municipal » ira partout jusqu'à fermer les écoles et les églises. Quelque député monarchique ou catholique devrait s'inquiéter de cela.

CLXX

29 avril.

M. THIERS NE PEUT GRANDIR.

Puisque les « diverses réunions » anonymes représentées par M. *Not* ou *Ignot*-Langlois veulent « énergiquement » la république, et que M. Thiers n'y répugne point, la chose devient sérieuse. Examinons-la de près, au point de vue pratique.

Il s'agit d'une république à président temporaire. M. Thiers ne comprendrait point la république sans président, et le peuple Langlois ne l'agréerait point à président perpétuel. Nous devons donc chercher ce que la France contient de matière présidentielle à l'heure qu'il est. Tout le reste serait théorie pure et superflue.

Il y a trois personnages hors ligne : Bourbon, Bonaparte, Orléans.

Bourbon ne daignerait, Bonaparte ne voudrait, Orléans ne saurait.

Bourbon et Bonaparte, éligibles par-dessus toutes les lois que voudraient faire d'impuissants compéti-

teurs, ont chacun leurs raisons hautes et invincibles pour ne point postuler la présidence. Ils peuvent prendre mieux que cela. Pour l'un ce serait bas, pour l'autre, drôle. L'un ne peut abdiquer la majesté de son droit, l'autre le profit et l'espèce de dignité de son audace. Tous deux perdraient trop à se reconnaître temporaires, viagers, révocables. Ils y perdraient incontinent le meilleur de leur force.

Orléans consentirait à entrer par cette porte. Il y frappe. Mais qui le soupçonne de vouloir laisser ouverte la porte de sortie? Orléans ne postule pas le fauteuil, il postule le trône. Et s'il se contente du fauteuil, il ne le mérite pas. Il n'a que son nom comme le premier venu, et pas même. Sur son nom reste une tache solennelle qu'il n'a pas effacée, et cette tache est ce qui demeure d'un honneur solennel... qu'il a gratté.

Voilà donc les princes hors concours. Rien ne les empêchera d'être éligibles, tout leur interdit d'être candidats.

Passons aux particuliers.

Après 1848, la France ne manquait pas, en ce genre, d'une certaine abondance, outre l'abondance des illusions. Bonaparte était un particulier alors neuf. On avait des hommes d'épée: Bugeaud, véritable conquérant de l'Algérie, véritable paysan, plein d'expérience, de fermeté et d'honnêteté, victorieux de toutes les injures, couronné de respect; Cavaignac, vainqueur de juin; La Moricière, soldat d'épopée. On avait aussi des hommes de tribune, dits *hommes politiques*, en ce temps-là présentables.

Lamartine immédiatement, M. Thiers plus tard, M. Guizot encore, même M. Ledru-Rollin, dans l'avenir, et ce qui mûrirait et se formerait avec le temps. Les affaires n'étaient point difficiles comme aujourd'hui, ou du moins les difficultés n'étaient point connues, pesantes, écrasantes et immédiatement mortelles. On possédait un trésor, une armée, une administration, une sorte de classe politique victorieuse et assise. Point de Prussiens attendant leurs milliards et prenant leur nourriture en attendant. Enfin, les socialistes ne formaient qu'un ramas de pleutres sans lettres, sans pécune, sans crédit, sans organisation, sans chassepots et sans victoire. C'était chose de rien que trouver un président. On pouvait changer de président comme on avait jusque-là changé de ministère, et tout marchait sur les vieilles roulettes.

Présentement il n'y a plus de roulettes, et il faut d'abord que le président les reconstruise; même il faut qu'il les invente, car le sol a changé; et ce n'est rien encore : il faut ou reconstituer le sol ancien, ou créer un sol entièrement nouveau. Rude besogne, qui exige un maître homme pourvu d'une maîtresse main.

Or, de tous les *anciens*, qui eussent pu suffire autrefois et pour les faciles choses d'autrefois, que nous reste-t-il pour les terribles et innombrables besoins d'aujourd'hui? Et entre tant de *nouveaux*, surgis de ce tremblement de terre qui commence à M. Emile Ollivier et qui ne finit pas à M. Cluseret, où est l'homme?

Parmi les anciens, il y a M. Thiers monarchiste, et parmi les nouveaux, M. Thiers républicain.

Pas un autre! pas un seul!

Le 4 septembre, on a encore trouvé M. Jules Favre, ou du moins M. Jules Favre, se trouvant lui-même, a trouvé Crémieux, Glais-Bizoin, Gambetta, M. Picard, plus l'agréable Rochefort, qu'il ne cherchait pas. La Commune a ensuite ramassé Pyat et Delescluze, ses plus beaux ornements. Depuis, rien! La bourgeoisie a expiré en donnant ces fleurs.

C'est donc M. Thiers qui sera président, avec ses deux inséparables, M. Jules Favre et M. Picard, pour assesseurs. C'est à M. Thiers qu'il faut donner la France à refaire.

Et il aura pour instrument unique les restes d'une voix qui tombe et d'une ardeur révolutionnaire qui, hélas! ne s'éteint pas.

Voilà le présent; là-dessus, rêvons l'avenir.

Les amants de la République, M. Thiers tout le premier, peuvent tenir pour certain qu'il y a une dictature au premier coin du bois. Quand M. Thiers *nouveau* de sa petite voix criera : *Vive la République!* il entendra la petite voix de M. Thiers *ancien* qui répondra : *L'Empire est fait!*

Bientôt l'*ex*-France, soumise à son sort, ne cherchera plus un maître qui dépasse si peu que ce soit l'humble niveau de la stature humaine; et même l'ignoble envie, première et dernière passion de la démocratie, exigera que ce niveau ne soit point dépassé. Si faudra-t-il néanmoins que le candidat l'atteigne, que l'on voie en lui la stricte étoffe d'un sergent de

ville et d'un boulanger. Tout le monde à présent n'y est pas ; et M. Thiers (c'est un chagrin de le dire) n'y arrivera jamais.

CLXXI

3 mai.

L'EMPIRE DE LA COURTISANE.

La jument de Roland, bien née, bien découplée, sobre, forte à franchir fleuves et monts, n'avait qu'un défaut : elle était morte. Notre assemblée nationale est vivante, mais elle a rencontré un Roland civil qui ne monte pas à cheval et qui se prétend, hélas! parfait cocher.

Elle voulait faire rapidement une course hardie au pays des traditions et des merveilles. Il s'agissait d'aller là-bas et là-haut tuer un monstre, délivrer une Andromède captive qui se nomme l'Autorité et qui possède un trésor qu'on appelle la Paix. Il fallait au cheval des ailes, au cavalier une lance. Mais le cavalier n'est pas venu; et le cocher, s'étant emparé du cheval, s'est empressé de l'atteler à son vieux coche, en compagnie d'un vieil âne rouge qu'il chérit dès longtemps. Il a pris son vieux fouet et il a enfilé la vieille ligne mal pavée où son cher vieux âne rouge a coutume de l'aider à verser. Fouette, cocher, et nous verserons bientôt ! Bientôt la belle, jeune

et fringante assemblée sera tout juste dans l'état de l'incomparable défunte jument.

Le plus triste, c'est qu'une certaine logique ne manque pas en cette malencontre. De toutes parts, avec douleur, avec épouvante, avec rage, on se demande comment il eût été possible de faire mieux; de toutes parts on se répond qu'il eût fallu du cœur, et laisser là et le fiacre et l'âne rouge. Mais du cœur, où en trouve-t-on? et quant au fiacre et à l'âne rouge, la légalité les impose, ainsi le veut le pays. Or, par comble de malheur, il est vrai que le pays le veut ainsi, et, par surcroît de malheur, il est vrai encore que le pays ne le veut pas ainsi. Nous vivons dans un décousu qui force la langue à déraisonner comme la raison. — Le pays veut ceci, disent les uns. — Le pays veut cela, disent les autres, et c'est le contraire, et c'est la vérité ici et là. Pour dire la vérité tout entière, le pauvre pays, totalement dérouté, ne sait plus ce qu'il veut, et lorsqu'il sait ce qu'il veut, il ne sait pas le vouloir. Voyez ce que l'on appelle Paris et ce que l'on appelle Versailles : c'est le pays. Voyez ce que l'on appelle le gouvernement : vous y retrouverez Paris et Versailles. Voyez M. Thiers : il se demande en qualité de Versailles s'il a parfaitement le droit de se bombarder en qualité de Paris? Et l'on explique parfaitement son scrupule : il a été, il est encore, en plus d'un recoin de son intelligence, Paris contre Versailles, autant pour le moins que sa situation le fait Versailles contre Paris.

Le pays veut ce qu'il ne veut pas, et ne veut pas ce qu'il veut. On peut le comparer à cette triste ban-

lieue parisienne, où la mort fait pleuvoir des deux mains les feux des deux bombardements, — et qui ne sait quelle main de la mort elle hait le plus.

Le pays se hait lui-même et lui-même se perd; il se maudit de se haïr et de se perdre, et se hait et se maudit d'autant plus. Qui expliquera autrement le pis en pis inexorable où nous enfonçons depuis trois quarts de siècle? Et cependant, est-ce possible? Quoi! le pays a *voulu* passer et repasser de monarchie en république, de guerre étrangère en guerre civile, errer perpétuellement dans le sang et la nuit, rompre de toutes façons avec lui-même, détruire ses traditions politiques, civiles, religieuses, être sans relâche et de plus en plus pillé, berné, ruiné jusqu'à perte d'honneur et de vie? Le pays a *voulu* cela? La France serait ce frénétique?...

Certainement non, et le pays veut tout autre chose: Il veut l'ordre, la paix; il veut ressaisir la liberté qu'il n'a plus, la vie qui lui échappe. Il veut s'arracher à cette honte de mourir dans ce marais sanglant, énervé et asphyxié de cette peste abominable et bête qu'il appelle l'*idée révolutionnaire*. Il demande qu'on lui refasse un sol, il aspire à l'air pur dans lequel il avait si noblement grandi. Il délègue des hommes à ce dessein, il leur donne mission expresse de le rétablir. Et néanmoins, il s'est fait lui-même le triste sort qu'il subit, il persiste à le maintenir, à l'aggraver. Quinze jours après avoir élu ceux qui doivent le tirer du marais, il en élit d'autres pour l'y replonger. *L'idée révolutionnaire* qu'il a maudite devient à ses yeux la belle figure de la liberté.

Qu'opposer à cette passion tyrannique? C'est la passion de l'homme asservi par une concubine. Volé, trompé, vilipendé, il charge quelques amis de le délivrer; mais à peine la drôlesse est-elle sommée de vider la maison, il fléchit, elle domine :

C'est Vénus tout entière à sa proie attachée.

Pour lui complaire, le misérable révoque et chasse ses amis.

Tout peuple est mineur, voilà le mot de l'énigme; et plus que tout autre est mineur le peuple qui s'est laissé déclarer maître. Ce soi-disant émancipé, néanmoins forcé par la nature de prendre des tuteurs, en choisit beaucoup que la nature ne lui avait pas préparés; des incapables, des indignes, même des traîtres. Ils obscurcissent son jugement, lient sa liberté, vendent ses intérêts et sa vie.

Fussent-ils tous honnêtes, suivant la théorie parlementaire, qui n'admet pas que le député puisse manquer à ses devoirs, un autre péril ne peut être évité. Par la force des choses, toute assemblée ainsi formée est nécessairement mineure comme le peuple qu'elle est censée représenter. Le conseil de tutelle, composé d'hommes inconnus les uns aux autres, inexpérimentés, atteint d'incurables faiblesses, sent tout de suite le besoin d'avoir lui-même des tuteurs. Il tombe sous le joug d'hommes déjà signalés, que la situation impose. Ces hommes ont leurs vues. Devenus nécessaires, ils ne résistent guère à la tentation de se rendre indispensables, et travaillent d'abord pour eux. Ils excellent à servir le pays contre ses ordres formels, mais au gré de sa passion. Les

ordres dureront peu, la passion persévérera. En France, l'opposition est toujours en minorité, mais toujours populaire. Ces hommes ne l'ignorent pas, et se gouvernent en conséquence. Ils trahiront, mais ils resteront en faveur, et la passion qu'ils servent et qu'ils partagent même lorsqu'ils feignent de la combattre, triomphera et les fera triompher. Terrible glu pour le député nouveau! Et quand on ne trouve pas à le prendre par ses faiblesses, on a encore un art de le prendre par ses vertus.

On épouvante sa conscience, on lui fait craindre de tout perdre en se heurtant contre l'impossible et le prématuré. Il n'ose plus dire telle ou telle chose, proposer ou repousser telle ou telle mesure, dénoncer tel ou tel péril. A force de prudence, il laisse passer l'opportunité. Il est pris, enrôlé, attelé. Il s'entête dans sa fausse sagesse; c'est fini. Désormais, il ne pense plus, il ne vote plus, il manœuvre... à la suite! Il dit, pour se défendre et peut-être pour se consoler, qu'il fait de la politique! Oui, vous faites de la politique; mais ce que vous deviez faire, la pensée neuve que vous deviez proclamer, la parole hardie que le pays attendait de vous, le mot de ralliement, le jet de lumière qui éclaire la plaie, qui révèle le bon désir, cette véritable œuvre du député, vous ne la faites pas!

La plus saine partie de l'Assemblée commence à sentir qu'elle n'a point rempli sa mission. Nous ne disons point qu'elle pouvait la remplir; mais enfin elle n'a point essayé. Le vieux cocher s'y oppose sans doute. Néanmoins il fallait essayer.

On dit qu'il y a beaucoup de catholiques dans l'Assemblée, et c'est vrai. Mais officiellement, qu'en savons-nous? Quel acte, quel discours l'a révélé au pays? Il y a aussi beaucoup de monarchistes; mais qu'en savons-nous encore? Les catholiques n'ont protesté contre aucune des stupides et sacriléges impiétés qui nous couvrent de honte aux yeux du monde; les monarchistes, tout en *politiquant*, se laissent aller à la République. Et quelle République? Ils n'en savent rien, pas plus que le guide qui tout à l'heure ira les verser là.

Quelque chose avertit les consciences que la France est sous le bras du châtiment, et que Dieu est comme contraint de vouloir que le châtiment continue. Les circonstances, à certains égards favorables, quoique cruelles, ont tourné subitement. Quand tout semblait fini, tout est devenu pire. Après les ennemis qu'avait provoqués notre orgueil, les enfants de nos adultères se sont levés. Comme nous avions mis stupidement toute notre espérance dans la force, nous l'avons mise dans l'habileté politique, dans la ruse; nous avons voilé les principes qu'il fallait proclamer, et il nous a paru sage de ne rien demander à Dieu. Alors la mort a recommencé de passer sur nous, plus sourde, plus sauvage et plus insolente.

Evidemment, nous avons une coupe à vider, une coupe dont nous ne pouvons pas même sonder le fond; et nous sommes pris d'une défaillance que les anges du ciel ne viendront pas assister. Nous ignorons qu'il existe des anges, et ceux qui le savent ne les appellent pas.

Aucune voix ne s'est élevée pour Pie IX, aucune voix n'a protesté contre les sacriléges de Paris. Ce ne serait pas « politique ! » On rirait!

Quoi! on rirait? Vous êtes une assemblée conservatrice, monarchique, catholique, et vous craignez ce rire. Allez ! la République est façonnée pour vous, et vous pour elle, et vous en tâterez!

Voilà un siècle bientôt que ce pays fait la guerre, et il a enseigné à l'étranger l'art de le vaincre. Voilà un siècle qu'il fait librement de la politique, qu'il ouvre des tribunes, qu'il enfante sans nombre les livres et les journaux, et il n'a plus un orateur, ni un publiciste. Voilà un siècle qu'il vote, et il est arrivé à ne pas savoir comment s'empêcher d'élire M. Delescluze et M. Pyat. Ce pays a rebâti Paris sans qu'il soit né un architecte, il a fait la guerre sans qu'un général ait surgi, il subit la persécution religieuse et ilattend encore qu'il se lève un chrétien.

O décadence d'un peuple sans Dieu! Décadence sans remède et sans espérance, si ce peuple ne fournissait encore des prêtres et si Dieu pouvait rester sans pitié!

CLXXII

5 mai.

LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC.

Ils ont fait un comité de salut public, ces décro-

chés de pilori et de potence qui commencent à se décomposer aux approches du gibet! Un comité de salut public pour forcer la terreur à les soutenir et à leur permettre de répandre la mort quelques jours de plus.

Telle est cette vile espèce, plagiaire de vol, de meurtre et de toute ignominie. Ils révèlent ainsi, du même coup, ce qu'ils admirent et ce qu'ils peuvent copier. Ils admirent la folie furieuse et lâche; ils peuvent imiter cela! Leur intelligence prend son vol jusqu'à la hauteur de la guillotine; leurs mains sales et ineptes se dressent à manier le couperet.

Dans ce comité de salut public qui rêve de faire sauter des monuments et d'égorger des otages, il y a un « homme de lettres, » le vieux Pyat, toute sa vie opprimé du sifflet, et qui ne l'a pas volé.

Le vieux Pyat, sonneur essoufflé d'antithèses qu'il emprunte souvent, et qui en veut au ciel et à la terre parce qu'il sonne creux; le vieux Pyat, qui se distingue du vulgaire en offrant publiquement une prime aux assassins de rois, voilà l'acier du comité de salut public. Les autres membres n'en sont que le plancher et les montants. Ces autres n'ont pas écrit, ils n'ont pas été sifflés; ils éprouveront moins le besoin de mordre à la chair humaine.

Rien sur la terre ni dans les eaux profondes, ni dans les bois ni sur le pavé, ni tigre, ni requin, ni serpent, ni homme, rien n'est cruel, féroce et implacable à l'égal de Trissotin sifflé.

Trissotin veut donner la mort, et il trouve que c'est trop peu. — Ah! tu m'as sifflé! Ah! tu es de

cette espèce qui siffle ! Tu n'as pas admiré ma prose, ni mes vers, ni mon pinceau, ni ma voix, ni ma danse ; tu as nié mon génie, et « si ce n'est toi, c'est ton frère ou quelqu'un des tiens » : meurs ! meurs ! et que ne puis-je te faire mourir mille fois !.....

Ainsi, Trissotin s'est montré depuis Denys le tyran, et Néron, et Chilpéric, et Henri VIII, princes trissotins. Robespierre, Marat, Collot-d'Herbois et quantité de ces sanguinaires avaient été diversement histrions. Ils firent le beau rêve de couper le sifflet à la moitié du genre humain.

Le voilà donc président du comité de salut public, ce joli vieux Pyat. Si la machine pouvait durer et le faquin y rester, le monde en verrait de belles ! Et quel empressement de la vermine littéraire à se fourrer là dedans !

Remarquez que tout ce gouvernement d'idiots furieux est rempli de ces gens de lettres, qui n'ont rien pu aux lettres. Deux ou trois seulement, et pour un temps, y gagnaient leur vie ; mais encore à quel emploi ? Des pitres ! Rochefort fut leur Apollon ; M. Lockroy, et puis M. Paschal Grousset, et puis M. Vallès, et puis encore Vésinier étaient de ce Parnasse. Cela descend jusqu'à Vermorel, certainement le dernier des cuistres, si la concurrence l'empêche d'être le premier des gredins ; et le polisson innomé qui écrit le *Père Duchêne* en était aussi. Ils ont presque tous commencé leur gloire au *Figaro*, délices du bourgeois. Et à la fin, M. de Villemessant, leur Mécène, s'est trouvé trop pur, si bien que *Figaro* a péri. Ils l'ont tué.

L'antiquité eut un pressentiment de cette aventure : elle parle d'une chienne immortelle, presque déesse, laquelle enfantait des chiens qui la dévoraient.

CLXXIII

7 mai.

LES VICTIMES CLOITRÉES.

Comme Pyat a senti le besoin d'un comité de salut public, Rochefort et Vallès ont senti le besoin d'une victime cloîtrée. En politique révolutionnaire et socialiste, cette pièce n'est pas moins indispensable que les pinces, les poignards, les bons de la Commune et l'eau-de-vie. Cela soûle, force les portes et tue.

Il leur fallait donc une victime cloîtrée. Ils l'ont trouvée dans le faubourg Saint-Antoine, au couvent de Picpus, récemment pillé. Même ils en ont trouvé trois ; trois pauvres folles que leurs sœurs gardaient pour ne pas les livrer aux maisons spéciales. Deux ont été mises à l'abri par la charité communeuse, très-honnêtement, dans une caserne. La troisième est restée au couvent envahi, sous l'égide des gardes nationaux et d'une « brave citoyenne, » qui la montre au peuple.

Là-dessus, les gens de Rochefort et de Vallès rebâtissent l'histoire des crimes des couvents. Jamais

elle ne fut rebâtie par des goujats plus bêtes. Les instruments de torture, les cachots, les souterrains pour aller du couvent des femmes au couvent des hommes, les ossements qui « doivent être » des ossements humains et des ossements d'enfants supprimés, ils y fourrent tout. Leurs imaginations sales, mais stériles, n'ajoutent rien à ces accessoires obligés. Il y a de nouveau simplement ceci : « Un ouvrage sur la manière de faire avorter, » écrit par un capucin, et « trouvé dans la cellule de la supérieure ! »

D'où il suit naturellement que les couvents sont des lieux de débauche, des écoles de crime, — et que Dieu n'existe pas. C'est la conclusion formelle du *Cri du peuple*, par le citoyen Vallès, ci-devant pion de l'Université, ci-devant au *Figaro*, présentement ministre.

On imagine les déclamations de ces vertueux qui défroquent leurs sœurs de Saint-Lazare pour les installer maîtresses d'école et infirmières à la place de nos sœurs de Charité. Entre Rochefort et Vallès, Vermorel finira par faire figure d'homme de bien.

Rochefort a délégué un rédacteur « au crime et au mystère de Picpus. » Il n'a pas eu la main heureuse. Son choix est tombé sur un *mascurat* qui manque de génie jusqu'à n'être pas absolument sans conscience. Invité par « les honorables gardes nationaux » à visiter ce théâtre de crimes, il s'y est rendu avec sa boîte à collodion. Il atteste qu'il a tout vu, et sa photographie atteste qu'il n'y a rien à voir. En outre, il raconte comment une sœur, non folle et

non intimidée, qu'il s'est permis d'interroger, a fortement mitigé son insolence naturelle.

Il ne garantit pas les ossements ; il n'a pas vu « le souterrain qui faisait communiquer le couvent avec un établissement de religieux situé tout en face ; » il n'a pas vu « le traité des avortements trouvé chez la supérieure. » Il en parle sur les dires des « honorables gardes nationaux. » Il croit ; il aimerait mieux passer pour *rural* que paraître en douter ; mais pourtant l'imbécile ne veut pas articuler qu'il a *vu*. Tu n'iras pas loin, galopin démocratique et social, si tu t'embarrasses de ce reste d'honneur ! Et enfin qu'as-tu vu ?

Il a vu la sœur Bernardine, victime cloîtrée ; il a vu les « instruments de torture ; » il a vu un berceau..... « un très-petit berceau ! !! »

Quant à la sœur Bernardine, elle a cinquante ans. Elle se porte bien, mais « ses paupières boursouflées » attestent « de longues et horribles souffrances. » Elle se plaint d'avoir été mal nourrie et bien battue. Elle parle peu. Lorsqu'on lui demande si elle n'a pas eu envie de se marier, elle baisse les yeux, et tout bas, tout bas elle murmure le nom du père Raphaël !..... Ici notre galopin étouffe un soupir et dérobe une larme.

Quant aux instruments de torture, il en donne une description travaillée, destinée à faire frémir, et qui a dû lui coûter gros. Des sommiers étroits, déchirés, couverts de crochets et de courroies, une couronne de fer toute rouillée, un *carcan* étroit, un poids, une tringle de fer terminée en fourche,

« évidemment destinée à assujettir le menton, » un corset de fer, des courroies, d'autres tringles, un support « dans lequel on fixait probablement les pieds de la patiente, » un « tourniquet, » etc., etc., et enfin « toutes ces horreurs » reléguées dans une chapelle entourée « d'immenses terrains vagues, qu'aucun cri, si poignant fût-il, n'a jamais pu franchir! »

L'apprenti rochefortin se demande « à quoi les religieuses employaient-elles cet attirail, qui rappelle *assez bien* ce qu'on a trouvé plus d'une fois à Rome *ou en Espagne*, dans les *caves* de l'Inquisition? » Il répond que *peut-être* l'enquête le dira. Mais en attendant, il propose sa petite idée, fort digne de lui : « On *commence à comprendre*, dit-il, quand on a vu, près de l'un de ces sommiers, un tout petit berceau qui n'a pu *évidemment* recevoir que des nouveaux-nés. »

Ce qu'il y a d'abominablement plaisant, c'est que le gredin dénonce lui-même la fraude à laquelle il s'associe. Ayant rencontré l'une des sœurs prisonnières, il a eu l'impudence de la questionner et il a la sottise de rapporter l'entretien. Avec le dédain convenable, qu'il fait très-bien sentir, la sœur lui a dit que les sommiers étaient de vieux lits orthopédiques et que le berceau servait à faire une représentation de Jésus dans la crèche. Ensuite, quoiqu'il voulût continuer, elle l'a planté là, suffisamment déconfit. Il traite cette religieuse de Bismark féminin. Le fait est qu'elle l'a *bismarké*. Mais il n'a pas voulu perdre sa description, et, comme on le voit, il se venge.

Tels sont « les crimes et les mystères » du couvent de Picpus, d'après les propres inventeurs. On y a trouvé, en résumé, trois religieuses folles, deux vieux lits orthopédiques et une crèche. C'est d'ailleurs tout ce qu'il faut à Paris, en ce moment, pour être pillé, volé, emprisonné, diffamé par la racaille à plume, déchiré par la racaille à dents. Rien ne peint mieux la Commune et ses meneurs.

Ils se sont particulièrement rués sur cette congrégation de Picpus. Avant de piller les religieuses, ils avaient pillé les religieux. Nulle part, ils n'ont montré autant de fureur, commis autant de sacriléges, autant volé. Dans l'église des religieux, ils ont mutilé une statue de la sainte Vierge, fusillé une statue de saint Pierre et une statue de saint Joseph, brisé les reliquaires, enlevé les vases sacrés. Dans les cellules, ils ont coupé les bras des crucifix, décapité les images pieuses, brûlé papiers et livres. Ils ont arrêté tous les religieux prêtres et frères, et les tiennent sous leurs verrous. Ils ont enfermé pendant deux jours dans un cachot le frère Lievin-Jacob, infirme. Ils ont mis le revolver sur la poitrine d'un autre (le frère Beunat) et l'ont sommé de jurer qu'il n'y a pas de Dieu. Le frère a dit tranquillement : Eh bien! je jure qu'il y a un Dieu! Et ils ne l'ont pas tué, — ils l'ont dit, — *pour ne pas faire un martyr*. Quelques-uns de ces gens-là savent bien ce qu'ils font. A l'égard des religieuses, on voit ce qu'ils savent imaginer. C'est tout à la fois plus savant, plus scélérat et plus lâche. Insulter des femmes et des vierges, et de cette façon, l'art ne saurait aller plus loin. Ce Paris, cette Com-

mune et cette littérature sont pleins de ces artistes, tous consommés.

Pour les catholiques, un mot expliquera la préférence donnée à la congrégation de Picpus. Il est probable que les exécuteurs n'en connaissent pas la cause.

La voici :

La congrégation des Sacrés-Cœurs, dite de Picpus, a été fondée en 1794, dans le sang versé par la Terreur, encore chaud, l'on peut le dire. Elle naquit de ce sang, elle sortit des tabernacles brisés et des hosties profanées par les scélérats qui s'étaient targués d'anéantir la foi catholique. Elle leur attesta que Jésus-Christ vivait toujours, que l'Église était toujours féconde, que le sang des martyrs était toujours une semence de chrétiens, et qu'il n'y avait plus de terre stérile là où ce sang était répandu.

Joseph Coudrin, bon et saint prêtre de Poitiers, assisté d'une pieuse femme, établit la double congrégation, hommes et femmes, pour l'adoration perpétuelle et pour la réparation des outrages faits au Saint-Sacrement dans les tabernacles. C'est le but spécial. On y ajouta l'éducation et l'assistance des enfants pauvres, les missions dans les campagnes et les missions lointaines.

En 1814, les deux congrégations vinrent s'établir à Picpus près du lieu des exécutions révolutionnaires, sur le champ même où les victimes avaient été enterrées. Des personnes pieuses leur donnèrent une partie de ces terrains sanglants, afin que la prière pour les morts, victimes et bourreaux, n'y cessât

point. Les gens de la Commune viennent de violer ces cimetières ; ils les ont fouillés, ils ont ouvert et profané les caveaux. Ils ont ajouté cela au reste. Les ossements qu'ils produisent appartiennent sans doute aux innocents que leurs « pères de 93 » ont assassinés.

A travers diverses vicissitudes, généralement dures et cruelles, la double Congrégation a néanmoins prospéré. Elle remplit son but. Les religieuses que Rochefort et Vallès insultent élevaient, et en grande partie nourrissaient et habillaient plus de trois cents petites filles pauvres de ce quartier, au milieu duquel elles peuvent être assassinées en plein jour. Les missions sont florissantes. La Congrégation gouverne trois districts, les îles Gambier, les Marquises et Honolulu. Elle y a porté la civilisation chrétienne à la place de la barbarie et de l'anthropophagie. L'évêque d'Honolulu et l'évêque des Marquises étaient au Concile. Ce sont deux fondateurs de peuples. Nous avons lu des lettres qu'ils recevaient de leurs diocésains, dont les grands-pères et les pères étaient des sauvages. Mgr Maigret, vicaire apostolique d'Honolulu, a bâti des églises, fondé une langue, établi une imprimerie. Il nous a donné des livres, des cantiques, un journal qu'il a *composés* lui-même, de son esprit et de ses mains, dans son imprimerie d'Honolulu. Lui et son collègue des îles Marquises, Mgr Dordillon, ont trouvé parmi leurs sœurs des femmes assez généreuses pour se dévouer à ces missions d'où l'on ne revient guère. Elles y souffriront toutes les privations et tous les travaux de l'apostolat, elles y seront insultées par les journaux protestants et francs-maçons,

qui vont traduire là-bas les infectes calomnies de la barbarie et de l'anthropophagie, renaissantes chez nous.

Les révolutions démocratiques et sociales sont faites pour détruire ces œuvres. Elles donnent aux Marats et aux Héberts le plaisir de « raccourcir » ces ouvriers de Dieu. Elles mettent les Théroignes sur l'autel de la Raison, et elles attachent au pilori l'honneur des vierges sacrées, en attendant qu'elles les égorgent.

La religion grandit au milieu de tout cela et se relève plus brillante. Mais les sociétés qui le permettent se dégradent ignoblement, jusqu'à ce que la justice les délivre par le glaive, et la liberté individuelle par le bâton.

On nous donne un renseignement assez curieux sur l'une des pièces à conviction produites contre les religieuses de Picpus. Il s'agit du livre sur la manière de procurer les avortements, composé par le capucin Bousquet, et trouvé dans la cellule de la supérieure.

Nous devons dire que nous avons commencé par n'en rien croire du tout, attribuant le fait à la pure imagination rochefortine et communeuse, très-digne d'un pareil coup. Néanmoins, il y a du vrai. L'auteur et l'ouvrage existent, et l'ouvrage a été trouvé au couvent. Seulement, l'ouvrage n'est pas un livre, l'auteur n'est pas capucin et la trouvaille n'a été faite ni dans la cellule de la supérieure, très-noble et très-respectable dame, âgée de 75 ans, ni dans le

couvent des femmes. La vérité est autre. Elle fait bien connaître l'art du vertueux Rochefort et du vertueux Vallès.

Le supérieur général actuel, élu il y a deux ans, se nomme Bousquet. Il n'est ni capucin ni médecin et ne s'est jamais mêlé d'étudier la médecine ou la chirurgie, ni même d'en écrire ; mais il a un neveu de son nom, lequel, il y a quelques années, ayant terminé ses cours à l'école de médecine, se fit recevoir docteur et prit pour sujet de sa thèse les *Accouchements*.

Ayant soutenu sa thèse, le jeune docteur la fit imprimer, et, suivant l'usage, en fit hommage à ses parents et amis. Il l'envoya au supérieur général de Picpus, avec lequel il avait des relations, tout simplement comme neveu de son oncle, le R. P. Bousquet étant, alors encore simple religieux. Le bon vieux supérieur agréa l'offrande. On peut supposer qu'il se réjouit d'apprendre que le jeune étudiant avait passé sa thèse, et il ne la lut point. Enfin, il la laissa parmi ses livres, au quartier peu visité des brochures, dans sa chambre, et son successeur en hérita, ignorant qu'il gardât ce serpent.

Mais la Commune est survenue, et voilà toute l'histoire. Chacun devine pourquoi et par quel art la thèse innocente du jeune docteur Bousquet sur les accouchements, offerte par l'auteur à ses parents et amis, saisie dans la chambre du supérieur de Picpus, est devenue un traité de l'avortement par le « capucin » Bousquet, « découvert » dans la cellule d'une supérieure de couvent.

On cite ce juge qui ne voulait que quatre lignes de l'écriture d'un homme pour le faire pendre. Messieurs de la Commune n'en demandent pas tant : un sommier orthopédique, un berceau à mettre un petit Jésus de cire, les paupières boursouflées d'une pauvre vieille folle, et enfin une thèse d'étudiant en médecine, voilà pour ces messieurs de quoi justifier le pillage de deux maisons et de deux églises, la persécution de deux communautés, l'emprisonnement et au besoin l'assassinat de vingt ou trente personnes, et par-dessus le marché, la plus lâche et abominable diffamation contre toute une grande famille religieuse.

Quels artistes consommés à mal faire! quelle noire, infernale et surfine canaille!

CLXXIV

8 mai.

PROCLAMATION AUX PARISIENS.

Le gouvernement publie une proclamation ou sommation « aux Parisiens » où ne manque pas un certain accent de poignet. La résolution d'en finir avec la force par la force s'y exprime d'un ton qui dénote la certitude de posséder le matériel suffisant. Donc, la fameuse « action décisive, » si annoncée, si ajournée et si désirée, va enfin s'accomplir. Il le

faut. La pression allemande ne permet plus de tarder. Ou le gouvernement légal, ou les Prussiens « sans merci. » L'argument est irrésistible. Nous regrettons que le gouvernement se soit trouvé dans la nécessité de l'employer. « La fortune, » comme disait l'éloquence de la feue Défense nationale, ne nous veut faire grâce de rien. Par toutes les mains, sur toutes les claies, à travers toutes les amertumes, nous sommes traînés à toutes les humiliations.

Formidables et interminables gémonies ! Oh ! qui nous lavera de cette histoire ? Qui nous lavera vaincus, et qui nous lavera vainqueurs ?

Le document d'aujourd'hui ne nous sera pas une pièce à décharge. La littérature en est négligée, la politique douteuse, la morale plus que légère. Il exhale une odeur mélangée de patrouille triomphante et d'enterrement civil, sous la direction de quelqu'un qui serait tout à la fois M. Prud'homme et le seigneur Matamore. On y cause de ses petites affaires, des moyens de faire remonter le 3 pour 100, des réparations à exécuter dans le logis mortuaire afin d'y ramener sans délai les Ris, les Grâces et les Amours. Du mort et de sa pauvre âme, pas un mot.

Nous voudrions savoir quelle est la doctrine de l'être composite, et jusqu'à un certain point fictif, qui nous parle comme gouvernement de la chose encore plus composite et encore plus fictive à laquelle il donne le nom de République française ?

Nous voudrions savoir en quoi ce gouvernement diffère essentiellement, dans la pensée du gouvernement, de la Commune ? S'il croit avoir plus d'idées

morales, et comment il le prouve? S'il admet davantage l'immortalité de l'âme et sa responsabilité devant Dieu? S'il est plus persuadé de l'existence même de Dieu et de son intervention vengeresse et réparatrice dans les choses de ce monde?

L'être en question a toujours été trouvé court sur ces points dont il paraît ne pas soupçonner l'importance; en ce moment solennel, il est plus court que jamais. Il semble persuadé que les maladies morales se guérissent à coups de canon, comme le comité de salut public semble persuadé qu'elles se guérissent à coups de couteau. Il hausse les épaules, lorsqu'on lui dit que le canon, loin d'être le remède, est la maladie.

En vérité, reprendre Paris uniquement pour le balayer « et rétablir la circulation, » ce ne serait pas la peine. Il faudrait au moins indiquer que l'on songe à l'assainir, qu'on cherche le moyen d'empêcher les barricades d'y repousser toujours et toujours plus belles.

Nous en reparlerons. C'est assez pour aujourd'hui de protester contre cette absence de toute pensée morale, dans une pièce qui nous annonce le prochain *assaut de Paris* par une armée française!

Nous nous permettrons aussi un mot au sujet des « Parisiens non combattants, » à qui l'on annonce de mauvaise grâce leur prochaine délivrance. La proclamation s'adressant pêle-mêle aux tyrans et aux tyrannisés les morigène également, mais les tyrannisés, d'un certain ton plus âpre, comme si le 18 mars et tout ce qui s'en est suivi était leur faute. La

France, leur dit-on aigrement et impoliment, « a le droit de se sauver, *si vous ne savez « pas vous sauver vous-mêmes.* »

Pour l'excuse de ces malheureux, nous objecterons qu'ils pouvaient, jusqu'à un certain point, se croire munis d'un gouvernement qui avait charge de les sauver. Ils paient assez cher leur erreur.

Il est bien vrai que ce gouvernement s'est « sauvé lui-même », les plantant là. L'exemple était bon sans doute, et ledit gouvernement l'a immortellement donné; mais d'*un tel pas qu'on eût eu peine à le suivre.*

Le premier venu n'a pas, comme un gouvernement, le don, la facilité et le courage de déménager *subito*, abandonnant tout à l'ennemi, armes, trésors, vieillards, hommes, enfants, pupilles, honneur, enfin tout!

CLXXV

13 mai.

ADOLPHINE. — LA LETTRE DE HENRY DE FRANCE.

Avant-hier, M. Thiers se fâcha fort contre la majorité de l'Assemblée, à propos d'une question qu'elle lui fit sur ses cachotteries et ses cajoleries avec la gauche. Il trépigna, bouda, lâcha de gros vilains mots. Il demanda encore huit jours pour sauver la France et l'Assemblée elle-même. — Ensuite, dit-il,

je m'en irai ; la situation alors sera au niveau de vos capacités et de vos courages! La majorité ne parut contente que bien juste, et la situation se trouva « tendue. » On se promit une affaire. La première nuit fut aux plans de bataille; mais la seconde nuit porta conseil, et ce matin l'affaire s'est endormie. — Elle n'a eu d'autre suite que la reproduction sténographique de la forte férule administrée par l'*Exécutif* au Souverain, ce qui implique l'affichage sur toutes les murailles de France.

Peu de souverains ayant manqué de discrétion envers leur ministre, et peu de bourgeois ayant importuné leur majordome, ont été plus rudement rappelés à l'ordre. Si la leçon est aisément et parfaitement digérée, nous l'ignorons. Dans les couloirs et sur les *Réservoirs*, l'oreille du passant saisit fréquemment le propos de Martine battue à Sganarelle triomphant : Je te le pardonne, mais tu me le paieras! Officiellement, l'Assemblée, insultée et dépourvue, passe à l'ordre du jour.

M. Thiers paraît s'inquiéter peu du cas de lèse-majesté dont il a chargé sa conscience, non pour la première fois. Il se rengorgerait plutôt de savoir toujours mater si bien la majorité *tracassière*. Avec sa permission, il n'y a pas de quoi. Son procédé, aussi peu coûteux que peu respectueux, ne relève pas du grand art. La perfection de l'homme d'État parlementaire est de rester impassible sous le feu des interpellations, comme le sauvage au poteau des tortures. M. Thiers ne profite point des occasions qui lui permettraient de déployer cette vertu. Il

s'émeut, s'emporte et finit par dire quantité de choses qui ne sentent en rien le grand orateur, ni le grand citoyen, ni le grand homme.

En notre temps de rébellion universelle, il n'y a pas de cuisinière qui n'ait pareille éloquence à la main et qui n'en use avec sa bourgeoise, surtout les jours de grand dîner. « — Si madame n'est pas contente de mes services, elle n'a qu'à le dire? » Et elle fait le geste de dénouer son tablier. *Madame*, épouvantée, cède aussitôt, descend de la remontrance à la prière. « — Allons, allons, Adolphine, vous êtes trop vive : calmez-vous! » Adolphine tarabuste ses casseroles, pousse des cris, verse des larmes, parle de son petit intérieur où elle pourrait vivre en paix, accuse l'ingratitude des maîtres. Madame, traitée de haut en bas, *file* toujours. A la place du civet de lièvre qu'elle avait commandé et qui était promis, elle mange tristement le ragoût quelconque qu'Adolphine a trouvé bon de lui servir, salé de ses larmes. Il faut dîner, et madame, hélas! ne sait pas faire le dîner.

Dans le monde moderne, absolument et partout démanché, quel « maître » n'en est là? Quel bon bourgeois ne passe sa vie à *filer* devant ses ouvriers, ses serviteurs, ses enfants, devant tout le monde? Quand il devient souverain, l'habitude est prise. Il *file* devant ses ministres, attendant que l'ennemi paraisse; et alors encore, il *file*, et alors aussi ses ministres *filent* avec lui. Pauvre bourgeois, jadis si fier; astre filant, astre éteint!

Ainsi vous-même vous filerez, insubordonnée Adolphine, et ce sera bientôt! Vous voilà sur le

point d'avoir à votre tour une cuisinière. A votre tour vous la verrez cuisiner, non selon votre goût, mais selon le sien. A votre tour vous la « tracasserez; » à votre tour il vous sera dit : « — Si madame n'est pas contente..... » à votre tour vous sentirez amèrement l'inutilité des pactes, du sentiment, de la raison et de l'éloquence : — Quoi, Julie, Ernestine et Simonne, vous auriez bien le cœur de me planter là, laissant le dîner en train? Et tous ces affamés qui attendent? et l'honneur de la maison ? et vos serments?..... Mais vaines paroles. On vous répondra que madame est trop tracassière, que madame est trop ingrate, et que l'indépendance sacrée des serviteurs doit passer avant l'intérêt de la maison.

Nous engageons nos lecteurs à conserver notre dernier numéro (1) où cette scène entre M. Thiers et l'Assemblée est relatée tout au long. Le hasard y a réuni deux autres documents dans lesquels deux autres espèces de gouvernement dessinent chacun leur caractère et déroulent chacun leur programme. Le premier est le manifeste du *Comité de salut public* au nom de la *Commune*, signé de quatre drôles sanglants, dont un assassin avéré. Le second est le manifeste de la monarchie, signé de Henry de Bourbon, celui qui pourra deux fois, s'il règne, s'intituler roi par la grâce de Dieu. Car en vérité, nul roi ne sera né tout à la fois plus loin et plus près du trône, n'aura été tout ensemble plus donné et plus choisi.

Roi *par la grâce de Dieu !* Que de choses cette for-

(1) L'*Univers* du 12 mai.

mule, par elle-même, dit déjà aux intelligences capables de réfléchir, sur cette autre formule si orgueilleuse et si fouaillée par les quatre-vingts dernières années de notre histoire: Roi par la grâce du peuple.

Après Louis XVI détrôné et assassiné, après Robespierre et Barras, après Napoléon, après Louis-Philippe et l'autre république et l'autre Napoléon; après la République-Favre, noyée dans ces hontes épaisses où la fait surnager encore la tête ajoutée de M. Thiers, tête philippienne pleine de vent; après tout cela, règnent *par la grâce du peuple* les quatre abominables malandrins qui s'intitulent *Comité de salut public*. Dans le monde moderne, ils sont la résultante et l'expression suprême de la *grâce du peuple*, comme Néron en a été la résultante et l'expression suprême dans l'antiquité.

Tout le progrès politique du monde avant le Christ avait abouti à l'enfantement de Néron, tribun, empereur, pontife et dieu. De même, tout le progrès politique de la France, séparée du Christ par la doctrine de 89, aboutit à ce fœtus épouvantable qui gouverne la grande Cité. Quatre ou cinq abjects coquins en font la matière, son intelligence est composée des déjections de la cervelle humaine, et par une inspiration où se sent l'ironie divine, il a pris ce nom de *Comité de salut public* qui est le nom du premier tyran que la France ait subi. La France avait eu des rois plus ou moins sévères; seule parmi les peuples, elle n'avait pas enduré de tyran. Le Comité de salut public lui en fit connaître la race; elle a permis plus tard que le sophisme lui en glorifiât l'histoire, et ces der-

niers drôles se sont imposés. Les voici tribuns, empereurs, pontifes et dieux de l'orgueilleux Paris, la merveille du monde. A l'avare Crassus on fit avaler de l'or fondu : Tu aimes l'or, bois-en! Tel est le sort de Paris : Tu aimes la Révolution, désaltère-toi !

Le programme de Henry de Bourbon fait une impression profonde. On est étonné de cette simplicité, de cette sérénité, de cette grandeur. Habitué aux bassesses et aux insolences des postulants de royauté, les uns qui promettent de ramener les affaires, les autres de ramener la mort, on éprouve une sorte de stupéfaction devant ce prince qui promet de ramener la paix, qui ose annoncer qu'il ramènera Dieu, qui ne craint pas de proclamer qu'il est la réforme et la clémence, et qui ne dit rien de trop. La surprise de l'opinion rappelle ce que se disaient entre eux les Juifs : Nul homme n'a parlé ainsi. On a eu le temps d'oublier ce cœur de roi et de père que Dieu fait aux princes résolus de suivre sa loi. On ne sait plus que ces rois-là s'attendent à rendre compte et n'ignorent pas qu'ils doivent respecter le genre humain.

Cependant M. Thiers, tel qu'il s'est montré à l'Assemblée, conserve la chance de gouverner la République, plus ou moins longtemps. Entre Henry de Bourbon et le citoyen Delescluze, entre la croix et la guillotine, M. Thiers offre un milieu si doux !

France, France, prends garde ! Médite ton histoire, souviens-toi de Paris : si tu veux encore des rois par la grâce du peuple, tu n'en manqueras pas, tu n'en auras plus d'autres, et cela ne saurait aller loin !

M. le comte de Chambord a adressé à l'un de ses amis la lettre suivante :

« Comme vous, mon cher ami, j'assiste, l'âme navrée, aux cruelles péripéties de cette abominable guerre civile qui a suivi de si près les désastres de l'invasion.

« Je n'ai pas besoin de vous dire combien je m'associe aux tristes réflexions qu'elle vous inspire et combien je comprends vos angoisses.

« Lorsque la première bombe étrangère éclata sur Paris, je ne me suis souvenu que des grandeurs de la ville où je suis né. J'ai jeté au monde un cri qui a été entendu. Je ne pouvais rien de plus, et, aujourd'hui comme alors, je suis réduit à gémir sur les horreurs de cette guerre fratricide.

« Mais ayez confiance, les difficultés de cette douloureuse entreprise ne sont pas au-dessus de l'héroïsme de notre armée.

« Vous vivez, me dites-vous, au milieu d'hommes de tous les partis, préoccupés de savoir ce que je veux, ce que je désire, ce que j'espère ?

« Faites-leur bien connaître mes pensées les plus intimes, et tous les sentiments dont je suis animé.

« Dites-leur que je ne les ai jamais trompés, que je ne les tromperai jamais, et que je leur demande, au nom de nos intérêts les plus chers et les plus sacrés, au nom de la civilisation, au nom du monde entier témoin de nos malheurs, d'oublier nos dissensions, nos préjugés et nos rancunes.

« Prémunissez-les contre les calomnies répandues dans l'intention de faire croire que, découragé par l'excès de nos infortunes, et désespérant de l'avenir

de mon pays, j'ai renoncé au bonheur de le sauver.

« Il sera sauvé le jour où il cessera de confondre la licence avec la liberté; il le sera surtout, quand il n'attendra plus son salut de ces gouvernements d'aventure qui, après quelques années de fausse sécurité, le jettent dans d'effroyables abîmes.

« Au-dessus des agitations de la politique, il y a une France qui souffre, une France qui ne veut pas périr, et qui ne périra pas; car, lorsque Dieu soumet une nation à de pareilles épreuves, c'est qu'il a encore sur elle de grands desseins.

« Sachons reconnaître enfin que l'abandon des principes est la vraie cause de nos désastres.

« Une nation chrétienne ne peut pas impunément déchirer les pages séculaires de son histoire, rompre la chaîne de ses traditions, inscrire en tête de sa constitution la négation des droits de Dieu, bannir toute pensée religieuse de ses codes et de son enseignement public.

« Dans ces conditions, elle ne fera jamais qu'une halte dans le désordre, elle oscillera perpétuellement entre le césarisme et l'anarchie, ces deux formes également honteuses des décadences païennes, et n'échappera pas au sort des peuples infidèles à leur mission.

« Le pays l'a bien compris, quand il a choisi pour mandataires des hommes éclairés comme vous sur les besoins de leur temps, mais non moins pénétrés des principes nécessaires à toute société qui veut vivre dans l'honneur et dans la liberté.

« C'est pourquoi, mon cher ami, malgré ce qui reste des préjugés, tout le bon sens de la France aspire à

la monarchie. Les lueurs de l'incendie lui font apercevoir son chemin; elle sent qu'il lui faut l'ordre, la justice, l'honnêteté, et qu'en dehors de la monarchie traditionnelle, elle ne peut rien espérer de tout cela.

« Combattez avec énergie les erreurs et les préventions, qui trouvent un accès trop facile, jusque dans les âmes les plus généreuses.

« On dit que je prétends me faire décerner un pouvoir sans limite. Plût à Dieu qu'on n'eût pas accordé si légèrement ce pouvoir à ceux qui, dans les jours d'orage, se sont présentés sous le nom de sauveurs, nous n'aurions pas la douleur de gémir aujourd'hui sur les maux de la patrie!

« Ce que je demande, vous le savez, c'est de travailler à la régénération du pays, c'est de donner l'essor à toutes ses aspirations légitimes, c'est, à la tête de toute la maison de France, de présider à ses destinées, en soumettant avec confiance les actes du Gouvernement au sérieux contrôle de représentants librement élus.

« On dit que la monarchie traditionnelle est incompatible avec l'égalité de tous devant la loi.

« Répétez bien que je n'ignore pas à ce point les leçons de l'histoire et les conditions de la vie des peuples. Comment tolérerais-je des priviléges pour d'autres, moi qui ne demande que celui de consacrer tous les instants de ma vie à la sécurité et au bonheur de la France, et d'être toujours à la peine, avant d'être avec elle à l'honneur.

« On dit que l'indépendance de la papauté m'est

chère, et que je suis résolu à lui obtenir d'efficaces garanties. On dit vrai.

« La liberté de l'Eglise est la première condition de la paix des esprits et de l'ordre dans le monde. Protéger le Saint-Siége fut toujours l'honneur de notre patrie, et la cause la plus incontestable de sa grandeur parmi les nations. Ce n'est qu'aux époques de ses plus grands malheurs que la France a abandonné ce glorieux patronage.

« Croyez-le bien, je serai appelé, non-seulement parce que je suis le droit, mais parce que je suis l'ordre, parce que je suis la réforme, parce que je suis le fondé de pouvoir nécessaire pour remettre en sa place ce qui n'y est pas, et gouverner avec la justice et les lois, dans le but de réparer les maux du passé, et de préparer enfin un avenir.

« On se dira que j'ai la vieille épée de la France dans la main, et dans la poitrine ce cœur de roi et de père qui n'a point de parti. Je ne suis point un parti, et je ne veux pas revenir pour régner par un parti. Je n'ai ni injure à venger, ni ennemi à écarter, ni fortune à refaire, sauf celle de la France ; et je puis choisir partout les ouvriers qui voudront loyalement s'associer à ce grand ouvrage.

« Je ne ramène que la religion, la concorde et la paix; et je ne veux exercer de dictature que celle de la clémence ; parce que dans mes mains, et dans mes mains seulement, la clémence est encore la justice.

« Voilà, mon cher ami, pourquoi je ne désespère pas de mon pays, et pourquoi je ne recule pas devant l'immensité de la tâche.

« La parole est à la France, et l'heure à Dieu.

« HENRI.

« 8 mai 1871. »

CLXXVI

14 mai.

L'*Univers* est supprimé à Paris. Il est resté sur la brèche jusqu'au dernier jour et jusqu'au lendemain, ayant encore publié un numéro après le décret. En attendant que nous sachions comment il a pu tenir si longtemps malgré une si mâle hardiesse, il nous sera permis de remercier nos collaborateurs de l'honneur qu'ils ont fait à la cause catholique et à nous.

Eloigné du périlleux champ de bataille, nous devons laisser à qui de droit la gloire de ce ferme combat. Il y avait là M. Du Lac, notre ancien à tous, rédacteur de l'*Univers* depuis le premier jour; M. Léon Aubineau, M. Arthur Loth, M. Auguste Roussel, et M. Rastoul. Craignant davantage pour M. Loth et pour M. Roussel, qui étaient en outre réfractaires, nous les avons rappelés et ils ont enfin obéi, quoiqu'à regret. Les trois autres sont restés jusqu'à la dernière heure. Dieu merci, personne dans la presse n'a plus fièrement tenu tête aux coupe-jarrets qui, après avoir affiché tant d'insolence et de férocité, vont maintenant détaler, ou plier le genou.

CCLXXVII

15 mai.

PESSARD CONTRE BOURBON.

Le *Soir*, fondé, si nous avons bonne mémoire, par M. About, est devenu la chose d'un banquier emmêlé dans les affaires de M. Gambetta. Le journal se ressent de cette origine et de cette migration. Il est tout à la fois prétendant, on ne sait à quoi, peut-être à tout, et prétentieux. Ce sont deux caractères de son Abraham, le brillant auteur de l'*Homme à l'oreille cassée*. Il se pique de ne pas beaucoup croire en Dieu, lequel, selon lui, ne possède que le mérite de ne servir à rien, troisième caractère *aboutique*, et le plus marqué ; caractère aussi de banque. *Mille francs payables à vue*, voilà le nom et l'évangile du vrai dieu des miracles, créateur, rédempteur, maître souverain des choses humaines. M. About et la banque ont toujours prêché cela avec un aplomb et une constance qui attestent la foi la plus carrée. Nous ne nions pas les convictions ; celle-ci est éclatante. Le *Soir* y puise un grand mépris pour la lettre de M. le comte de Chambord, et ce mépris est exprimé du ton le plus hautain par M. Pessard.

M. Pessard (Hector) est notre confrère. Nous n'avons pas l'honneur de le connaître, et tout motif

nous manque à dire le moindre mal de lui. On voit qu'il veut avoir de la tenue. Il se plie à faire quelqu'éloge du style royal ; il pardonne courtoisement leur manie aux défenseurs persévérants d'une religion « qui ne fut pas sans grandeur ; » il convient que « le manifeste de M. le comte de Chambord ne pourrait qu'augmenter le légitime orgueil d'hommes pour lesquels la foi tient lieu de science politique ! » Il faut honorer la courtoisie de ces formules. Néanmoins, c'est Pessard contre Bourbon, et Pessard dédaignant Bourbon ! L'habitude n'y fait rien, on a un éblouissement.

Au paragraphe suivant, M. Pessard, toujours avec le même inflexible savoir-vivre, se prend à dédaigner Dieu comme il vient de dédaigner Bourbon. Et c'est même à cause de Dieu que M. Pessard dédaigne tant Bourbon. Il trouve que Bourbon s'occupe trop de Dieu. On rapporte que M. Buloz, critiquant un article sur Dieu, condamne d'abord le sujet, pour *manque d'actualité*. M. Pessard va plus loin contre la lettre royale, et parvient sans effort à un comique plus haut. « Il *n'est guère* queston dans ce manifeste, dit-il, *que* de Dieu, de l'Eglise et de la religion, questions qui, étant du domaine inviolable de la conscience....., ne peuvent, en notre temps, *peser d'aucun poids sur les résolutions d'un homme politique*, et même sur celles du plus humble citoyen. » Franchement, nous ne pensons pas qu'on puisse trouver plus de naïveté nulle part sur la terre.

Il y a des ignorances de nature, des cécités et des surdités absolues, contre lesquelles aucun raisonne-

ment ne prévaut. Mais cette naïveté coriace du libre-penseur façonné *ad hoc*, qui ne voit pas même Paris, qui n'entend pas même Montretout, et qui se flatte de retrouver sa sécurité et sa bourse dans le même chemin où depuis un siècle il est bâtonné et raflé de plus en plus irrémédiablement, c'est la merveille du monde.

M. Pessard continue de cet air supérieur et content dont sa plume est douée par-dessus toute plume qu'ait jamais fournie oie de France :

> *A tort ou à raison*, nous avons pris l'habitude d'essayer de faire nos affaires nous-mêmes, et peut-être la faute en est-elle à la Providence qui, après s'être chargée si longtemps — et non sans frais (le petit mot pour rire!) — de les mener à bien, nous a conduits trop souvent dans des abîmes où nous serions encore si nous n'avions commencé par nous aider, avant d'attendre l'aide du ciel.

Il paraîtrait, d'après cela, que nous ne sommes plus dans les abîmes, et qu'ayant opéré nous-mêmes, nous voilà tirés du mauvais pas où nous avait mis trop d'abandon à la Providence. La France remerciera M. Pessard qui lui donne cette bonne nouvelle vingt-quatre heures avant les autres journaux, encore occupés à battre le rempart. Ajoutons que par la gravité de son langage et « la solidité de sa politique, » M. Pessard ne peut que nous maintenir dans la bonne habitude « d'essayer de faire nos affaires nous-mêmes. »

Il dit encore, toujours avec la même noble assurance, que M. le comte de Chambord s'en fait accroire. Selon lui, M. le comte de Chambord témoigne qu'il

n'a pas sondé les innombrables « problèmes sociaux » qui, « comme autant d'impitoyables sphinx, » se dressent « de toutes parts ! » Comment ! à ce pays désormais accoutumé à se tirer de l'abîme par lui-même et sans le secours de la Providence, mais en fait « ruiné, envahi par l'étranger, déchiré par les factions ; » à ce pays des innombrables sphinx, l'héritier de Henri IV recommande comme moyen unique de salut la restauration de la monarchie légitime, le rétablissement d'une religion d'État et la protection du Saint-Siége ! ! !... »

On sent que M. Pessard ne fait pas l'étonné ; il l'est. L'étonnement dérange un peu ses cordes graves et il semble n'avoir pas bien compris ce qu'il a lu. La restauration de la monarchie légitime, l'avénement d'un roi par la grâce de Dieu, c'est-à-dire d'un chef qui a le droit et le devoir d'appeler à lui toutes les énergies, ce n'est pas peu de chose. Beaucoup de « problèmes sociaux » seront nécessairement résolus, et quantité de « sphinx » cesseront de proposer leurs énigmes meurtrières, quand ces événements seront accomplis. M. le comte de Chambord dit qu'il est LA RÉFORME ; c'est un très-grand mot, et ce mot prouve que les problèmes sociaux n'ont pas échappé à son regard. M. Pessard n'en parle pas. En revanche, il insiste sur la *religion d'État*, dont le prince ne dit rien. Protection de la religion, qui est un droit à protéger comme un autre ; liberté de l'Église, qui est une liberté politique au-dessus de toute autre, ne sont pas du tout synonymes de religion de l'État. M. le comte de Chambord ne promet pas, et les es-

tholiques ne lui demandent pas, ce qu'on appelle la religion d'État. Il suffit aux catholiques que l'État ne s'applique pas à détruire la religion.

M. Pessard, si âpre au comte de Chambord, a aussi un programme. Ce n'est point son miracle, encore qu'aucun principe religieux ne le déprave. Nous citons :

Nos sociétés modernes, si mal assises qu'elles paraissent être en ce moment, n'en reposent pas moins sur un principe que rien, désormais, ne saurait détruire. Ce principe, c'est le Droit, *mais le droit scientifiquement établi* et ayant pour origine le *respect de la personnalité humaine dans la manifestation de toutes ses activités morales ou matérielles !!!*

Si le savant politique entend bien ce qu'il dit, il propose là le programme de la Commune, et MM. Assi, Billioray, Delescluze et autres sont ses hommes d'affaires.

Car on a beau se targuer de faire ses affaires soi-même, on a toujours un homme d'affaires. Ou par la grâce du peuple ou par la grâce de Dieu, on a toujours un roi, et le billet de mille francs lui-même, dieu et roi, nous gouverne par ses délégués, qui sont nos dieux et nos rois. Nous faisons par eux nos affaires ou ils les font pour nous ; nous ne les faisons pas nous-mêmes.

Deux communeux discutaient. L'un s'appliquait à convertir l'autre, qui avait du bon sens. Le premier, l'apôtre, disait : — Faisons nos affaires nous-mêmes, et elles seront bien faites. L'autre répliquait en langue communeuse : — Mais, b..... de bête, je fais faire mes hardes par mon tailleur, qui n'est pas

moi-même ; car si je les fais moi-même, elles ne seront pas bien faites !

Sauf l'expression, qui manque de pompe, celui-ci raisonnait bien.

- Du moment que nous ne pouvons pas faire nos affaires nous-mêmes, à cause des « innombrables sphinx » et pour d'autres raisons; puisque depuis un siècle il nous a fallu prendre toujours quelqu'un, ou que toujours quelqu'un nous a pris, pourquoi pas Henry de Bourbon, plutôt que M. Jules Favre ou M. Thiers, ou même M. Pessard, disciple inconscient de Billioray?

Franchement, Henry de Bourbon nous paraît plus présentable au monde, plus flatteur pour nous, plus propre à fermer la bouche des innombrables sphinx, et même à leur casser les dents.

Tel est, en partie, le plaidoyer de Pessard contre Bourbon. Nous y pourrions rester plus longtemps; car, au fond, M. Pessard est sphinx. Nous disons plus, à lui seul, il est innombrable, tant il a d'énigmes à proposer. Pour la plupart, il est vrai, ses énigmes sont répandues dans les almanachs, mais ce sont précisément les almanachs qu'il a oublié de lire, ce qui nous permettrait de l'intéresser ; mais, malheureusement, nous n'avons que le temps de conclure.

- Nous concluons donc que la lettre du comte de Chambord est une des rares choses qui nous font un peu d'honneur et qui nous peuvent donner un peu d'espérance, dans ce triste moment de notre histoire. Pour qu'elle ait été écrite et publiée, pour qu'un de

ces hommes qui ont reçu d'en haut la grâce spéciale d'ausculter les nations, ait osé nous parler si clairement des vraies conditions de l'ordre, il faut que de meilleurs mouvements de l'âme publique se soient révélés à son instinct et l'aient averti que la raison peut revenir.

C'est tout ce que nous démontre le dédain effaré de M. Hector Pessard, rédacteur en chef du *Soir;* et nous rendons grâce à Henry de Bourbon qui ne nous annonce pas que nous sommes hors de danger, ni que nous nous en tirerons par notre science et par nos vertus, mais qui nous dit que nous ne sommes pas perdus et qui nous le prouve en venant nous parler de Dieu.

CLXXVIII

17 mai.

HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE HONNÊTE ET MODÉRÉE.

Le journal le *Soir* se livre à de nouvelles considérations sur la nécessité d'éloigner enfin les superfétations vieillies, périlleuses et humiliantes qu'on nomme la religion et la monarchie, unies ou séparées. Il les tolère dans le passé, il ne leur en veut pas, mais il n'en veut plus. C'est mort, c'est fini, cela fait rire. Quoi! proposer à la France un roi, et un roi « par la grâce de Dieu! » Allons donc! Il sourit;

au besoin il s'indignerait. Tout en souriant, il regarde son sabre : malheur au roi ! et il jette un œil irrité sur son fusil : que Dieu tremble !

Le *Soir* a néanmoins sa figure, en ce temps d'absence. Il représente le lecteur des *Débats* devenu républicain honnête et modéré. Il a aussi son importance : il est officieux. Il nie l'office, mais il a tort. On peut être officieux en tout bien et tout honneur. Ce n'est pas un crime de partager l'opinion du gouvernement. Tout le monde a le droit de se persuader, comme M. Thiers, que M. Thiers est né pour sauver la France, et M. Pessard, du *Soir,* y est autorisé plus qu'un autre, trouvant en M. Thiers toutes les belles idées qu'il se reconnaît. De cette conformité entre deux hommes, dont l'un est chef du pouvoir et l'autre journaliste, se forme correctement et nécessairement l'*officiosité.* L'on se veut réciproquement du bien, l'on travaille ensemble. Quand le ministre est le ministre du journal, comment le journal ne serait-il pas le journal du ministre?

Reste à définir la nuance républicaine « honnête et modérée. » Ce n'est pas facile, vu le nombre des échantillons. Garnier-Pagès aux longs cheveux en prononça le nom pour la première fois, le 15 mai 1848, dans l'Assemblée nationale envahie au cri de : Vive la République ! par les hommes de Blanqui. M. Garnier-Pagès courut à la tribune, tout chaud, tout bouillant. Il n'avait pas néanmoins une mine de lion, ni un regard d'aigle, ni une voix de tonnerre. « Nous aussi, dit-il, nous voulons la République, mais honnête, mais modérée, mais... » Le reste de

la définition ne put percer le vacarme, et la République honnête et modérée se trouva créée en esprit, sous les traits de M. Garnier-Pagès. Elle apparut comme une chose en soi inoffensive, sinon innocente, mais malheureuse, destinée à recevoir tous les chocs du gant, de la botte et du fourreau de sabre, et à en mourir. Si l'on consulte son histoire, elle vécut et mourut ainsi plusieurs fois, sans avoir jamais fini de naître.

Gouvernement de Lamartine mâtiné de Ledru-Rollin, elle dura, cahotée et tapotée, du 24 février au 25 juin. Gouvernement de Cavaignac, elle se traîna cahin-caha jusqu'au 10 décembre. Gouvernement de Louis-Napoléon, déjà plus présidence que République, elle se poussa trois ans dans l'avenue de l'empire. Elle périt, accouchant d'un dictateur, fonction normale de toute république, honnête ou non.

Vingt ans après, 4 septembre, seconde république honnête et modérée. En tête, Jules Favre et Gambetta; en flanc, Jules Simon et Picard; en queue, Rochefort; pour agréments, Garnier-Pagès, Pelletan, Crémieux, Glais-Bizoin, Jules Ferry; dans les bases et le sous-sol, les Bonvalet, les Mottu, les Floquet; dans les caves, les Pyat, les Blanqui, tenant ouverts d'autres souterrains pleins et bondés d'autres choses. Les Prussiens entourèrent soudain cette belle machine et en empêchèrent le jeu honnête et modéré. Elle ne laissa voir que sa force de conception militaire, civile et morale; après quoi, la botte prussienne l'écrasa. Cela fit un claquement effroyable

qui retentit jusqu'aux extrémités du monde, qui nous désolera jusqu'aux extrémités de la vie. Il y a deux mois, des missionnaires catholiques, chassés de l'Abyssinie, se réclamèrent de leur titre de Français. Les persécuteurs abyssins répondirent : « France? Plus France! France république! Plus roi, plus Dieu, Finie, France! »

De la seconde république honnête et modérée, il nous reste la carte à payer de M. Gambetta, et le traité de paix, revêtu de la signature de M. Favre.

Rendus à nous-mêmes, moyennant une douzaine de milliards tant prussiens que gambettistes, et d'autres frais, et le reste, nous avons acquis une troisième république honnête et modérée. M. Thiers la gouverne, assisté du même Favre, du même Simon, du même Picard, qui font voir toujours leur même talent et leur même vertu. Ayant adroitement débondé les caves et les souterrains qu'avait bondés sa devancière, cette troisième république honnête et modérée s'est trouvée en devoir d'en exterminer le contenu. Cela l'occupe; elle y puise l'élément d'une durée qu'elle ne pouvait pas se promettre. M. Thiers ne se lasse pas de dire :

« Restons en république, c'est ce qui nous divise le moins. » Oui, mais c'est cher!

L'inoffensive république honnête et modérée trouve toujours le moyen d'être fort dépensière d'argent et de sang. Elle enterre immensément, elle ne plante pas du tout. Par ses mains bénignes mais bêtes, le sang de la Banque et le sang de l'homme coulent en abondance, et rien ne pousse, que des

impôts et des couteaux ; pressoirs pour écraser toujours plus les bourses, outils de chirurgie politique et sociale pour amputer toujours plus les gens.

Première république honnête et modérée : amputation de la république socialiste, c'est-à-dire non honnête et non modérée. Seconde république honnête et modérée : honte de la France, mer de sang, amputation formidable de territoire et de milliards. Troisième république honnête et modérée : résurrection gigantesque de la république non honnête et non modérée, amputation de Paris, nouvelle et indéfinie amputation de milliards. Et à la suite de cette troisième amputation, comme à la suite des deux autres, quel bénéfice ? Un ulcère plus désespérant.

Il faut donc convenir que la république honnête et modérée a la main malheureuse. D'où lui vient ce persévérant malheur ? Ni Dieu ni roi, pourtant, ne la pousse hors du chemin de la raison moderne et ne l'invite à violer le droit nouveau formulé par M. Pessard, en ces termes savants :

Respect de la personnalité humaine dans la manifestation de toutes ses activités morales ou matérielles !!!

La république honnête et modérée est tout uniment la chimère du prolétariat bourgeois de nos jours, sans ancêtres et sans postérité, à qui l'esprit révolutionnaire persuade qu'il est devenu une classe politique capable de « faire elle-même ses affaires. » L'infatuation de cette race est inexprimable. Sans cesse renouvelée et de plus en plus ignorante, elle ne

profite en rien des effroyables expériences qu'elle fait. Toujours affamée, elle se jette toujours sur l'appât du pouvoir qui lui est toujours offert. Au rapport des pêcheurs de morue, ce poisson se précipite sur l'hameçon qu'on lui tend; chacun se presse, essayant de passer le premier, et le sort de ceux que le crochet enlève n'inquiète nullement le reste de la troupe stupide. Chacun s'imagine sans doute attraper et garder enfin le crochet qui les attrape et les garde tous. Toutes réserves faites pour les talents littéraires et oratoires qui frétillent dans la mer démocratique, quel empressement à se bousculer, à se dévorer les uns les autres pour arriver au crochet! Et après?...

Nous disons, nous, qu'il faut premièrement ôter le crochet, ou c'en est fait de l'infortuné peuple des morues. Il faut retirer cet appât, tourner l'appétit public vers autre chose, dresser les aptitudes et les distribuer à d'autres occupations qu'à cette perpétuelle chasse au pouvoir.

Or, un roi nous semble seul propre à cette besogne urgente; il n'y a qu'un roi possible, lequel est le roi légitime, le roi par la grâce de Dieu, quoi qu'en dise M. Pessard. Sans Henry de Bourbon, il faut, à travers les flots incléments et les sphinx railleurs, recommencer à chercher sans relâche l'Ithaque de la république honnête et modérée. Quand nous arriverons, Ithaque sera déserte. Pénélope, lasse de défaire la nuit son ouvrage du jour, se sera défaite elle-même. Nous ne trouverons point de phare allumé, nous périrons au port.

Il n'y a point de bons mots ni de dédains *pessardins* qui tiennent. La lettre d'Henry V promet plus et promet mieux que toute combinaison de république honnête et modérée. L'intelligence populaire elle-même, tout hallucinée d'opium démocratique, entrevoit qu'un roi régulier, même donné de Dieu et même perpétuel, serait meilleur nocher qu'un conseil de plusieurs Gambetta, de plusieurs Favre, de plusieurs Garnier-Pagès, même présidé par M. Thiers, même donné du peuple, et même renouvelable tous les mois.

Nous ne défendons pas la religion, ni l'idée de la Providence, ni l'idée de Dieu. Le *Soir* en fait des plaisanteries qui seraient encore regrettables, quand même elles ne seraient pas aussi absolument indigentes. Ce sont des traits accoutumés du parti républicain honnête et modéré. On est voltairien dans ce parti-là, et c'est par ce côté que l'on confine à l'aimable Rochefort. M. Pessard devrait s'interdire ces exercices où il n'excelle pas. Il prétend être né poli; en tout cas il n'est point né plaisant. Il a beau se moquer du Saint-Esprit, il y a tout de même un Saint-Esprit qui gouverne les choses de ce monde. Par lui sont guérissables les nations de la terre : sans lui, elles périssent. Quantité de Français croiront toujours cela, en dépit de ces bons mots qui sont des blasphèmes et surtout des platitudes.

On a vu cette année à quoi s'occupe un peuple qui ne fait point ses Pâques! Il est vraisemblable que, si Paris avait coutume de chanter *Veni, Sancte Spiritus*, les fosses autour du rempart ne seraient pas si nom-

breuses ni si pleines, et que moins de puanteurs mortelles s'exhaleraient de la grande ville; il se pourrait aussi que la république honnête et modérée devînt un rêve moins absurde.

Saint Augustin disait aux Romains, après la chute de Rome : « La prospérité vous a dépravés et l'adversité ne vous corrige pas. Brisés et non convertis par le châtiment de vos vices, vous perdez les fruits du malheur, et devenus les plus malheureux des hommes, vous ne cessez pas d'être les plus impies. »

Les Romains persévérèrent dans l'impiété. Il en résulta que Dieu balaya enfin cette ordure du monde, et il donna Rome aux nouveaux-venus qui disaient : *Au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit!*

CLXXIX

19 mai.

DESTRUCTION DE LA COLONNE.

Ils ont jeté bas la colonne. Le dessein était si brutal, et, de leur part, si sot, qu'ils y tenaient absolument. C'est fait. Le grand trophée et la grande idole gisent sur un fumier dans la fière rue de la Paix, maintenant indigente. Le nouvel Opéra, fœtus mons-

tre, conçu aux nuits d'orgie, avorté aux jours de sang, a vu cette chute. Là les demoiselles Carpeaux, plus que nues par permission des ci-devant Autorités, mènent publiquement leur danse. Au son des castagnettes de Montmartre et de Montretout, dansez, filles Carpeaux, et que vos chants règlent vos pas, suivant les usages du lieu! Chantez la chanson de bienvenue de l'abîme éternel : *Quomodo cecidisti Lucifer?*

Courbet a fait le coup. Courbet le bon peintre des chairs sales! Il les peint si bien qu'à les voir seulement on en sent l'odeur. Comme l'admirable Carpeaux fait puer le marbre, ainsi l'admirable Courbet fait puer le châssis. Courbet des *Baigneuses*, Courbet du cochon attaché par la patte, Courbet le penseur qui a peint son ami Proudhon pensant un livre! Ce Courbet amusa longtemps Paris. Il aboyait au prêtre, il niait Dieu, il faisait de l'esthétique. Paris cria : Bravo, Courbet, rénovateur de l'Art! Courbet vit néanmoins qu'on se refroidissait. — Ah! ah! Je saurai raviver mon nom; je le tatouerai dans l'histoire! Il a renversé la colonne, laissant debout le socle, à porter le nom de Courbet. *Courbet fecit!* Et il entre en effet dans l'histoire, ce bel artiste, une scie et une corde à la main. Rochefort, Vallès, la bande des lettrés le suivent, portant le stylet, les fausses clefs, la pince, tous les engins des escarpes et voleurs de nuit. C'est l'Institut de la République.

Pauvre colonne! sur le fumier, en trois tronçons, comme un ver coupé par un enfant cruel. Selon Courbet, l'œuvre n'était pas « artistique! » Qu'en

sait-il, l'envieux lourdaud? Il n'est pas artiste, il n'est pas juge, pas même bourreau régulier. Il n'est qu'assassin. Mais quelquefois l'assassin est suscité et lâché sur la proie par la justice même qui lui demandera compte. Dans les temps impies, la justice emploie le crime à punir le crime, afin que le monde voie mieux à quelles mains infâmes son crime l'a livré. Nul juge légitime n'eût abattu ce monument, et néanmoins il y a ici une justice faite. Couvrant d'une exécration entière le vandale insolent et stupide, la conscience humaine regarde l'œuvre abolie et ne lui accorde qu'un regret léger. C'était une emphase de l'orgueil, un champignon gonflé du venin de la fausse gloire : sous les coups d'un autre orgueil, le champignon tombe, corrodé du même venin qui l'a produit.

Ceux-là doivent gémir et s'irriter amèrement qui ont élevé ces sauvages et qui sont encore à s'en repentir. Pour se grandir eux-mêmes, pour achever leurs desseins et leur gloire, ils ont donné au peuple de fausses notions de tout. Le peuple culbute leurs desseins, abat leurs monuments, avilit leur gloire, tournant contre eux les mensonges dont ils l'ont nourri et les passions dont ils l'ont enflammé.

M. Hugo, remisé à Bruxelles, a rêvé de sauver la colonne. Jadis il l'avait chantée; cette chute lui écrase une ode. « Son cerveau tenaillant, » il en a décroché un quintal d'étranges alexandrins, secs et craquants, qui font un bruit de mitrailleuse et qui exhalent un fumet de chou. Quelques-uns pourtant sont beaux.

Nul n'a fait tant de vers, ni si beaux ni si bêtes !

Mais, à travers des prosternements d'une extraordinaire lâcheté devant le « peuple » armé déjà de la scie de Courbet, M. Hugo décrit bien le caractère révolutionnaire de la colonne, selon son sens détraqué. Il veut que l'on conserve la colonne parce que, sous la figure des soldats de la Révolution, elle représente la France chantant la *Marseillaise* et montant à l'assaut... du *progrès !* C'est bien drôle, la raison poétique ! M. Hugo ajoute que ces grands soldats

Tinrent le Pape et les rois, l'ombre noire
Et le passé, captifs et cernés dans leur gloire...

Voilà ! Avec moins de simplicité et beaucoup plus de chevilles, c'est la vieille chanson du chauvin :

Ah ! qu'on est fier d'être Français
Lorsqu'on regarde la colonne !

Paris, — Paris *chevalier*, dit M. Hugo, — est devenu humanitaire, et ne se targue plus d'avoir tant pris « le bronze des batailles. »

Les peuples sont pour nous des frères !

C'est sa chanson d'à présent, et il jette la colonne sur un fumier.

Par le progrès de la littérature humanitaire, on a pu amener le *chevalier* Paris à démolir la colonne, comme on a pu l'amener facilement à fusiller les généraux et à noyer les gendarmes, comme on pourra l'amener à massacrer les « otages » au nom de la tendre humanité. Ils en font même une thèse : « Qu'est-ce que c'était, cette colonne? disent-ils. Un cri anti-humanitaire et anti-égalitaire ; un hymne à la gloire

d'un séducteur du peuple. Le peuple a monté là, sur ses épaules, au prix de sa sueur et de son sang, le plus criminel gendarme qui ait traversé le monde moderne. Il l'a dressé précisément pour être le pape et le roi, l'ombre noire et le passé. Nous l'avons jeté bas, afin de rompre avec le militarisme, coutumier du même crime, et nous avons assuré la liberté. »

Ces raisons, pour n'être pas en vers, valent bien celles de M. Hugo. L'illustre pharmacien Miot, membre de la Commune, ajoute : Celui qui n'acceptera pas la liberté, nous lui couperons la tête! Conclusion très-correcte, à laquelle M. Hugo ne répliquera pas. S'il osait répliquer, on le réfuterait par lui-même.

Tous, ils pataugent dans un gâchis de boue, de fange et de bêtise. Leurs monuments tombent sur eux et les écrasent, pendant qu'ils continuent d'insulter Dieu, criant les uns qu'il n'existe pas, les autres qu'il n'agit pas.

Nous le voyons agir, nous le voyons se venger. Il entend le cri indigné de l'âme chrétienne qui le presse de se lever et de juger sa cause.

Et nous regardons d'un œil tranquille crouler subitement ce qui avait monté si haut, monter subitement ce qui croulera si bas. Après tout, puisque ces sages et ces fous se font un même jeu d'arracher la pierre fondamentale, il est juste que les maisons branlent et que les colonnes croulent. Nous aimons mieux la justice de Dieu que nos biens et que nous-mêmes, et quel bien pourrons-nous attendre de ceux qui ne veulent pas de Dieu!

CLXXX

20 mai.

ROCHEFORT.

Rochefort a été arrêté ce matin, en compagnie de monsieur son secrétaire. Comme on le pense bien, il fuyait. Pour Paris, ce n'est pas une perte ; pour Versailles, ce n'est pas un gain. Cet illustre chenapan poussait au feu, mais n'y allait pas. La police lui fait l'honneur de le garder de près; elle a toujours été bonne pour lui. Malgré la tendresse qu'il lui inspire, elle n'a nulle appréhension de le voir retourner au rempart. Une fois qu'il est tenu, il ne s'échappe pas; il s'évanouit. Son *Mot d'ordre*, si insolent et si sanguinaire, où il a insulté, dénoncé, diffamé et, l'on peut le dire, assassiné, n'a jamais été qu'un mot de passe.

Par nature, Rochefort était né employé, par talent vaudevilliste ; l'orgueil et l'incapacité de penser l'ont fait révolutionnaire ; il est devenu terroriste par peur. C'est la simple histoire d'un demi-cent d'autres polissons qui depuis trois ou quatre mois ont troublé tant de têtes, allumé tant d'incendies, taxé la France à tant de larmes et de sang. Une pointe d'esprit tant soit peu plus aiguë, un fumet de corruption tant soit peu plus prononcé ont mis Rochefort en vogue ; voilà

le secret de sa gloire. Il est devenu la perfection de ce qu'on peut appeler en littérature comme en négoce « l'article-Paris. » Tout le monde sait que la bimbeloterie parisienne est sans égale pour la fabrication du pamphlet-mouche. En soi, ce n'est rien, mais cela peut produire les effets du picrate et de la nitroglycérine. Rochefort a véritablement renversé l'Empire; Courbet le butor, manipulé dans l'atelier parisien, a fait sauter la colonne, c'était plus malaisé.

Rochefort présente d'ailleurs un phénomène psychologique curieux. Naturellement, il n'était pas ce qu'on l'a fait. Insolent, oui; cynique, encore; mais pas délateur, pas persécuteur, pas féroce; incapable de se prendre au sérieux, ou seulement d'en avoir l'air comme par exemple ces deux vieux montants de guillotine, Delescluze et Pyat. On ne le croyait pas non plus absolument lâche, ni de l'horrible espèce qui en veut davantage aux faibles, aux purs, aux innocents. L'infatuation du succès, la nécessité de soutenir son rôle, la peur ensuite ont accompli ce hideux prodige.

Il est arrivé au fin fond de l'infamie littéraire dans l'affaire des religieuses de Picpus. Jusque-là, plusieurs le balançaient. Depuis l'affaire de Picpus il est premier. Si l'on disait que la presse parisienne actuelle recèle son égal, nous demanderions des preuves.

Il est le type. Nous ne voyons rien de plus déformé, de plus avili par plus de genres de bassesses à la fois. Il est par excellence l'insolent, le haineux, le féroce, le méchant. Il est celui qui lèche son couteau

pour l'empoisonner; celui qui s'étudie par prudence à ne pas donner la mort, et par plaisir à faire une blessure qui ne guérisse pas; celui qui frappe sans avoir même à se venger et qui aime mieux tourmenter un innocent que blesser un ennemi; et d'ailleurs en tourmentant l'innocent, il tourmente aussi d'une façon plus exquise l'ennemi qui voudrait en vain défendre cet innocent. Rochefort est devenu le gredin pur. Il a cela dans l'âme; cela se lit sur son visage et dans son style, à travers un vernis formé des sueurs ignobles de la peur.

Il s'est donc sauvé, l'insigne drôle. Au dernier moment, il n'a pu tenir. Il n'a pas su imiter Verminesch, Verminorel et Verminallès, qui demeurent. Et Pyat, qu'il a tant accusé de poltronnerie, est vengé. Pyat est un Roland à côté de Rochefort.

Et notez bien que Rochefort est innocent. Il n'a pas un moment perdu la tête. Au milieu de ces folies de Bicêtre, en dénonçant, en insultant, en versant le vin des démences assassines, il s'est conservé légalement innocent! On ne pourra trouver à son dossier tout au plus que des délits de presse. Il n'a exercé aucune fonction, n'est d'aucune assemblée et d'aucun comité; il s'est abstenu de signer autre chose que ses articles. Voilà le maître!

Après tout, son ami M. Picard ne ferait rien de très-illégal en le nommant préfet.

CLXXXI

21 mai.

ARRIVÉE DE ROCHEFORT A VERSAILLES.

Rochefort est arrivé ce soir. Une foule considérable l'attendait, très-sérieuse, ne ressemblant en rien aux attroupements qui se forment tous les jours sur le passage des piètres prisonniers qu'on amène de Paris, et qui haussent les épaules à l'aspect de ces *pleutres dégrisés.*

Ce soir, la foule offrait la physionomie d'un peuple réuni pour faire justice. Elle se composait d'hommes graves : chefs de famille, artisans, marchands, bourgeois, militaires; on y remarquait un grand nombre de députés. C'étaient des gens qui voulaient être là, et qui avaient leur but. On sentait partout un fluide d'indignation. Lorsque la voiture qui renfermait l'homme est apparue, le fluide a éclaté.

Livide, la tête basse, l'œil éteint, le misérable a reçu une décharge de mépris capable d'en tuer dix autres.

Un cri, un seul, mais qui roulait et éclatait en tonnerre : LE LACHE! LE LACHE!! LE LACHE!!!

On voyait des visages pâles, des mains frémissantes, des cheveux hérissés, un vrai transport d'horreur.

M. le comte de Rochefort-Luçay, fils adoptif (au

moral) de M. le comte Victor Hugo, a pu longtemps douter qu'il existât une conscience publique. Il ne l'ignore plus, et il peut dire ce que c'est.

S'il eût été à pied, on l'eût écrasé comme un reptile.

CLXXXII

22 mai.

VOTE DE PRIÈRES PUBLIQUES.

On a remarqué le singulier partage des ministres dans le vote sur les prières publiques.

Cinq, MM. Dufaure, Le Flô, Pothuau, de Larcy, Lambrecht, ont voté *pour*.

Cinq, MM. Thiers, Jules Favre, Jules Simon, Picard, Pouyer-Quertier, se sont abstenus, c'est-à-dire ont voté *contre*. En pareille matière on ne s'abstient pas par mégarde, mais parce que la question semble de peu d'intérêt.

Or, dans le fond, comme il s'agissait de *demander* aux chefs religieux *d'ordonner* des prières, suivant leur compétence, l'Assemblée avait à faire un acte de foi à l'existence de Dieu et à son intervention dans les choses de ce monde.

Il s'ensuit donc que cinq ministres sur dix, formant la majorité à cause de la présence du chef, ont voté que Dieu n'existe pas, ou qu'il n'intervient pas

dans les affaires humaines, ce qui est la même chose; ou qu'enfin peut-être il existe, et peut-être il intervient, mais qu'alors une sage et discrète politique exige de n'en rien dire publiquement et même conseille de ne point invoquer son secours; et c'est la même chose encore.

Car on ne peut supposer M. Thiers, M. Favre et M. Simon, ni même MM. Picard et Pouyer assez peu raisonnables et assez peu raisonnants pour admettre un moment l'existence d'un Dieu qui ne se mêlerait de rien et qui ne servirait à rien.

S'ils étaient convaincus que Dieu existe, ils seraient également convaincus qu'il se mêle de tout et qu'il peut tout. Dès lors ils l'invoqueraient, en privé pour leur propre compte, en public pour le compte de l'État et afin de donner l'exemple. S'étant au contraire, par leur abstention, mis effectivement du côté de ceux qui ne prient pas, ils ont en principe voté l'abolition de Dieu. Véritablement, à leurs yeux, Dieu ne peut être qu'une pièce très-superflue qui occasionne dans le monde beaucoup de disputes et beaucoup de dépenses, et qu'il convient doublement d'abolir, pour raison de paix, et pour raison d'économie.

Cette opinion des ministres est un heureux trait d'union entre eux et la Commune. M. Rochefort a exprimé son avis formel contre la provocation à la prière. Nous n'en avons pas reproduit les termes par horreur pour la langue spéciale de cet ancien député, mais il n'y manquait rien. Quant à la Commune, on voit sa hâte à procurer l'abolition de

Dieu. Avant-hier encore, en séance publique, un citoyen Mortier ou Pottier prononçait ces belles paroles, qui dérivent trop du cerveau de M. Jules Simon, pour ne pas aller à son cœur : « Si la sûreté « générale faisait évacuer ou fermer toutes les églises « de Paris, elle ne ferait que prévenir mes désirs. Ce « que je pourrais lui contester, ce serait la fermeture « complète de ces maisons, car je désire les voir ou« vertes pour y traiter de l'athéisme et anéantir par « la science les vieux préjugés et les germes que la « séquelle jésuitique a su infiltrer dans la cervelle « des pauvres d'esprit. »

Évidemment, entre la Commune et la majorité des ministres il reste des terrains où l'on pourrait s'entendre, et rien ne sera plus facile un jour que d'y signer la paix... Cette île des Faisans sera sans doute l'emplacement d'une église démolie.

Notre confrère le *Soir* nous saura gré de lui indiquer ce point fondamental de concorde entre Versailles et Paris. L'autre jour, voulant détruire d'un coup nos principes monarchiques, il nous révélait magnifiquement les bases nécessaires du pouvoir. La *science politique*, nous disait-il, rien que la science! Ni *Saint-Esprit*, ni *plébiscite!* En d'autres termes, ni Dieu, ni peuple.

Le vote des ministres sur la question des prières confirme cette grande vue de M. Hector Pessard, rédacteur en chef du *Soir*. Cette grande vue conservatrice est tout le bourgeois; et ce que l'on ne saurait trop admirer, cette grande vue est aussi toute la Commune parisienne. La Commune aussi prétend

établir son noble édifice sur la seule science politique; elle rejette également le Saint-Esprit et le plébiscite, Dieu et le peuple.

Demandez à Versailles ou demandez à Paris, questionnez M. Simon ou questionnez le citoyen Courbet, écoutez M. Barthélemy Saint-Hilaire ou le citoyen Billioray : les uns boivent du sirop de gomme, les autres avalent du trois-six, mais ils répondront uniformément qu'ayant « la science politique, » ils sont tout à la fois eux-mêmes Dieu et peuple, et n'ont par conséquent besoin ni d'invoquer un autre Dieu, ni de consulter un autre peuple, lesquels d'ailleurs n'existent pas.

Giuseppe Mazzini, homme intelligent, élevé en Italie où la théologie respire encore, a entrevu quelque chose. Il dit : Dieu et le peuple, *Dio e popolo*. C'est la vraie formule, et il l'a volée à l'Église. *Beatus populus, cujus Dominus Deus ejus*, Heureux le peuple dont Dieu est le roi ! La *Civiltà cattolica* a pris pour devise cette parole de David, qui contient tout le programme du vrai pouvoir et de la vraie civilisation: Dieu et le peuple. Dieu pour le peuple, le peuple pour Dieu.

Dieu veut se donner au peuple, et le peuple a besoin de Dieu, par qui seul il peut posséder la paix et la liberté et s'élever à sa vraie dignité. L'institution du pouvoir est un non-sens cruel et devient fatalement l'institution même de la tyrannie, si le pouvoir n'a pas pour but de mettre le peuple en possession de Dieu.

Mazzini n'a pas compris cela. Cela ne peut être

compris que d'un catholique, et Mazzini n'est pas même chrétien. Réduisant l'auguste formule à servir son ambition impie, il en a perdu le sens et s'est réduit lui-même à n'être qu'un stérile agitateur. Il a pris le nom de Dieu en vain. La bête humaine, séduite au leurre qu'il lui offrait, n'a été pour lui qu'un stupide poignard qui essaie de frapper l'immortel et qui ne peut réussir qu'à noyer la liberté dans le sang.

Quelque honneur néanmoinslui est dû. Il ne s'exile pas absolument des régions intellectuelles. Il a eu le mérite d'aspirer à voler une étincelle du feu sacré, entrevoyant que le genre humain ne pouvait marcher sans cette force et cette lumière.

Mais cette valetaille philosophique pleinement incrédule, cette populace de bêtes d'encre, de bêtes de comptoir et de bêtes de sang, ces orateurs, ces incendiaires et ces bouchers perpétuellement en dispute et en guerre, mais d'accord pour proscrire Dieu et manger le peuple, voilà bien le châtiment et l'opprobre du genre humain. Ils auront beau combiner les moyens « scientifiques » de dévorer tranquillement leur proie à l'abri de Dieu et du peuple. Dieu ne leur laissera jamais trouver que des combinaisons plus meurtrières du soufre et du salpêtre ; le peuple, tourmenté d'un besoin de révolte implacable, n'acceptera jamais d'eux que des massues plus lourdes pour broyer l'orgueil de leurs remparts et des ongles plus aigus pour déchirer leur caisse et leur chair.

CLXXXIII

23 mai.

M. THIERS BIEN MÉRITANT. — LE BAISER DE M. SIMON.

Si l'Assemblée avait dit : « M. Thiers a bien mérité l'*indulgence* de la patrie, » ce serait moins banal, et nous acquiescerions plus volontiers. Car il est vrai que M. Thiers a repris Paris, mais il est vrai aussi qu'il l'avait perdu. L'Assemblée ne peut se faire illusion : en dépit de son vote unanime, cette histoire est pleine de chapitres sur lesquels on reviendra. Il sera reparlé de la précipitation du départ, de la lenteur du retour, du dégât en tout genre, etc. Il y en a long !

La patrie, hélas! ne connaissant plus, et depuis longtemps, l'art de façonner des hommes forts et corrects, on pouvait dire que M. Thiers, n'ayant pas peut-être tout perdu, a bien mérité l'indulgence de la patrie. Ne rien dire du tout valait mieux. La formule votée paraît excessive. Livrés à eux-mêmes, les propriétaires pilés par l'obus conservateur n'auraient pas tressé la couronne qui va ombrager les lunettes du vainqueur de Paris. O vainqueur ! si un peu de poussière se répand sur vos fraîches feuilles de chêne, songez qu'il y en a pour plusieurs milliards de surplus dont, avec moins de hâte à détaler, vous auriez pu faire l'économie. Vous direz que nous

remplissons l'emploi de l'esclave attaché au char de triomphe? — Oui, et nous aurions de quoi parler! A jeter tout sur le char, l'essieu craquerait.

Une inspiration de M. Jules Simon a tempéré le fond d'horreur de la fète. M. Jules Simon tire son mouchoir, essuie ses yeux, se précipite vers M. Thiers et l'embrasse. Kléber, après les Pyramides : « Général, vous êtes grand comme le monde! » Cela desserre. On voit moins ces remparts ébréchés, ces cadavres, cette poussière de milliards que les sueurs des pères de famille ne rattraperont jamais. On voit moins cette citadine roulant triomphalement à travers ce décombre, et dedans la citadine, cet homme d'État, dans lequel il n'y a rien! Vous nous soulagez, sensible Jules! Nous avions besoin de rire. On ne sait quoi traverse l'esprit qui rappelle drôlement le baiser de Julie, ès-bosquets de Clarens.

Ce n'est qu'un moment. La situation reparaît et reprend son poids. On se remet à songer. On s'en veut de rire, on en veut à ce bouffi qui apporte à rire, là où pour sa part il apporta si largement à pleurer. Que vient faire ici M. Simon? Est-ce qu'il y aurait sous roche un *bien mérité* pour M. Simon, et pour M. Favre, et pour M. Picard, et pour tout le reste du 4 septembre?

La détestable charretée va-t-elle être remorquée sur le chemin de Paris par la citadine triomphale? Alors, réintégrons-y Gambetta, Crémieux et Bizoin, et que Rochefort y regrimpe! Pour le coup, ce sera bien la tragédie à sa première apparition, le tombereau de Thespis chargé de personnages barbouillés

de lie ! La lie figurait le sang ; le sang ne manque pas et figurera la lie.

Ce cuistre de Rousseau disait à sa Julie : Reprends tes baisers, ils sont âcres! C'était son beau style. Voltaire s'en moquait. En vérité pourtant le cuistre disait bien. Et vous, Simon, reprenez, reprenez vos baisers, ils sont âcres! Et allez-vous-en, s'il vous plaît. Allez-vous-en bien vite! Le scandale devient trop grand de vous voir encore où vous êtes. Il est trop grand même pour cette France si indignement tripotée, et tout finirait d'une trop mauvaise fin.

De Bordeaux, tout de suite après la constitution du ministère, M. Jules Favre écrivait à son *cher Jules Ferry* de ne se point troubler, que le *faisceau* subsistait et ne serait point rompu. Ont-ils donc vraiment entrepris de nous faire voir encore cela après l'exécrable guerre, après l'exécrable paix, après l'exécrable insurrection? et rien ne les pourra donc faire rentrer dans le puisard d'où ils ont surgi pour déchaîner sur nous tant de malheurs inouïs et d'ineffaçables hontes? Ce serait donc certain? Ils nous auraient donc tâtés, toisés, pesés, et ils sauraient qu'il n'y a plus rien, qu'ils nous tiennent dans leurs mains, qu'ils nous dépassent de toute la tête, que nous devons les subir!

Maître J. Favre prend la France dans un pan de sa toge, la mène au combat, aux négociations, à la paix, en perd des morceaux, en casse d'autres, garde le reste, et de ce reste fait ce qu'il veut. La France sera élevée par M. Jules Simon, administrée par M. Picard; elle vivra dans le petit intérieur honnête de M. Jules Favre et aura toujours sous les yeux cet homme nu!

Elle ne peut trouver d'autres maîtres, M. Thiers l'a réglé ainsi.

Ratapoil, où es-tu, notre fierté finale et notre ultime splendeur?

Soleil évanoui derrière l'horizon!

CLXXXIV

25 mai.

PARIS BRULÉ.

Paris se tord dans les flammes allumées par ses « idées » et par les mains de ses fils. Dernier mot de la Commune, elle-même dernier mot de la Révolution! Une folie incomparable dans l'histoire, un crime inouï! Ni Babylone ni ses filles, ni la vieille Sodome et la vieille Gomorrhe n'ont ainsi péri de leurs propres mains. Pluie de feu, pluie de soufre, averses de feu liquide, trombes de fer brûlant! Le ciel était serein, Dieu n'a pas élevé la voix. Dieu est resté silencieux devant la destruction comme il l'avait été devant le blasphème.

Jérusalem est dépassée. Depuis le Christ, aucune ville n'est tombée de cette mort.

Depuis longues années, depuis quarante ans et plus à notre connaissance, un esprit de prophétie courait dans le monde chrétien. Des centaines d'oracles annonçaient à la France d'immenses catastrophes. On

tenait généralement peu de compte de ces prédictions étranges et incohérentes. En effet, aucune ne s'est accomplie de point en point. Néanmoins toutes s'accordaient en une circonstance : PARIS SERA BRULÉ.

Nous nous taisons devant ce fait formidable. Ce que nous en pourrions dire, il y a longtemps déjà que nous l'avons dit, car la raison chrétienne parlait comme la foi dont elle est la fille. De plus en plus elle sentait, elle annonçait l'imminence d'un châtiment terrible.

Nous laissons la parole à quelques-uns de nos confrères, la plupart habituellement fort éloignés de juger comme nous. Sous les éclats de ce tonnerre, ils expriment nos pensées, souvent avec éloquence. Ce sont des témoignages de l'âme naturellement chrétienne. Nous les recueillons plus respectueusement, là où nous aurions moins espéré de les rencontrer.

Le SOIR :

Nous assistons, terrifiés, à la fin d'une ville, presqu'à l'écroulement d'un monde.

Paris tombe pièce à pièce, monuments par monuments, incendié par la plus infernale bande qui ait laissé sa trace sanglante dans l'histoire. Le pétrole qui dévore, la mine qui éclate, le boulet qui troue et renverse, l'obus qui émiette et déchire : tout est bon à ces hommes de destruction, à ces fils de parricides.

« Paris ville libre ! » criaient ces malfaiteurs de la plume au début de l'insurrection. Ils peuvent crier aujourd'hui : « Paris ville morte ! »

Maintenant, c'est bien fini. On aura beau laver les ruisseaux rougis de sang, déblayer les décombres, relever les monuments, Paris a cessé moralement d'être la capitale de la

France. Quand une ville peut renfermer tant de crimes et de folies, elle est condamnée à la déchéance, et si elle échappe maintenant au feu biblique du ciel, elle ne saurait échapper à la pitié et au mépris des hommes.

Les rois qu'on plaint ne règnent plus !

Nous n'osons plus, en présence de ces atrocités, dire un mot des coupables. Nous sentons que la douleur et l'indignation nous emporteraient. Mais c'est la honte au front que nous voyons se justifier la phrase de M. de Bismark, comptant sur la populace de Paris pour écraser, déshonorer et anéantir Paris.

Aujourd'hui, c'est fait !

HECTOP PESSARD.

Le TEMPS :

La main d'une Némésis implacable s'appesantit sur notre pays. Les forcenés qui se sont emparés, il y a deux mois, de Paris, en abandonnent aujourd'hui les ruines fumantes aux défenseurs de la loi. Nous ne nous sentons pas la force d'échapper à notre douleur, à notre indignation et à nos angoisses et de parler librement de ces désastres inouïs. Avec tous nos concitoyens, nous demeurons accablés sous le poids d'une malédiction que nous avons méritée avec eux. Quel Français peut, en effet, se dire entièrement innocent de ces crimes abominables.

Les conservateurs hébétés qui ont cru que l'Empire était une société d'assurance contre le désordre, exigeant pour prime la lâcheté civique et l'abandon de tous les droits; les fonctionnaires pétrifiés pendant vingt ans dans un mandarinat civil et militaire, qui faisait de la France une Chine privée de traditions; une opposition sans consistance gouvernementale mettant en lumière, au jour du péril, un personnel ignorant ou sénile, et pendant cinq mois de siége versant à la population la plus impressionnable de l'univers la liqueur capiteuse d'une rhétorique frelatée; un prolétariat avide de jouissances en face d'une bourgeoisie avide de repos; une presse faisant commerce de frivolités, pour ne pas dire de scandales, et, par-dessus tout,

la plate indifférence d'une population qui, considérant l'accomplissement des devoirs politiques comme une charge, a livré tour à tour les clefs de son forum, de ses trésors et de ses libertés aux conspirateurs du trône ou de la rue. Perdue par l'universelle infatuation, la France ne peut se relever que dans l'effort du repentir commun. Les prières de la droite y seront utiles peut-être; mais à coup sûr la bonne volonté de tous y est à présent indispensable.

Le FRANÇAIS :

Nous traitions de visionnaires ceux qui prétendaient voir s'amonceler au-dessus de Paris le nuage sombre de la vengeance divine. Hélas! l'heure est venue; le châtiment a encore dépassé en horreur tout ce que les imaginations avaient pu rêver; et par une ignominie de plus, ce ne sont pas des ennemis enivrés par la victoire, ce sont des Français qui auront accumulé ces désastres sans précédent dans l'histoire. De telle sorte que ces ruines fumantes témoigneront au monde plus encore de nos hontes que de notre malheur.

Sommes-nous au bout? L'expiation est-elle assez complète? Et surtout saurons-nous la recevoir comme il convient? Saurons-nous reconnaître dans l'énormité même de cet écroulement la main toute-puissante qui nous châtie? Notre orgueil et notre légèreté sauront-ils enfin s'incliner et comprendre? Si de tels coups trouvent encore des esprits fermés et des cœurs hautains, c'est à désespérer de la France.

Après ces paroles de vrai chrétien, il y a quelque chose de triste dans l'aveu d'un homme qui a eu la faiblesse de se dire athée, et qui prend une peine infinie, et nous l'espérons inutile, pour soutenir cette gageure :

C'en est fait de Paris! de ce Paris que nous avons tant aimé! J'en pleurerais d'indignation, de douleur et de rage!

Pourvu qu'au moins ce ne soit pas le dernier jour de la France !

Qui sait si ce n'est pas là le commencement d'une immense jacquerie !

Oh ! que l'avenir est triste, et que nous avons besoin de tout notre sang-froid pour conjurer des éventualités si redoutables !

Recueillons-nous ; les événements se précipitent avec fureur ; tâchons, nous, dans cet écroulement universel, de demeurer fermes. Ramassons toutes les forces de notre esprit, et efforçons-nous d'envisager la situation d'un œil ferme.

De grands devoirs nous restent à remplir ; haussons notre cœur. C'est une de ces occasions où l'on est bien fâché de ne pas croire ; on se réfugierait au moins dans un recours consolant vers une puissance supérieure.

Fions-nous au bon sens et à la raison.

O raison, s'écriait Fénelon, n'es-tu pas le Dieu que je cherche ?

FRANCISQUE SARCEY.

Nous avons aussi une appréciation de la catastrophe par M. Thiers, chef du pouvoir exécutif, abstenant sur la question de l'existence de Dieu et sur la convenance de lui adresser des prières. Nous nous contentons de mentionner cette proclamation, affichée aujourd'hui. On y voit ce que la plus grande catastrophe du monde peut tirer d'un esprit envahi par de telles ténèbres.

Il ne semble pas que rien de ce qui s'est passé depuis neuf mois ait eu la puissance de tourner les yeux de M. Thiers vers le ciel. Le chef du pouvoir exécutif n'a pas même cette douloureuse sensation du vide, dont se plaint M. Sarcey. Pour les chrétiens, cette insensibilité, vraiment miraculeuse en son genre, dit tout et explique tout. Si l'on considère à quel point

M. Thiers représente ce qui périt, on peut le considérer comme n'étant pas la moindre pièce du dossier sur lequel la justice divine a conclu à la mort.

Mais devant Dieu le recours en grâce demeure toujours ouvert, même lorsque la terrible sentence est déjà en cours d'exécution. C'est la raison chrétienne qui a dicté cette ancienne devise qu'on lit au fronton d'une église de Rome : *Dum spiro, spero;* tant que je vis, j'espère.

CLXXXV

26 mai.

M. JULES FERRY. — M. CARNOT.

L'incendie continue et l'épouvante s'accroît. Le crime était inouï, il reste inimaginable. On pouvait s'attendre à tout, mais non pas à l'impossible. L'impossible est non-seulement réalisé, mais, hélas! d'une certaine manière dépassé. Si quelque prophète avait annoncé ce que nous voyons, et en était resté là, des voix se fussent élevées aussitôt pour attester qu'alors se verraient d'autres merveilles. Tout le monde se fût dit qu'alors la France serait consolée par un suprême élan des esprits et des cœurs; que quelque chose de grand éclaterait soudain à la face du monde, qu'il y aurait des repentirs et des aveux sublimes, et qu'enfin, de cette montagne de cendres, un phénix surgirait.

Il n'y a rien, rien ne s'annonce, et tout semble annoncer qu'il n'y aura rien.

Debout sur cette ruine incomparable, M. Thiers, entouré de MM. Jules Favre, Jules Simon et Ernest Picard, se baisse, ramasse quelque chose et nous le présente... C'est Jules Ferry, dont il fait un préfet de la Seine.

Il nous annonce tranquillement qu'il n'a pu trouver que cela, et tranquillement encore, que c'est quelque chose.

C'est quelque chose en effet. C'est dans tout le gouvernement de la défense nationale ce qu'il y avait de plus décrié. Car, à les prendre avec indulgence, les uns étaient simplement impudents, les autres simplement ridicules. M. Jules Ferry était déjà l'impudence la plus ridicule et le ridicule le plus impudent, et il est sans comparaison celui qui s'est rendu le plus odieux à tout le monde, et qui a le plus insulté tout le monde.

Comme Rochefort a peut-être l'honneur d'être le gredin pur, M. Jules Ferry a peut-être l'honneur d'être le pur faquin. Il est si bien mélangé d'incapacité en tout genre, de cuistrerie, de fatuité, de platitude civique, littéraire, oratoire ; des rues noires de son quartier électoral à l'Hôtel de Ville, de l'Hôtel de Ville à Montmartre, il s'est sali le ventre sur tant de pieds sales, il a tant paru, disparu, reparu, qu'il est devenu une chose à part. Il a sa personnalité, son visage et son odeur. On aimerait mieux Tirard, qui d'ailleurs l'accompagne, et Mottu, qui d'ailleurs n'est pas loin.

Il a de ses mains armé Montmartre, et décoré Belleville d'un drapeau particulier. Il a de ses mains aussi pétri le pain du siége que nous avons tous mangé, après l'avoir attendu chaque jour de longues heures sous la pluie et la neige à la porte des boulangers, incapable même d'organiser la distribution de ce pain-là! Pour lui, il se faisait apporter du pain blanc; et il a su également très-bien toucher ses appointements de préfet de la Seine, pendant le règne de la Commune.

M. Thiers n'a pu trouver que ça, et c'est ça qu'il installe dans Paris quand Paris brûle!

M. Ferry, à son tour, a retrouvé non-seulement M. Tirard, l'un des ambassadeurs officieux de la Commune auprès de Versailles, mais aussi M. Carnot; et M. Carnot, de retour en son huitième arrondissement, adresse la proclamation suivante à ses peuples. Elle est vraiment impayable. Il faut la recueillir comme un monument de ce parti révolutionnaire, absolument niais lorsqu'il n'est pas absolument pervers, qu'on appelle la République *honnête et modérée*. M. Carnot nous offre le type plus irréprochable de ce parti, qui est le véritable alambic où fut distillée l'essence communeuse :

La *violence* nous avait séparés, la *force* nous réunit. Les *administrateurs municipaux* que vous aviez investis de votre confiance, au temps où nous combattions ensemble l'étranger, *reviennent prendre place au milieu de vous.*

Avec l'ordre reparaîtra le travail, source de toute richesse, le travail, qu'une *coupable insurrection paraissait favoriser* et qu'elle anéantissait.

Les sinistres fauteurs de cette révolte contre le droit trouveront leur condamnation *dans la sécurité qui va remplacer la défiance* et la terreur, et dans l'*abondance* qui va succéder à de cruelles *privations*. Ils la trouveront *surtout dans l'établissement de la liberté*, dans *le développement sérieux de ces franchises municipales*, dont la fallacieuse promesse a égaré les sentiments *les plus honorables* et que le gouvernement saura sauver (?).

Chers concitoyens, nous vous disons donc de joindre vos efforts patriotiques aux nôtres pour rétablir les désastres de cette affreuse tempête. *Ne songeons qu'à rétablir la paix de la cité*, la paix dans la rue, et, ce qui vaut mieux, la paix dans les cœurs.

Vive la République!

CARNOT.

C'est fort bien de parler de paix, de rapprochement et de concorde, et l'on voudrait à tout prix ne pas affaiblir M. Thiers; mais enfin l'on se sent obligé de l'avertir que nulle considération ne peut prévaloir en sa faveur dans l'esprit de ceux qui le voient obstiné à ressusciter ces débris grotesques et odieux de la plus sotte école politique qui soit au monde. Il ne faut plus de ces hommes-là, il n'en faut plus, et il n'y a qu'une chose à leur dire : c'est que personne n'en veut plus et qu'ils ne sont plus.

Puisqu'ils reviennent toujours, articulons le mot : Il importe de les écarter à jamais, non-seulement parce que leurs noms et leurs figures remplissent une époque abominable de notre histoire, non-seulement parce qu'ils ont menti à la France, non-seulement parce qu'ils l'ont avilie, mais encore parce qu'ils sont bêtes absolument, ce que l'on appelle de vieilles bêtes. Ils sont nés vieilles bêtes.

Au Panthéon!...

CLXXXVI

27 mai.

M. JULES SIMON ET LES PRIÈRES PUBLIQUES.

Le *Journal officiel* nous annonce que le jour même où *il* publiait la loi sur les prières publiques, « le *Gouvernement* adressait aux évêques et aux présidents des consistoires une circulaire destinée à porter à leur connaissance le texte de la loi votée par l'Assemblée, et qui se terminait (la circulaire) par ces mots :

« Bien certaine que, depuis le commencement de la guerre civile, vous n'avez cessé de prier Dieu pour qu'il mette fin à tant de malheurs, l'Assemblée a voulu s'associer à vos prières, en les demandant par un acte solennel, au nom des intérêts les plus sacrés de l'humanité et de la patrie. »

Cette forme insolite nous laisse quelque chose à deviner. « Le Gouvernement » dont plusieurs membres se sont abstenus de voter la loi, a-t-il voulu réparer le scandale de cette abstention en se réunissant pour demander les prières? Ou tout simplement M. Jules Simon, ministre des cultes, abstenant et peu porté à prier, a-t-il souhaité de ne pas signer tout seul cette circulaire où il prend comme ministre une attitude et une opinion qu'il n'a pas du tout comme particulier, comme député et comme écrivain?

Pour un philosophe de cette taille, ou de ce diamètre, ou de cette encolure, la rencontre est véritablement ce que les Italiens appellent *dispiacevole*, c'est-à-dire un peu traîtresse. Elle l'oblige à faire, en qualité de ministre, ce qu'il juge, en qualité de professeur, inutile, en qualité d'écrivain, assez sot, en qualité de représentant du peuple, superflu.

Dans son livre du *Devoir*, sans presser personne de prier, il avoue que *quelques âmes naturellement disposées à la piété* se portent d'elles-mêmes à la prière, et il ajoute : « *Mais* pour l'immense majorité des hommes, toute cette *formalité du culte* n'est pas de trop. » Ce qui, d'un côté, le montre assez éloigné d'admettre avec Tertullien que l'âme est naturellement chrétienne, — et, d'un autre côté, fait rêver sur la disposition d'esprit où il se trouvait, lorsqu'il s'est abstenu de procurer une chose qu'il estime pourtant n'être *pas de trop* pour l'immense majorité des hommes.

L'occasion s'étant présentée de recourir à la « formalité, » et ne lui laissant pas tout à fait la liberté d'ouvrir un avis contraire, il s'est mis à l'écart. Cela est d'un sage.

Mais après avoir évité d'exécuter le philosophe, il fallait pourtant que le ministre procurât l'exécution de la loi. Comment faire? Il a trouvé deux biais. Le premier, c'est cet heureux masque que le *Journal officiel* appelle « le Gouvernement. » Montrez là-dedans M. Jules Simon! Il y est, et il n'y est pas. Si, pour tourmenter le philosophe, vous dites qu'il y est, il n'y est pas, il n'y a que « le Gouvernement. » Si,

pour chercher Moïse au ministère, vous dites que M. Simon n'y est pas, alors il y est, puisque M. Simon est dans le ministère et le ministère dans le Gouvernement.

Le second point, encore plus fin, c'est la rédaction du papier. Ici, il y a vraiment de l'art. Le « Gouvernement » intervient comme un être impersonnel. Il est simplement le commissionnaire de l'Assemblée : — l'Assemblée, bien certaine de cela, vous envoie [illegible] afin que vous sachiez cette chose. Quant à ce que le [illegible] de cela, de [illegible] et de cette chose, moi Gouvernement, ou moi Simon, c'est différent. Et, comme on dit [illegible] *[illegible]nuile*.

[illegible] donc à l'Assemblée pour l'honneur de [illegible] de la [illegible] seule [illegible] et pour la France, nous l'espérons [illegible]. Pour le Gouvernement, et pour M. Jules Simon en particulier, [illegible]. Il y a pas [illegible] minées. [illegible] ne savent pas plus se faire des amis sur la terre que dans les cieux.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

tiers-ordre, qu'ils tenaient en prison au couvent de la Santé. Ces martyrs étaient, nous dit-on, au nombre de dix, et à leur tête le R. P. Captier, directeur du collége Albert le Grand.

Durant le siége et jusqu'au moment de son incarcération, le R. P. Captier et tous ses frères s'étaient prodigués pour la cause publique. Ils avaient donné leur maison, leurs soins, le peu qu'ils possédaient. Du même cœur, nous en sommes sûrs, et avec une joie plus haute, ils ont offert leur sang.

La mort du R. P. Captier serait une grande perte pour l'ordre de Saint-Dominique, si elle n'était une plus grande gloire pour cette illustre famille religieuse et pour toute l'Église. Le P. Captier, jeune encore, éminent en science et en vertu, aimable, doux, sévère, plein d'ascendant, chéri de ceux qu'il conduisait, pouvait rendre longtemps de grands services. Mais l'homme qui meurt dans la grâce de Dieu, pour la gloire de Dieu, à cause de Dieu, a fait ce qu'il avait à faire. Ceux qu'il laisse ne manqueront de rien. Dieu est là. *Pro patribus tuis nati sunt tibi filii: constitues eos principes super omnem terram.*

La Commune donc expire fidèle à elle-même, comme elle a commencé. Elle a commencé en assassinant des généraux, elle finit en assassinant des prêtres. L'instinct diabolique a bien guidé sa main. Elle a planté son poignard là où la Révolution intelligente avait le plus jeté ses taches d'encre. Mais là aussi sont les sources du noble sang qui nous lavera. Les soldats et les prêtres, unis par le sacrifice, sauveront la France.

CLXXXVIII

27 mai.

UN PETIT MONSIEUR DU 4 SEPTEMBRE.

Un de nos amis, M. Liebman, qui, durant tout le siége, n'a cessé d'exposer sa liberté et sa vie pour faire échapper les prêtres, les religieux et les religieuses menacés par la Commune, a eu hier la consolation d'être le premier à leur rouvrir les portes de Paris.

Il a ramené, en habit, le Frère visiteur de la Congrégation, qui a immédiatement repris possession de plusieurs écoles envahies sous le règne des maires de l'espèce Mottu. Partout le cher Frère a été salué par l'affection et le respect du public.

M. Liebman a ramené aussi douze sœurs de la Charité, dont la présence en ce moment est si nécessaire. A Saint-Denis, il s'est trouvé en présence de l'illustre sieur Mahias, l'un des plus précieux assesseurs de la mairie Arago, présentement assesseur de M. Jules Ferry, en qualité de sous-préfet (ou quelque chose comme cela) de Saint-Denis. M. Liebman lui a demandé un laisser-passer pour douze religieuses. M. Mahias a refusé, au moins sèchement. — J'ai eu tort, reprit M. Liebman, de dire qu'il s'agissait de religieuses. — Pourquoi? demanda le gracieux favori du 4 septembre, jadis coupeur de nouvelles

dans quelque journal.—Parce que, continua M. Liebman, ayant été chassées par les *voyous* de la Commune, elles sont certainement indignes de rentrer!

Le monsieur du 4 septembre alors devint un tant soit peu moins rogue, et voulut bien télégraphier à Versailles pour savoir si les sœurs de la Charité peuvent rentrer. M. Picard répondra un de ces jours.

CLXXXIX

29 mai.

SUR LES FUSILLADES PROVISOIRES.

Il semble que le gouvernement a donné ordre de fusiller les membres de la Commune sitôt qu'ils sont arrêtés, et que la plupart des plus fameux, c'est-à-dire des plus scélérats, ont déjà péri. Ainsi Millière, Dombrowski, Delescluze, Gaillard, et quantité d'autres. Sans doute, tout cela n'est pas constaté, et plusieurs sont dits ou se disent morts qui vivent et qui reparaîtront. Les morts assurées sont celles de leurs victimes. En tout cas, nous demandons que l'on cesse d'opérer si lestement et que l'on réserve ce qui reste. Ces hommes ont mérité une autre justice, il importe à la société qu'elle leur soit rendue. Le grand intérêt n'est pas tant à se *débarrasser* d'eux personnellement qu'à délivrer le monde et de leurs stupides doctrines et de leur infâme et sanguinaire prestige. Mieux

vaudrait que quelques-uns échappassent et que tous fussent connus. Il faut qu'on les voie, qu'on les entende, qu'on les juge. Il le faut encore pour eux-mêmes, afin qu'eux aussi se connaissent, connaissent ce qu'ils ont fait, se jugent et expient.

Les exécutions sommaires frustrent également la justice, qui est un besoin social, et la grande humanité chrétienne, qui est un devoir dont aucun crime ne dispense envers aucun criminel. Plus le crime est horrible, plus il importe à la société de s'acquitter envers celui qui l'a commis. Elle lui doit deux choses : le bourreau et Dieu, l'échafaud et le pardon.

La justice s'interdit les expéditions secrètes. Elle n'est point un soldat qui se hâte, ni un adversaire encore irrité ou tremblant, quoique victorieux. Elle ne s'expose pas à frapper plus ou moins qu'il ne faut, à jeter un lambeau d'honneur sur le cadavre réservé pour le linceul d'infamie. La barricade où meurent nos soldats, le pan de muraille où les assassins ont appuyé leurs victimes sont sacrés par ce noble sang : qu'on ne les souille pas en y répandant, après le combat, le sang des malfaiteurs et des lâches ! Que le plat du glaive écarte le criminel du champ de bataille et de martyre, et le pousse là où s'expient au grand jour les crimes de l'intelligence et les crimes du cœur ! Que le peuple voie punir le criminel, que le criminel lui-même se sente puni ! Alors le repentir peut le visiter et le racheter éternellement. On a droit de le tuer, non de lui ôter son recours en grâce auprès de Dieu.

Le regard de la miséricorde divine sondera le

cœur des ignorants, des séduits, de ceux que la société n'a pas suffisamment munis contre l'erreur et contre la tentation. Il verra l'excuse que nous ne discernons pas. Devant ces misérables, la société, démunie à son tour de tout ce qu'elle lui a refusé, subit la conséquence horrible de rester sans pitié. Dieu, n'étant jamais sans justice, n'est jamais sans pitié. Ses châtiments temporels sont des grâces immenses et sont souvent des grâces entières. Parmi les foules qu'il faut engouffrer aux gehennes sociales, se trouvent beaucoup de ces publicains et de ces mérétrices qui entreront avant leurs juges dans le royaume de Dieu. Les anges que Dieu commet à la visite des fanges humaines ne l'ignorent point. Ils y ramassent des perles que, peut-être, ne contiennent pas en pareil nombre les riches demeures, les cours et les palais. La société elle-même a conscience de la formidable vérité qu'elle ne veut pas croire. Voyant s'élever contre elle la multitude de ces ennemis furieux et obscurs, elle les combat sans colère et sans haine, comme un fléau, comme elle combat l'inondation ou l'incendie. Elle châtie moins qu'elle ne repousse. Mais à ceux qui se sont pervertis eux-mêmes, elle doit le véritable châtiment, lent, exact, solennel.

C'est l'œuvre de la justice. Sitôt le combat fini, la justice vient. Elle interroge, elle instruit, elle délibère, elle condamne. Elle publie sa sentence et elle indique le jour et l'heure de l'exécution.

C'est maintenant ce qu'il faut faire. A présent la conscience publique demanderait compte d'un seul

coup de fusil que la justice ou le droit de légitime défense n'auraient pas ordonné.

Il faut que le gouvernement s'y résigne, même le gouvernement du 4 septembre, puisqu'on nous le laisse et puisqu'il s'obstine à rester. Ces hommes-là aussi ont bien droit à quelque châtiment. Ce sera le leur. Il en vaut un autre. Qu'ils fassent juger d'anciens complices, à qui ils ont — sans exception — donné l'exemple. Que 1830, 1848, 1870 fassent juger 1871 ; qu'ils fassent retrancher les bêtes qu'ils ont dressées, qu'ils ont irritées, qu'ils ont affamées, qu'ils ont lâchées !

Que M. Thiers, qui a renversé le trône et qui a trouvé des excuses pour la Convention, fasse juger ceux qui ont démoli sa maison et restauré le Comité de salut public ! Que M. Jules Favre fasse juger les compagnons de Millière, dont il a été l'homme de confiance ! Que M. Simon, grand prêtre et grand écolâtre de la raison, patron de l'abolition de la peine de mort, fasse juger le sacerdoce inférieur dont il s'est entouré ! Que M. Picard fasse juger son protégé Mégy, qu'il a tiré du bagne, et son collègue Rochefort, qu'il a élevé de la prison à la dictature ! Que l'intéressant Ferry fasse juger son patron Sicard et son patron Urbain, à qui il avait promis l'abolition de l'administration, de l'armée, de la magistrature et du clergé !

Sans doute, c'est dur et c'est gênant, pour de tels hommes politiques ! S'ils croient avoir quelque chose encore à faire, les voilà contraints de décimer cette troupe qu'ils ont persévéramment formée afin de triompher par elle. Mais il y a longtemps qu'eux aussi

sont durs et gênants pour la pauvre France, et l'heure de la justice est venue.

CXC

Même date.

LES MARTYRS.

Les dominicains sont morts en criant : *Pour le bon Dieu !* L'archevêque est mort la main levée pour absoudre ceux qui l'assassinaient ! Les jésuites et les autres prêtres, nourris du pain des forts, sont tombés en offrant leur vie pour la gloire de Dieu et le salut de la France. Dieu est vainqueur ! Il a pris des martyrs, nous aurons des miracles ; nous sommes sauvés !

On a remarqué que nos troupes, ou plutôt, comme le dit si bien la langue populaire, que « les Français » sont entrés dans Paris le jour où fut publiée la loi qui demandait des prières ; et le jour où l'Assemblée nationale, à genoux dans la cathédrale de Versailles, a solennellement exécuté cette loi, le même jour, à la même heure, le feu a cessé.

Les prières étaient finies, lorsque Mgr l'évêque de Versailles a su que l'archevêque de Paris et ses compagnons avaient subi la mort en haine de Dieu. « Pour le bon Dieu. » En ce moment aussi le vénérable évêque a su que les prières étaient exaucées, la colère divine éteinte, et cette horrible guerre finie. Les martyrs ont prié avec nous, Dieu est désarmé.

Quelle scène, quelle leçon, et quel triomphe! A présent nous pouvons relever la tête parmi les peuples. L'incendie s'éteindra; les scélératesses, les fourberies et les sottises immondes, toute cette immense part de Satan sera oubliée : la gloire des martyrs décorera cette nuit abominable et restera sur nous. Comme la croix du Sauveur a plané sur les incendies et demeure parmi tant d'effondrements, elle que l'on voulait surtout abattre, ainsi la mémoire des martyrs demeurera. Leurs noms immortels et sacrés prévaudront sur tant de flétrissants souvenirs. Victimes innocentes, si lâchement, si abominablement insultées, maintenant tutélaires !

L'archevêque, les curés, les religieux sont cette Église traînée sur la claie par le vil ramas des écrivains et dénoncée aux haines d'une populace abrutie. Que ceux qui se sont attelés à l'injure regardent et qu'ils se frappent la poitrine! Voilà le résultat de tant d'histoires ineptes et infâmes dont ils ont nourri ou laissé nourrir l'imbécile populaire. C'est à quoi aboutissent ces inventions des victimes cloîtrées de Varsovie, de Picpus et d'ailleurs. Qui osera dire que Rochefort et sa bande ne sont pas les véritables assassins de ces prêtres, ne les ont pas jetés à leurs bourreaux ignobles, n'ont pas suggéré ces cruautés dont les détails ne se rencontrent que dans les *Actes des Martyrs*.

Pour nous, nous rendons grâce à Dieu et nos larmes coulent sans troubler notre joie. A présent nous allons commencer de lire une autre histoire. Nous allons voir, si l'on peut parler ainsi, le dessous divin

de la trame infernale. Nous savons ce que l'homme a détruit, nous saurons ce que Dieu a planté.

CXCI

Même date.

DU CHOIX DE L'ARCHEVÊQUE DE PARIS. — UN MOT SUR LE P. OLLIVAINT.

Au milieu de la douleur et de l'admiration qu'excite la mort de Mgr l'archevêque de Paris, on se préoccupe à bon droit du successeur qui lui sera donné. Nul choix n'est plus important, plus urgent et plus difficile. Paris n'a pas moins besoin d'un archevêque que d'un préfet, et l'archevêque est plus nécessaire encore, même au point de vue politique, si l'on considère l'importance de la mission. Il s'agit de l'instruction religieuse et morale de ce malheureux peuple, où l'ignorance, l'indifférence et la haine ont préparé et exercé tant de ravages. C'est là qu'il reste de redoutables mèches d'incendie à éteindre, d'effroyables brèches à réparer, d'innombrables édifices à reconstruire.

Tout le diocèse est à organiser. S'il faut ce que l'on appelle un administrateur, il faut encore plus un apôtre. Les pierres à remuer sont celles qui obéissent à la voix de l'apôtre et non pas aux calculs de l'administrateur.

Mais les fidèles, témoins des immenses besoins de l'Église de Paris, désirent surtout une réparation pour les ordres religieux qui ont eu l'honneur de fournir de si nombreuses et si saintes victimes. Aux calomnies infâmes qui ont assassiné les dominicains, les jésuites et les membres de la congrégation des Sacrés-Cœurs, le gouvernement devrait répondre par l'élévation d'un religieux sur le siége de Paris. Ce siége sanglant n'est-il pas d'ailleurs désigné pour un de ces hommes qui vont au-delà des frontières de la civilisation chercher le martyre?

Si l'on songe aux persécutions qui ont rempli l'épiscopat de Mgr de Quélen, à la mort de Mgr Affre, à celle de Mgr Sibour, à celle enfin de Mgr Darboy, on trouvera que le siége de Paris n'a pas été moins meurtrier que celui de la Corée, dans le même espace de temps.

C'est le vœu le plus ardent des fidèles et du clergé de voir un religieux sur le siége de Paris. Nous l'avons entendu exprimer mille fois, et jamais, assurément, circonstance ne fut plus opportune pour rompre enfin l'injurieuse pratique qui écarte de l'épiscopat tant de prêtres éminents, les plus dignes d'en accroître le lustre pour le plus grand bien de l'Église et de la patrie.

Le R. P. Ollivaint avait été maître des conférences à l'École normale, et l'un des élèves les plus distingués de cette institution, où il sut non-seulement conserver sa foi, mais la défendre et la répandre. Je

l'ai connu en ce temps-là, dans une petite société de jeunes gens qui s'était formée autour du vénérable M. Edouard Dumont, et dont faisait aussi partie Pierre Hernscheim, juif converti. Celui-ci, peu de temps après, est mort prêtre et frère-prêcheur, laissant une mémoire bénie.

Le 1[er] mai 1845, je rencontrai Ollivaint. C'était quelques jours après le vote rendu par la Chambre des députés contre les jésuites, sur les interpellations de M. Thiers, qui, d'accord avec la gauche et pour tuer le temps, s'était amusé à provoquer la persécution. Ollivaint avait l'air joyeux. Je lui demandai où il allait d'un pas si allègre. « — Aux jésuites, me dit-il. J'hésitais, je n'hésite plus. M. Thiers m'a indiqué mon chemin. C'est par là que la persécution se dirige, c'est là qu'il faut aller. J'entre aujourd'hui. » Maintenant il est arrivé.

Un quart d'heure avant son arrestation, il se promenait dans le cloître de la rue de Sèvres, disant son bréviaire. Un ami vint le prévenir de la prochaine visite des socialistes. Il répondit avec sa sérénité et son sourire ordinaires : « Je les attends. »

Ils sont venus, ils l'ont emmené, ils lui ont donné la mort, et quelle mort ! Mais assurément, ils n'ont pas un moment réussi à troubler son âme, et tout son cœur leur a pardonné.

Ami, frère, père, priez pour nous !

CXCII

31 mai.

NIBLES AVENTURES DU VIEIL HUGO.

Le pauvre affreux vieil Hugo, qui a fait tant de vers si beaux et tant de vers si bêtes, avec tant d'applaudissements, surtout pour les derniers, commence à se faire fusiller universellement : fusiller comme il le mérite. On lui crache dessus de tous les côtés. Il est bombardé de trognons de plumes chargés de trognons de choux; et Bruxelles, où il avait pris gîte, le met à la porte sans paraître aucunement craindre les représailles de l'immortalité :

Tout couvert de lauriers, craignez encor les *claques!*

Il en pleut. La giboulée est épaisse et furieuse, mélangée de savates et de bottes qui trouvent leur lieu comme les simples nazardes. Tout porte. Et l'on s'étonne de la quantité de pichenettes que peut recevoir un seul nez et du poids de mépris que peut attirer sur soi un seul homme, dans le moment même qu'il a choisi pour se faire admirer.

Il a toute sa vie travaillé à dresser sa statue pour toucher le ciel; mais voilà que l'excrément vengeur va monter plus haut. C'est un jugement dernier.

L'heure de tout le monde est venue. Toute hauteur qui s'élevait contre Dieu sera égalée à M. Picard!

Un accès de sa maladie constitutionnelle, la sottise, a fait crever cet orage qui flottait depuis si longtemps sur son illustre front. Après avoir jusqu'au dernier moment, — de loin! — flatté la Commune avec une bassesse absolument idiote, mais absolument indécente, M. Hugo s'est avisé, lorsque la Commune eut brûlé Paris et massacré les otages, de plaider en sa faveur et de lui offrir l'hospitalité.

Citons quelques traits. Le morceau est mal troussé et sent le catarrhe :

Des actes sauvages, étant inconscients, ne sont point des actes scélérats.

Je n'ai jamais compris Billioray, et Rigault m'a étonné jusqu'à l'indignation; mais fusiller Rigault est un crime.

Ceux de la Commune, Johannard et La Cécilia, qui font fusiller un enfant de quinze ans, sont des criminels; ceux de l'Assemblée qui font fusiller Jules Vallès, Bosquet, Parisel, Amouroux, Lefrançais, Brunel et Dombrowsky, sont des criminels.

Pour conclure, jouant l'indigné contre le gouvernement belge qui refuse l'asile aux bandits communeux, M. Hugo leur accorde, lui, cet asile refusé :

Si un homme est hors la loi, qu'il entre dans ma maison
Je défie qui que ce soit de l'en arracher!

Depuis qu'il est républicain, M. Hugo n'a pas cessé d'étaler de pareilles audaces contre le sens moral, et jusqu'ici elles avaient paru gentilles. Mais tant va la cruche à l'eau qu'enfin elle rencontre l'heure inop-

portune, l'heure terrible où rien ne passe et où tout casse. M. Hugo surpris voit son propre pétrole s'enflammer dans ses mains ; la cruche éclate, le pétroleux vole en l'air. C'est comme à l'entrée de Rochefort ; on n'entend qu'un cri : « Vieillard stupide ! » Le voilà soudain carbonisé, pilé, éparpillé.

Véritablement, la Belgique pouvait bien lui passer la fantaisie de recevoir en son logis quelques assassins. Il n'en aurait pas reçu beaucoup. Il est économe et n'aime pas à nourrir les Thénardier, pouilleux de grand appétit et de détestable odeur, très-enclins à démoraliser les serrures. Mais il a paru trop insolent : la vieille probité brabançonne, dès longtemps indignée, s'est révoltée tout à fait :

> Pour être plus qu'un roi, tu te crois quelque chose !

On s'est rassemblé devant sa porte, on a crié : A la porte ! On l'a mis à la porte, — et il est à la porte.

> Vieillard, va-t'en donner mesure au fossoyeur.

A présent, c'est fini, et c'est bien fait, et il faut laisser M. Hugo cuver cette absinthe qui fait passer l'appétit. Il est sifflé pour toujours. Il est de ceux qui demain se réveilleront morts.

Il laissera de beaux morceaux, mais rien d'entier, et quelle biographie ! C'est là qu'on verra bien le petit et périlleux présent que reçoivent de Dieu ceux à qui il donne ce brin de l'arbre de science qu'on appelle le *génie*.

Hélas, vieil Hugo ! déplorable citrouille à demi pleine de diamants !

Le fils de M. Hugo fait une relation dramatique de la nuit du 27 au 28 mai, sur la place des Barricades à Bruxelles, où demeurait son père. Il en résulte que les Bruxellois ont cassé les vitres de papa, lequel fut admirable. Mais Fifi, qui battait le *Rappel* communeux dans Paris (par procuration, d'ailleurs), est indigné, et demande justice au genre humain, l'attentat lui semble inouï. Paris cependant a vu des choses plus tragiques, et les Hugo ne cessaient pas de battre le *Rappel* communeux.

La police a invité le vieux à s'en aller tranquillement. Il a, ma foi, résisté. Alors on lui a fait la grâce de le pousser par les épaules, et il a filé sur Londres.

On persiste tout de même à ne le pas croire courageux au-delà du strict nécessaire. Pour bien établir sa réputation de capitaine Fracasse, il aurait besoin de se faire pendre. Et encore!... Mais tout le monde est convaincu qu'il préfère dégorger ce qui peut lui rester de matière poétique. Jamais il ne pourra assez haïr le bourgeois, qui seul le lit, pour le priver d'une dernière charretée de littérature, prose ou vers. C'est d'ailleurs sa plus sûre vengeance.

Le Sénat belge et la Chambre des représentants se sont occupés de la petite affaire. Le Sénat a approuvé l'expulsion, unanimement. Rarement il marque cet accord. Miracle de la lyre !

Dans la Chambre des représentants, ils ont été cinq pour blâmer le décret évacuateur. On en nomme quatre : Desruisseaux, Demeur, Jottrand, Couvreur. Les voilà immortels. Le cinquième est resté sous le

voile; c'est l'*Homme qui rit.* Quatre-vingt-un ont applaudi avec feu.

M. Hugo se rend à Londres, où un meeting monstre se dispose à gratter les crachats de Bruxelles. A Londres, la *caïnaille* ne manque pas, et M. Hugo sera salué, acclamé, *toasté.* On boira à la Commune de Paris. Un correspondant de *Paris-Journal* lui écrit que la bourgeoisie londonnienne, qui fêta si bien Garibaldi, est « préoccupée. » A Londres, où la *caïnaille* ne manque pas, le pétrole ne manque pas non plus.

Selon ce correspondant, « l'incendie de Londres serait plus dangereux que celui de Paris. » Les monuments, on les refait, ou l'on s'en passe. Mais dans les docks il y a des marchandises !

Les Londonniens rêvent là-dessus. Les bonnes têtes bibliques, qui ne seraient pas autrement désolées du désastre accompli de Babylone, commencent à se dire que Tyr aussi pourrait avoir bien des comptes à épurer.

Ce vieux joueur d'orgue de Barbarie, qui vient les visiter avec ses ballots de chansons sanguinaires et de chansons lascives, prend une figure qui leur déplaît.

On ne peut se dissimuler que le monde est bâti sur pilotis et non plus sur pierre, que les eaux de la foi sont basses, qu'il y a du feu, et qu'il fait du vent!

CXCIII

Même date.

DIVERSES IDÉES DE M. ABOUT.

Voici quelques bonnes idées de M. About. Nous les tirons de son journal le *Soir :*

Grâce à Dieu, les principes sont et resteront saufs et la légalité refleurira bientôt sur les ruines de Paris. Mais quand les principaux coupables du 18 mars auront subi la peine de leur crime, quand leurs soldats par milliers auront peuplé la Guyane ou la Nouvelle-Calédonie, le dernier mot sera-t-il dit?

Non, sans doute.

Les insurgés du 18 mars, les incendiaires du 24 mai, ont en province une véritable armée de complices qui n'attendait que la victoire pour se prononcer. Il est urgent que le gouvernement s'éclaire sur les forces de la démagogie socialiste dans les départements, et *il ne sera bien renseigné que s'il éloigne de l'administration et des parquets toutes les personnes suspectes.*

L'honorable chef de l'État a déclaré que la garde nationale de Paris, si ingénieusement armée par les hommes du 4 septembre, et flattée avec tant d'à-propos par M. Ferry, serait dissoute et désarmée. *Le même travail est à faire dans tous les départements sans exception.*

Suffira-t-il à rassurer les gens de bien? Cela n'est pas bien sûr. Les canons et les fusils ne sont pas les seules armes à craindre lorsque avec vingt sous de pétrole on peut brûler la Bibliothèque ou le Louvre. La société internationale a l'imagination fertile et raffinée dans l'art de nuire.

Si nous voulons couper le mal dans sa racine, il faudra *réformer les mœurs et les conditions de la classe ouvrière, fixer les*

éléments nomades, rapprendre la vie de famille à ceux qui l'ont oubliée, inspirer et encourager l'épargne, aider le prolétaire à faire souche de petits capitalistes, instruire les ignorants, *redresser les esprits faux,* contenir les malintentionnés, surveiller les cabarets, fermer les clubs.

Somme toute, il faut que la France s'applique, *dès demain,* à instruire, à *fixer,* à enrichir par le travail et à moraliser les prolétaires des villes. Et tant que ce résultat ne sera pas manifestement acquis, la société doit les soumettre à une tutelle salutaire : c'est leur faute, si nous sommes réduits à nous tenir en garde contre eux.

Bien entendu, tout cela doit se faire sans le concours du bon Dieu. *Ni Saint-Esprit, ni plébiscite,* c'est la devise de M. Hector Pessard, vespertin considérable. Mais, surtout, point de Saint-Esprit !

Dans le même numéro du *Soir*, pour rafraîchir l'esprit de l'ami lecteur, assommé de grande politique et de fumée d'incendie, on trouve la risette suivante, empruntée à la gaieté prussienne :

Train de plaisir pour le ciel. — La *Germania,* de Berlin, fait un appel aux catholiques bien pensants pour se rendre à Rome le 16 juin, à l'occasion du jubilé du pape. Indulgence plénière; absolution générale; le bon Dieu sans confession. Tout sera accordé aux pèlerins. — Prix des billets : 70 thalers en première classe : 40 thalers en seconde. C'est pour rien !

Il est certain que les joies de la civilisation parisienne et libre-penseuse coûtent plus cher. Mais la France est assez riche pour payer la gloire d'avoir créé le Parisien !

Une autre idée de M. About, moins bonne : c'est qu'il y a danger à laisser des officiers généraux dans l'Assemblée nationale. A vrai dire, il y a danger par-

tout et en tout. C'est un danger aussi de laisser dans l'Assemblée nationale des avocats, des gens de lettres et des gens de rien ; et l'Assemblée elle-même est un danger.

M. About craint que les généraux ne manquent à la discipline par une certaine disposition à blâmer le pouvoir; il a peur que nous ne devenions Mexicains. Hélas ! nous devons présentement nous ménager sur le compte des autres peuples. Les Mexicains ne paraîtraient pas, peut-être, trop orgueilleux, s'ils manifestaient la crainte de devenir Français.

Les généraux du triste Mexique, ou sont faits par le procédé gambettin, ou se font eux-mêmes, par le procédé communeux. Il y en a qui sortent de l'ordre des avocats, et d'autres de la horde des journalistes. Ce ne sont pas des raisons qui les recommandent beaucoup. Néanmoins, il faut dire qu'ils n'ont pas mis leur pays aussi bas qu'est le nôtre.

On ne peut pas accuser les généraux français d'avoir perdu la France, moralement du moins. L'on ne peut pas non plus en excuser les avocats, les professeurs et les journalistes, races funestes qui nous gouvernent et nous font des lois depuis quatre-vingts ans. La Révolution a changé la France en un pays de gens de lettres, ce qui est tout autre chose qu'un pays de Cocagne et un pays de gloire.

Nul ne sait bien pourquoi M. About n'est pas dans l'Assemblée et même dans le ministère. Il s'en juge digne assurément, et ce n'est pas nous qui l'exclurions plus qu'un autre, à moins que ce ne fût par amusement, vu l'extrême ennui qu'il en a. Il est

plein d'esprit, bon républicain, bon bonapartiste, bon conservateur, bon radical de tous les côtés, bon centripète et bon centrifuge, aussi parfait bourgeois que qui que ce soit; il n'a pas moins de grec que M. Barthélemy Saint-Hilaire, il est énormément plus fin en français.

Avec tout cela, ce n'est pas lui qui sauvera la France. Voilà pourtant ce que nos généraux ont fait plus d'une fois, et il n'y a pas encore longtemps.

CXCIV

1er juin.

LE MARCHAND DE VENISE ET LE *Bucentaure*.

Après deux guerres et deux paix dont l'une s'appelle le naufrage et l'autre l'incendie, nous nous retrouvons dans l'heureuse situation d'attente du 4 septembre, en république provisoire, avec le même personnel gouvernant. Il n'y a de moins que le jeune Gambetta et le vieil Arago, il n'y a de plus que M. Thiers et M. Dufaure. Sauf cela, et sauf deux contributions de guerre à payer et quelques réparations à faire, rien n'est changé. On convient généralement qu'il faut changer; mais, par malheur, M. Thiers ne veut point de changement et se refuse le repos.

Cependant, il faut bien que nous tâchions de savoir ce que nous deviendrons dans huit jours.

Pour le moment, ni force, ni fortune, ni amis au dehors, ni concorde au dedans, une dette terrible, un créancier inexorable, et la plus mauvaise réputation du monde, voilà notre situation. C'est celle du marchand de Venise en présence du juif Shylock. Nous devons payer au juif une somme qui n'est plus dans nos coffres, ou lui abandonner une livre de notre chair.

Ce n'est pas une image. Le juif est là, tenant d'une main la cédule signée *Jules Favre,* de l'autre, son couteau fraîchement aiguisé. Et point de juge pour dire à Shylock : Prends garde ! Tu couperas juste la livre, rien de plus, rien de moins, ou tu seras pendu. Shylock est maître, il peut couper comme il voudra. Moins, il peut s'y reprendre; plus, il n'est pas tenu de rendre.

Avec quoi payer ?

Point de galion en vue. Rien au large, qu'une carcasse de vieille tartane appelée *la République*, absolument vide; à moins de lui compter pour cargaison la peste et les poux. Shylock sourit et affile son couteau.

Cependant, une espérance demeure. Là-bas, là-bas, dans une clarté de l'extrême horizon, nous voyons poindre une banderolle connue. Ce n'est pas un galion; c'est bien plus, c'est bien mieux : c'est le *Bucentaure!* C'est la fortune, la paix, la force, l'honneur, c'est le salut de la patrie. Il attend un signal d'approche. Le donnerons-nous, ce signal? ce

qui est certain, c'est que nous le pouvons donner. Aussitôt le noble navire entre au port, et tout est payé ; Shylock s'en va, nos maux sont finis.

Nous ne sommes arrêtés que par un fantôme devant lequel nous avons pris l'habitude d'une vile épouvante. Délivrons-nous du fantôme en lui criant qu'il n'existe pas : il s'évanouira. Nous verrons le *Bucentaure* passer à travers ce spectre, il coulera la tartane pestiférée, et la vie enfin rentrera chez nous. Elle répandra ses abondances parmi nos famines et ses dictames sur nos plaies.

Depuis bientôt cent ans, nous formons en France deux peuples subdivisés à l'infini, entre lesquels la division n'a cessé de s'envenimer. Pour leur donner les noms du moment, l'un de ces peuples est *Versailles*, l'autre, *Paris*. Albe et Rome se haïssaient moins ! Il n'y a plus à le cacher ni à se le cacher. Nous le savons comme le reste du monde, le reste du monde le sait aussi bien que nous et s'arrange pour en profiter autant que nous y perdons. Encore un peu, les difficultés de la politique européenne se résoudront à nos dépens ; un morceau de la France sera l'appoint de tous les traités. Il n'y aura lion, ours, tigre ni chacal en Europe qui n'obtienne son lambeau de notre chair, le subalpin lui-même prendra sa part. De la France il ne restera que Paris, ville neutre, ville nocturne où l'on viendra de tous les coins de l'univers, mais masqué pour n'être point reconnu et pouvoir encore, au retour, recevoir le baiser d'une épouse et d'un fils.

C'est ce que nos dissensions préparent à l'heure qu'il est, à moins qu'une vigueur de ceux qui ne voudraient pas voir périr la France ne change la route logique de 89, et ne remonte d'un bond vers une autre destinée.

La France monarchique et chrétienne, la France soldat de Dieu était l'expression d'une idée qui n'a point péri et d'un besoin du monde qui ne fut jamais si grand. Cette idée créa la force, procura sa gloire. En l'abandonnant, elle a dégénéré jusqu'à devenir le scandale du genre humain, et jusqu'à toucher les portes de la mort. C'est l'épouvante de la terre. Quoi ! ce soleil s'éteindrait ? Quoi ! cette énergie, encore nécessaire même lorsqu'elle devient funeste, serait à jamais endormie ? Il y aurait des ténèbres soudaines ; de ces ténèbres s'élèveraient des lamentations et des prières pour demander à Dieu de rendre la France au genre humain.

Que la France donc se relève, qu'elle redevienne elle-même, qu'on la revoie sur son chemin de gloire, dans la lumière deux fois saine de son bon sens généreux et de sa généreuse épée. La France très-chrétienne, la France des croisades et des missions, la France qui fut le geste de Dieu ! Il y aura une immense admiration dans la famille du Christ, remise tout d'un coup et tout entière sur pied. La France est vivante ! On le criera d'un pôle à l'autre, et tout le vieil édifice de César, si près d'être rebâti, craquera dans ses fondements.

Il ne nous faut qu'une tête. Le corps blessé, quasi gisant, guérira, se lèvera, marchera. On vient de voir

ce que c'est que ce corps français, et si Dieu l'a organisé pour les œuvres maîtresses de la vie! En somme, voilà un siècle entier qu'on lui tire du sang, qu'on le charge de chaînes, qu'on l'empoisonne d'infernal venin, qu'on cherche à le dissoudre. Quel autre peuple fut mis à pareille épreuve et eût ainsi résisté? A travers tant de coûteuses victoires avortées dans la défaite; malgré la permanence, depuis quatre-vingts ans, de cette guerre intestine qui l'a perpétuellement soumis aux dictatures ennemies de sa foi; malgré la proscription formelle ou latente de l'esprit chrétien, invariablement écarté de ses conseils, ce peuple n'a jamais manqué de soldats, il a toujours fourni en abondance des religieuses et des prêtres, il a toujours rebâti ses églises, on voit toujours la croix sur son front, on retrouve toujours le Christ dans son cœur. Non, non, le Christ ne dit pas que ses Français l'ont abjuré! Dans Paris embrasé le feu monte au faîte des palais, et il les dévore. Les Tuileries, palais du roi fait par le peuple, l'Hôtel de Ville et les théâtres, palais du peuple-roi, sont en cendres. Devant les églises, spécialement vouées à la destruction, l'incendie prosterné se contente de lécher le mur extérieur. Le Christ est là! Et pendant que la Révolution massacre elle-même ses soldats ivres, Charette consacre au Sacré-Cœur ses soldats confessés.

Il nous manque un chef, voilà tout. C'est beaucoup, sans doute! Il nous manque un chef permanent à opposer une fois pour toutes à ces dictatures

permanentes, que fait, défait, refait et nous impose depuis quatre-vingts ans la Révolution. Le chef une fois appelé et installé, mille difficultés tomberont aussitôt, le spectre rouge s'évanouira pour longtemps.

Nous savons ce que doit être ce chef, nous savons qu'il existe, nous savons où le prendre. Dieu nous l'a réservé et nous l'a montré.

Il nous faut un homme qui soit la monarchie indépendante sans être la monarchie absolue; qui soit au peuple sans être du peuple; que le peuple reconnaisse et n'ait pas créé; qu'un plébiscite n'ait pas fait et qu'un plébiscite ne puisse pas défaire, car autrement la Révolution continue son œuvre et achève notre destruction.

Il nous faut un homme qui soit la monarchie tempérée, mais non pas la monarchie sujette, telle qu'elle nous est apparue dans la personne de Louis XVI, de Louis XVIII, de Charles X, victimes de la Révolution, et plus encore dans la personne de Louis-Philippe, son fondé de pouvoir temporaire, qu'elle n'a élevé que pour la servir, et pour être ignominieusement chassé.

Il nous faut un homme qui soit la monarchie militaire, car où il n'y a pas d'épée il n'y a plus de France; mais qui ne soit pas la monarchie de camp, de bivouac et de conquête comme Napoléon Ier, ni la monarchie de caserne et de corps de garde comme Napoléon III, mélange de tout ce que les régimes, l'absolu, le tempéré, le militaire et le révolutionnaire, ont eu de plus mauvais. Je le dis sans

vouloir offenser ni même accuser ce prince : les horreurs présentes et la suite qu'elles laissent entrevoir l'excusent presque jusqu'à le justifier.

Il nous faut un homme qui soit la *République :* non pas Robespierre, ni Barras, ni Lamartine, ni rien de ce que nous avons eu sous ce nom de malheur ou de dérision, mais ce que nous pouvons appeler la *république de tout le monde*, parce que ce serait le règne équilibré de tout droit, la concorde civile par le concours régulier du suffrage universel.

Il nous faut enfin un homme qui ne soit ni la force brutale, ni l'intrigue, ni la ruse, ni l'aventure, ni le crime avéré et effronté; mais qui soit au contraire l'éclatant et invulnérable honneur, et qui nous relève par la majesté de l'honneur.

La France s'est décriée à la face du monde. Elle est devenue comparable à cette prostituée de l'Écriture, sur le seuil de laquelle toute souillure humaine a passé et qui ne s'est pas refusée aux derniers goujats. Pour la relever, il lui faut ce que la coutume appelle « un beau mariage. » Dans l'Écriture, le prophète dit à la prostituée : Parce que je t'aime, j'effacerai ta honte, je t'épouserai et j'aurai de toi des fils. C'est le langage de Dieu à la nature humaine : *Sic Deus dilexit mundum*.

Eh bien! la France, si elle le veut, a tout cela dans un seul homme, qui seul est tout cela. C'est Henry de Bourbon, fils de France, de la race de saint Louis, le premier des Français et en même temps le premier gentilhomme du monde.

Nous osons, pour notre compte, l'opposer et le

préférer à M. Thiers, lequel, entouré de M. Picard, de M. Favre et de M. Simon, s'offre à régner sur nous, pour continuer ce qui s'est fait à notre profit depuis 1789 et la Bastille prise, jusqu'à 1871 et Paris brûlé sous les yeux des Prussiens par les communeux, — M. Thiers régnant.

La France a le choix.

Le jour des Rameaux, au retour de la procession, le célébrant frappe à la porte de l'église avec le bâton de la croix. Il dit au peuple : « Princes, ouvrez vos portes, et le roi de gloire entrera ! » Ainsi, d'une certaine manière, Henry de Bourbon, sans se méconnaître et sans s'imposer, frappe aux portes de la France qui a besoin de lui : — Je n'ai pas le moyen et je n'aurais pas la volonté de forcer vos portes ; mais je suis là. Ouvrez et j'entrerai.

On peut ouvrir, on peut fermer. Le roi entrera avec la paix et la gloire, ou s'en ira, emportant la gloire et la paix.

Et alors nous gardons M. Thiers entouré de M. Picard, attendant que quelqu'autre s'élève de n'importe quel lieu.

Et alors on entendra encore une fois ce terrible cri des anges qui n'avaient exécuté les vengeances de la justice que pour frayer le chemin aux miséricordes, et qui voient que les miséricordes seront refusées : *Curavimus Babylonem, et non est sanata. Derelinquamus eam !...*

CXCV

2 juin.

TESTAMENT D'UN JUSTE.

On a bien voulu nous communiquer quelques feuillets trouvés à la Roquette, dans la cellule de M. l'abbé Bécourt, curé de Bonne-Nouvelle. Ce sont ses dernières pensées et ses adieux. Les bourreaux, qu'il attend de minute en minute, ne paraissant pas, il se hâte d'ajouter un nom qui pourra toucher ou même servir quelqu'un. A ces souvenirs, il mêle des recommandations brèves, quelques avis, des expressions de son amour pour Dieu. Ce sont les pulsations de l'agonie d'un juste doux et aimant, sévère à lui-même, plein de foi, craignant Dieu. Au moment de paraître devant le Juge éternel, il s'examine d'un regard inquiet, mais néanmoins confiant. Il va à la justice, mais aussi à la miséricorde. *Cor contritum et humiliatum non despicies.*

Nous nous permettrons de donner quelques extraits de ce testament soudain, écrit sous le couteau. Dans sa simplicité et son désordre, il vaut la plus haute méditation sur la mort. On ne l'estimera pas moins comme peinture vivante d'une âme chrétienne et sacerdotale. Nous l'indiquons à tant d'hommes qui, avec plus ou moins de science et de conscience, se

font les adversaires, nous ne voulons pas dire les diffamateurs, du clergé.

Voilà un pauvre prêtre que l'on va tuer. Il n'a rien à attendre des hommes qu'une mort cruelle et immédiate. Il n'espère du monde aucun secours, son humble mémoire n'a besoin d'aucune réparation. Désormais son unique affaire est avec Dieu. Il se confesse à Dieu. L'on ne peut imaginer des conditions de sincérité plus entières.

Il a vécu cinquante-sept ans, il a été curé, il a gouverné en dernier lieu une grosse paroisse. Voyez de quoi il s'est mêlé dans le monde, ce qu'il a fait, ce qui l'inquiète au dernier moment, de quelle façon il reçoit cette cruelle et injuste mort. Il nomme tous ceux qu'il a connus pour les embrasser une dernière fois; pas une parole, pas un mouvement de son cœur contre personne! Il tombe assassiné comme s'il mourait par accident et ne songe à ceux qui le précipitent que pour leur pardonner.

Voilà le prêtre.

PRISON DES CONDAMNÉS, A LA ROQUETTE.

Jeudi, 25 mai, 45e jour de détention,
quelques moments avant ma mort.

Je remets mon âme à Dieu.

Je me mets sous la protection de Marie et Joseph.

J'envoie à ma bonne mère mes dernières respectueuses et affectueuses salutations. — Un souvenir à mon cher père, mort en 1840.

Adieu, chère mère, bonne sœur et bon frère. Adieu, Monseigneur d'Arras.

Que Monseigneur d'Arras veuille bien les consoler!

. . . .

J'ai désiré être curé de Paris; c'est l'occasion de ma mort : c'est un ancien pressentiment et peut-être une punition.

. . . .

Adieu à Dugny (où il avait été curé), aux pauvres comme aux riches. Croyez tous à mon amour en Notre-Seigneur Jésus-Christ. Adieu! Adieu!

. . . .

Je demande pardon à Dieu,
A ma mère de mes manquements,
A mes frères et sœurs de mes duretés,
A mes paroissiens de mes défauts,
A mes pénitents que j'ai mal dirigés.

. . . .

Je demande pardon de certaines oppositions que l'amour-propre m'a fait faire à l'égard de deux curés, M. Hanicle et M. Barot.

Je demande pardon à tous ceux que j'ai offensés et scandalisés.

Je pardonne à tout le monde, sans le moindre mouvement d'animosité. A ceux qui, par imprudence, auront occasionné mon arrestation et ma mort.

Au ciel, parents et amis, au ciel!

Pardon, mon Dieu, pardon!

Que ceux qui sont ennemis aujourd'hui, demain soient d'accord, et que Paris devienne une ville de frères qui s'aiment en Dieu.

Tout à Dieu, tout pour Dieu.

Que Dieu soit aimé. — Que mes paroissiens croient à la parole d'un mourant.

Je me prépare comme si j'allais monter à l'autel.

Que l'on dise bien aux paroissiens et aux enfants que je meurs parce que j'ai voulu rester à mon devoir et sauver les âmes en ne quittant pas Paris.

Que tout le monde prie pour moi.

Dieu me recevra-t-il?

Je prie que l'on me recommande partout aux prières. Priez pour le repos de l'âme du malheureux curé de Bonne-Nouvelle, si pécheur en sa vie.

Au *commencement de nos malheurs, au mois de septembre, je m'étais offert en état de victime pour Paris.* Dieu s'en est souvenu.

Que *mon sang soit le dernier versé!*

Mgr Daveluy, mon sous-diacre à ma première messe, a été martyrisé en Corée, en 1865.

Je meurs dans la foi et l'union à la sainte Église.

Que Dugny, que Puteaux se convertissent!

Je pardonne, je pardonne avec Jésus Christ en croix.

. . . .

Je meurs à 57 ans et ...... jours.

Si j'en avais profité!...

Ce vendredi, 26 mai, 6 heures et demie du soir.

Je meurs dans l'amour de mon Dieu, avec soumission à sa volonté sainte.

Confiant dans Marie,

Nonobstant mes péchés.

Mes parents, mes amis, mes paroissiens et même ceux qui ne me connaissent pas personnellement, priez pour moi.

Je prierai pour vous si Dieu me met dans son saint Paradis.

Depuis deux jours, je fais mon sacrifice d'heure en heure.

Heureux celui que la foi soutient dans ce terrible moment!

Dieu veut toujours notre plus grand bien pour l'éternité.

S'il avait voulu faire un miracle.....

Il ne l'a pas voulu.

Tout à sa volonté!

Un de mes confrères ayant une sainte hostie, j'ai reçu la communion en viatique.

CXCVI

Même date.

LE CHAPEAU DE M. GLAIS-BIZOIN.

On s'amuse à Versailles des récents malheurs de M. Glais-Bizoin.

Cet homme illustre est possesseur d'un chapeau unique, quelque chose comme un turban de vieille peau de mouton grise et grasse, et sentant le suint. Il paraît partout sous ce chapeau qui le fait reconnaître partout. On trouve son chapeau plus cynique encore que sa position sociale, plus cocasse que sa figure, plus *montant* que son génie. Il a porté ce chapeau à Tours et à Bordeaux, et c'était alors la couronne de France. Il l'avait à Paris lorsqu'il a salué la chute de la colonne. Il est venu ces jours-ci le produire à Versailles sur les *Réservoirs*. Mais là on s'est fâché.

Des personnes médiocrement endurantes sont venues l'interroger sur son chapeau et sur ce qu'il y avait dessous. On lui a dit bien des choses! Il s'est embarrassé, il s'est expliqué, il s'est irrité, et il a ôté son chapeau et ce qu'il y avait dessous. On ne le voit plus.

Il n'a pas dit qu'il reviendrait.

Tours et Bordeaux le regretteront. Il était bon enfant. On le voyait assis sur deux chaises dans les cafés; il disait les secrets du gouvernement, et toute la journée il nommait des sous-préfets, des juges, des généraux, etc., sans leur faire payer la consommation.

Si ce petit article va le trouver dans sa retraite, qu'il sache que nous lui rendons justice et que personne ne lui en veut. Il ne faut pas que sa disgrâce de Versailles l'afflige outre mesure. On l'a hué, siffloté et presque tapoté; mais c'est à cause de son drôle de chapeau, un peu aussi pour la colonne, et surtout pour le 4 septembre. On avait là le 4 septembre sous la main, c'était bien tentant. Du reste, personne n'ignore qu'il fut ce que le 4 septembre pouvait montrer de plus innocent et de plus pur, et que de toute cette première bande il restera le plus honoré.

Hélas ! Seigneur, si nous sommes condamnés à demeurer dans ces conditions-là, contentez-vous de nous infliger des Glais-Bizoin;

Et nous avalerons le chapeau !

CXCVII

3 juin.

CANONISATION CIVILE D'UN RÉDACTEUR DU *Siècle*.

M. Chaudey, rédacteur du *Siècle*, assassiné par Raoul Rigault, était républicain. Le rang que lui a donné M. Thiers au-dessus de toutes les autres victimes, comme si ce n'était plus rien d'assassiner l'archevêque après avoir assassiné « le généreux Chaudey, » lui fait un grade posthume que le *Siècle* exploite trop. On parle de statue. Ce serait beaucoup.

A le juger sur les éloges funèbres, M. Chaudey était de ces hommes au cœur droit, à l'esprit court, nés disciples, qui se jettent témérairement dans des entreprises infiniment plus hautes que leur génie et ne se font aucun scrupule de déchaîner des torrents infiniment plus forts que leur bras. Ils décorent de leur probité personnelle des écoles, des opinions, des coups de parti qui sont incontestablement sans probité. Il se donna d'abord à Proudhon, très-médiocre républicain, et par la perversité de son intelligence, très-médiocre honnête homme. Chaudey fut l'ami, l'exécuteur testamentaire, l'éditeur de cet athée scélérat, qui a tant semé la graine de commu-

neux. Au temps où nous sommes, éditer Proudhon ne constitue pas ce que l'on peut appeler un acte d'improbité, mais ce n'est pas non plus une preuve de grande hauteur politique ou morale. Proudhon savait ce qu'il faisait aussi bien que Vermorel ou Rochefort, peut-être mieux. L'honnête homme qui édite Proudhon ne reste honnête que s'il ne comprend pas. Ce fut sans doute le cas de M. Chaudey.

Le 4 septembre, il se mit derrière M. Jules Favre et M. Gambetta comme il avait été derrière Proudhon. Honnêtement, sans savoir où l'on allait, en présence des Prussiens cependant, il frappa ce coup qui enclouait le canon de la France. Républicain *invariable*, dit M. Thiers. En vérité, son invariabilité nous fit un beau présent, et c'est bien le moins que nous décernions en sa personne une statue à tous les donateurs!

M. Chaudey devint adjoint du maire de Paris. Le voilà derrière le vieil Arago, cet autre homme sérieux et convaincu, lequel s'entoura aussi de ces fleurs de savoir, de gravité, de patriotisme et de délicatesse qui composèrent le conseil des maires, première ébauche de la Commune! M. Chaudey trouva le moyen d'être honnête homme là-dedans, et probablement il y prit le germe de sa mort.

Il se fit marquer des drôles insignes qui rôdaient autour et dans l'intérieur de cette assemblée, pour être assassiné plus tard. Voilà son honneur véritable. C'était mal se souvenir des leçons de Proudhon et en nier les irréductibles conséquences. Mais honneur à qui ose être inconséquent! Lorsque la logique mène-



rait au crime, il est beau d'errer dans l'inconséquence qui peut mener à la mort.

Si l'on dit qu'ici M. Chaudey a conquis son pardon, c'est notre sentiment; mais l'on nous permettra de réserver encore la statue. Sur le socle de cette statue, quels bas-reliefs faudrait-il sculpter? M. Chaudey, publiant les manuscrits de Proudhon; M. Chaudey, collaborateur du *Siècle*, érigeant la statue de Voltaire; M. Chaudey, assistant le vieux corybante Arago, maire de Paris; M. Chaudey, consacrant sa vie à charger les armes sauvages qui devaient le tuer et qui ont atteint en même temps que lui la religion et la société?

Que M. Cernuschi, propriétaire et directeur actuel du *Siècle*, le dise. Il sait où vont les doctrines révolutionnaires, et à quoi se peut porter un esprit qui s'en est laissé pénétrer. Étant membre de l'assemblée romaine à l'époque du triumvirat, en 1848, M. Cernuschi, pour en finir avec le Christianisme, conçut la pensée de faire sauter le dôme de Saint-Pierre. Il l'a confessé lui-même au bout de quelques années, comme on parle d'une chose qui ne laisse pas de faire honneur, quoique peut-être insensée. Devenu riche, acquéreur du *Siècle* au prix d'un million, il s'est corrigé de cette belle passion d'incendiaire; mais enfin, il connaît le péril d'allumer ce feu-là dans les âmes. Rêver de faire sauter le dôme de Saint-Pierre, par amour pour la patrie et pour la liberté!...Que pense-t-il, en son fond, du dessein de dresser une statue à ceux qui ont jeté du bois dans la flamme, même lorsqu'ils ont ensuite essayé de se mettre aux pompes?

Les obsèques « civiles » du malheureux Chaudey ont été l'occasion de plusieurs discours où l'esprit du *Siècle* et du 4 septembre a largement parlé. On a entendu là le vieil Arago, dont les louanges ne peuvent honorer personne. Un avocat a peint le mort sous des traits sincères : « Son cœur, qui semblait venir au-devant de vous, qu'on voyait rayonner sur ses grands traits, dans ses yeux intelligents et naïfs, dans son honnête sourire. » Le même avocat, parlant du P. Caubert, jésuite, a fait une citation malheureuse : « Le P. Caubert avait, dans sa prison, l'intrépidité *stoïque* d'une âme absolument détachée du monde et déjà engagée dans la mort : *Perinde ac cadaver.* » Les avocats les plus habiles ne parlent pas toujours adroitement ! Sur la tombe d'un rédacteur du *Siècle*, assassiné par les lecteurs du *Siècle*, ce *perinde ac cadaver*, avec quoi les avocats et le *Siècle* ont assassiné moralement tant de jésuites, n'est pas placé comme il faut. Il y a cadavre et cadavre. Le jésuite qui meurt au monde ne meurt pas pour répandre la mort, mais pour faire les œuvres de la vie. On vient de voir ce que donnent au monde les hommes qui n'abjurent pas les ambitions de la terre, qui prétendent être quelque chose, et qui s'emploient à créer un ordre social où ils n'entendent nullement sacrifier leur part. Ceux-là forment aussi une société, font aussi des serments qui les mettent dans la main d'autres hommes auxquels ils ne refusent pas d'obéir. Seulement le jésuite s'engage pour être le bâton dans la main du vieillard, et les autres pour être le poignard dans la main de l'assassin : diffé-

rence importante, présentement assez vive pour frapper l'esprit même d'un avocat.

Et après tout, qu'était ce pauvre Chaudey relativement à Proudhon? *Perinde ac cadaver*.

Ensuite est venu M. Henri Martin, au nom des municipalités parisiennes! M. Martin, — autre cadavre et très-mûr, — a fait l'apologie de « ce 4 septembre qu'osent traiter d'attentat ceux qui s'efforcent de préparer la réhabilitation du 2 décembre. » A qui en a cet hiérophante Martin, et que veut-il que l'on distingue entre ces dates et tant d'autres dates de conspirations découlant également du droit révolutionnaire? Si la première révolution a eu le droit, toutes les autres l'ont eu, et toutes celles qui pourront survenir l'auront. C'est le droit général et le droit particulier, le droit de toutes les majorités, de toutes les minorités, de toutes les individualités. Il plaît à M. Martin de retenir le droit pour son opinion et le nier aux autres. C'est son « idée; » mais quand M. Martin n'est pas le plus fort, qu'importe l'idée de M. Martin? Et si M. Martin parvient à régner, pourquoi le premier venu qui voudra conspirer ne se ferait-il pas un plaisir, un droit et un devoir de bousculer M. Martin qui a conspiré?

Ils ont tous et toujours la prétention ridicule d'arrêter la Révolution là où elle leur plaît, c'est-à-dire là où elle leur pourrait mettre le monde en leurs mains plus ou moins tachées d'encre et de sang. Ils oublient tous et toujours que la Révolution refuse tout maître et veut imposer toute loi. Ils viennent d'en faire l'essai, cela continuera. M. Martin et le

Siècle ont sans doute la tête dure; néanmoins ils apprendront qu'ils sont voués à toute tyrannie.

Ce qu'il y a de plus étonnant dans le discours de M. Henri Martin, c'est l'accent religieux. Oubliant qu'il parle sur la tombe d'un disciple de Proudhon, et qu'il décore un enterrement *civil*, M. Martin fait une profession de foi à l'immortalité de l'âme et à l'éternité de Dieu, qu'il appelle l'*idéal vivant*. Ceci vaut la peine d'être cité comme type du tohu-bohu intellectuel où s'empêtre le dolent patriciat des libres penseurs, effarouché par les œuvres de la plèbe athée.

Et maintenant, Gustave Chaudey, toi qui es mort comme les grandes victimes du droit et de la liberté, mort comme Bailly, mort comme Vergniaud, comme madame Roland, comme Camille, va rejoindre cette pléiade *sacrée* des martyrs de la légende politique, que l'histoire inscrit pour toujours à côté des *martyrs* de la légende religieuse, *martyrs de ces deux religions qui ne disparaîtront pas plus l'une que l'autre du genre humain*; va rejoindre ces âmes généreuses *dans le monde supérieur de l'éternel et vivant idéal.*

Il existe, il a seul, oserais-je dire, la pleine et réelle existence, ce monde que nie la philosophie allemande des derniers âges, la philosophie de la mort et du néant, qui a envahi notre France, et, en aidant la corruption impériale, a énervé l'esprit public, a frayé la route aux armées allemandes. Nous te reverrons, Gustave Chaudey.

C'est tout ce qui a été dit de Dieu devant ce cercueil où gisait une figure principale de la société présente. Avec ses vertus privées et ses opinions dangereuses, Chaudey semble avoir été le type assez complet de cette probité désarmée contre le sophisme

qui la séduit. Elle l'accepte, elle constitue sa force et, lorsqu'elle veut l'arrêter, il l'écrase et il avance.

M. Martin ne s'est pas aperçu qu'il protestait contre Chaudey et contre lui-même; et nous l'avertissons en vain; il ne s'apercevra pas de sa contradiction ni de la vanité de ses protestations.

Il faut cependant lui savoir gré de l'instinct supérieur qui le contraint de chercher quelque chose en haut, de se reconnaître une âme, de pressentir un Dieu, de souhaiter en ce monde une lumière et dans l'autre une justice pour ceux qui ont soutenu le combat contre l'iniquité. Un jour peut-être, il s'apercevra que tout cela est dès longtemps proposé aux hommes par l'Église catholique avec une largesse, une certitude et un ensemble de moyens pratiques où son système de « l'éternel et vivant idéal » n'arrive pas.

En vérité, lorsque l'on étudie ces inventions, ces incohérences, ces pauvretés et ces lâchetés de l'intelligence moderne, force est bien de s'avouer qu'au temps où nous sommes, la faculté de penser a souffert d'effroyables lésions!

CXCVIII

6 juin.

VUE DE PARIS BRULÉ.

A Madame ***.

Je vous ai promis, madame, de vous décrire les sensations de la rentrée dans Paris, surtout dans *votre* Paris, situé entre le Sacré-Cœur et Saint-Sulpice. Permettez-moi cependant de vous dire quelques mots du Paris de tout le monde.

Celui-là, que vous ne connaissez guère, s'étend assez loin hors les murs. En revenant de Versailles, on le rencontre d'abord à Saint-Cloud. Saint-Cloud était un lieu charmant. Après les Prussiens, comme vous le savez, c'était fini. On le croyait, du moins. Le duel d'artillerie entre les Prussiens et les Français n'y avait laissé que des ruines. C'est là que j'avais vu dans une rue dévastée, sur un monceau de plâtras, un coffre-fort ouvert, squelette rompu du dieu qu'adore le monde. A présent, l'on trouve à Saint-Cloud des ruines de ruines et le squelette du dieu est broyé.

Toutefois le canon semble encore s'être ménagé à Saint-Cloud, lorsqu'on arrive à Asnières.

En ce pays de villas, de restaurants et de guin-

guettes, Paris vient s'amuser. Le siége de fer n'y avait pas touché; ce que le siége de feu en a fait ne peut pas même s'appeler des ruines, et ne peut pas non plus se décrire. Ce sont des amas, plâtre, brique et pierre, qui çà et là laissent deviner d'ex-constructions. Les débris anciens sont tristes; ces débris *battant neufs,* sur lesquels la ronce et même l'herbe n'ont pas encore poussé, sont hideux. Je pensai à notre voie Appia et à ses longues files de tombeaux morts, mais qui tout morts et rongés restent debout, couronnés de tant de verdure et de fleurs. Ici ce ne sont pas des tombeaux, mais d'abominables ossuaires, formés comme avec le pied et le balai. On sent que la destruction a été soudaine, furieuse, irrésistible. La mort a fait une œuvre de colère inexorable. Elle a dansé sur le cadavre, elle l'a mutilé, elle a voulu qu'il ne gardât plus forme humaine.

Il fut mangé beaucoup de viande le vendredi dans toutes ces maisons-là! L'an passé, l'on s'y amusait encore plus qu'il ne faut. Que de rires, que de danses, que de chansons, et quelles danses et quelles chansons! Et sans doute on se proposait de recommencer l'année suivante. Mais le jugement est venu.

J'ai vu une vigne et dans cette vigne une charrette brisée et les restes d'un feu. C'est peu de chose au milieu d'un tel désastre, mais ce faible épisode a réveillé dans ma mémoire l'écho d'une voix terrible, souvent entendue depuis huit mois. « Et toutes les « vignes retentiront de voix lamentables, parce que « je passerai au milieu de vous, dit le Seigneur. » Le Seigneur a passé.

J'ai franchi le rempart crevé et désarmé. Là, je me suis rappelé la prophétie d'Habacuc.

Habacuc se plaignait à Dieu des désordres de Jérusalem. Dieu lui répond : « Voici que je vais sus-« citer les Chaldéens, nation cruelle, prompte à « exécuter ses plans, et qui court la terre pour s'em-« parer des maisons d'autrui. Elle porte avec soi la « terreur et ne reconnaît de juge qu'elle-même. Elle « ravagera à son gré; à son gré elle imposera le « vaincu. — Plus vites que les loups qui courent au « soir, ses chevaux se répandront partout, comme un « aigle qui fond sur sa proie; ses cavaliers (j'allais « écrire *ses hulans*) voleront au butin, et ils assem-« bleront les captifs comme des monceaux de sable. « — Leur chef triomphera des rois; il se moquera « des tyrans (populaires) et il les rendra ridicules, « *tyranni ejus ridiculi erunt*. Il se moquera des forti-« fications : *il leur opposera des levées de terre, et il les « prendra par la famine.* »

Si M. de Moltke a lu Habacuc, je l'ignore; mais voilà son système de guerre tout tracé, et Nabuchodonosor en fut l'inventeur. Pour moi, je crois que la grande force de M. de Moltke est venue des mêmes causes qui ont suscité les Chaldéens. Le prophète ajoute qu'après cela l'esprit du conquérant sera changé. Il s'enflera, il se dira qu'il est dieu, et alors « il passera et il tombera : et voilà toute la puissance « du dieu qu'il s'est fait. » *Amen!*

Paris est encore effaré. Comme le mouvement est remplacé par l'agitation, maintenant la badauderie est remplacée par la stupeur. Les maisons égratignées

par les balles, trouées et ébréchées par les boulets, léchées et mangées par l'incendie, sont ce qu'il y a de nouveau. On vient voir cela, mais c'est triste. Devant une maison de la rue Royale, une dame du petit commerce achevait sa tournée. Appuyée au bras de son mari, tenant son enfant par la main, de cette voix grognonne particulière aux bourgeoises qui se promènent en famille, elle disait : « Allons-nous-en. De voir tant de malheurs, à la fin, ça *embête!* »

Je vous assure qu'elle ne disait rien de trop en son style négligé. Le spectacle est véritablement *assommant*. Les descriptions des journaux semblent d'abord exagérées, parce que beaucoup de choses ruinées tiennent encore debout, mais bientôt elles paraissent au-dessous de la réalité. Il y a de petits détails dont l'effet lugubre se prolonge et devient formidable. Un crachat peut épouvanter plus qu'une blessure saignante. On voit que les séditieux n'ont pas seulement haï la société, ils l'ont méprisée. Ils ont fait des actes de barbares et des insolences de laquais.

J'ai vu par terre les restes de la colonne, sur un reste de fumier. Il tombait de la pluie, et il y avait de la boue. Je n'ai jamais admiré la colonne ni le sentiment qui l'a dressée. Mais quand je pense que Courbet a fait cela, et que ce butor, affamé de popularité malsaine, a pu ainsi souffleter de sa main brutale l'orgueil de toute une nation, je me demande ce que l'on ne pourra plus désormais entreprendre contre les hommes. Je me dis aussi que Dieu insulté par l'orgueil humain n'a toujours besoin que de peu de chose pour abattre cet arrogant ennemi. Un grain

de sable contre la mer, une piqûre de moucheron contre une armée, une petite pierre qu'il détache on ne sait d'où contre la statue et l'empire de Nabuchodonosor!

En 1860, après la suppression de l'*Univers*, je me trouvais au Vatican, dans l'*anticamera* du Saint-Père, attendant une audience. J'y rencontrai le bon vieux camérier Mgr Stella, qui voulut me tenir compagnie. Il me parla gracieusement de la petite persécution que je venais de subir, plus tristement de la persécution qui menaçait Rome, en apparence soutenue, en réalité tenue sous le couteau des Italiens par la même main qui m'avait facilement étranglé. « On est bien puissant à Paris, ajouta-t-il, mais Dieu veille. A son commandement, une petite pierre se détache de la montagne et vient frapper la statue de *Nabucco.* » J'avais noté la parole de Mgr Stella, et la note se trouva dans mes papiers saisis au retour de ce voyage. Marquée au crayon rouge, comme une chose digne des regards de *Nabucco*, elle fut jointe à mon dossier, volé dernièrement à la police par les rédacteurs du journal de Paschal Grousset, qui l'ont imprimé. Dieu a attendu dix ans, — dix minutes! — et voilà Courbet, très-gros homme, mais très petite pierre, qui roule de sa montagne de fromage, qui frappe la statue au pied, et qui l'abat. Ceux qui firent et dédièrent la colonne ne s'y attendaient pas, ni les poëtes qui l'ont chantée et qui lui garantirent le long âge de l'airain. J'ignore ce que les prophètes de Nabuchodonosor promirent à sa statue. Celui qui ne s'est pas trompé est celui qui en prédit la chute soudaine. Daniel an-

nonça qu'elle serait broyée d'un seul coup, et les parcelles dissipées comme les débris que le vent enlève de l'aire à battre le grain : *Reducta quasi in favillam æstivæ quæ rapta sunt vento.* Et le vent dissipe par les rues des poussières qui furent la colonne du grand empereur et de la grande armée!

Près de là fume encore le ministère des finances. On fait deux pas, on voit fumer les Tuileries. Dieu dit dans Amos : « Je frapperai le palais d'hiver et le « palais d'été; » c'est fait à Paris comme à Saint-Cloud. On remonte un peu la rue de Rivoli, c'est le Palais-Royal qui fume. On continue cette route jadis si pompeuse, maintenant sinistre : on arrive au quartier de l'Hôtel de Ville. Ce bel Hôtel de Ville est vraiment en cendres. C'est peut-être la destruction la plus complète pour l'œil. Il a été saisi une dépêche télégraphique de l'Hôtel de Ville au ministère de la marine. Elle contenait ces mots en *communeux* : « F... le feu à la boîte. » De cette boîte-ci, le feu n'a rien laissé. Brûlée et les cendres au vent, suivant la teneur des anciennes sentences exécutées en place de Grève!

Les Tuileries, l'Hôtel de Ville, le Palais de Justice, le ministère des Finances, la Légion d'honneur et la Colonne, sont ce qu'il y a de plus exécuté. Qui voudra méditer là-dessus, les réflexions ne manqueront pas, ni les symboles.

Aux Tuileries, sur la muraille, là où s'est arrêté le feu, on lit toujours la belle devise du 4 septembre, tracée en grandes lettres par M. Étienne Arago :

Liberté, *Égalité*, *Fraternité*. Le commentaire communal est lumineux.

J'ai fait un pèlerinage à Notre-Dame-des-Victoires. L'église était encore fermée, à cause des ravages intérieurs. Vous savez qu'elle est d'ailleurs intacte. Satan s'est abattu là comme chez Job, mais il n'a pas eu la permission de frapper le corps.

J'ai poussé ma course jusqu'à la maison de M. Thiers. La démolition s'arrête à la hauteur du premier étage. C'était une construction, ce me semble, assez mesquine, et le million demandé pour le refaire devra suffire amplement. Je regrette que M. Thiers n'ait pas refusé ce million. Un beau refus eût ajouté à sa taille, vraiment courte pour l'emploi qu'il tient. Mais il est dit que « nul ne peut ajouter une coudée à sa taille. » C'est Dieu qui *agrandit* l'homme. Par lui-même l'homme ne peut que *s'arrondir*.

Pour arriver place *Georges*, j'ai passé devant une maison où j'ai fait une fois visite au pauvre Prévost-Paradol. C'était alors un garçon très-fier, du temps où il vivait. Peu d'années après, il n'a pu s'y supporter et s'en est tiré lui-même par la plus mauvaise porte. Il croyait tant à la société moderne, à la liberté moderne, à la civilisation moderne! Il félicitait tant le monde moderne de s'être délivré de la gêne catholique, et il l'exhortait si volontiers à compléter sa délivrance! Je lui disais que la pierre qui tomberait de l'Église écraserait la maison voisine, et bien d'autres choses au loin. Une pierre est tombée; elle a écrasé la maison de M. Thiers et la maison de

M. Bertin, deux maisons à lui. Me dirait-il que la maison de M. Bertin est relevée et que celle de M. Thiers le sera? Peut-être. Je répliquerais qu'en ce cas la pierre tombée de l'Eglise sera replacée; sinon, au choc des pierres qui tomberont encore, rien ne restera debout, rien ne sera rebâti.

J'ai passé devant le nouvel Opéra. Il n'a pas été touché. Le groupe des demoiselles Carpeaux est là, dansant. Je pense qu'à travers toutes nos aventures, qui pourraient n'être pas finies, ce spécimen de l'art moderne sera conservé. Il apprendra aux races futures comment nous vivions et nous nous amusions quand la fête prit fin. Les cendres de Pompéia et les laves d'Herculanum ont conservé de semblables documents.

Sur la place de l'Opéra, comme partout, les soupiraux des caves et des sous-sols sont bouchés de plâtre frais, *opus tumultuarium*, ouvrage hâté, par crainte des *pétroleuses*. Ces pétroleuses ont frappé les imaginations. En peu de jours, elles se sont fait un nom durable. Paris ne s'attendait pas à ces femmes-là. Paris avait tort. Ces femmes-là ne sont pas tombées de la lune. J'en ai vu des bandes à Versailles; la plupart sont d'anciennes demoiselles Carpeaux. Elles ont dansé à Asnières et à l'Opéra.

Toute société a pour ennemis implacables les esclaves qu'elle s'est faits, surtout les esclaves de ses amusements et de ses vices; et depuis le Christ il n'y a plus d'esclaves que pour cette destination. Courbet en était, tout autant que les demoiselles Carpeaux. L'esclave ne pardonne pas à qui l'a corrompu. Paris

est plein de ces esclaves. Tant qu'il ne les aura pas affranchis, la torche sera facilement rallumée.

Je finis. Je ne voulais vous parler que de votre Paris, je ne vous ai parlé que de l'autre. Mais du vôtre, qu'y a-t-il à dire? Il a été broyé, pillé, ensanglanté, meurtri; il est tranquille. Les couvents se repeuplent, les églises sont rouvertes, les prêtres distribuent la chair de l'Agneau à ceux qui ne veulent pas dévorer l'homme. Dans ce monde-là, on bénit Dieu de ce qu'il a sauvé, on se raconte ses protections et ses grâces, on renoue les fils brisés des bonnes œuvres; et l'on sait que, nulle tyrannie ne pouvant abolir Dieu, il ne faut craindre ni le travail, ni la ruine, ni la mort.

Pour le moment, ma rue du Bac et ses voisines barricadées, fusillées, bombardées et brûlées, sans commerce, presque sans passants, sont devenues une des retraites du silence. Je m'aperçois que l'on peut vivre sans entendre le bruit des voitures ni le bruit du canon. C'est même une bonne vie. Qu'importe le reste en un temps qui semble fait pour dégoûter également d'espérer et de craindre, et qui relègue toute vie dans le lointain du passé ou dans le lointain de l'avenir?

CXCIX

7 juin.

FUNÉRAILLES DE L'ARCHEVÊQUE DE PARIS.

Aujourd'hui Paris a entendu le canon. C'était pour annoncer les funérailles de l'Archevêque. Le corps, quittant le palais archiépiscopal, est porté triomphalement à Notre-Dame ; ce corps, massacré il y a quelques jours contre le mur intérieur d'une prison, et enfoui avec d'autres à l'angle d'une rue! Derrière lui marche la France, représentée officiellement par l'Assemblée nationale ; devant lui s'avance la croix, proscrite, à vrai dire, depuis neuf mois ; car le gouvernement régulier l'avait laissé chasser des écoles, avant que le gouvernement insurgé la fît tomber du fronton des églises et l'arrachât même des autels. La croix revendique et reprend ses droits par le martyre. Il y a une voix du sang et du témoignage qui l'appelle impérieusement. Il faut céder, Dieu le veut. Les barricades s'abaissent, la passion du sauvage s'impose le frein, la passion plus rebelle et plus sourde du lettré s'impose le silence, la croix passe. Vous ferez demain comme il vous plaira, vous comprendrez ou vous ne comprendrez pas, vous changerez de voie ou vous continuerez dans votre voie mauvaise : mais voici un martyr, et vous laisserez passer la croix !

Il y a deux grandes palmes sur ce cercueil, deux

palmes immortelles. La palme de l'obéissance est unie à celle du martyre. Avant de mourir avec cette sérénité qui accepte et qui pardonne, l'Archevêque avait fait un acte de foi et d'humilité plus précieux même que sa mort. Entre la captivité du siége et la captivité de la prison, il s'est soumis à un décret de l'Église qu'il avait combattu. C'est la gloire de sa vie, sa couronne plus resplendissante que la couronne de sang, le triomphe de son âme sacerdotale. C'est par là qu'il a sauvé son Église, et qu'il obtiendra de Dieu pour son peuple un autre pasteur qui le gardera dans la foi.

Que la mémoire de Georges Darboy, archevêque de Paris, témoin de Pierre vicaire du Christ, et témoin du Christ, fils unique de Dieu, soit bénie à jamais !...

CC

Même date.

LES MEUBLES DE M. THIERS.

M. Thiers, pour son compte, a plus ou moins pris les Tuileries trois fois, et même quatre : juillet 1830, février 1848, septembre 1870, mai 1871. Par une rencontre singulière, le quatrième coup a brûlé ses meubles.

Enlevés de l'hôtel Saint-Georges par les soins des

employés du mobilier de la couronne, les meubles de M. Thiers arrivèrent en bon état dans les magasins du quai d'Orsay. Sauf peut-être quelques petits objets qui avaient trop tenté quelques amateurs, M. Thiers aurait tout retrouvé. L'on veillait avec soin sur le dépôt du Prince. Malheureusement survint dans le voisinage l'explosion de la poudrière du Gros-Caillou, qui ébranla les magasins et fit juger qu'ils n'étaient plus assez sûrs. Les meubles y étaient désormais exposés à l'effondrement, à l'incendie... et à la probité publique. On jugea bon de les transférer ailleurs ; il parut prudent de les loger au palais des Tuileries, comme étant l'endroit le plus abrité de la bombe, du feu et du peuple. Ainsi fut fait. Il y en avait treize voitures, dont on rangea le contenu dans le salon stuqué. C'était presque une prise de possession. M. Thiers, habitué à franchir ce seuil, n'avait plus qu'à ouvrir la porte; il se trouvait chez lui, dans ses meubles. Mais, personne n'a plus de meubles ni de chez soi.

Le mobilier des églises, quoique fort maltraité, a été moins malheureux. Il est vrai que l'État ne se hâtera point de le réparer ni de le remplacer. La Ville, vraisemblablement, ne traitera pas la maison de Dieu comme l'Assemblée a traité la maison de M. Thiers.

Les églises de Paris ont retrouvé, dans les magasins du quai d'Orsay, des lampes endommagées, des lustres brisés, des croix tordues, des fragments d'autels. Il ne manquait que l'or et l'argent. Elles ont retrouvé aussi un certain nombre d'ornements assez

riches. Les employés du garde-meuble en ont pu sauver plusieurs en déguisant, aux gens de la Commune, la valeur des broderies.

La plupart de ces ornements étaient lacérés et souillés. Ils n'arrivèrent au dépôt qu'après une station à la Préfecture de police. Les brutes qui occupaient cet endroit-là avaient exercé sur eux leur rage et leur insolence, les déchirant, les traînant par terre, crachant dessus. Ce ne fut qu'après s'en être ainsi amusés qu'ils s'en dessaisirent. On les chargea sur des charrettes et on les mena au quai d'Orsay. Là, les honnêtes ouvriers qui les reçurent ne purent retenir leurs larmes. Ils se dirent entre eux : Puisqu'on fait cela, les gens de bien sont perdus. Qui peut maintenant se flatter d'être en sûreté et de posséder quelque chose ? Ils reçurent avec respect ces dépouilles insultées et les rangèrent de leur mieux.

Le délégué aux domaines, l'illustre Fontaine, *un monsieur*, professeur distingué de mathématiques, s'indigna du soin que l'on prenait de ces « guenilles. » Il voulait les voir à terre, en tas, dans un coin. Il rudoya les braves gens qui les avaient étalées sur des planches. — Si la Commune savait cela, leur dit-il, elle vous ferait fusiller !

Du haut en bas, toute la bande ne parlait jamais que de fusiller. Elle n'avait que cet argument et que cette science. Hélas ! elle a trop vu, qu'en effet, c'est assez, et qu'un peuple qui se vante de ne plus obéir à aucune bouche du ciel et de la terre, sait parfaitement obéir à la gueule du canon.

CCI

8 juin.

UN PRÉCURSEUR DES COMMUNEUX.

C'est de M. Thiers qu'il s'agit. M. Thiers nous force de le poursuivre, nous aimerions mieux avoir à le suivre. Il est aujourd'hui, non pour la première fois, le mauvais génie de la France, et peut-être qu'il ne le voudrait pas, peut-être qu'il l'ignore. Il croit n'avoir pas de doctrine et ne s'occuper que d'arranger les affaires. Il a, au contraire, une doctrine très-affermie, et c'est la doctrine par laquelle les affaires de la France ont toujours été dérangées; nous disons toutes les affaires, celles de la banque, celles de la gloire, celles de la religion. M. Thiers, qu'il le sache ou l'ignore, est révolutionnaire en son fond. C'est la Révolution, non la France, qu'il sert et qu'il veut servir. Il lui fraie la voie, il lui fait la brèche assez large pour qu'aucune force ne la puisse plus arrêter. Une seule chose peut l'abuser là-dessus, c'est la peur qu'il est sujet à prendre quand le mal est fait; mais cette peur tardive ne l'éloignera jamais longtemps du mal qui reste à faire.

S'il réfléchit à sa politique actuelle, il verra que quarante ans d'expérience ne l'ont pas changé, sans doute parce qu'elles ne l'ont pas éclairé.

Écoutons-le dans son *Histoire de la Révolution*, sur

la confiscation des biens du clergé. Il emploie tous les arguments qui détruisent la propriété. La Révolution est là tout entière :

On avait aboli la féodalité, mais il restait encore à prendre une dernière mesure pour détruire ces grands corps, qui avaient été des ennemis constitués de l'État contre l'État. Le clergé possédait d'immenses propriétés. Il les avait reçues des princes à titre de gratifications féodales (!), ou des fidèles à titre de legs. Si les propriétés des individus, fruit et but du travail, devaient être respectées, celles qui avaient été données à des corps pour un certain objet pouvaient recevoir de la loi une autre destination.

C'était pour le service de la religion qu'elles avaient été données, ou du moins sous ce prétexte ; or, la religion étant un service public, la loi pouvait régler le moyen d'y subvenir d'une manière toute différente.

L'abbé Maury déploya ici *sa faconde imperturbable* ; il sonna l'alarme chez les propriétaires, les menaça d'un envahissement prochain, et prétendit qu'on sacrifiait les provinces aux agioteurs de la capitale. Son sophisme est assez singulier pour être rapporté, etc.

Que de faits dénaturés, que d'idées fausses ! Il va ainsi pendant deux pages. Vers la fin, parlant des pensions attribuées aux religieux dépossédés, il ajoute :

Poussant même la prévoyance plus loin encore, l'Assemblée établissait une différence entre les ordres riches et les ordres mendiants, et proportionnait le traitement des uns et des autres à leur ancien état. Elle fit de même pour les pensions..... On ne pouvait pousser plus loin le ménagement des habitudes, et C'EST EN CELA QUE CONSISTE LE VÉRITABLE RESPECT DE LA PROPRIÉTÉ !

Il nous semble que l'Assemblée de Versailles, en

rétablissant la maison démolie de l'historien, a voulu donner raison à « l'imperturbable faconde » de l'abbé Maury, et non pas seulement ménager les habitudes de M. Thiers. Il nous semble aussi que M. Thiers, conséquent avec les principes de son histoire, ne devrait pas accepter cette réparation. Il nous semble encore que les *habitudes* de nos révolutionnaires étant de démolir et de piller les maisons, M. Thiers devrait respecter ces habitudes-là comme les autres, ou du moins indemniser ceux qui les ont contractées lorsqu'ils sont empêchés d'y céder. Mais M. Thiers sait être inconséquent dès qu'il s'agit de lui.

CCII

8 juin.

LA STATUE DE VOLTAIRE.

Le *Siècle* raconte pieusement les disgrâces de son Voltaire « beaucoup éprouvé par les projectiles. » La rédaction est solennellement drôle.

Un boulet plein, dirigé sans doute contre la barricade postée à 500 mètres environ de la statue, l'a frappée à la hauteur des bras et la traversée de part en part. Un éclat d'obus a rayé le bras du fauteuil *sur lequel est assis le patriarche de Ferney.* Le piédestal, *lui aussi,* a souffert. On *assure* que les dégâts occasionnés par la canonnade pourront être réparés, et qu'*à l'aide de ciment* on pourra *boucher les trous* de façon à rendre son aspect primitif à ce *monument*.

Le *Siècle* se chargera probablement de réparer les dommages qu'il signale. C'est lui qui a monté le « monument, » c'est à lui de le tenir en bon état. La République ne manque pas d'autres trous à boucher.

Du reste, en raison de l'origine de la statue et des circonstances mémorables qui ont suivi son érection, nous croyons qu'il serait à propos d'enlever ce zinc estropié, et de procéder à son enterrement civil dans le prochain égout.

Pour la statue de Voltaire, Joseph de Maistre voulait la main du bourreau. Il ne s'en est pas fallu de tant! On y a vu celle du prince des cacographes assisté de plusieurs milliers d'imbéciles, et tous ont eu fortement sur les doigts et ailleurs. Quelles patoches, quelles taloches, quels coups de fouet tombant partout!

Certes, la ville de Paris n'oubliera pas ses noces avec Voltaire, le festin de cheval, le concert d'artillerie, l'entrée des parents de Prusse, la ronde belle-villoise, le bouquet versaillais, la carte à payer!...

Puisque enfin la triste épousée a pu chanter le couplet final : *Allez-vous-en, gens de la noce!* ce serait le moment d'appeler le balayeur et de lui confier les restes du Voltaire cassé. Voilà, selon nous, où l'on pourrait employer le bourreau, par manière de distinction et pour rendre un dernier hommage à celui que le *Siècle* nomme toujours « le patriarche de Ferney. » Le bourreau vient quelquefois place de la Roquette, c'est dans le quartier. A son retour, il prendrait cela, et il ferait ce qui convient.

Telle est notre idée, à nous. Ce n'est pas que nous

y tenions, et l'idée du *Siècle*, qui consiste à boucher les trous, peut se trouver meilleure. En somme, Voltaire commence maintenant à prendre sa beauté. Il devient sérieux, et il sied dans Paris, non moins que les demoiselles Carpeaux. Les demoiselles Carpeaux font voir si nous savions danser, le Voltaire-Havin, que l'on peut nommer aussi le Voltaire-Napoléon, fait voir si nous savions rire. Il n'est pas seulement monument, il est document, « pièce à conviction, » disent les gens de justice.

CCIII

9 juin.

M. THIERS EST POUR M. THIERS.

M. Thiers a prononcé un grand discours en faveur de la République, et l'Assemblée a fait un grand pas vers le rétablissement de la monarchie. Il paraît assez que c'était convenu. L'on doit marcher ainsi jusqu'à un certain point que tout le monde doit ignorer, les mains dans les poches, l'œil et l'oreille aux aguets. On votera des lois sur ceci et sur cela ; des lois à tuer le temps, et, s'il le faut, le bon sens. Les lois ne se faisant pas avec les mains, mais se frappant par assis et levé, il est entendu que les mains ne sortiront des poches que pour se donner des étreintes cordiales. Seulement un jour, il y aura des mains qui

ne voudront pas lâcher. — Pris! On criera Vive quelque chose, et ce sera fait.

Qu'est-ce qui sera acclamé? Qu'est-ce qui vivra? D'après M. Thiers, si l'on était sage, bien sage, très-sage, ce serait la République. Mais M. Thiers n'a pas l'air d'y compter beaucoup, vu l'esprit républicain, et il laisse voir percer une disposition à se contenter de la « monarchie constitutionnelle, » qui lui semble peut-être « la meilleure des républiques. » Alors, pourquoi n'y entrons-nous pas tout de suite? Ah! c'est que nous avons encore besoin de la dictature du 4 septembre, transformée en gouvernement de la réorganisation nationale. Les hommes du 4 septembre ont si bien désorganisé, qu'ils sont évidemment les plus capables de réorganiser.

Si quelqu'un se demande pourquoi le gouvernement enlève, empontonne et transporte outre-mer les ouvriers de la Commune, au lieu de les employer à rebâtir Paris, c'est que, par extraordinaire, ces incendiaires ne sont point parfaits maçons.

Pour démontrer la nécessité du provisoire, M. Thiers allègue que, les passions n'étant point encore calmées, il faut éviter de leur donner des « émotions nouvelles, » et qu'il importe de faire « renaître le travail. » Peut-être qu'un meilleur moyen de calmer les passions serait de leur ôter l'espoir d'une reprise; peut-être qu'on arriverait plus vite à ranimer le travail en faisant comprendre à ceux des ouvriers qui ne veulent pas travailler, que le travail est désormais la seule manière de se procurer du pain. Mais personne n'en a fait l'observation. Il était con-

venu que M. Thiers ne dirait rien que d'irréfutable. Le chef du pouvoir exécutif avait mis à cette condition sa neutralité entre la république et la monarchie.

En effet, son discours est neutre. Il a été applaudi à droite, à gauche et au centre. On le regarde comme une merveille d'équilibre. Va pour merveille d'équilibre! Véritablement, cela vous laisse l'impression d'une séance de Léotard. Le mérite est moindre à l'âge de M. Thiers. Entre 70 et 75 ans, pour les hommes d'État, c'est le moment de la grande agilité et de la légèreté suprême : aucun fardeau de principes ne les surcharge plus, ils font les serments en perfection, ils ont l'œil tendre, la peau dure, le cœur sec, et ils sont tout à leur affaire.

Pour dire que c'est haut, lumineux, nourrissant, auguste, non! A se représenter la situation, et ces combats, et ces crimes, et ces ruines, et ces deux ennemis présents encore, l'ennemi étranger si cruellement vainqueur, l'ennemi intérieur si douloureusement et si mal vaincu, à regarder le noir avenir où tant de sphinx nous attendent, on souhaiterait mieux. Le bon plancher, les bons câbles, les bons fanaux des principes, rassureraient plus que ces ficelles. Mais ce n'est pas la manière de notre temps.

Enfin, l'élection des princes est validée, la loi d'exil est abolie, et Bourbon rentre en France. Par ce vote l'Assemblée reconnaît que le suffrage universel est au-dessus de la République et au-dessus de lui-même. C'est un grand pas. Il eût mérité d'être fait carrément.

M. Thiers a stipulé (en couloirs) que les princes ne franchiraient pas le seuil de l'Assemblée. On pouvait lui accorder cette satisfaction; c'est assez qu'ils soient aux alentours, et que la France puisse avoir une tête. Alors il ne faudra plus qu'un mouvement républicain et M. Thiers verra remplir son attente : la République sera fondée.

La République, c'est un homme, un honnête homme, agréé des honnêtes gens : et cet homme est parmi nous.

La fierté républicaine de M. Thiers donne à entendre qu'il n'acceptera jamais cet homme pour *maître*. La France comprend autrement la situation : c'est précisément pour n'avoir plus de maître que la France appelle cet homme, ce ROI.

CCIV

12 juin.

PROJETS POUR L'ÉTABLISSEMENT DE M. JULES FAVRE.

Naguère M. Picard s'était laissé couler dans la Banque de France, à la place de tant de millions qu'il en a fait sortir; mais il fut trouvé trop gros et trop lourd, si bien que le conseil a dit non, non, et non ! et l'a fait rebondir dehors, et relancé jusque dans les *Réservoirs*.

Voilà que M. Jules Favre, peu touché de cet exem-

ple, ose bien, dit-on, songer à s'offrir la présidence de la Cour de cassation. Il y remplacerait M. Devienne, lequel serait prié de se démettre, pour cause de certains petits papiers trouvés aux Tuileries et publiés par les soins du gouvernement de M. Jules Favre, dans le temps que M. Jules Favre disait : *Ni une pierre de nos forteresses, ni un pouce de notre territoire.*

Mais comme M. Jules Favre, assisté des hommes de grande valeur qu'il avait lui-même choisis, a cédé beaucoup plus que la pierre et beaucoup plus que le pouce, sans parler du reste, l'opinion estime généralement qu'il n'y a pas lieu de le récompenser par la première magistrature du pays. « Il a gâté assez de choses déjà, dit-on; ne lui donnons pas à gâter encore la magistrature et la justice plus cyniquement que personne ne l'a su faire jusqu'ici. »

Nous ignorons si M. le président Devienne s'estime jugé par les papiers en question, et s'il entend se démettre de sa charge. C'est à quoi nous ne l'engagerions pas. Il aurait un autre service à rendre, vu le successeur qui lui semble destiné. Mais, laissant de côté ce cas encore obscur, nous disons que la Cour de cassation aurait elle-même des mesures à prendre si le *Journal officiel* venait un beau matin lui apprendre qu'elle a M. Favre pour président. Son honneur l'obligerait à suivre l'exemple que vient de donner le conseil de la Banque. Les hommes de justice ne peuvent pas être moins scrupuleux que les hommes d'argent.

La résistance de la Cour de cassation serait d'au-

tant plus indispensable qu'il ne s'agit pas exclusivement de politique. Il y a aussi des petits papiers sur M. Jules Favre : les petits papiers de feu Millière.

Millière a été fusillé subitement, et, d'après Rochefort, il n'était pas, en matière privée, la fleur de la probité humaine. Rochefort, qui l'a eu pour caissier, l'accusait d'avoir volé sa caisse. Ils disent tous les uns des autres, avec beaucoup d'assurance, quelque chose comme cela. Millière lui-même soutenait que Rochefort était son propre voleur. Quoi qu'il en soit, les papiers de Millière subsistent. Après les avoir publiés, il est devenu député, collègue de M. Jules Favre, avec qui il avait traité jadis pour leurs communs intérêts. Il n'a point désavoué sa publication, tout au contraire, et M. Jules Favre n'y a répondu que par de beaux dédains, très-insuffisants.

Rencontre bizarre ! A cette occasion, Rochefort, alors sorti du gouvernement et redevenu simple lanternier, protesta violemment contre l'indiscrétion de Millière. En face des terribles petits papiers, il se donna les gants de prodiguer à M. Jules Favre les témoignages de son estime privée la plus sentie. Mais l'estime privée de Rochefort, non plus que les beaux dédains de M. Jules Favre, ne saurait prévaloir contre des papiers authentiques, et les papiers de feu Millière sont toujours là. Or, ils imputent à M. Jules Favre des délits de droit commun.

Nous admirons bien, en un sens, que M. Jules Favre se puisse connaître assez de force d'âme pour braver le tapage que feraient ces papiers mal endormis, réveillés tout à fait par son élévation à la pre-

mière présidence de notre première cour de justice. Nous avons vu des pétroleuses, traversant Versailles, qui montraient cette vertu. Elles levaient la tête et accablaient de hautains sourires les vils réactionnaires qui les regardaient monter à Satory. On leur pardonnait cette arrogance, parce que sur les hauteurs de Satory elles allaient respirer un air austère, et parce qu'elles avaient les mains liées. Néanmoins, l'indignation était dans la foule, quelques témoignages en éclataient par-ci par-là. Nous croyons que l'indignation aurait été bruyante et unanime s'il s'était agi de faire asseoir ces dames sur un tribunal où elles auraient jugé le reste des mortels.

Il n'y a pas d'impudence qui tienne : on ne peut se faire à l'idée de voir l'homme de Millière présidant la Cour de cassation, toutes chambres réunies!

Cachez-vous donc, disparaissez donc, ayez donc une fois pitié de la pauvre conscience humaine!

Que voulez-vous que devienne un malheureux peuple condamné à voir de tels scandales? On finira par trouver qu'en effet tout cela doit être lavé au pétrole.

CCV

15 juin.

LA VINGT-CINQUIÈME ANNÉE DE PIE IX.

Il est arrivé, nous le voyons, ce jour unique dans la suite des siècles chrétiens. Pie IX accomplit aujourd'hui les années romaines de Pierre. La Providence, qui nous l'a marqué de tant de traits augustes et profonds, nous donne encore ce signe incomparable. Sans doute, ce n'est pas un miracle ; mais enfin cela ne s'était point vu, et une tradition des siècles disait qu'on ne le verrait pas : *Non videbis annos Petri*. Pie IX les a vues. Dieu a brisé en sa faveur cet oracle qui avait presque pris le rang d'un article de foi. Il a voulu l'entourer de rayons extraordinaires, le placer dans une lumière faite exprès pour lui. On se rappelle les éclairs du Jourdain et du Thabor, les tonnerres du temple : « Celui-ci est mon fils bien-aimé ; écoutez-le ! »

Voilà déjà longtemps que l'amour des fidèles, pressentant le dessein de Dieu, prenait le contre-pied de la tradition et prophétisait que Pie IX achèverait sa vingt-cinquième année. On l'annonçait tout haut dans Rome, il y a un an, à pareil jour. On disait que l'Infaillibilité serait proclamée, et que Dieu

donnerait au pape de l'Infaillibilité les années de Pierre, comme pour écrire lisiblement, aux yeux de tous, son *placet* sur le décret de l'infaillibilité : *Visum est Spiritui Sancto*, *et nobis*.

Quelle année ! et il semblait qu'elle dût être si tranquillement franchie ! Quelle année pour la France, pour l'Europe, pour l'Église, pour tout le genre humain ! Elle s'ouvre par la définition de l'infaillibilité ; le Pape la voulait donner au Concile qui, affermissant, développant et éclairant la doctrine, devait procurer la réforme des mœurs, le rétablissement de l'autorité, la pacification du monde. Mais la pauvreté intellectuelle des princes et des peuples séparés de Dieu, la décadence orgueilleuse de la France incrédule, l'ambition inhumaine et sauvage de la Prusse hérétique, en ont autrement décidé.

L'année a été remplie de cette guerre qui est notre honte particulière et la honte générale de la civilisation. La France est découronnée du laurier militaire; la civilisation deux fois impuissante a vu s'élever contre elle deux maîtres, deux brigandages, qui désormais ne la laisseront respirer qu'autant qu'ils voudront. L'un et l'autre ont pris sa capitale : le premier l'a fouettée et rançonnée; le second l'a rançonnée, fouettée et brûlée. L'humanité se souviendra de la vingt-cinquième année de Pie IX, commencée par la proclamation de l'infaillibilité du Vicaire de Jésus-Christ, qui parut le scandale de la raison humaine, terminée par l'incendie de Paris, qui montra ce que la raison humaine, livrée à elle-même, peut faire pour procurer la concorde des esprits et des cœurs

et assurer la gloire, le bonheur et la durée des nations,

Et Dieu trouvé fidèle en toutes ses menaces!

Mais ce même Dieu a néanmoins laissé parmi nous son prêtre, son ange, l'interprète sacré de sa loi, l'intercesseur sacré entre lui et le monde. Il l'a laissé revêtu d'une splendeur rajeunie, second Pierre et second Moïse au seuil d'un monde nouveau. Et parce qu'il l'a laissé, il sera trouvé fidèle en toutes ses promesses et en toutes ses miséricordes.

Ce qui restera des prodigieux événements de la vingt-cinquième année du pape de l'Infaillibilité, ce ne sera pas le triomphe sauvage de l'orgueil allemand, ni le délire sauvage de la Commune parisienne; ce sera l'Infaillibilité, c'est-à-dire l'instrument de la reconstruction du monde. Quand ces deux barbaries, se heurtant ou s'unissant, auront accompli la dissolution totale à laquelle toute civilisation impie est réservée, alors sera mûr le fruit que Pie IX a cultivé avec tant de vigilance, dans une attente si sûre et si lumineuse des besoins de la famille humaine. Un nouveau peuple sera prêt pour remplacer les débris corrompus que balaiera un dernier orage, et le Pasteur prendra possession du bercail purifié et agrandi.

Lorsque le premier Pierre accomplit sa vingt-cinquième année, il était captif, il allait être crucifié la tête en bas. Dans toute cette immense Rome que Dieu lui avait donnée, rien, selon le jugement du monde, n'était à lui, pas même la parcelle de terre

que touchait sa tête, pas même le bois de sa croix. Le propriétaire de Rome était Néron, époux de Poppée; et Néron et Poppée étaient aussi les propriétaires et les dieux du monde. A son tour, le second Pierre ne possède plus rien dans Rome, et son Vatican même, son calvaire n'est plus à lui. Il est prisonnier, et ses geôliers infimes et honteux, rabaissés de la taille humaine, lui rabaissent l'injure et ne sont que des misérables qui rêvent de se hausser à la stature des scélérats. Dieu, lui appesantissant l'épreuve en même temps qu'il élève sa gloire, permet que son supplice soit à l'inverse de sa majesté. Il laisse là ce ménage subalpin, cet Humbert et cette Marguerite, ces avortons royaux, pour nous montrer en quelles mains roulera ce qui veut déchoir des mains du Christ. C'est ce couple ignominieux qui persécute le grand Vieillard, le Fils de la Colombe, le Père du monde chrétien, le Vicaire du Christ! Mais, *Non prævalebunt!* Il s'élève une race qui voit cet opprobre, qui en sent l'horreur et qui le vengera.

Mais détournons nos regards du Subalpin, de la Marguerite et de leur cour absolument digne de les entourer. Après tout, cette pompe d'insolence et de fange, les pieds dans les épines et le cœur plein d'angoisses, se traîne où elle doit aboutir, et ces gens-là sont sur le chemin du bagne éternel. Comprenons comme nous devons comprendre. D'un regard tranquille et d'une âme inondée de joie, contemplons la sereine beauté du Juste, son pas ferme, le ravissement de son visage tourné vers les hauteurs de Dieu.

J'ai vu les larmes de Pie IX, j'ai compté les gémis-

sements de son cœur, j'ai entendu les accents de sa prière quelquefois désolée. Depuis l'hypocrisie des premières trahisons jusqu'aux catastrophes de nos jours lugubres, déterminées par tant d'autres hypocrisies, combien de mensonges, de folies perverses, d'obstinations imbéciles ont accablé cette âme loyale et tendre qui voulait détourner la foudre! *Tota die expandi manus meas ad populum non credentem et contradicentem!* Mais, en même temps, j'ai rendu grâces à Dieu des consolations de cette grande vie et de ce grand règne, consacrés au vrai combat, remplis des vrais triomphes de la foi, de la justice, de la charité et de l'honneur. Pie IX a régné vingt-cinq ans, toujours fidèle à Dieu et aux hommes. Il a élevé le dogme de l'Immaculée Conception ; il a bâti autour de l'Église, autour du monde chrétien, autour de l'âme humaine, le rempart de l'Infaillibilité ; il a condamné toute l'erreur moderne et il l'a condamnée à jamais ; il a jeté le grain de sénevé dans tous les lointains et dans tous les inconnus de la terre ; il a contraint à l'amour de sa personne et au respect de sa fonction ce peuple du monde mécréant et contredisant, il l'a mis en état de connaître qu'il devra croire et cesser de contredire pour continuer d'exister.

Durant vingt-cinq ans, Pie IX a donc fait ces choses, il les a connues, il a su que ses œuvres étaient bonnes, son cœur a savouré ces incomparables délices de faire la volonté de Dieu ; et par lui la grandeur est restée sur la terre.

Et durant vingt-cinq ans aussi, ceux qui n'ont pas refusé le présent de Dieu et qui ont accepté le guide

qu'il leur donnait, les regards fixés sur Pie IX et le cœur obéissant, ont eu, grâce à lui, la joie d'aimer, d'admirer, d'espérer, et déjà, des yeux de leur corps, ils ont vu Dieu vainqueur.

CCVI

18 juin,

LA FÊTE-DIEU.

Les églises de Paris, si insultées par la Commune, mais si protégées de Dieu, sont en fête pour l'octave du Saint-Sacrement. Les prêtres montent à l'autel paré de fleurs et de lumières, les chants retentissent, les fidèles prient, les enfants de la première communion, le cierge en main, entourent la croix et les bannières délivrées. Il y a quatre semaines, on assassinait les prêtres, on pillait les vases sacrés, on violait les sépulcres, on étalait les ossements sur le seuil des églises ; on mettait le feu aux portes, on le faisait pleuvoir sur les tours.

La ville offre un autre spectacle de sécurité. Il y a quatre semaines, la ville était en proie à la guerre sauvage. Elle brûlait. Le sang coulait par les rues, on y entassait les morts; le tocsin, le canon, les explosions, les écroulements, le râle et le blasphème étaient les seuls bruits que pût entendre la terreur. Changement merveilleux! La vie circule bruyante

et empressée. Les lourdes charrettes ouvrières roulent sur le pavé encore mal rétabli; les boutiques sont ouvertes, le marteau et le blasphème ne se sont pas tus.

J'ai vu une boutique longtemps fermée, où le marchand tient en vente des bustes de madame Du Barry, reste de ses fournitures en vogue sous le grand gouvernement de Napoléon III. Sous le grand gouvernement de Napoléon III, il n'y avait point d'objet d'art ni de figure historique qui se vendît mieux que le buste de madame Du Barry. La ville bâtie le dimanche, brûlée, se rebâtit le dimanche. L'Église fait aujourd'hui des prières publiques pour la France ; la ville n'y sera point : les histrions ont relevé leurs tréteaux.

Veuille Dieu écouter les prières et fermer son oreille au reste des voix de Babylone. *Non est sanata !*

Dans le monde religieux, comme dans l'autre, rien ne finit, et il semble que rien n'a été fait.

Dieu donne le temps au combat des choses humaines.

Quelles épreuves à la patience et à la foi du juste, quels délais à l'erreur et au crime, quelle latitude à la liberté !

Mais il y a une différence : dans le monde politique, les choses continuent et empirent ; dans le monde religieux, elles renaissent et s'améliorent. *Ecclesia insenescibilis,* l'invieillissable Église ! A travers les décadences inévitables de l'élément humain, qui entre pour une si large part dans sa composition, l'Église,

par un effort constamment heureux, conserve et fortifie le principe purement divin qui la sauve. A travers les révolutions, la société politique, avec une obstination vengeresse, s'accroche au principe purement humain qui la perd.

Il y a un an, le Concile du Vatican, en présence de la sédition doctrinale, affirmait pour jamais l'autorité. Aujourd'hui, en présence de la sédition politique, la société, se trahissant elle-même, se prépare à affirmer l'anarchie. Dans l'édifice religieux assailli par la révolte du seizième siècle, le concile du Vatican rétablit une pierre que le concile de Trente avait cru devoir laisser atteinte et ébranlée, ne croyant pas le moment venu de la raffermir. Dans l'édifice social, plus qu'à demi jeté par terre, l'Assemblée nationale, non-seulement ne répare pas la brèche faite par la Commune, mais l'élargit et la régularise. C'est un fait accompli.

Ainsi ont fait, l'un après l'autre, tous les gouvernements issus de 1789. Ils ont l'un après l'autre élargi et régularisé la brèche. Ils ont donné droit de bourgeoisie à l'assaillant vaincu ; ils l'ont relevé et ils ont *légalisé* ses armes, parce qu'en effet cet assaillant était leur soldat, et leur disciple. Comment et de quel droit pourraient-ils le proscrire? Que feraient-ils et que seraient-ils sans lui ?

Feu Millière n'était si furieux contre M. Jules Favre que parce que M. Jules Favre avait été leur homme de confiance. De même, Sicard, Urbain, Parisel et les autres, qui ont si bien traité le faubourg Saint-Germain, avaient mis leur confiance dans le

petit Jules, dit Ferry, avec qui le grand Jules, M. Favre, va très-bien. Les Jules ont eu la chance de tuer ces imbéciles; mais quel droit et quelle volonté peuvent-ils avoir de les trahir et de ne pas se borner à régulariser leurs voies ?

Et ainsi feront les gouvernements, d'accord avec la société, élargissant et régularisant la brèche, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de mur.

Alors viendra le fouet de César, qui sera le mur, puisqu'il en faut un ; et l'Église se rajeunira dans les catacombes. Elle y sèmera le blé sans lequel l'humanité, nourrie uniquement de sa propre chair, périrait tout entière empoisonnée.

CCVII

19 juin.

SITUATION A ROME.

Le *Moniteur*, résumant ce matin la situation du gouvernement français dans la question de Rome, nous dit qu'elle est entière. Grâce à la réserve louable et inattendue de la délégation de Tours, le gouvernement n'a point d'engagement officiel envers l'Italie. M. Senart, ambassadeur de M. Favre, peut-être par la seule impulsion de son cœur italien, s'était beaucoup avancé. Se trouvant à Florence lors de la prise de Rome, non-seulement il avait félicité

Victor-Emmanuel et reconnu son *droit*, il avait encore exprimé une sorte de regret touchant l'annexion française de Nice et de la Savoie. Mais M. Senart fut révoqué par M. Gambetta, et révoqué d'une manière qui équivalait à un désaveu. Ensuite la délégation de Tours déclara nettement à Florence et à Rome que « le gouvernement de la défense nationale n'entendait prendre aucun engagement sur la question romaine, sa volonté arrêtée étant de la laisser intacte au gouvernement régulier qui devait sortir de la convocation et de la réunion d'une Assemblée nationale. » Ainsi M. Gambetta fut dans cette occasion plus prudent, plus prévoyant et plus loyal que M. Jules Favre, qui avait jeté à Florence cet avocat Senart, pauvre vieille tête totalement démeublée.

Qu'a fait depuis et que veut faire M. Jules Favre, ou, pour mieux parler, que se propose M. Thiers? Car, pour M. Favre, ses sentiments ne sont presque pas douteux : ce sont vraisemblablement ceux de son ambassadeur Senart. Sa politique n'a pas varié quant à l'Italie. Elle lui est dictée par M. Nigra, et nous en avons l'expression dans le journal le *Soir*, de M. About, invariable aussi sur ce point. Mais M. Thiers n'est pas complétement ici, nous l'espérons, l'homme de MM. Favre, Nigra et About.

Cette question veut être résolue, et l'Assemblée, à qui la délégation de Tours l'avait réservée, n'entend pas sans doute l'abandonner au bureau diplomatique, jusqu'à ce qu'il plaise à ce bureau de venir lui déclarer un fait accompli.

Si nous en croyons des indices trop certains, quel-

que chose se prépare qui ne serait pas selon les vœux de la France ni de l'univers catholique. Il est, croyons-nous, sérieusement question d'envoyer M. de Choiseul à Rome, soit en lui donnant l'ordre d'y accompagner le roi d'Italie, près duquel il est accrédité, soit en osant l'accréditer en même temps près du Pape, poste qui dans tous les cas deviendrait vacant, parce que certainement M. d'Harcourt ne le voudrait pas garder, ni aucun autre personnage honorable le prendre. On voit assez où cette situation nous mènerait promptement.

User sans bruit le pouvoir temporel, provoquer sournoisement tous les coups qui peuvent le ruiner, n'opposer que de vaines protestations toujours plus faibles, accepter enfin les faits accomplis, c'était le calcul de la politique bonapartiste. La République suivra-t-elle cette tradition impérialiste, et avons-nous quant à Rome, tout à la fois, l'empereur Napoléon et M. Jules Favre, réunis dans la main de M. Thiers?

Nous croyons le moment venu pour l'Assemblée d'interroger très-exactement M. Thiers sur la question romaine. Il y a urgence.

CCVIII

Même date.

MÊME SUJET.

Les journaux libres-penseurs et révolutionnaires n'ont qu'un même cri de fureur contre les pétitions des évêques français touchant la situation de Rome. Ils trouvent, pour eux, que cette situation est bonne parce qu'elle leur semble faite pour en finir avec la Papauté. Ils ne veulent pas que la France intervienne sous aucune forme, d'aucune façon. Ils lui montrent son isolement, sa faiblesse, sa pauvreté; ils lui font entendre qu'elle aurait encore quelque chose à payer, qu'elle pourrait encore être battue. Le *Journal des Débats* cultive ces deux arguments. Au fond, ils estiment que Rome est à sa fin; que le Pape, prisonnier là, serait bientôt délogé de là, et alors... Bref, ils n'ont jamais tant espéré. Il leur semble bien qu'il ne faut plus à Rome qu'un peu de pétrole, et que tout sera dit.

Cette fureur nous laisse un fond de sécurité. Il est vrai qu'elle gronde terriblement et qu'elle revêt un très-redoutable caractère de folie. On s'effraie de voir ce feu et cette fumée de blasphème jaillir vers Rome, de Paris à peine éteint, et les leçons de Dieu demeurer à ce point inutiles. Mais enfin nous avons nos patentes d'assurance, et il nous reste une chance,

— une chance de *hasard*, si l'on veut. — De même que le feu de Paris a brûlé de si forts édifices politiques, dont deux théâtres, et une si grande quantité de papiers administratifs, sans toucher aux églises, il se peut que le feu prenne à la société européenne, fasse sauter tous les trônes, tous les hôtels de ville, tous les théâtres, toutes les banques (à cause du fil électrique qui relie ces belles institutions fatiguées) et respecte néanmoins la Papauté et les autres dogmes. Pour parler franc, nous y comptons. Après tout, ce ne serait pas la première fois. Il y a quelque chose qui garde la Papauté et qui ne garde pas le reste. Le reste est fait pour s'en aller. Plusieurs en ce monde, depuis dix mois, ont pu entrevoir que les merveilles de la civilisation ne constituent pas le strict nécessaire.

Le passant du pont des Arts ou du pont Neuf s'habitue à ne plus voir les Tuileries dnns leur ancienne pompe. Plus de conseil d'État en quai d'Orsay, là où Baroche et M. Vuitry furent si beaux ; plus d'Hôtel de Ville en grève, où M. Haussmann s'amusa tant ; plus de Porte Saint-Martin, où les filles du peuple plus ou moins nues, étalaient les splendeurs et répandaient les parfums de la flore parisienne: c'est dommage ! Est-ce qu'il faudra bientôt chercher aussi où fut le dôme de l'Institut ? Ce sera dommage, mais l'on s'y fera encore. On peut vivre plusieurs années sans entendre le rapport annuel sur les prix de vertu. Personne n'est mort d'être resté un temps sans lire le *Journal des Débats* ni le *Siècle ;* combien se désaccoutumeraient volontiers de n'entendre plus M. About crier son hareng qui glace et son merlan qui arrive !

Si la flèche de la Sainte-Chapelle et les tours de Notre-Dame disparaissaient, alors ce serait sérieux; quelque chose d'essentiel manquerait à l'horizon. Alors Paris, deviendrait un lieu trop malsain, d'où l'on s'éloignerait en train *express*.

Sur l'emplacement de ces édifices détruits, les communeux érigeraient leur Montretout. De là ils bombarderaient la France, et la France à son tour ne serait plus logeable, à moins d'immenses travaux d'assainissement. On s'y mettrait tout de suite. On construirait en France autant d'Églises qu'il a été, depuis 1789, élevé d'inutiles bastilles dans Paris. Or, toutes ces églises protégeraient Rome, seraient autant de forts détachés pour empêcher l'ennemi de prendre le Vatican.

Que si, néanmoins, les communeux s'établissaient au Vatican, certainement ce serait un moment critique. Grande baisse sur tous les marchés ! Il y aurait profit de mourir. On reverrait le temps de l'ancienne Rome, quand la mort, au rapport de Pline (si je ne me trompe), était « le plus invoqué des dieux, » plus invoqué même que l'empereur. Mais nous autres catholiques, encore conserverions-nous la Papauté et les autres dogmes, et nous verrions la vengeance de Dieu. C'est une très-belle chose, raffermissante et même consolante et douce. Qui contemplera la justice de Dieu se désolera peu de ne plus voir d'empereur stable, ni de communards restaurés, ni d'histrions tranquilles et gras. Puisque vous ne voulez pas vivre, périssez, hordes stupides !

Si nos libres-penseurs y tiennent, le monde en

passera par là. Ce sera le creuset. L'or n'a rien à craindre du creuset. Il en sortira plus or. L'alliage n'a pas le droit de demeurer avec l'or éternellement. La justice d'ailleurs veut que la société réponde au concours qu'elle donne à l'erreur ou de sa lâcheté à la subir. Matériellement ou par le délire de l'opinion, les libres-penseurs révolutionnaires sont les plus forts; nous ne pouvons les empêcher d'allumer l'huile d'Amérique, dont ils ont dès longtemps enduit les murs. Qu'ils en fassent l'expérience.

Ils paraissent déterminés. On ne voit plus de différence entre le journal de M. Cernuschi, l'ex-Italien, qui se proposait en 1849 de faire sauter la coupole de Saint-Pierre, et le journal de M. Bertin, ce bibliothécaire, cet académicien, ce sénateur, cet ambassadeur des régimes précédents. La haine de Rome produit son phénomène accoutumé. Le fanatisme semble plus âcre et plus fou dans le *Journal des Débats* que dans le *Siècle* lui-même; le conservateur voltairien momentanément amaigri dépasse le mazzinien engraissé.

Du temps de Louis-Philippe, pour enlever le solde des expéditions dynastiques attaquées sottement par l'Opposition, le *Journal des Débats* disait que la France était assez riche pour payer sa gloire. Aujourd'hui trouvant que la France, ayant payé sa gloire, est devenue trop pauvre pour payer sa foi, il dit que, si l'on s'expose à une expédition romaine, les congrégations religieuses, qui seules s'y intéressent, doivent en faire seules les frais, qu'elles sont assez riches pour cela, QU'ELLES ONT DES MILLIARDS !...

On reconnaît les raisons de Protot, de Rigault, de Johannard et de Gaillard père. Ces raisons ont justifié dans le peuple l'arrestation et le massacre des « otages. » C'est du pétrole pur, c'est l'humiliation de la raison humaine. Quand on pense que le journal qui descend à de pareils arguments représente le sommet du parti conservateur, qu'il est académicien, bibliothécaire, banquier, député, sénateur, ambassadeur, on demeure convaincu que cette société veut périr.

Entre ces deux compères, le *Siècle* et le *Journal des Débats,* s'intercale M. About, officieux de M. Thiers. Nommons-le.

Dans le tableau de la Passion du Christ, au moment de la valetaille, les vieux peintres ont osé représenter un personnage qui figure assez bien ce que nous appelons le « petit journal. » Il tire la langue, et il fait pis : il montre au divin Supplicié la partie de son individu où les gens de sa sorte méritent qu'on leur réponde. Par un malheur de son esprit trop sûr de ses grâces, M. About, dans l'histoire de Pie IX, s'est adonné à faire ce personnage. Trouvant sans doute le moment opportun, il reprend sa vieille habitude de la *Question romaine*, qui obligea de le chasser du *Moniteur*. Le voilà donc en scène et en posture, absolument comme sous l'Empire. Son intervention fit beaucoup de tort à Napoléon III. On estima que César avait de trop fâcheux confidents, et que M. About n'était pas un homme à montrer, vu la façon dont il se découvre. Nous ignorons si la reprise de M. About fera beaucoup de bien à M. Thiers.

Une des plaisanteries de M. About consiste à dire que Pie IX a le *mauvais œil*, en d'autres termes, qu'il jette un sort sur ceux qui le rencontrent. Beaucoup de gens dans le monde ne s'en sont pas aperçus ; mais, pour M. About, il semble avoir raison. Depuis qu'il a rencontré Pie IX, c'est-à-dire depuis sa *Question romaine*, on ne peut nier que M. About s'est fait chasser de beaucoup d'endroits : des cabinets de lecture, des théâtres, de divers journaux, toujours avec applaudissements. C'est un fort. Il est devenu partout *monsieur de Trop,* jusque chez le prince Jérôme. Napoléon III ne l'a pas fait préfet, et M. Thiers ne le fera pas ambassadeur, ou les autres ambassadeurs s'en iraient. Tirons le voile sur cet impudent.

CCIX

27 juin.

LE SIÈCLE.

De détestables opinions dans un détestable français, rien de sincère au fond ni de franc dans la forme, voilà le *Siècle*. Ce journal est fait pour entretenir trois sortes de rouille : celle de l'esprit, celle du cœur, celle de la langue. Par lui-même et par la nature absolument inorganique de son public, il défie toute argumentation. Il échappe au raisonnement comme un sourd, au fait comme un aveugle, et il ré-

pand l'art de ne comprendre rien. Sa fortune est d'avoir créé en pleine France un Paraguay d'endurcissement intellectuel, où nul ne pénètre que lui.

A l'entrée de ce monde invraisemblable toute logique est désarticulée, toute lumière s'éteint. On y entend la langue du *Siècle*, aucune autre. Il n'y a pas par là de langue ni de pensée; il n'y a que de l'écho, et il n'y en a que pour le *Siècle*. Cet écho est sans mémoire. Il a ignoré ce qu'il disait, l'ayant dit, il l'oublie. — *Vive Falempin!* — *Vive Falempin.* — *A bas Falempin!* — *A bas Falempin.* Quelle que soit la parole que le *Siècle* prononce aujourd'hui, l'écho la reçoit et la rend; il recevra et rendra de même la parole contraire que le *Siècle* voudra prononcer demain. Par ce merveilleux outil, Havin se fit député et millionnaire. Mais pour manier ce merveilleux outil, il faut être un équivalent de Havin.

On a dit que n'importent quels écrivains, même religieux, devenant propriétaires du *Siècle*, n'auraient pas de peine à transformer complétement l'opinion de ses étranges lecteurs; qu'il ne faudrait que conserver le titre du journal et l'entretenir dans une certaine platitude générale d'idée et de langage; qu'alors personne ne s'apercevrait de rien, et que l'on finirait par les mener à confesse. Oui ; mais ils mourraient tous. Ils mourraient anémiques, sans savoir quelle privation d'engrais les étiole et les tue. Or tout cela est électeur, et le *Siècle* verse tout cela d'une seule masse dans les scrutins. Que faire?

Refusant de perdre le temps à discuter contre le *Siècle*, la presse le devrait juger. On le laisserait hors

de la discussion, comme incapable : vous manquez trop d'exactitude et de littérature. Vous avez trop besoin du démon rouge et vous en avez trop peur. Vous êtes trop du côté où vous prétendez n'être pas. Vous ne représentez qu'une débilité contagieuse de l'opinion qui est le mortel fléau de notre temps. Restez dehors, en attendant que l'on vous fasse des lois. Car enfin, l'on ne peut souffrir que l'espèce humaine devienne telle qu'il vous la faut.

Dans le fait, cela est en train. La presse parisienne s'est coalisée contre le *Siècle*, par mesure de salut public. En face de ce feu et de ce pompier qui répand du pétrole, les journaux font la chaîne. Ils s'entendent pour ne laisser passer aux élections que des hommes avec qui l'on puisse au moins discuter, et qui ne soient pas intérieurement décidés à laisser ressaisir la torche, peut-être à l'allumer eux-mêmes.

Nous y sommes tous, chacun abandonnant quelque chose, et donnant aux autres ce gage de son respect pour la liberté et de son dévouement à la société. On se lève contre la férocité communeuse comme on s'est levé contre l'invasion. Peut-être que ces sacrifices réciproques, nous faisant connaître ce que nous devons absolument accepter les uns des autres, nous élargiront le terrain commun, de façon que nous y puissions bâtir quelque chose. On parle d'un essai de la République. L'essai est assez difficile pour que nous écartions d'abord ce qui certainement mine le terrain et probablement le ferait sauter.

Point de pétroleux : ce programme n'a rien d'exigeant. Le *Siècle* n'en veut pas et nous menace tout

tranquillement de la « guerre civile, » s'il n'a pas sa République, au moins semi-pétrolière.

La Commune accusait le *Siècle* de pencher pour Versailles; il répondit par la plume de M. Chaudey: *Je ne penche pas*. C'est trop d'impartialité. La justice et l'intérêt public étaient d'un côté ou de l'autre; il fallait pencher de ce côté-là, au risque de tomber. Chaudey tomba, le *Siècle* croula sans avoir penché. Quant à M. l'ex-Italien Cernuschi, l'on ne voit pas qu'il se repente d'avoir, à Rome, *penché* à faire sauter Saint-Pierre, et plus tard, *penché* encore très-fortement vers ceux qui firent sauter la caserne *Serristori*, où furent écrasés vingt zouaves. Quel moyen de nous entendre avec des concitoyens qui avouent ou de telles stabilités ou de tels penchants?

Un monsieur « modéré » nous dit, en son affiche jaune, qu'il est républicain, et que ceux qui ne pensent pas comme lui sont « ou des insensés, qu'il faut écarter, ou des conspirateurs qu'il faut PUNIR. » Ce monsieur, qui nous colle cela sur nos murs rongés par le feu de la Commune, est un monsieur que le *Siècle* ne répudie pas, mais peut-être n'accepte pas, parce qu'il est « modéré. » D'autres vont mieux au *Siècle*, sans peut-être le contenter. Il y a M. le pasteur Coquerel, le même qui, aux dernières élections, s'était contenté de crier son nom, et qui, par ce procédé simple, recueillit 45,000 voix dans Paris amusé. *Coquerelicooo !!!* Aujourd'hui, M. Coquerel se développe. Il ne s'arrange pas de M. Thiers, il le tolère. Est-ce assez pour le *Siècle ?* On ne sait pas. Le *Siècle* n'admet qu'un point : c'est que ceux qui ne restent

pas comme lui, entre Versailles et la Commune, *sans pencher*, seront coupables de la prochaine guerre civile.

C'est donc décidé, et le *Siècle* se déclare plus que penchant pour la guerre civile, non-seulement contre la monarchie, mais encore contre la République de Versailles si elle se laisse suspecter de pouvoir tourner à quelque forme de monarchie. Il faut au *Siècle* une forte et visible dose de pétrole dans les rouages de l'Etat, sinon il s'insurge !

Nous croyons qu'il convient de braver absolument cette menace. Le seul danger que l'on puisse courir en écartant les candidats du *Siècle*, est de voir le gérant du *Siècle* traduit en police correctionnelle et condamné à quinze jours de prison et 500 francs d'amende. Ses moyens lui permettent d'affronter ce martyre ; mais s'il était battu, nous nous porterions volontiers garants de sa tranquillité et de celle du pasteur Coquerel aussi. On ne devrait même pas s'étonner si tous les échos du *Siècle* venaient à crier : A bas Falempin !

Le péril pourrait être plus grand si c'était la liste du *Siècle* qui passât. Nous disons plus grand pour la République.

En 1850, Paris avait un député à nommer. Les conservateurs, dans un esprit de conciliation, proposèrent un fort honnête homme, insignifiant politiquement, nommé Leclerc. C'était un petit bourgeois de Paris qui, aux journées de juin, ayant eu son fils tué à ses côtés sur les barricades, alla chercher son autre fils et revint avec lui s'exposer à la mort. Les

journaux socialistes déclarèrent que ce bonhomme était monarchien, qu'il voulait ramener la dîme, le droit d'aînesse et l'inquisition. Le suffrage universel lui préféra l'illustre et austère Eugène Sue. Ce butor épicurien, auteur de livres sales, l'emporta de dix mille voix sur l'honnête homme du peuple, soldat de Waterloo et de juin. Le *Siècle* en pleura, et ce fut une des sources de l'Empire.

CCX

28 juin.

M. Loyson est devenu à Rome le correspondant du *Journal des Débats* où il s'obstine à s'appeler le *Père* Hyacinthe. Père de quoi, maintenant, hélas! Et fils de qui? Mais ce titre de *Père* est son principal mérite au *Journal des Débats*. C'est la « réclame. » Autrement M. Loyson n'a que l'esprit et non les qualités de l'emploi. Il n'est point alerte, point renseigné; il a gardé sa vieille trompe oratoire, pesante, pleurarde, *insincère*, qui produit plutôt aujourd'hui un effet répugnant. Cet extravasé conserve comme un reste de tonsure; il insulte et diffame l'Église à mains jointes, il distribue des compliments traîtres et odieux à d'anciens amis qui eurent le tort, si la charité peut avoir des torts, de ne le point éloigner assez tôt. Tout cela compose un liquide affreux. Le *Temps*, protestant à peine déiste, en avale de fortes

lampées, à cause de ce reste de robe monastique dont la lourde Hébé se pare. C'est si bon, le gros fiel d'apostat! Il semble au *Temps* que, depuis le frère Martin, rien de si pur ne lui a été versé. L'on peut douter que le *Journal des Débats* en fasse la même estime. Il juge son homme et ne l'emploiera pas longtemps. Ainsi jadis, cédant au torrent du goût dépravé, le *Journal des Débats* s'attacha Eugène Sue.

L'illustre Mourot, secrétaire de l'illustre Rochefort, vint à Paris du séminaire où il avait été élevé par charité, avec des lettres de son évêque, et offrit sa plume aux journaux religieux. On ne l'agréa point. Il avait un commencement d'odeur. Alors il s'irrita tout à fait contre la religion; il jura qu'elle entendrait parler de lui. Pour se donner un caractère, il parut dans les cafés du quartier latin revêtu de sa soutane et coiffé d'un béret bleu. Cet ornement de tête le fit parvenir jusqu'à l'antichambre de Rochefort, où la police enfin le pinça. Il y a de ce jeu dans le reste de ritournelles dévotes du sieur Loyson, soi-disant *Hyacinthe*. *Père* Hyacinthe, c'est le béret bleu de l'ingénieux Mourot. M. Loyson n'est plus carme, ni catholique; mais il faut que l'on voie qu'il le fut, sans quoi sa littérature manquerait de sel, et l'éditeur ne ferait pas ses frais.

Donc, M. Loyson, sorti de l'Église il n'y a pas encore deux ans, s'est fait idoine à parler des choses de Rome et de l'Église dans le *Journal des Débats*, lequel déteste Rome et l'Église en Piémontais, c'est-à-dire plus que ne font les incrédules ordinaires. Les morts vont vite et descendent loin, *in profundum!* Ce mort

écrit de Rome, le 22 juin, fête de saint Paulin, évêque et confesseur. S'il lisait encore son bréviaire, il aurait pu faire de salutaires réflexions en méditant l'office du jour. Mais il ne lit plus ces choses-là ; il lit les journaux, qu'il a probablement toujours trop lus, et qui se sont trouvés plus forts que lui.

Il écrit que les choses vont très-bien à Rome, et sont très-bien telles qu'il les voit ; que le Pape n'est nullement prisonnier, qu'il est au contraire très-libre, trop libre même, vu les excès qu'il se permet contre quantité de bons prêtres qui *loysonneraient*, s'ils n'avaient peur. Il oppose son témoignage à celui des « soi-disant journaux catholiques, » lui, *soi-disant* Hyacinthe. Il atteste aussi, toujours en vertu de sa vertu, qu'il ne faut plus de pouvoir temporel, quoi qu'en disent le Pape et les sanguinaires évêques français, lesquels osent bien risquer d'introduire une guerre pour un pareil sujet. Enfin, prenant son vent et son élan, en son plus beau style de Notre-Dame, il jure que c'est un même crime d'abattre la colonne et de rêver le renversement de l'unité de l'Italie. Le *Journal des Débats* avait déjà dit ces belles choses, mais sans béret bleu.

Nous n'avons jamais eu ni grande ni bonne idée du P. Hyacinthe ; toutefois nous ne connaissions pas le Loyson qui restait dessous. Le voilà trop visible. Il nous surprend. Quelle brutale et insoupçonnée puissance de la haine! s'étaler en pleine Rome dans la condition où il s'est mis, dans le temps où nous sommes ; infliger à Pie IX sa présence impudente, lui jeter ces insolentes pauvretés! Saint Vincent de

Paul, après avoir plusieurs fois écouté Saint-Cyran, disait : On ne se convertit presque jamais du péché de l'esprit.

Ce qu'il y a de particulier dans ce péché-là, c'est qu'on peut le commettre sans avoir d'esprit !

Le digne M. Loyson, s'épanchant au sein du condigne *Journal des Débats*, nous fait connaître une très-belle pensée du P. Curci, exposée par cet éminent religieux, aussi éminent publiciste, dans la *Civiltà cattolica.*

La voici :

« La France rendue à la vie et, comme nous l'espérons, redevenue chrétienne, ne devra pas chercher bien loin une entreprise vraiment digne d'elle. Dieu la lui a préparée selon ses fins, non pas tant pour qu'elle puisse en appeler de la déloyauté, de l'injure et de l'ingratitude dont elle a été payée par ceux qui lui devaient tout, que pour qu'elle reprenne sa place glorieuse à la tête des nations catholiques, en commençant par régler ses comptes avec les insolents contempteurs des droits conférés à l'Eglise par Pépin et Charlemagne. »

Nous n'avons pas besoin de dire que cette pensée horrifie complétement le soi-disant Hyacinthe, mais elle nous plaît complétement. Elle est chrétienne et politique ; elle dit très-bien ce qu'il faut faire, et c'est ce qui sera fait. Un temps viendra, et il n'est pas loin, où l'entreprise de relever l'œuvre de Pépin et de Charlemagne paraîtra plus grande, plus glorieuse, plus utile et même plus pressée que celle de relever la colonne.

Ce passage du P. Curci est tout ce que nous voulons citer de la lettre du publiciste Loyson. Nous sup-

primons le reste, afin de ne calomnier aucun de ceux qu'il nomme, et qu'il appelle ses *amis*.

Les amis du P. Hyacinthe le pleurent et ne connaissent pas le publiciste Loyson.

CCXI

8 juillet.

SUR LA PROCLAMATION DU COMTE DE CHAMBORD.

Nous n'appartenons pas à ce que l'on appelle le parti légitimiste, mais nous sommes partisans de la monarchie chrétienne. A ce titre, Henry de Bourbon, sans être notre chef, est, si l'on veut nous permettre le mot, *notre homme*, l'homme véritable qu'il faut à la monarchie et sans lequel il n'y aura point de monarchie chez nous.

Et comme la monarchie chrétienne est certainement la meilleure et même la seule forme acceptable de la République, laquelle ne peut vivre et durer que si elle est chrétienne, et devient ainsi la république de tout le monde, Henry de Bourbon est notre homme encore de ce côté-là.

Roi de France, c'est-à-dire, par les réformes de la décentralisation, roi *des Frances*, ou président héréditaire *des républiques* françaises, c'est la même chose au fond. Aucune monarchie n'est praticable sans le plus large essor des libertés publiques et sans la par-

ticipation républicaine du peuple au gouvernement et à l'administration ; aucune république n'est possible, n'est réparatrice, n'est durable sans la présidence héréditaire. De quelque façon que l'on s'y prenne, il faut arriver à donner premièrement au pays une tête permanente. Sans tête permanente, il n'est au dedans qu'anarchie, tumulte et dictature de hasard ; en dehors, que faiblesse et risée.

Or, s'il s'agit de trouver une tête et de satisfaire à cette urgence, l'on peut avoir des sentiments personnels et de parti fort différents. On peut préférer Orléans, Bonaparte, Thiers avec son indispensable entourage, ou même Blanc, Blanqui, Dombrowski, avec le reste et la suite. Mais ce sont au dedans des anarchies et des dictatures, et bientôt, au dehors, des risées. La raison générale désigne Henry de Bourbon.

C'est lui seul qui peut réunir toutes les fractions malheureusement si divisées du très-grand et très-tenace parti monarchique et leur assurer la victoire. C'est lui seul encore qui peut rallier dans une vaste mesure les sections honorables et sérieuses du parti républicain, et satisfaire à ce qu'il y a de juste au fond des aspirations désordonnées et renversées du socialisme. Car enfin, il ne s'agit pas seulement, comme on semble le croire à Versailles, de réorganiser l'administration et de réparer ce que les Prussiens et les communeux ont brisé et gâté. Il faut réorganiser ou plutôt organiser à nouveau les institutions, les rangs, les individus, même les âmes. C'est là que le grand dommage a été fait, bien avant les Prussiens ; c'est à cause de ce dommage ancienne-

ment réalisé que les Prussiens ont pu venir; c'est de ce désordre que le socialisme est né. Aucun parti n'est seul capable d'y porter remède. Il faut qu'une tête préside et puisse employer tous les bras, et en même temps il faut que cette tête ne soit pas une dictature. En dehors de Henry de Bourbon, où peut-on espérer de trouver cette tête?

La proclamation que ce prince adresse aux Français, selon son droit et le nôtre, est plus libérale et plus pratique mille fois qu'aucune parole politique qui ait été adressée au monde dans le cours de cette année 1870-1871, année de catastrophes et de professions de foi. Nous n'en exceptons pas la proclamation de Napoléon III partant pour l'Allemagne et lui annonçant les principes de 89 et de 92, ni celles de Victor-Emmanuel aux Italiens, ni celles de don Amédé aux Espagnes, ni celles de l'empereur Guillaume aux Teutons, pour leur intimer que l'empire est fait, c'est-à-dire que la Prusse les a conquis. Toutes ces pièces ont promis aux peuples des biens qui ne leur sont rien moins qu'assurés. L'épée les a signées, l'épée les a déchirées.

Nous louons et nous honorons hautement la proclamation de Henry de Bourbon. Elle est franche, hardie et loyale. Il dit ce qu'il veut et propose le pacte comme il l'entend. Rapprochée de ses précédentes déclarations, elle est digne d'un monarque chrétien. C'est ainsi que le chef de la Maison de Bourbon pouvait frapper à la porte.

Il répond, comme il lui appartient, aux bassesses sottes et abominables que les ouvriers de plume et les

demeurants de la Commune n'ont pas rougi d'afficher à l'occasion des élections. Le gouvernement a laissé commettre cette infamie ; il a permis aux pétroleux de semer cette graine de jacquerie, peut-être même les a-t-il approuvés. Cela n'est pas indigne du fond de sa pensée et du reste de sa politique. Henry de Bourbon s'est fait l'honneur de déchirer ces ignobles affiches ; la conscience publique l'en remerciera. Ce sera son métier, s'il est roi, de ne pas laisser outrager et diffamer les citoyens ni la France.

Il veut garder son drapeau. Il en a bien le droit, et c'est son devoir. Les trafiquants protestants de Hollande marchaient sur la croix pour trafiquer au Japon. Un homme qui aspire à porter la couronne de France et qui en conserve encore l'éclat sur son front ne commence pas par une apostasie. Il aurait pu ne point prendre de drapeau du tout. Dans sa main et dans la main de la France, un fer de lance pouvait suffire. S'il veut un étendard, qu'il porte le sien. A ne pas remonter plus haut, le drapeau qui fut planté sur les minarets d'Alger vaut celui qui descendit de la flèche de Strasbourg, qui tomba des forts de Paris, et qui se recula de Rome.

Tel est, en abrégé, notre sentiment sur la proclamation de Henry de Bourbon. Nous ne sommes pas de ceux qui se cherchent un roi. Nous avons notre roi depuis longtemps, le Roi-Christ. Nous savons où il demeure. Il a droit sur notre volonté, sur notre cœur, sur notre sang. Jusqu'à ce qu'il nous donne un prince qui lui fasse serment et qui reçoive son sacre, tout autre roi en ce monde ne sera pour nous qu'un col-

lecteur d'impôts. Nous ne l'aurons pas fait, nous ne le déferons pas. Nous serons fidèles et *loyaux* comme on l'était dans les catacombes; et quand le gouvernement changera, nous ne pleurerons pas.

Mais, pour autant que nous pouvons et que nous avons à choisir, Henry de Bourbon est de beaucoup le collecteur que nous préférons, l'homme à nos yeux le plus digne de défendre la législation du Christ, et par conséquent le plus digne de devenir roi et recteur du peuple franc.

CCXII

11 juillet.

LE MANIFESTE DU COMTE DE CHAMBORD.

Si un homme politique peut perdre ses amis, sa cause et sa fortune à donner l'exemple de la fermeté, de la loyauté et de l'honneur, Henry de Bourbon a fait ce coup rare. Tel est l'avis quasi unanime des journaux. Ils déclarent tous que, depuis longtemps, personne n'a plus honnêtement et plus noblement parlé, que sa proclamation fait voir un esprit sincère, une âme élevée, un grand cœur, et tout cela est vrai. Ils ajoutent, avec le même accord, que tout cela ne leur va point, ne peut aller à personne en France, et que, par conséquent, Henry de Bourbon abdique, et la cause de la monarchie est finie. Pour notre compte,

nous sommes persuadé qu'ils révèlent ici le fond de l'âme française, du moins, le fond de cette partie de l'âme française qui parle en eux. Emus de cette splendeur de la probité royale, ils n'ont pu s'empêcher d'être sincères à leur tour : — Eh bien ! Monseigneur, nous aurons aussi notre probité. Franchement donc, vous êtes bien trop honnête pour nous. Vous pourriez nous sauver, nous ne voulons point risquer cela. Décidément nous ne pouvons plus obéir qu'à des chefs que nous puissions mépriser. Allez-vous-en.

Après un siècle, après les deux Républiques, les deux Restaurations, les deux Empires, les trois invasions, entre le second et le troisième 93, c'est l'écho de : *Fils de saint Louis, montez au ciel !*

Sur ce congé donné au droit, à l'honneur et au bon sens, se fonde la troisième République. Nous doutons qu'elle soit bien fondée.

Si véritablement le fils de saint Louis a perdu sa cause, ce n'est pas lui qu'il faut plaindre. Il n'est à plaindre que comme tous les autres Français, destinés à voir la patrie diminuer toujours, baisser toujours, et peut-être périr. Pour lui, il n'est pas diminué, et tant s'en faut. Il a mis à l'abri sa gloire de Français, de Roi et de Chrétien ; il a réservé du vieux drapeau de la France ce qu'il faut pour s'en faire un linceul. Il était déjà le premier gentilhomme du monde, il est aujourd'hui l'unique. Au milieu de ces félons, de ces pervers, et de ces prévaricateurs qui trafiquent avec la Révolution, qui marchandent, qui ourdissent, qui se parjurent, qui comptent avec les routiers, les émeutiers et les brochuriers, il est gentilhomme.

Lorsqu'il mourra, on répétera dans le monde cette parole qui n'y fut dite qu'une fois, et qui n'annonçait pas une ruine aussi grande : Le gentilhomme est mort !

Ce serait le deuil suprême et irrémédiable de l'honneur, s'il ne restait pas des chrétiens.

Nos lecteurs sont au courant des mouvements et incidents qui ont précédé la proclamation datée de Chambord. Quoique l'histoire authentique n'en soit pas faite, l'on entrevoit ce que les politiques voulaient préparer. C'était proprement la *fusion.* Nous n'en sommes pas et nous ne faisons que des conjectures. Mais, tous les documents l'indiquent, il s'agissait de fondre le droit dans le fait, et de donner la légitimité du droit à ce qui se prétend la légitimité supérieure du fait. La question du drapeau impliquait la question de la souveraineté populaire, et l'adoption du tricolore résolvait cette question contre la royauté.

S'il est permis d'imaginer un entretien qui sans doute n'a pas eu lieu directement entre le prince et ses amis de diverses origines, anciens, nouveaux, parents et autres, voici ce qu'il leur a pu dire en prince, en homme de bien et en homme de sens :

« Vous me proposez d'abdiquer, pour que vous puissiez ensuite m'élire, je ne sais trop à quel titre et comment. Vous me demandez de cesser d'être roi et de devenir fonctionnaire. Vous souhaitez que je fasse cela sérieusement et en toute sincérité, car je ne peux supposer ni que vous me jugiez capable de feindre ni que vous m'y engagiez. En tout cas, je re-

fuse. Ce n'est plus mon devoir, et ce ne serait pas votre intérêt.

« Vous ne pouvez pas m'offrir une candidature, et je ne l'accepterais pas. Vous ne pouvez pas m'offrir la royauté, je la possède et vous le savez bien, car autrement, pourquoi viendriez-vous à moi ? Vous ne pouvez que m'offrir, pour votre part, la couronne. Mais vous ne me l'offrez ni telle qu'elle est, ni telle que je la veux, ni telle qu'il la faut, et vous manquez de titres ou pour me l'offrir ou pour la modifier. Cela ne se peut plus faire que d'accord entre moi et la France. Vous n'êtes en ceci ni mes fondés de pouvoir ni ceux de la France; vous n'êtes pas juges entre la France et moi.

« De la France même je n'accepterais pas la couronne aux conditions que vous y mettez.

« Vous venez à moi parce que vous avez besoin d'un roi et parce que je suis le ROI, et vous me demandez de n'être plus le ROI, ni même un roi ! Vous demandez que j'oublie mon nom, que j'efface mon histoire, que je déchire mon titre ! Mais alors, à quoi pourrais-je être bon, qu'à vous tirer un moment d'embarras, au prix de la dernière ressource de la France ?

« J'ai cinquante ans, je connais le monde, j'ai étudié votre train particulier, et je suis chrétien. Parce que je suis chrétien, j'ai le devoir de consentir à régner chez vous si j'y suis invité ; et il convient même que je fasse les premiers pas, à cause de votre extrême malheur. Me voici. Mais encore ai-je à faire mes conditions. Je les fais, et il importe à ma loyauté d'en

avertir tout le monde, parce qu'elles regardent tout le monde. Sans soldats et sans partisans armés, c'est ainsi que je peux et que je veux livrer bataille à ceux que vous avez dressés à ne plus vouloir ni de roi ni de forme de roi. Je leur dirai, comme à vous, que je prétends n'être pas une forme de roi; et l'on me verra, en homme de ma race, sur le chemin de l'honneur. J'y porterai le panache blanc.

« Vous tenez tant à ce tricolore? Si c'est pure fantaisie, vous devez me passer un goût différent, et votre goût ici doit céder au mien, lequel a ses raisons solides qui manquent au vôtre. Si c'est ruse, je ne m'engage pas dans une voie de ruse où je marcherais mal, où je serais certainement abandonné et vous certainement battus. Si c'est lâcheté, je ne suis point l'homme. Je n'entends nullement jouer au plus fin, et je ne demanderai point pardon d'appartenir à ma race et à ma foi. Je ne crois pas qu'Henri IV ait dit que Paris valait bien une messe; mais s'il a fait ce mot, je ne le reçois pas à mon compte. Je prends Henri IV après la messe, moi. Je dis que la messe où je demande à Dieu de me faire mériter le ciel en m'employant au juste et au vrai vaut plus que Paris et plus que la couronne. Que si votre tricolore est un symbole, et si vous y tenez comme à un symbole, alors il ne s'agit plus de réforme, mais d'abjuration. Ce symbole est l'opposé du mien; j'ai besoin de ne pas le porter, et vous-mêmes vous avez besoin que je ne le porte pas.

« Je suis roi pour conduire la France, pour lui faire remonter un chemin de paix et de gloire où elle

ne doit rien perdre de ce qu'elle a pu acquérir, et où elle retrouvera ce qu'elle a certainement perdu. Je ne veux pas être roi pour la suivre aux abîmes. Si son goût la traîne irrésistiblement à M. Gambetta, je n'ai rien à faire qu'à n'être pas de ceux qui ne peuvent résister aux séductions de M. Gambetta. Je plains la France et je me retire.

L'honnête homme trompé s'éloigne et ne dit mot.

« J'apporte une dot, je fais un contrat, j'exige des garanties, et ensuite je me marie à l'Église, cierges allumés, et non à la Closerie des Lilas, entre deux petits verres. Mon goût me porte aux bonnes mœurs. C'est à prendre ou à laisser.

« J'admets considérablement de choses dont je crois pouvoir me tirer honorablement et avec avantage pour vous : le suffrage universel, les Chambres, les orateurs et le reste, qui est beaucoup. Nous tâcherons, avec cela, de régler le passé, d'épurer le présent, de préparer l'avenir. Mais, je serai roi ; sinon, non. Mes cousins, qui demandent à me faire visite, viendront ici saluer le Roi, ou bien ils courront l'autre chance. Moi, je ne la cours pas.

« Je suis et je veux être homme de mon temps, mais je reste homme de mon rang et de mon sang. Je suis l'or monarchique. Je consens d'entrer au creuset, mais que ce soit pour en sortir plus or ! Point d'alliage s'il vous plaît. Otez ce cuivre, ce plomb, ce zinc ; l'or y perdrait sa valeur et ne vous donnerait qu'un métal cassant et trop vite oxydé.

« Bonsoir, messieurs. »

Que ce discours paraisse impolitique, et que les politiques s'en aillent tristes en répétant: « Bonsoir,» c'est possible, hélas ! et vraisemblable.

Et néanmoins, il n'est pas impossible que la nuit porte conseil. Elle pourra être assez longue et assez agitée pour que beaucoup reviennent et disent : « Salut, noble roi! »

CCXIII

10 juillet.

LE DRAPEAU TRICOLORE ET LE DRAPEAU BLANC.

I

Le *Français* a l'habitude de nous citer inexactement. Il le fait parfois avec un art qui nous contraint de le redresser. C'est l'occasion où il nous met aujourd'hui, à propos du drapeau tricolore.

L'on peut alléguer plusieurs choses contre le drapeau tricolore. Il a eu de belles aventures, il en a eu de tristes aussi, beaucoup ! Son histoire, en France, n'est pas celle de la concorde des citoyens et de l'inviolabilité du territoire. Il a vu considérablement d'émeutes très-sérieuses. Ce qui est plus sérieux encore, il a vu trois invasions. Et ce qui le charge d'autant, c'est que les séditions et les invasions ne sont pas sans rapports et sans lien. Ainsi le tricolore *Favre*, s'étant levé contre le tricolore *Bonaparte*, les

suites n'ont pas laissé de favoriser, d'abord le Prussien, et bientôt après le communeux.

Tel est le plus récent, sinon le dernier chapitre d'une vieille histoire qui commence avec le drapeau tricolore. Il y a lieu en outre de remarquer que, dans ce tricolore, le rouge a la propriété redoutable d'envahir beaucoup sur les autres couleurs et de ronger de plus en plus le blanc et le bleu, si bien qu'il n'en reste guère.

Cependant, parlant de l'événement qui met en présence le blanc et le tricolore, nous nous sommes contentés d'observer que « le drapeau qui fut planté sur les minarets d'Alger vaut celui qui descendit de la flèche de Strasbourg, qui tomba des murs de Paris et qui *se recula de Rome.* »

Voici comment le *Français*, avec son art répréhensible, arrange et commente cette phrase ;

Le rédacteur de l'*Univers*... comme toute affection est chez lui doublée d'une haine... il ne lui déplait pas, en même temps qu'il *exalte* le drapeau blanc, de jeter *quelque boue* sur le drapeau tricolore, » qui, dit-il, descendit de la flèche de Strasbourg et tomba des forts de Paris.» Nous avons souvent combattu M. Veuillot, mais nous lui croyions l'âme plus haute, et nous ne savions pas que ce fût à ses yeux un si grand tort d'être vaincu.

Le *Français* nous ferait plaisir de rétablir le souvenir de la désertion de Rome dans la phrase qu'il prétend citer, et qu'en réalité il falsifie. Encore que nous ne mettions pas le *Français* tout à fait au sommet des intelligences, il peut certainement comprendre que ce souvenir n'était pas là sans dessein.

Nous réservons notre jugement sur l'âme de MM. les rédacteurs du *Français*, et nous nous abstenons de mesurer l'élévation où nous pensons qu'elle puisse parvenir. Leurs procédés habituels nous feraient supposer que cette jeune âme n'a pas encore résolu de prendre la route qui monte.

Si les rédacteurs du *Français* s'attachent au drapeau tricolore, ce n'est pas probablement qu'ils le croient vaincu. Sans doute, il est tombé de Strasbourg, il a quitté les forts de Paris, et il a reculé de Rome; mais leurs yeux ardents le voient flotter sur les préfectures et sur toutes les cantines où se dépense le budget.

CCXIV

11 juillet.

II

Le *Français* s'exécute. Il veut bien reconnaître que la désertion de Rome est au nombre des faits du drapeau tricolore qui nous font regarder sans horreur le drapeau blanc. Mais comme le *Français* n'a pas erré de bonne foi, il ne revient pas de bonne grâce. Au lieu de nous faire simplement justice, il cherche à justifier son iniquité. A quoi bon, puisqu'il faut enfin avouer le délit? S'il s'importune, comme il le laisse

ingénnement voir, de nous entendre crier au faussaire, il n'a qu'à ne plus fausser. La manie de ne pas vouloir subir le faux est plus innocente que celle de le fabriquer. Un journal doit se mettre en mesure de vivre sans pareil secours. Est-ce son intérêt absolu de faire le faux? C'est le nôtre alors de le défaire. Qu'il s'abonne alors aux instances en rectification.

Il entre dans les plans du *Français* de nous montrer attachés au drapeau blanc par un lien politique. Mais ce n'est point cela, et il n'entre point dans notre plan à nous de laisser courir cela. Sur la question du drapeau, nous nous bornons à dire que le blanc vaut le tricolore. Il existe pour nous un vieil étendard du Roi, *vexilla Regis*, qui vaut plus que l'un et l'autre, qui est plus à la taille des peuples et des mondes, plus fait pour envelopper toute la nation des Francs. C'est celui-là seul que nous suivons.

Nous estimons d'ailleurs qu'on peut aller au blanc et s'y attacher, aussi correctement pour le moins que plusieurs qui s'en séparent et dévalent au tricolore. S'il nous plaisait de croiser ces décampants monarchistes plus ou moins pâles courant au tricolore plus ou moins vif, nous ne ferions comme eux qu user de notre liberté. Ils vont chercher la république à Versailles, on a bien le droit de l'aller chercher à Chambord. Selon nous, à Chambord, elle a plus de style, et elle sent moins les fricassées. Ils disent que le drapeau de la France est à Versailles. Non. A Versailles, il y a peut-être le drapeau du suffrage universel, porté par M. Gambetta, et plus certainement le drapeau des cantines, tricolore aussi, soutenu par

M. Thiers ; mais le vrai drapeau français est à Chambord. Il est là dans l'isolement, c'est un malheur ; mais enfin, pour l'honneur, l'isolement n'est pas une raison.

Le *Français* s'est oublié à dire que nous laissons le tricolore parce qu'il est vaincu. Il a tort de nous imputer une vilenie et de se permettre une si forte sottise. Nous ne *laissons* pas le tricolore, par la raison que nous ne l'avons jamais porté; et ledit tricolore n'est pas vaincu, puisqu'il flotte sur les préfectures. Le *Français* nous demande ce que ces préfectures viennent faire dans la discussion. Et qu'y venait faire cette imputation de nous éloigner des vaincus ?

Il a une autre idée plus maladroite. Il nous objecte qu'à Rome le drapeau blanc a *protégé le gallicanisme*. Nous ne voyons pas bien cela, et c'est une autre histoire, plus vieille. Louis XVI est mort en affirmant sa foi et son obéissance à l'Église et en déclarant son amer regret d'y avoir manqué par contrainte. Nous avons vu à Rome, il y a un an, le gallicanisme très-réveillé et très-agissant sous la protection du drapeau tricolore.

Pour finir, que le *Français* cesse de nous falsifier, lorsqu'il jure qu'il nous cite ; c'est ce qu'il peut faire de plus subtil et de plus adroit, et le vrai moyen de nous laisser sans réplique.

CCXV

14 juillet.

LES ANNALES RELIGIEUSES D'ORLÉANS CORRIGENT UN DISCOURS DU PAPE.

I

La *Semaine religieuse* d'Orléans, qui se publie sous le titre d'*Annales du diocèse,* donne une version altérée d'un discours du Saint-Père, qu'elle nous emprunte d'ailleurs fidèlement, sans le dire. C'est le discours célèbre adressé à la députation française. Nous n'avons pas laissé ignorer avec quel soin ces paroles furent sténographiées de la bouche même du Saint-Père ; et l'on sait quel important avertissement elles donnent aux *catholiques libéraux.*

La feuille religieuse d'Orléans n'a pas transmis cet avertissement à ses lecteurs. Ou elle l'a omis, ou elle l'a biffé.

Nous répétons la phrase authentique :

Mes chers enfants, ce qui afflige votre pays et l'empêche de mériter les bénédictions de Dieu, c'est ce mélange de principes. *Je dirai le mot :* ce que je crains, ce ne sont pas tous ces misérables de Paris, vrais démons de l'enfer qui se promènent sur la terre. Non, ce n'est pas cela ; ce que je crains, c'est cette malheureuse politique, le LIBÉRALISME CATHOLIQUE, qui détruirait la religion.

Évidemment, « libéralisme catholique » est le *mot*. Et l'on conviendra que le Saint-Père a suffisamment appuyé pour être entendu. Néanmoins, c'est là que porte la suppression. Le *mot* ne se trouve pas dans la version, en tout le reste exacte, publiée par les *Annales du diocèse d'Orléans*.

Cette feuille religieuse s'empressera certainement de réparer un grattage qui décolore toute la pièce, et qui substitue le vague le plus insignifiant à l'avertissement capital, absolument net et précis, dont la charité de Pie IX a voulu gratifier l'intelligence des fidèles.

Nous nous permettrons d'insister pour que la rectification soit faite, ou pour que la feuille religieuse d'Orléans déclare si quelque motif l'autorise à biffer un mot de cette importance dans la rédaction sténographique que nous avons donnée.

CCXVI

19 juillet.

II

On se souvient de la suppression pratiquée par les *Annales* ou *Semaine religieuse* du diocèse d'Orléans, dans un discours de Pie IX, emprunté fidèlement (sauf en ce point) aux correspondances de l'*Univers*. Il s'agissait du catholicisme libéral, question im-

portante parmi nous et importante aussi à Rome, comme ce discours en témoignait. — JE DIRAI LE MOT, avait dit le Saint-Père. Mais ce mot, que le Saint-Père avait trouvé opportun de dire, la *Semaine religieuse* d'Orléans a trouvé plus opportun de le supprimer.

Désirant savoir si la feuille religieuse orléanaise doutait de la sûreté des informations de l'*Univers* et de sa fidélité à rapporter les paroles du Saint-Père, nous lui avons demandé quelques éclaircissements. Elle veut bien les donner, sans toutefois nous faire l'honneur de nous les adresser. Ils sont assez obscurs, et nous avons eu quelque peine à les découvrir. C'est dans son numéro du 16 juillet, au bas de la page des annonces, *verso* de la couverture. Les voici :

Les réponses du Saint-Père aux peuples catholiques venus à Rome pour le jubilé, etc., etc., ne nous sont connues jusqu'ici que par *une voie peu sûre* et assurément sans autorité dans l'Église, par le journalisme.

A cette occasion, le *Siècle*, journal accusé naguère de connivence avec la Commune de Paris, prête à un article de l'*Univers* l'autorité et la valeur d'un document canonique. Les *Annales* d'Orléans ont *omis* une phrase dans une version empruntée à l'*Univers*. Le *Siècle* voit dans ce fait *tout personnel d'un simple rédacteur de Semaine religieuse* une sorte d'événement qui lui sert à échafauder contre l'unité de l'Église une argumentation aussi ridicule qu'absurde.

Les écrivains du *Siècle*, si incroyants d'ailleurs, accepteraient-ils donc ici comme des bulles authentiques les pages plus ou moins fidèles d'un sténographe ?

Quant à nous, nous croyons à l'infaillibilité du Pape, et au besoin, pour ce dogme comme pour les autres, nous donnerions volontiers notre sang. Mais nous ne croyons nullement,

comme les honnêtes gens du *Siècle,* à l'autorité ecclésiastique des articles de l'*Univers*.

Pour parler franchement, il nous semble bien que ces explications n'ont rien de commun avec la simplicité de la colombe. D'un côté, l'*omission* est rejetée au compte *tout personnel* d'un *simple rédacteur*, ce qui veut dire qu'elle n'est point un fait de conseil; de l'autre, elle n'est point réparée, ce qui signifie qu'elle n'est point désapprouvée, conseil pris, et la phrase *omise* reste occise. Vainement le Saint-Père a voulu dire le *mot*. Pour les lecteurs des *Annales* d'Orléans, il ne l'a pas dit et ne le dira pas.

Nous jugeons inutile d'insister, c'est assez pour nous de maintenir l'authenticité du *mot*. Elle était déjà certaine; nous avons eu l'occasion de recevoir et de faire entendre quantité d'autres témoignages, et nous sommes convaincu que le rédacteur des *Annales* lui-même n'en est pas moins persuadé que nous.

S'il pouvait douter, il ferait un beau bruit, et il aurait d'ailleurs bien raison. Se figure-t-on l'*Univers* inventant et attribuant au Saint-Père, parlant en audience publique, un *mot* tel que celui-là.

Donnons d'ailleurs acte aux *Annales* de leur foi à l'infaillibilité du Pape, *usque ad sanguinem inclusive*. Encore que ce ne soit qu'un mot de couverture, il est à encadrer, parce que sans nul doute il a percé du cœur jusque sur la couverture, ou il perce de la couverture jusque dans le cœur. La foi au Pape infaillible, c'est le salut. Par là les catholiques résisteront au monde et à eux-mêmes. Affermis sur ce point, ils

peuvent prendre du large, et il est certainement permis aux *Annales* d'Orléans de résister aux sténographes de l'*Univers*, comme il est permis à l'*Univers* de sourire devant les péchés d'omission des *Annales* d'Orléans.

CCXVII

23 juillet.

VOTE SUR LES PÉTITIONS DES ÉVÊQUES EN FAVEUR DES DROITS DU SAINT-SIÉGE.

L'Assemblée nationale, hier, a discuté ou plutôt voté sur les pétitions de la France catholique concernant la situation du Saint-Siége dépouillé et du Saint-Père captif sous le couteau. Elle a déclaré avec une sorte d'accord qu'elle ne s'occuperait pas de ça.

C'est le fond. Il y a des formes. M. Thiers a fait un discours. On est étonné souvent du peu de distance qui se mesure entre M. Thiers et M. de La Bédollière.

Dans une séance de cinq heures, très-bruyante, deux figures principales ont paru à la tribune. La première est la France philosophique modérée, sous les traits de M. Thiers, plus ressemblant à M. de La Bédollière qu'on ne le vit jamais; — un La Bédollière froid, décent, chef du pouvoir exécutif. Il a expliqué, répété, ressassé qu'il se trouvait bien embarrassé;

qu'il aimerait sans doute à faire ce qu'il y a de mieux, mais que cependant ce qu'il y a de mieux lui paraissant être aussi ce qu'il y aurait de plus mal, il ne savait vraiment que faire; qu'en conséquence, il priait l'Assemblée de s'en remettre à son patriotisme et à sa prudence, et que dans ces conditions il promettait de faire tout ce que la raison indiquerait, c'est-à-dire ne rien faire du tout.

L'autre figure est sortie de la foule, pâle, austère, sans éclat de gloire; mais on l'a vite reconnue. C'était la France croyante. Rarement pareille clameur s'est élevée pour empêcher un orateur de parler. Il aurait dit sa pensée et celle des autres; quel péril! On n'a pas voulu l'entendre. Pendant dix minutes il est resté adossé à la tribune, et il a dû descendre sans avoir prononcé un mot. Nous ne nous souvenons pas d'un député à qui l'Assemblée ait rendu pareil hommage et qui ait forcé le gouvernement prétendu de la parole et de la vérité à se faire lui-même plus juste et plus sanglant affront. Gardons le nom de cet homme de cœur, qui est en même temps un homme fort poli et fort lettré, et qui professe une foi dont il peut rendre compte. Il se nomme M. de Belcastel, député de la Haute-Garonne. Il lui a été donné, en ce long quart d'heure, de juger et le système, et l'Assemblée, et le temps. Il sait ce qu'il y a dans une Chambre issue du suffrage universel, délibérante, législative, constituante; il sait ce qui roule et retentit au fond de ces flots écumeux : — Tais-toi, homme qui dirais la vérité!

Il s'en est fallu de peu que le vote ne fût pris à

l'unanimité. M. Gambetta, entièrement satisfait des « déclarations si nettes et si précises de M. le chef du pouvoir exécutif *vis à vis de nos relations* avec l'Italie et le Saint-Siége, » adhérait à l'ordre du jour dont M. Thiers voulait bien. Nous allions former un peuple de frères! Mais M. Keller, trouvant que M. Gambetta se moquait sans doute, a déclaré que la chose ne pouvait pas cependant se passer ainsi, et qu'il était vraiment impossible que les amis de Rome eussent une même pensée avec les amis de M. Gambetta. M. Thiers s'est terriblement fâché; mais la lumière était faite. Il a eu tout de même son vote, mais la machine était cassée. Non sans brouhaha, s'en remettant au patriotisme et à la prudence du Sérénissime, l'Assemblée nationale française a renvoyé la cause de Rome à M. le ministre des affaires étrangères...

C'est-à-dire à M. Jules Favre, là-bas, dans les régions morales et politiques où siége cet homme d'État, entre les papiers privés fournis par son compère Millière et les pièces diplomatiques signées par son ambassadeur Senart!

Par ce vote, l'Assemblée établit certainement une sorte d'équilibre dans la situation. Après la capitulation, après la Commune, et après le renvoi du Pape à M. Jules Favre, on ne peut nier qu'une harmonie existe entre l'état de la France militaire, l'état de la France civile et l'état de la France catholique. Nous avons reçu tout des mêmes mains, dans l'espace de moins d'une année! Si après cela nous ne nous souvenons pas du règne des *Jules*, c'est que

notre mémoire est devenue paresseuse et fatiguée comme nos bras, et qu'il ne reste plus autant de France qu'il en faudrait.

On veut espérer encore que tout ce qui survient en ces jours néfastes est imbécile et caduc, et passera; qu'il y a une France qui en est humiliée et contaminée, mais non entamée, et qui n'ignore pas qu'on la déshonore; que cette France, malgré tout, refuse d'apostasier; qu'elle se lèvera, qu'elle secouera les nains infirmes qui se sont introduits dans son giron pour le gâter, et qui, cela fait, ne *savent plus que faire*. On se berce de ces attentes, et l'excès même de l'horreur fait d'une certaine manière supporter l'excès expiatoire de l'humiliation.

Un jour enfin, excédé et écrasé de la honte de ces reniements, le cœur de la France, s'il en reste un lambeau, se tournera sans doute avec amour vers l'homme que le torrent de l'erreur publique n'a pas ébranlé un instant, et dont la main loyale s'offre à ce malheureux pays pour l'appuyer sur Dieu. Henry de France voit cette inénarrable misère d'une nation contrainte sur les plus graves questions de son existence et de son âme, à se tourner vers un vieillard frivole et à lui dire : Faites comme vous voudrez ! Il voit cette proie facile aux ambitions vulgaires, et ne veut pas l'acheter au prix du mensonge qu'elle lui demande, parce que ce mensonge non plus ne la sauverait pas. Il aime mieux ne point régner que de n'être pas un roi chrétien. Que Dieu lui rende l'honneur qu'il daigne encore nous faire, et que peut-être nous ne méritons plus !

CCXVIII

27 juillet.

LES INCENDIES.

L'incendie du palais archiépiscopal de Bourges épouvante les honnêtes gens plus qu'il ne les étonne. Ils s'attendaient à quelque chose, il y a déjà longtemps. A Bourges, on dit : *Ce n'est pas tout!* comme à Paris on dit : *Ce n'est pas fini!* Partout, en France, court et s'obstine un pressentiment qui fera les affaires de la terreur et qui est déjà la terreur. La société menacée sent qu'elle n'est pas protégée, qu'elle ne sera pas défendue. Elle ne sait plus où sont ses forces, si elle a encore des forces. En tout cas, elle est coupée, tournée, sans tête et sans mot d'ordre, en présence d'un ennemi qui manœuvre avec assurance, qui est sourd à la raison comme à la pitié, et qui ne peut pas même se trahir.

Le pays se demande ce que fait l'Assemblée. L'Assemblée se demande ce que fera M. Thiers. Elle vote que M. Thiers a toute sa confiance. Elle voudrait bien en être sûre ; mais elle le vote préalablement. Cependant M. Thiers s'occupe de reposer les balustrades de la place de la Concorde, rêve de recomposer la fortification de Paris, qui a déjà si bien réussi deux fois, et fait des tours de son

métier pour trouver une solution de la question romaine, qui contente à la fois les évêques et M. Gambetta. Bon pour M. Thiers. Mais que penser de cette Assemblée *souveraine* qui regarde, qui s'effare secrètement, et qui laisse néanmoins le ronge-maille révolutionnaire couper ainsi tous les jours un peu le filet dans lequel la bête féroce, ivre de carnage, s'est par fortune laissée choir? Encore quelques coups de dents et ce sera fait; le filet, s'ouvrant et se renversant, retombera sur la société captive.

Quelle ironie que l'histoire de toute cette année de catastrophes, dont chaque page, chaque ligne, chaque mot, est un plus amer et plus mortel affront! Que de Sedans politiques après le Sedan militaire! Que de capitulations de tous genres devant toute espèce d'ennemis! Ils ont tant crié contre les hontes du dernier régime! Ils n'auront pas eu besoin de dix-huit mois pour dépasser de beaucoup tout ce qu'il a pu accumuler de rare et de funeste en dix-huit ans. Ils ont creusé d'autres abîmes, ils y ont versé d'autres fanges. Des impérities et des fourberies plus basses nous engagent sur un plan de décadence plus à pic et plus inexorable à remonter.

Se peut-il que personne n'y songe, ou ne s'en indigne, ne fasse au moins un effort, ne jette au moins un cri? Il semble que ce serait un soulagement si une voix seulement s'élevait dans cette assemblée souveraine, et faisait remarquer, pour le simple honneur de la bonne foi, sans autre utilité et sans autre espérance, que les Chambres de l'Empire ne furent pas aussi muettes, aussi serviles, aussi adulatrices

envers Napoléon III qu'on l'est aujourd'hui devant M. Thiers, et n'abandonnèrent pas aussi persévéramment la cause de la société !

CCXIX

24 août.

COMPLÉMENT DES ANNÉES DE PIERRE. — LE PAPE ET LE ROI.

Voilà que Pie IX a rempli les années, les mois et les jours de Pierre, et double glorieusement, toutes voiles dehors, à travers tous les orages, ce cap de la durée, que la barque éternelle n'avait jamais franchi. Dieu nous fait bonne mesure de grâce et de miracle. Certes, nous avons de justes sujets d'alarmes; mais il semble que nous n'espérons pas autant que Dieu lui-même nous y engage. Dieu pose sous nos yeux quelque chose de plus grand que tout ce qu'il laisse crouler.

Aux négations universelles du siècle révolutionnaire, l'Église, par la grâce de Dieu, a opposé l'acte de foi le plus grand, le plus absolu, je dirais volontiers le plus audacieux qui ait été fait parmi les hommes. Depuis le *Tu es Christus* de Pierre, rien de si haut n'a été dit sur la divinité du Christ que le *Tu es Petrus* du Vatican. Par cette affirmation triomphante de la foi, toute négation contraire est abolie. Les rois, les républiques, les peuples, les césars et les

soudards peuvent dire ce qu'ils voudront ; les volcans peuvent s'ouvrir, les laves peuvent couler : c'est la parole de foi qui prévaudra dans le genre humain. Quoi qu'il arrive, la montagne d'erreur obéira à la parole de foi ; elle se déplacera d'elle-même et se jettera dans la mer. Jésus est le Christ fils de Dieu, et Pierre est le vicaire du Christ. Le vicaire du Christ demeure et demeurera le vainqueur et le roi du monde.

A cette parole une autre a répondu des entrailles et des hauteurs du monde ; une parole royale, un *Amen* retentissant. Il y a dans le monde un prince selon le cœur de Dieu, et ce prince, s'unissant à la foi de l'Église, a confessé la royauté suprême du vicaire du Christ.

Il existe donc un Pape et un Roi. Ce sont les deux mains dont Dieu se sert pour régir, gouverner et au besoin refaire le monde, et ces deux mains sont d'accord. C'est tout ce qu'il faut pour que l'ordre soit rétabli dans la société humaine.

Sans doute, il y a des difficultés. Il y a M. de Bismark, il y a M. Thiers, il y a M. de La Bédollière, que je n'inscris pas ici pour rire. On sait que j'ai toujours compté M. de La Bédollière pour beaucoup. M. de La Bédollière est la langue de l'esprit d'Havin. Il est la grosse difficulté. Il est la pièce sans laquelle M. de Bismark et M. Thiers pèseraient fort peu et ne poseraient sur rien.

Mais il y a aussi l'Internationale, qui arrangera cette difficulté-là. L'Internationale dissoudra M. de La Bédollière.

Il importe fort peu que le roi soit aujourd'hui sans couronne et sans épée, comme le Pape est sans territoire. Aujourd'hui comme toujours la force véritable est dans le droit qui reconnaît et confesse le principe. Le besoin de vivre fera le reste.

Il n'y a pas de société révoltée à qui le besoin de vivre ne fasse accepter un chef, et nous le savons tous très-bien.

Et le chef qui se fera longtemps obéir sera celui qui voudra et saura lui-même obéir à Dieu. *Vir obediens loquetur victoriam.* Voilà le secret de la royauté. La royauté l'avait perdu; Henry de Bourbon le retrouvera et le réapprendra au monde.

CCXX

28 août.

M. THIERS.

I

La vraie politique de M. Thiers est sa personnalité, laquelle tient plus de place qu'elle n'est grande. On parle de décadence : il est aujourd'hui ce qu'il fut toujours, agile, audacieux d'esprit, borné sur quantité de points et sur sa propre valeur; irrésistible à force d'adresse, s'il savait se résister à lui-même et s'empêcher de courir sur le parapet jusqu'au point fatal où il *n'enjambe* plus. En sa longue vie, il

a fait maintes culbutes graves. Elles lui ont réussi parce qu'il s'est toujours relevé, mais il a toujours recommencé. Présentement il se hâte vers la dernière. Elle sera mémorable pour lui, et probablement, hélas ! pour nous. Il y perdra le bénéfice qui lui reste de toutes les autres, sa renommée surfaite d'homme d'esprit et de fin politique. Nos pertes, à nous, seront plus longues à additionner. Le malheur de M. Thiers est d'avoir vu dans sa jeunesse un général *qui lui parut de belle taille ;* le nôtre est d'avoir mis notre confiance dans ce César de marais.

Pour bien comprendre M. Thiers, il faut se souvenir du temps où il est né et des facilités de la fortune politique sur le courant qui le prit au berceau. Il date de 1797. On peut l'appeler un *louveteau* de la Révolution. Il ne reçut de l'ancien ordre social détruit que le baptême, dont personne jamais ne lui apprit à faire grand cas. Lorsqu'on le mit à l'école « sous les auspices d'un magistrat libéral, » dit Vapereau, la race révolutionnaire était assise. Elle régnait lorsqu'il entra dans la vie publique, bachelier, avocat, lauréat d'académie, ignorant de toutes choses divines et quasi de toutes choses humaines, mais bien résolu de s'attribuer un grand emploi.

Il semblait qu'on l'attendît. Il trouva tout de suite des patrons et n'eut point le temps de gueuser, comme tant d'autres, survenus depuis, qui se sont enflés de haine contre l'ordre social, parce qu'ils avaient peine à percer. Laffitte lui ouvrit le *Constitutionnel ;* son talent était à la juste mesure de ce monde subalterne et victorieux. Rien ne le tenta de

faire le serment d'Annibal, ni pour lui qui ne manquait de rien, ni pour d'autres qui pouvaient manquer de tout sans qu'il éprouvât le besoin de leur rien donner.

Il y a deux choses dont M. Thiers a toujours ignoré l'existence, envers lesquelles du moins il ne s'est jamais cru lié d'aucun devoir : Dieu et le peuple. Par la grâce de la Révolution, qui a créé la Bourgeoisie, il est né pour gouverner la Bourgeoisie. Seulement cette Bourgeoisie de 89, qui entend être elle-même son culte, ses traditions et son avenir, il l'appelle la France. Le reste lui est inconnu et lui devient aisément odieux. C'est l'aristocratie ou la « vile multitude. » Il est conservateur de la Bourgeoisie, destructeur ou dominateur du reste.

Il entra donc dans la Bourgeoisie comme chez lui, et cela commença tout de suite d'aller tout seul. Ce petit garçon de vingt-quatre à vingt-cinq ans, descendant du coche de Provence, ne rencontra point d'obstacles. Malgré de nombreuses disgrâces de taille, de mine et de tenue, malgré sa voix qui rappelle la corneille de Virgile évoquant la pluie, *improba voce*, il s'installe soudain dans les journaux, dans les salons, dans la politique, dans la littérature, jusque dans les arts. M. About, qui a tant raté, avec tant d'aptitudes supérieures, doit s'étonner des commodités de ce temps-là. M. Thiers ne savait pas encore ce qu'il voulait, et le sceptre accourait à ses mains. C'était vraiment le dauphin de la Révolution. Elle le reconnaissait et préparait son règne. On voit apparaître autour de lui ses janissaires, ses capitai-

nes, ses rivaux qui seront battus, c'est-à-dire qui recevront le croc en jambes.

De 1823 à 1827 (quatre ans !) il publie les dix volumes de l'*Histoire de la Révolution*, et ce fatras périlleux n'est point méprisé. En 1829, il est l'ennemi capital du gouvernement. Il fonde le *National* et ses articles battent le trône. Les barricades surgissent ; il n'est pas derrière, mais il se tient près, et enfin, le 9 août 1830, Louis-Philippe est roi des Français et M. Thiers sous-secrétaire d'État. Il mène Laffitte, son ministre ; il se met en train d'allumer le feu dans le monde. Il parle de franchir le Rhin et les Alpes, de délivrer la Pologne et l'Italie.

On entrave ce zèle ; Laffitte tombe, M. Thiers fait semblant de tomber ; première culbute. C'était le 13 mars 1831. Le patron Laffitte devient chef du *mouvement ;* le 5 avril, M. Thiers passe avec éclat au parti de la *résistance*, accepte les traités de 1815, refuse la Belgique, défend l'hérédité de la pairie, se fait chérir du bourgeois conservateur dégrisé du vin de Juillet. Le Roi et les Chambres le jugèrent seul capable de succéder à Casimir Périer, enlevé par le choléra.

C'est durant ce ministère que M. Thiers s'entendit avec le juif Deutz et débarrassa Louis-Philippe de la duchesse de Berry. Peu de temps après, ministre des travaux publics, il commença d'embellir Paris et de ressusciter l'Empire. Il emprunte cent millions, replace Napoléon sur la colonne, termine l'Arc de Triomphe, achève l'hôtel du quai d'Orsay et met une fontaine à la place du monument expiatoire de l'as-

sassinat du duc de Berry. On voit l'homme. Selon Vapereau, « c'est la belle époque de la vie politique de M. Thiers. » La vie politique de M. Thiers n'a jamais perdu ce genre de beauté. En ce temps-là, ses chers républicains l'importunaient; pour se délivrer d'eux, il ranimait le souvenir du maître. Il montrait le bâton et s'efforçait d'élargir la pâtée. Contre les idées et les appétits révolutionnaires, son art ne va pas plus loin.

Mais quelque chose lui manquait. Il n'était pas premier ministre, et il ne trouvait pas de premier ministre ni de majorité qui se voulussent passer de M. Guizot. Attelé à ce rival sous divers présidents, il finit par sortir du ministère, fit ainsi sortir le compagnon, et rentra le premier, par un détour où le prince de Talleyrand, qui l'estimait, lui prêta la main. Ce fut un malheur pour lui d'être estimé de cet évêque. Le voilà premier ministre avec le portefeuille des affaires étrangères. Incontinent il songe à guerroyer. La vision impériale l'a tourmenté toutes les fois qu'il s'est vu seul. M. Guizot disait : *La paix toujours*, c'était la politique conservatrice; M. Thiers, étant seul, dit : *La guerre partout*, c'est la politique libérale. Il voulait intervenir en Espagne. Pourquoi? Il n'en donna jamais de bonne raison, sinon qu'il eût pris plaisir à montrer ses talents militaires. Mais tout frémissait à la pensée d'une prise d'armes; on sentait gronder la Révolution. Le prudent Louis-Philippe arrêta les frais, M. Thiers se retira; culbute. Sa présidence avait duré six mois, et il n'en pouvait plus.

Du 25 août 1836 au 1er mars 1840, il fit de l'opposition, ce qu'il en fallait pour s'entretenir populaire et cependant *possible*. En même temps, il s'abandonnait à la dangereuse contemplation du Consulat et de l'Empire, et se préparait à en écrire, sans se garder assez des négligences et des longueurs. Homme d'opposition ou ministre d'opposition, c'est un bon poste pour être loué, mais détestable pour rencontrer la critique et apprendre à écrire. *Jamais surintendant ne trouva de cruels*.

Le 1er mars, M. Thiers rentra ministre des affaires étrangères et président du conseil. De nouveau, fidèle à lui-même, il chercha noise à l'Europe. Ce fut le temps de son amour pour Méhémet-Ali. Ce pacha lui semblait le premier ou peut-être le second grand homme de l'Europe. L'Europe se coalisa contre son pacha et surtout contre lui.

Un matin, en ouvrant ses journaux, il apprit, non sans étonnement, qu'un traité conclu à Londres excluait la France du concert européen. Il ne se démonta pas et sonna au contraire un branle-bas général, qui pour le coup allait mettre le feu aux poudres. C'était sa résolution bien formelle de faire triompher Méhémet-Ali. Appel des classes, mobilisation des gardes nationales, fortifications de Paris, envoi de la flotte dans la Méditerranée, il n'omit rien ; mais il eut le crève-cœur de n'intimider que la France gouvernementale, y compris lui-même.

Dans les théâtres et dans la rue, le « peuple » commençait à chanter la *Marseillaise*. La *Marseillaise* vaut sans doute une armée, l'*Histoire de la Révolution* l'a

beaucoup dit. Mais, en 1840, personne ne voulait de cette armée, et M. Thiers, au fond de son cœur, n'en voulait pas plus qu'un autre. Il offrit sa démission deux fois, et Cousin, l'un de ses collègues, vint dire au roi : « Sire, mettez-nous bien vite à la porte, ou sinon le feu va s'allumer partout. » Le 29 octobre, M. Thiers se retira définitivement. Ce second ministère de M. Thiers avait duré sept mois. M. Guizot en a vécu huit ans.

II

Les huit années de M. Guizot parurent longues à M. Thiers dès le commencement. Peu à peu, probablement assez vite, le roi de Juillet, qui se passait trop de lui, périclita dans son cœur, et il forma le dessein de le renvoyer à Neuilly, où dix années auparavant, de la part de Laffitte et de la Révolution, il était allé le prendre. Ces grands seigneurs politiques, sous tous les régimes, sont volontiers les mêmes. Ils ne se contentent pas de mener bellement la vie, d'être riches, de trôner dans le monde, dans les Académies, à la tribune, d'élever leurs créatures, d'arrondir leurs affaires : leur superbe ne veut rien supporter longtemps au-dessus d'eux, et s'ils ne peuvent se procurer le plaisir de gouverner absolument l'État, ils prennent sans scrupule la distraction de le troubler. *Le roi s'amuse!* Et que veut-on que fasse un roi qui ne prie pas?

Dans les beaux ennuis de sa grandeur oisive, M. Thiers s'amusait à faire de l'opposition. Son opposition taquine, inutile, qui n'avait pas une miette

d'idée à mettre sous la dent de l'intelligence humaine, se sentant de plus en plus terrassée par l'ascendant conservateur, s'irritait de plus en plus et tournait de plus en plus à la sédition révolutionnaire. Il devint l'homme de la vieille gauche, ennemie du trône et de l'autel. Il se coalisa avec Eugène Sue et Véron dans le *Constitutionnel*, avec l'Université dans les Chambres, contre la liberté d'enseignement, et fit avorter ce qu'il y avait de conscience libérale en M. Guizot. Il fut le Mottu du moment. Il monta une affaire de tribune contre les jésuites, et il obtint un *ordre du jour motivé* qui les mit sous le coup de la proscription. Cet acte parlementaire, d'ailleurs éludé par le bon sens de M. Guizot, détermina Ollivaint à entrer dans la compagnie de Jésus, où il devait, vingt-six ans après, rencontrer sa glorieuse mort; mais M. Thiers, alors associé du *Juif errant,* pourrait se demander devant Dieu s'il est bien innocent des haines stupides qui ont provoqué cette mort. Quant à croire un mot de tout ce qu'il avait débité contre les jésuites, jamais son esprit ne se donna pareil travers; tout simplement il refaisait sa popularité, il s'amusait.

Il continua le jeu et s'y anima de plus en plus jusqu'aux approches de février 1848. On sentait la Révolution venir, il ne recula pas. Il poussa ferme à la campagne des banquets. Le repas sonné, on ne le vit point à table; mais comme en juillet 1830, il était dans la cantine, versant le vin. A la tribune, il donna furieusement sur toutes les thèses de l'Opposition. Au gré de Vapereau, « jamais il ne fut plus éloquent

« ni plus agressif. Il protesta contre les massacres de « la Gallicie, le bombardement de Palerme, etc. ; il « reprocha au gouvernement une coupable condes- « cendance à l'égard de l'Autriche et son indifférence « à l'égard de l'Italie ; il critiqua sa politique dans « l'affaire du Sonderbund ; il déclara enfin qu'IL ÉTAIT « DU PARTI DE LA RÉVOLUTION EN EUROPE ET QU'IL NE TRA- « HIRAIT JAMAIS SA CAUSE. » Vapereau ajoute : « M. Thiers *avait reconquis sa popularité.* Dans les cercles, dans les cafés, on lisait à haute voix ses discours, comme en 1830 ses articles du *National.* » Le beau joueur !

On sait la suite. Comme en 1830, Louis-Philippe orna son conseil de M. Thiers victorieux. L'homme populaire redevint premier ministre. Mais, cette fois, tandis qu'il levait le pied pour monter dans le char de l'État, le char partit subitement, transformé en corbillard, et le premier ministre culbuta. Louis-Philippe rentra à Neuilly et en sortit bientôt par la porte de Londres. M. Thiers, premier ministre, devait présenter à la Chambre madame la duchesse d'Orléans, régente (contrairement à ses anciens avis) ; mais il vint seul, déclara qu'il n'y avait rien à faire, et s'éloigna soudain. On a parlé d'une perruque blonde et de lunettes vertes qui le rendaient méconnaissable. Il a contesté ces détails. Ce qui est certain, c'est que la duchesse d'Orléans attendit en vain son introducteur, que la Chambre ne le vit point ou le vit peu, et qu'il disparut. Lorsqu'il se remontra, au mois de juin, il était absolument conservateur. On voit que cet homme de mérite excelle à se répéter. Il se lève

et se couche comme le soleil. Seulement, lorsqu'il se lève conservateur, il se couche républicain.

III

Il fut très-conservateur tant que dura la république pure; antiproudhonnien, cavagnaquiste, finalement bonapartiste. Il ne contribua pas peu à faire le 10 décembre, et se maintint dans la veine conservatrice encore par delà. Il vota l'expédition de Rome, la loi de l'instruction publique (jésuites inclus), la suppression des clubs, la loi électorale restrictive du suffrage universel. Comme il avait été Périer après avoir été Laffitte, il était Guizot après avoir été Mottu. Il gouvernait la réunion de la rue de Poitiers, coalition de tous les partis conservateurs contre la République. Mais, à tous ces partis, il fallait une tête, qui ne pouvait être la sienne. Cette tête, pourtant placée de ses mains, lui apparut un jour moins postiche qu'il n'avait cru. Il s'écria trop tard : *L'Empire est fait!* Ce mot juste, mais imprudent, n'y mit que la dernière façon. L'Empire était si bien fait, que ce ne fut rien, quelques mois après, d'emballer M. Thiers, de le rouler jusqu'à Francfort et de lui permettre de revenir.

Il revint, s'enveloppa et se tint coi, livré à l'histoire, aux beaux-arts, dit Vapereau, et à la gloire. Il eut un grand prix de littérature. S'il se connaît bien et s'il peut s'étonner de quelque chose, cette fortune a dû l'étonner plus que les autres. De temps en temps, on se demandait pourquoi il n'était pas ministre de l'Empire, et qui de lui ou de l'Empereur ne le voulait

point? En tout, ils semblaient faits l'un pour l'autre. Il a vu Napoléon III, son admirateur officiel, accomplir dans la politique, dans les arts et dans la voirie, à peu près tout ce qu'il avait lui-même commencé, essayé et rêvé. Les bonapartistes ne disent pas assez que leur prince est tombé sous la coalition des ingrats et des jaloux. L'histoire du second empire répond également aux *desiderata* de M. Thiers et à ceux de M. Hugo. L'on comprend que Napoléon III n'ait pas appelé M. Hugo, à cause du ridicule; c'était assez de porter M. Duruy. Mais qui l'a empêché d'employer M. Thiers? Nous n'y voyons, quant à nous, d'autre cause, sinon que le gendre de madame Dosne se soit cru trop grand pour servir le fils de la reine Hortense.

Nous ne savons si M. Thiers, voyant le second Napoléon s'engager dans la politique qu'il avait lui-même indiquée et commencée durant tout le temps de Louis-Philippe, s'est aperçu que son vainqueur, resté son disciple et devenu son émule, lui préparait une revanche.

En tout cas, la revanche s'est offerte, il l'a prise. Nous ne l'accusons pas d'en avoir joui. Elle a écrasé Napoléon, mais elle n'a pas moins humilié la France et puni sa longue complicité dans les œuvres de la Révolution.

Devant ce châtiment qui pouvait, qui devait nous sauver, M. Thiers, hélas! est resté aveugle et sourd. C'est là ce qui le juge et ce qui montre l'irrémédiable frivolité et le *tuf* toujours proche de cet esprit en apparence si riche. Il est stérile, imperméable à la lu-

mière, au sang, à la foudre. La foudre le frappe et ne l'ouvre pas. La lumière, les larmes et le sang l'inondent et n'y font rien germer. Il a vu cette année formidable, ce cataclysme et tous les nuages amoncelés par l'esprit et les institutions révolutionnaires crevant à la fois pour nous accabler; il a vu nos désarrois perpétuels, nos infécondités inexorables, nos impuissances honteuses, et il reste obstinément bâté de ses conceptions de 1830, plus révolutionnaire que jamais. La France, éperdue, épouvantée de ne pouvoir trouver un homme, s'est comme agenouillée devant lui. Elle lui a donné un blanc-seing pour la reconstituer en lui proposant un chef durable à qui tout esprit sérieux se pût rattacher honorablement : il n'a vu que lui et n'a offert que lui-même; abusant de la misère publique, il s'est audacieusement, peut-être faudrait-il dire ingénuement, recommencé.

Voilà l'homme qui n'a rien appris en quarante années de pratique des affaires, et à qui rien n'a pu faire oublier cette parole de Satan que la Révolution souffle à toute oreille humaine : Tu seras roi! Il veut être roi, il veut exercer sa royauté; il s'amuse à monter dans le carrosse d'or qui le peut mener avec plus de pompe au cimetière. Sur son oreiller de vieillesse, il joue avec ce triste débris de nation dont une autre main referait la France. Cluseret écrivait d'Amérique à ses amis les incendiaires : *Nous, ou le néant.* M. Thiers ne dit pas autre chose; seulement il ignore son impiété.

L'Assemblée nationale permettra-t-elle à M. Thiers de se recommencer et de se poursuivre? Alors il

est facile d'achever son histoire. Pour se tirer des inextricables embarras où son génie s'est aventuré et s'enfoncera de plus en plus, pour prouver qu'il ne baisse pas et pour achever de se tailler une statue qui résiste au temps, ce fétu vieilli imaginera de combattre le feu de la sédition par le feu de la guerre.

Puis l'heure viendra de ne plus se flatter de vaincre ou de mourir, et alors, ne marchandant plus avec la sagesse, le dictateur, un soir, sortira de son palais par une porte dérobée, s'en ira dans quelque coin contempler ses funérailles et donner un dernier tour à l'inscription de son monument.

CCXXI

30 août.

DISCOURS DE M. DE TROISÉTOILES.

M. de Troisétoiles, honorable député, parle peu dans la Chambre ou ne parle pas. Ce n'est point faute d'idées ou de cœur, mais faute d'estime pour ses semblables, auxquels il espère ne pas ressembler parfaitement. Ayant étudié les Assemblées, il se persuade que les hommes n'y sont plus ce qu'on les voit ailleurs ; que les plus hardis y deviennent faibles, les plus pacifiques turbulents, les plus décidés irrésolus; que ceux qui aiment habituellement l'originalité n'acceptent là que le lieu commun; que la

clarté les blesse à les faire crier; que la sincérité leur déchire les oreilles et les rend furieux; qu'enfin, faisant partout une recherche particulière de la vérité, ils refusent absolument de la voir lorsqu'ils sont assis ensemble dans leur local à fabriquer les lois! — Une fois là, dit-il, ces gens de bien n'ont de considération que pour la feinte et même pour la fraude; ils estiment qu'on ne leur rend pas ce qui leur est dû si l'on ne cherche à les entortiller. Le plus naïf se pique de cette escrime, le plus incapable de mentir méprise et redoute celui qui ne se donne pas un badigeon de fourberie. C'est le bel usage; on se perd en y manquant. On gagne une réputation d'excentrique, d'enfant terrible et, pour tout dire, de propre-à-rien.

Et comme je sens que j'ai quelque chose à dire, ajoute ce député, voilà pourquoi je ne parle pas.

Or, ces jours-ci, se trouvant seul de son espèce au milieu de plusieurs dames de sa famille, il les distribua en droite, gauche, extrême droite et extrême gauche; il en mit deux ou trois au centre pour figurer la droite et la gauche modérées et fusionnées; et il leur tint le discours suivant, qu'il compte ne pas prononcer dans la discussion de la proposition Rivet :

Messieurs,

Nous nous égarons fortement quand nous nous proposons, les uns de faire une constitution, les autres de faire un homme. Suivant moi, la constitution n'est pas à faire par nous, et l'homme qui fera ou plutôt qui *sera* la constitution, est fait beaucoup mieux que nous ne le saurions faire. On ne fait pas

comme cela un homme, surtout celui qu'il nous faut et qui nous manque. Il nous manque, messieurs, parce que nous le manquons, et tout nous manque avec lui. Je ne développerai pas ce point, contesté par quelques opinions, mais admis par toutes les consciences.

Nous nous disons constituants. Je crois que nous le sommes bien un peu. Néanmoins il y a du louche. Si quelqu'un disait que nous sommes *reconstituants*, je serais tout à fait de son avis. La France est un grand corps destitué, et quelle destitution? Décapité! Les membres broyés, ne pouvant plus rien, risquant de n'être bientôt plus rien, nous ont choisis dans un moment de grand malheur, c'est-à-dire de grande lumière, pour reconstituer ce corps toujours frémissant, mais, hélas! non plus agissant. Voilà de quoi, pour ma part, j'ai été chargé.

A DROITE ET AU CENTRE. — Nous aussi! C'est cela! (A gauche, rumeurs.)

M. DE TROISÉTOILES. — Eh bien, messieurs, pour reconstituer un corps, il ne suffit pas de lui jeter un manteau sur les épaules, ni de lui mettre un papier dans la main, ou un sabre au côté, ni de prendre ce qu'il peut encore avoir d'argent dans la poche. Il faut lui donner une tête. (*A droite*, rumeurs; *à gauche*, tumulte.)

VOIX DE L'EXTRÊME GAUCHE. — Jamais de tête! L'ordre et la liberté par l'*an-ar-chie!*

VOIX AU CENTRE. — Pour constituer, il faut une constitution,

M. DE TROISÉTOILES. — Une constitution n'est pas une tête, c'est un papier.

VOIX AU CENTRE. — On met la tête dans la constitution.

M. DE TROISÉTOILES. — La constitution doit sortir de la tête et non pas la tête de la constitution. Nous ne ferons rien d'une tête sur le papier Qui voudrait dire ici que ses électeurs lui ont donné mandat de faire une constitution et lui en ont fourni le programme? Si un vote de l'Assemblée venait à déclarer ce cas inopiné, je propose un moyen d'abréger la besogne et de *constitutionner* immédiatement le pays. Tirons du grenier les constitutions votées depuis quatre-vingts ans, numérotons-les, jetons ces numéros dans le bonnet de police du caporal de

garde, mêlons, tirons par la main du plus jeune de nos huissiers, et, séance tenante, jurons la constitution qui sortira. Elle aura le double mérite d'avoir déjà servi et d'être déjà cassée. D'ailleurs, nous la soumettrons au peuple. Pour moi, je crois pouvoir répondre de l'adhésion de mes commettants. Ils ne sont pas moins que d'autres accoutumés à se voir bernés. (Cris : A l'ordre!)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur de Troisétoiles, votre langage, également en dehors des règles parlementaires et des convenances, outrage également l'Assemblée et le pays. Je vous rappelle à l'ordre.

M. DE TROISÉTOILES. — Monsieur le président, je sais que l'Assemblée est respectable même en négligé, et le pays aussi, quoique misérable par sa faute. Je n'ai pas voulu les offenser. Je prétendais, au contraire, les honorer en essayant de leur faire accepter le loyal langage du bon sens. Pour faire court, j'accepte le rappel à l'ordre, d'autant plus volontiers qu'il ne me reste rien à dire sur la question de constitution. Je reprends donc, et je viens à l'idée plus bizarre de créer un homme capable de nous sauver. Je dis que nous ne pourrions jamais faire cet homme, et j'ajoute que, par grâce et miséricorde de Dieu, cet homme est fait. Nous avons le choix de l'accepter ou de le rejeter; notre pouvoir ne va pas plus loin.

M. LE PRÉSIDENT. — Rien ne borne le pouvoir de l'Assemblée. (Applaudissements unanimes.)

M. DE TROISÉTOILES. — J'aurais tort de contredire M. le président; mais, pour moi, je me borne à croire que rien ne borne le pouvoir de Dieu. (Rires *à gauche*, hésitation et rumeurs *à droite*.)

(*Un honorable membre de l'extrême gauche se lève, se hérisse, étend les bras et se rassied.*)

M. DE TROISÉTOILES. — Je veux être très-court sur ce sujet délicat. Je me borne à vous défier... (interruption : *A l'ordre !*) Pardon ! à vous rappeler qu'en fait d'homme à élever au-dessus des autres, vous ne pouvez, sauf un seul, trouver dans toute la France qu'un chef de parti. Or, un chef de parti n'est pas une tête générale, mais simplement une tête de parti. Et en-

core est-ce une tête? Moi, j'en doute. J'en vois plus d'un qui n'est qu'une langue... (Rumeurs. — Interruption), deux langues, si vous l'aimez mieux. Je ne voulais pas le dire par respect. Deux langues, ce n'est point un avantage, puisqu'alors il y a contradiction entre elles. D'autres ne sont ni tête ni langue et ne sont qu'un sabre, hélas! toujours ébréché en quelque endroit; d'autres ne sont qu'un fourreau ou qu'une fiole, et qu'y a-t-il dans le fourreau et dans la fiole? Nous n'en savons rien. Tête sans langue ou tête à langue double, sabre ébréchée fourreau vide ou à plusieurs lames inconnues, fiole plein, d'eau ou pleine de pétrole, je ne vois toujours là que des instruments de parti, et point du tout le fondé de pouvoir qu'il nous faut. Mettez ceci ou cela au sommet, vous n'aurez toujours décrété que la prépondérance d'un parti; par conséquent, rien de fait. Point d'autorité, point d'ordre, point de justice, point d'adhésion générale; la tête manque toujours, l'anarchie s'aggrave, la guerre civile s'allume et nous périssons.

VOIX AU CENTRE. — Nous crions : Vive la France! et nous sommes sauvés.

M. DE TROISÉTOILES. — Quelle France? (Silence.) Il n'y a qu'un homme en qui soit vraiment la France, et à qui la France se puisse vraiment rattacher. Un seul qui puisse et veuille ne pas appartenir à un parti et qui soit en mesure de former un seul parti de tous les partis, parce qu'il n'a rien à refuser à aucun de tout ce qui serait bon à tous, ni rien à garder pour lui qui ne soit utile à tous comme à lui-même.

VOIX DIVERSES. — Nommez-le !

M. DE TROISÉTOILES. — Vous le connaissez bien. Ceux qui le refusent ne s'écartent que parce qu'il les réunirait. Ils aiment mieux l'anarchie qui leur laisse espérer la domination.

VOIX NOMBREUSES. — Nommez-le! nommez-le!

M. DE TROISÉTOILES. — Il a deux noms : un nom de baptême, entendez bien cela : Henry; et un nom de famille : LA FRANCE!

. . . . . . ?

CCXXII

1er septembre.

On se sent fragile, on ne veut pas bouger de peur d'accident, tout le monde craint avec raison de se casser quelque chose, l'on finit par rester en place après avoir bien crié : *Allons!* Ainsi à l'Opéra : les chœurs font rage, se menacent du poing, avancent d'un pas, s'arrêtent pour écouter le groupe des sages ou celui des femmes éplorées, donnent aux premiers sujets le temps de chanter leur morceau, puis se dispersent en silence, parce que l'heure du dénouement n'est pas venue. La Révolution française a cela de particulier qu'elle en est toujours au premier acte. Sans doute, d'une certaine façon l'acte se termine. Quelqu'un vient qui dit, comme l'Italien excédé : *Finiamo questa musica !* Le public applaudit, la toile tombe sur un couronnement. Mais bientôt la scène se rouvre, et l'acte sempiternel recommence. Dans les ateliers de peinture, on a une *scie* qui caractérise en perfection notre siècle révolutionnaire et tout son progrès.

Si cette histoire vous embête,
Nous allons la, la, la recommencer!

Malheureusement on se tue. Il ne semblait pas que

la France eût été mise au monde pour n'y plus faire que cette figure de bouffon sanglant.

Et voilà M. Thiers installé dans la dignité de M. le maréchal Serrano. Il n'y manque que le titre de *sérénissime*. Nous n'avons plus ce qu'il faut de style pour soutenir de si beaux titres. D'ailleurs M. Thiers aime la simplicité. Il ne supporterait point d'être appelé altesse, ni monseigneur, ni de s'introduire dans un pantalon à bandes, ni de mettre une plume à son chapeau. Il sera Monsieur le Président, tout simplement, à l'américaine. Au fond, cependant, c'est la pauvre Espagne que nous imitons. Si nous n'y sommes pas tout à fait, ce nouveau régime est le bon chemin. Déjà nous voyons pousser un Prim. On dit que les Piémontais, qui ne doutent de rien, ne sont pas sans quelque dessein et sans quelque espérance de nous fournir un Amédée. Dame!... Une fois que nous aurons un Prim, nous en aurons cent. Le terroir est fumé pour cette graine.

Ainsi M. Thiers, « l'ami de la Révolution en Europe et qui lui sera fidèle, » selon l'un de ses serments, auquel on se peut fier plus qu'aux autres; M. Thiers, qui a jusqu'à présent exécuté le pacte de Bordeaux en remplissant la France de fonctionnaires choisis par M. Picard, M. Dufaure, M. Favre et M. Simon; M. Thiers, qui tient la main de la France dans la main de l'Italie, qui remplit au-delà tout le plan de Napoléon sur Rome, qui consent à plus même que Napoléon Jérôme ne demandait, M. Thiers mène le pauvre char disloqué par le boulet prussien et le boulet international! Un vote quasi unanime l'a

hissé à ce poste. On a bâclé cela d'un commun accord, qui faute de pire, qui crainte de mieux, qui dans l'espoir de dormir une heure de plus ; qui, et c'est le grand nombre, à dessein de ne rien faire du tout. « Ceux « qui pensent comme moi, a dit M. Baragnon, vote« ront pour le nouveau titre donné au chef du pou« voir exécutif, bien convaincus qu'il ne signifie « rien. (Approbation et rires.) » Dieu veuille que ce soient ceux-là qui arrivent au but !

Ils ont pris leurs précautions. Le sérénissime est ingénieusement ankylosé par le diplôme qui l'institue. Dans Homère, ainsi le prudent Ulysse entoure sa malle de ficelles admirablement compliquées et de nœuds que le plus adroit voleur ne pourra défaire... à moins d'avoir un canif ! Mais le canif, chez les Grecs, n'est pas une arme prohibée.

Nous ne serions point sincères si nous disions que tout ceci nous laisse sans appréhension de l'avenir, et que nous comptons sur demain, ou sur ce soir. Nous aurions peur encore, quand même, selon le vœu de M. Baragnon, et selon notre appréciation personnelle, il n'y aurait rien de fait. Ce n'est pas un bien qu'il n'y ait rien de fait, lorsqu'il y a tant à faire et tant à défaire.

Hélas ! si M. Thiers voulait ne rien faire, nous y consentirions ; et de meilleur cœur encore nous voudrions qu'il fît bien, qu'il fût plein d'énergie, de grandes pensées, de désintéressements sublimes, et que Dieu lui donnât le temps de s'immortaliser.

Mais les choses qui portent M. Thiers ne sont pas emmanchées de ce côté-là ; et en les mettant au

mieux, M. Thiers nous semble organisé tout juste pour faire son petit pas dans le chemin de détresse où les pouvoirs perdent l'autorité, les peuples, la liberté, et le monde la beauté.

CCXXIII

2 septembre.

La lettre de M. Thiers, « président de République, » à toutes les *parties* de l'*Assemblée* (grammaticalement et politiquement le masculin serait plus correct), est moins rugueuse que la plupart de ses précédentes rédactions et communications.

« On s'aperçoit que l'élément académique s'est fortifié dans le conseil. En même temps la rhétorique se soigne et le ton s'adoucit. C'est le ton de l'homme heureux. L'ancienne Adolphine, parfois si âcre envers les maîtres et qui leur mettait si volontiers le marché à la main, dépose avec grâce le tablier de service en prenant la robe à queue. Devenue *Madame*, elle ne laissera pas de donner à la cuisine ses soins les plus assidus, — et toujours de bonne humeur! Elle veut qu'on soit bien chez elle.

Il y a des promesses joyeuses, d'une expression hardie : « L'Assemblée peut compter qu'uni pro-« fondément à elle d'intention *et de durée*... » Ainsi

cela ne finira point. On a une vision de Philémon et Baucis.

N'en disons pas plus long. Retirons-nous. Que rien de notre part ne trouble un si doux moment!

CCXXIV

3 septembre.

L'ANNIVERSAIRE.

Nous touchons au premier anniversaire du 4 septembre, la plus lâche peut-être de nos révolutions, la plus sotte certainement, et certainement encore la plus juste. Il n'y en a pas eu de plus inepte politiquement, de plus impie envers la France, ni de plus méritée. Aucune n'a plus facilement réussi, aucune n'a raté davantage et d'une façon plus humiliante. Elle s'est faite sans tirer un coup de fusil, mais le lendemain d'aucune autre n'a coûté tant de sang, roulé tant de fange, laissé sur le nom français tant de hontes.

Quel jour, quelles suites, quels désastres, quel avenir! Des combats sans gloire, des malheurs sans dignité, des forfaits sans repentir, des catastrophes peut-être sans remède; et tout semble avoir péri, sauf les traîtres, les gredins et les sots.

Il y a un an, il y a un siècle, et c'est encore aujourd'hui!

Plus de trois cent mille soldats français prisonniers, l'ennemi faisant litière de nos drapeaux, deux provinces amputées du sol ! La capitale s'est ouverte au vainqueur, et il en garde les portes ; après lui, la sédition l'a prise, l'a pillée, l'a assassinée, l'a brûlée, et si elle ne s'y voit plus maîtresse, elle s'y sent encore moins abattue !

Nous payons milliards sur milliards. L'étranger établi dans nos ruines y pèse les deniers de notre rançon. Mais ce n'est rien. Le désastre moral est plus grand et se peut dire sans bornes. L'âme du peuple demeure salie de spectacles immondes ; la justice défaille et laisse la morale publique en proie au cynisme des impunités.

Des hommes se sont donc levés il y a un an, qui, sourds à tout patriotisme ou à toute raison, en présence de l'ennemi déjà vainqueur, ont installé le désordre dans le pays envahi. Sans leur chercher d'autres crimes, ils n'ont eu ni cœur ni tête. Ils n'ont combattu que pour n'avoir pas été admis à traiter, et quel ennemi, les voyant en face et sentant les avantages qu'ils lui allaient faire, se fût privé du triomphe dont leur platitude intellectuelle et morale était le gage trop certain ! Sous de tels chefs, la France était d'avance battue. Mesurant l'obstacle, le général prussien put annoncer qu'il irait partout. Ils le crurent les premiers. Tapis derrière nos murailles, ineptes contre l'ennemi du dehors, lâches devant l'ennemi du dedans, pour sauver leur peau, ils passèrent cinq mois à nous crier de n'avoir pas peur. Ils ont abusé de tous les sentiments bons et mauvais qui pouvaient

couvrir leur bassesse et prolonger leur règne de mensonge et de destruction. Par leur faiblesse complice livrant tout à la canaille, par leur incapacité complice ne disputant rien à l'ennemi, ils ont ainsi fait deux parts de la France, l'une à la Prusse, l'autre à la sédition.

Et ces deux parts demeurent ; la Prusse et la sédition sont en possession et en jouissance, peut-être pour longtemps. Qui sait où en est la France aujourd'hui ? M. Thiers veut bien nous dire qu'avant peu la France, rebâtie de ses mains, saura se faire aimer « des peuples des deux mondes, » ce qui semble nous annoncer des traités d'alliance — et de désintéressement — avec toutes les nations de la terre, y compris le Mexique, la Prusse et l'Italie. Mais en attendant, nous sommes mal avec Dieu et avec nous-mêmes, et cette condition ne promet que de tristes et lourdes paix.

Cependant les hommes qui ont fait cela et préparé les suites se retirent en divers ermitages sans que leur fortune personnelle en ait souffert, et même plusieurs se sont amplifiés. M. Gambetta passe pour avoir maintenant du linge, M. Picard s'est arrondi, aucun obus n'a atteint le ministère de l'instruction et des cultes où M. Jules Simon réside toujours, et M. Jules Favre ne paraît devant les juges que pour plaider... Il y a des citoyens qui confient leur cause à M. Jules Favre, et des journaux qui n'affichent pas les noms de ces citoyens-là !

A notre avis, on eût pu faire grâce aux membres de la Commune, et ce serait au moins assez les punir

de leur imprimer un bonnet rouge sur l'épaule ou sur le front. Mais ceux qui devraient passer en justice inexorablement et se voir inexorablement bannis de la vie civile, ceux dont il faudrait abolir le nom et raser la maison natale, ce sont ces prévaricateurs qui ont fait le 4 septembre : et l'exacte et sereine justice ne leur laisserait la vie que pour avoir été en cette circonstance les instruments de la vengeance de Dieu, contre l'Empire, car il convenait que ce règne finît par leurs mains.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME SECOND

FIN DE LA TABLE

Paris. — Imprimé par CH. NOBLET, rue Soufflot, 18.

